

L'Asie du Sud-Est envahie par les brouillards d'un désastre écologique

LE PRÉSIDENT indonésien Suharto a présenté, jeudi 25 septembre, ses excuses aux pays d'Asie du Sud-Est pour la catastrophe écologique provoquée par des incendies de forêts ravageant certaines régions d'Indonésie. Environ 600 000 hectares auraient déjà été détruits. Ces feux alimentent un nuage de pollution, qui s'étend jusqu'en Malaisie et menace la Thaïlande et les Philippines. Dans l'état de Sarawak (Malaisie), l'état d'urgence a été déclaré et l'activité est paralysée. Ce sinistre s'ajoute au phénomène climatique « El Niño », cette masse d'eau qui se déplace régulièrement dans le Pacifique sud, provoquant une sécheresse persistante dans la région. La dégradation de l'environnement en Asie suscite l'inquiétude croissante des organisations internationales, qui s'alarment des nuisances écologiques en Chine.

Lire page 2

Le déficit de la Sécurité sociale atteindra encore 37 milliards à la fin de l'année

Pour rembourser la dette, la ponction de 0,5 % sur tous les revenus sera prolongée de trois ans

LA COMMISSION des comptes de la Sécurité sociale a annoncé, vendredi 26 septembre, que le déficit du régime général (salariés du privé) atteindra 37 milliards de francs en 1997 et 33 milliards en 1998. Intervenant devant la commission, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a rendu publics les grandes lignes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera soumis au conseil des ministres du 8 octobre.

M^{me} Aubry, qui entend ramener le déficit 1998 à 12 milliards de francs et vise l'équilibre en 1999, a présenté un plan d'économies et de recettes nouvelles de 21 milliards : basculement de la cotisation maladie sur la CSG, dont le taux passe à 7,5 % pour les actifs, mise sous condition de ressources des allocations familiales au détriment des ménages aisés, hausse de diverses taxes, etc.

Pour apurer les déficits cumulés en 1996-1997, soit près de 88 milliards de francs, le gouvernement va annoncer une prolongation d'environ trois ans de la contribution au remboursement de la dette sociale (0,5 % sur tous les revenus). Re-



naut sur la mise sous condition de ressources des allocations familiales, M^{me} Aubry a notamment déclaré : « Confrontés à un déficit majeur et aux difficultés de nombreuses familles modestes, nous avons dû, et nous l'assurons, faire le choix de la solidarité. »

La polémique s'amplifie après la décision du gouvernement de diminuer de moitié, à compter du 1^{er} janvier 1998, le montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED). 65 800 familles ont bénéficié de l'AGED en 1996 et, au total, 2 % des enfants de moins de trois ans sont gardés chez leurs parents par une personne salariée. « Allocation-vision » pour les uns, aide indispensable pour les autres, le débat dépasse les chivages politiques. Des parlementaires de gauche comme des organisations familiales de droite font front pour la préserver. La CFDT la défend au nom de l'emploi, FO la condamne. Les représentants des employés de particuliers craignent « un retour au travail au noir ».

Lire pages 6 et 11

La Cour des comptes accable la délégation aux rapatriés

S'ESTIMANT « surveillé, contrôlé, soupçonné et contourné » par le gouvernement, le délégué aux rapatriés, Guy Forzy, proche de Jacques Chirac, a démissionné jeudi 25 septembre. Quelques heures plus tard, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, faisait savoir que M. Forzy devait, de toute façon, être déchargé de ses fonctions en raison des vives critiques de la Cour des comptes sur sa gestion. Dans un rapport confidentiel remis à Lionel Jospin le 28 juillet et dont nous révélons les conclusions, la Cour dénonce en particulier une utilisation « discrétionnaire » des fonds de « secours exceptionnels ». Elle souligne en outre que l'action de M. Forzy s'est traduite par « une diminution sensible des subventions » aux associations de harkis.

Lire page 10 et notre éditorial page 15

L'élection contestée de Jean Tiberi

Le ministre de l'Intérieur a transmis au Conseil constitutionnel un avis sévère sur les conditions de l'élection, contestée, du maire de Paris aux législatives dans la capitale.

p. 31

Les incidents de la Hague

Plusieurs témoins démentent les informations rassurantes des autorités à propos du détartrage de l'usine de la Cogema.

p. 12

Le CNPF menace

En désaccord avec le gouvernement sur la réduction du temps de travail, le patronat dit hésiter sur sa participation à la conférence sur l'emploi.

p. 7

Un avion franco-russe

A l'occasion de la visite de Jacques Chirac à Moscou, la France devait signer, vendredi, un contrat avec la Russie pour la construction d'un avion d'entraînement militaire.

p. 5

Chercheurs de terre

Agriculteurs européens, ils ont été attirés par la terre française, moins chère. Avec plus ou moins de bonheur.

p. 14

Le pouvoir d'achat des salariés

Une étude estime que le salaire de base progressera en moyenne de 3,5 % en 1997.

p. 17

Abonnement : 3 DM ; Belgique : 3,5 F ; Canada : 2,5 F ; États-Unis : 3,5 F ; France : 3,5 F ; Allemagne : 3,5 F ; Espagne : 3,5 F ; Grèce : 3,5 F ; Italie : 3,5 F ; Japon : 3,5 F ; Pays-Bas : 3,5 F ; Portugal : 3,5 F ; Royaume-Uni : 3,5 F ; Suède : 3,5 F ; Suisse : 3,5 F ; Taiwan : 3,5 F ; Thaïlande : 3,5 F ; Turquie : 3,5 F ; USA : 3,5 F ; USA (Canada) : 3,5 F.

M 0147-827-7.50 F
8, rue Royale Paris 8^e - Tél. : 01.42.86.96.16

L'union du pape et de Bob Dylan chiffonne les catholiques italiens

ROME

Le retour sur scène de Bob Dylan aura lieu lors du 23^e congrès eucharistique national, à Bologne, samedi 27 septembre. La quasi fusion des deux événements a plus que surpris en Italie. Non seulement l'Eglise catholique « se paye » celui qui fut le pape de la musique contestataire américaine mais son concert devrait avoir lieu à la veille de la clôture de l'assemblée par Jean Paul II. L'information a déclenché une controverse salissante.

A tel point que l'écrivain et journaliste catholique Vittorio Messori déplore, dans *Famiglia Cristiana*, « que le message ne soit plus l'éucharistie mais le pape va présenter des chansonnettes. Je vois déjà les titres : le pape disc-jockey ». La polémique sur cette « herméneutique spirituelle » est lancée parce que la superstar ne sera plus ni Jésus, ni le pape, ni le message de l'Eglise italienne, mais un concert avec pour vedette « le prophète de 68, comme si nous voulions nous mettre à la page avec un chanteur d'il y a trente ans », regrette M. Messori. Encore Dylan ne sera-t-il pas seul. Seront également

présents Adriano Celentano, Lucio Dalla et Gianni Morandi. Trois cent mille personnes sont attendues pour ce rendez-vous inhabituel de la pop et de la foi. Il n'y a pas si longtemps encore, le rock et ses dérivés étaient considérés comme une expression satanique.

Aujourd'hui, la Conférence épiscopale italienne (CEI) a fait son mea culpa et a « demandé pardon aux jeunes pour le retard avec lequel l'Eglise s'est rapprochée de cette musique ». Un album intitulé *Hope music festival*, composé de chansons catholiques accommodées à la sauce funky, pop, blues, a été enregistré au Festival de San Remo. Ces chants seront entendus avant le grand concert de samedi dont ont été exclus une bonne partie des interprètes habituels, ceux que l'on appelle « les chanteurs de Dieu ».

C'est là un autre sujet de friction, et non des moindres. Religieux et laïcs qui animent généralement ces réunions n'ont pas apprécié d'être laissés pour compte. Le frère Giuseppe Cianfrilli se demande carrément, dans le *Corriere dello Sera*, pourquoi « il est fait des ponts d'or à un communiste comme Dylan, à un divorcé comme

Morandi et à un Dalla aux mœurs douteuses ». Les exclus sont en colère. « On a mis l'accent sur les noms célèbres, le business, et l'on a oublié ceux qui font de la musique en tenant compte des valeurs spirituelles », s'indigne Gianni Rugginenti, patron d'une maison de disques. Afin de faire monter la mayonnaise, le journal communiste *il Manifesto* a dénoncé cette « sorte de réédition générale du grand business de l'an 2000 » et du jubilé.

La réplique de *l'Avvenire*, quotidien de l'épiscopat, n'a pas tardé : « Les journalistes du Manifesto sont des mas-tu-vu. Ils n'utilisent pas leur matrice grise... Lorsqu'ils s'intéressent au pape et aux catholiques en général, ils finissent toujours par parler de sexe et d'argent. » Vittorio Messori suggère que Jean Paul II s'abstienne de cautionner par sa présence cette « discothèque à usage religieux » en n'assistant pas à cette veillée des jeunes sur fond de rock. La rencontre du troisième type entre le vieil homme en blanc et le contestataire désormais en quête d'absolu aura-t-elle lieu ? Réponse samedi soir.

Michel Bôle-Richard

Lire page 23

Le crime d'écrire

« LES FAITS » méritent une condamnation à une peine d'emprisonnement avec sursis, les peines d'amendes n'étant pas suffisantes à elles-mêmes pour condamner ce genre de délit, les amendes à payer tombant incontestablement dans les pertes du journal. C'est par cette phrase étonnante que la cinquième chambre de tribunal de Nice, présidée par Marie-Claude Chizat, justifie la condamnation, le 18 septembre, à un mois de prison avec sursis de Thierry Vézret, directeur de la publication de *l'Événement du jeudi*, reconnu coupable de diffamation envers Jacques Peyrat, maire de Nice.

Dans son édition du 1^{er} août 1996, *l'Événement* avait, sur un ton quelque peu pamphlétaire, rappelé l'itinéraire politique de M. Peyrat, qui fut membre de Front national avant de rejoindre le RPR. L'affaire était ordinaire et l'article a été jugé diffamatoire sans créer de véritable surprise. Mais la peine infligée est sans commune mesure avec les sanctions habituellement prononcées depuis plusieurs dizaines d'années en matière de diffamation.

Si la violence des mots existe, quand il ne s'agit que de mots, la prison avec sursis est réservée à des affaires particulièrement graves de provocation à la haine raciale ou d'apologie au crime. Il est parfois arrivé que certains tribunaux de

province, mal informés sur une jurisprudence qui appartient presque exclusivement à la 17^e chambre correctionnelle de Paris, s'égarent dans un jugement vite corrigé par les cours d'appel. Mais la décision des magistrats du tribunal de Nice ne repose pas sur un défaut de culture juridique, qui aurait été bien pardonnable dans une matière aussi complexe que la diffamation.

Ce n'est ni une erreur, ni un accident, car à l'audience, le substitut Jean-Claude Gravezeau avait déjà demandé une peine de trois mois de prison avec sursis et la motivation du tribunal, même si elle est maladroite, ne laisse aucun doute sur les intentions des juges. En substance, ils estiment que les amendes étant payées par le journal, elles sont inefficaces « pour ce genre de délit », c'est-à-dire pour la diffamation en général. M. Bernard Prévost, co-auteur avec l'avocat général Philippe Blier du *Que sais-je ?* sur le droit de la presse, ne cache pas sa surprise : « Dans son jugement, le tribunal estime que l'amende est inadapée à ce genre de délit ». En faisant cela, il se substitue au législateur et critique la loi, qui a prévu que les juges puissent prononcer des peines d'amendes. »

Maurice Peyrot

Lire la suite page 15

Avant-garde musicale



GYÖRGY LIGETI

LE HONGROIS György Ligeti, compositeur vivant le plus joué dans le monde - en ce moment à Paris, au Théâtre du Châtelet - défend, dans un entretien au *Monde*, l'exigence de la recherche musicale d'avant-garde. A soixante-quatorze ans, il a gardé « intacte une forme de curiosité », affirme-t-il, et le goût du risque.

Lire page 26

International	2	Finances/marchés	20
France	6	Aujourd'hui	22
Société	10	Jeun	25
Régions	12	Météorologie	25
Cronique	13	Culture	26
Horizons	14	Abonnements	29
Entreprises	17	Kiosque	29
Communication	19	Radio-télévision	29

ENVIRONNEMENT Les immenses incendies qui s'étendent sur des centaines de milliers d'hectares en Indonésie ont créé un nuage qui asphyxie une partie importante de

l'Asie du Sud-Est. Ce brouillard de pollution, dont on redoute les effets sur la santé, a d'ores et déjà provoqué un ralentissement considérable de l'activité en Malaisie. ● LES

EFFETS DÉVASTATEURS Des incendies s'ajoutent à ceux d'« El Niño », ce phénomène climatique régional responsable d'une sécheresse persistante dans le Pacifique-sud voisin

et de la baisse des ressources alimentaires. ● **CES DÉSORDRES CLIMATIQUES** frappent une région réputée pour la rapidité d'un développement économique qui s'est

effectué aux dépens de l'environnement. La Banque mondiale s'inquiète notamment de la situation en Chine, qui serait un des pays parmi les plus pollués au monde.

Les feux de forêt provoquent une catastrophe écologique en Asie du Sud-Est

Des incendies en Indonésie alimentent un brouillard de pollution qui atteint la Malaisie et menace la Thaïlande et les Philippines. Il s'agit d'un désastre sans précédent pour une région dont le développement économique est insuffisamment contrôlé

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

« Avec une telle pollution, rien n'est plus prévisible qu'un nombre substantiel de morts prématurées... Il y aura des dizaines de milliers de malades et nous n'avons pas encore vu la moitié de ce désastre, sans précédent en termes médicaux », juge Anthony Hedley, un spécialiste de Hong Kong. Déjà, le « brouillard » de pollution alimenté par des feux de forêts, qui couvre la péninsule malaisienne et le nord de Bornéo, aurait fait deux morts. Cinquante mille personnes ont réclamé des soins.

Toute activité a pratiquement cessé à Sarawak, Etat malais du nord de Bornéo, où l'état d'urgence a été décrété le 19 septembre. Ecoles et manufactures y sont fermées. Les quelque deux millions d'habitants de l'Etat se sont précipités pour accumuler des provisions après avoir été invités à se calfeutrer chez eux. « Pour procéder à une évacuation, il faut trouver un lieu d'accueil, ce qui n'est pas facile », a déclaré Mahatir Mohamad, premier ministre malais, en soulignant que l'Etat voisin du Sabah était également affecté par le phénomène.

POUR L'HURLE DE PALMIE

A Jambli, une ville de trois cent mille habitants du centre de l'Indonésie de Sumatra, proche des foyers d'incendie, la vie est devenue insupportable. La visibilité n'y est que d'une quinzaine de mètres. L'atmosphère est si polluée que respirer revient, certains jours, à inhaler la fumée de quelques paquets de cigarettes. Masques et filtres à air sont peu efficaces. Les hôpitaux sont pleins; deux étages



Les conséquences d'« El Niño »

Tous les trois à quatre ans à lieu dans les eaux équatoriales de l'océan Pacifique, au moment de Noël, une anomalie climatique aux conséquences parfois dramatiques appelée « El Niño » en référence à l'Enfant Jésus. Une masse d'eau chaude, de la taille des Etats-Unis, se déplace d'ouest en est, en direction des côtes du Chili et du Pérou, provoquant pendant plusieurs mois des perturbations météorologiques sur toute la planète. Les côtes habituellement sèches du Pérou et de l'Equateur subissent des pluies diluviennes, et les zones au climat humide, comme l'Asie du Sud-Est, les Philippines et le nord de l'Australie connaissent de fortes sécheresses. « El Niño » provoque aussi des tempêtes et des lames de fond sur la côte ouest des Etats-Unis, et des cyclones à Hawaï et en Polynésie. Les conséquences économiques d'un tel phénomène sont considérables. Le Niño de 1983-1984 est resté célèbre pour la violence de ses effets. Il a causé des milliers de morts et des dommages estimés à 13 milliards de dollars.

du seul hôtel de luxe de la ville ont été réquisitionnés pour accueillir des malades à l'abri de climatiseurs. « La multiplication des cancers du poumon, dans les années qui viennent, est une possibilité », estime un médecin local.

Quelque deux mille incendies de saison sèche ont été repérés, par satellite, dans le sud de Sumatra et à Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo. Le plus souvent, ils sont allumés dans le sillage des forestiers, qui ne coupent pas tous les arbres, afin de dégager le terrain pour planter des palmiers à huile. Ce brûlage est beaucoup moins onéreux que le déblayage manuel et même, quand

une piste a déjà été tracée, que le bulldozer. La demande internationale s'étant renforcée, l'Indonésie a exporté, l'an dernier, pour plus de 1 milliard de dollars d'huile de palme, une augmentation de 32 % en l'espace de cinq ans.

Les feux sont également encouragés par la politique de « transmigration » qui a pour objet de désengorger Java, où s'entassent la moitié des 200 millions d'Indonésiens. Ceux qui, moyennant une aide gouvernementale, quittent l'île s'installent dans les autres îles de la périphérie défrichant en incendiant. Enfin, mais c'est un facteur marginal, des cultures itinérantes sur brûlis sont encore pratiquées par certaines ethnies.

Les incendies, qui auraient déjà ravagé entre 600 000 et 800 000 hectares de terres à Sumatra, au Kalimantan, à Sulawesi (Célèbes) et en Irian Jaya, ont créé une immense chape de très fines particules qui retient les autres pollutions (émissions des véhicules et industries) et réchauffe une atmosphère devenue, du coup, irrespirable. Les villes sont donc les premières affectées. Cette nappe, qui a tendance à remonter vers le nord, couvre aujourd'hui une partie de l'archipel indonésien, la péninsule malaise et même le sud de la Thaïlande, où deux aéroports ont été fermés faute de visibilité. Elle s'étend également à la partie malaise de Bornéo et au sud de l'archipel philippin.

La priorité est donc d'éteindre, en territoire indonésien, les incendies. Le président Suharto a appelé avec fermeté, le 9 septembre, qu'il est interdit depuis 1995 d'allumer des feux, d'autoriser les brûlés et poursuites judiciaires. Des spécialistes français et japonais ont été dépe-

chés en Malaisie, pays qui a offert, de son côté, d'envoyer six cents sapeurs à Sumatra.

Mais l'étendue de ces feux est telle que seule l'intervention de pluies pourrait réduire de façon sérieuse l'ampleur de la catastrophe.

PREMIER

C'est à ce stade qu'interviennent les effets d'« El Niño », dont la force inhabituelle, cette année, a déjà provoqué une sécheresse alarmante dans le Pacifique-Sud. Attendu en octobre, le début des pluies pourrait donc être retardé de quelques semaines sur toute la région affectée. Expérimentée en Malaisie ces derniers jours, l'injection de solutions salines dans les nuages, afin de provoquer des pluies artificielles, n'a en apparence en que des effets limités. Une partie de la région continue de vivre dans une semi-obscurité.

Les conséquences économiques pourraient être importantes: déficit céréalier, chute du tourisme, ralentissement général des activités et note médicale. En Malaisie, des expatriés, y compris des diplomates, ont déjà décidé d'envoyer leurs familles, pour quelque temps, sous des deux pluies salubres. Les camions de commandes des voyageurs, en Indonésie, se réduisent. Le ministre belge des affaires étrangères a conseillé à ses ressortissants d'éviter les voyages en Malaisie. Le trafic aérien est de plus en plus perturbé sur les lignes intérieures. Parfois condamnés à demeurer chez eux, et à boire beaucoup d'eau, les victimes du « brouillard » polluant n'ont plus qu'à prier Dieu pour que les pluies reviennent le plus vite possible.

Jean-Claude Pomonti

L'impact est limité à la région et n'affectera pas le climat mondial

LES GAZ et les projections dégagés lors de l'éruption du volcan philippin Pinatubo, en 1991, avaient perturbé le climat mondial. Les gigantesques laves de la région asiatique peuvent-ils avoir les mêmes conséquences? Les scientifiques ne le pensent pas.

En se réveillant après six cent trente-cinq ans de calme, le Pinatubo avait injecté des milliers de tonnes de cendres et d'aérosols dans la stratosphère. Pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, ils avaient tourné autour de la Terre, perturbant la chimie de la haute atmosphère et faisant écran entre le Soleil et le sol. Résultat: la température globale de notre planète avait baissé, en 1992, d'une fraction de degré, entraînant des répercussions sensibles, clairement mises en évidence par les climatologues.

Selon Hervé Le Treut, directeur de recherches au laboratoire de météorologie dynamique du CNRS, les feux de forêts, même très importants, n'ont pas un effet comparable. « Les fumées ne vont pas monter très haut dans l'atmosphère. Contrairement à l'éruption du Pinatubo, elles n'atteindront pas la stratosphère - qui commence entre 12 et 15 kilomètres d'altitude -, ce d'autant plus que la région est soumise à des fortes pressions atmosphériques, des descendances d'air sec, qui expliquent aussi l'ampleur des incendies. » En revanche, souligne Hélène Cachier, chercheur au centre de faible radioactivité (CEA-CNRS), leur impact dans le cycle du gaz carbonique ne sera pas négligeable: « Les feux de forêts, par le CO₂ qu'ils dégagent, jouent un rôle dans l'effet de serre et participent au réchauffement de la planète. »

« Cependant, nuance M^{me} Cachier, c'est surtout sous l'angle de la pollution qu'il faut aborder ce genre de scénario-catastrophe. La combustion de la forêt étant imparfaite, en plus du gaz carbonique, des parti-

cules sont émises, des suies et des aérosols organiques. A la surface de ces aérosols sont attachés des hydrocarbures cancérogènes, des acides, etc. » De plus, sous l'effet des rayons du soleil, les gaz émis se transforment et deviennent toxiques. « En fait, explique ce chercheur, avec un feu de forêt, on retrouve exactement les composants du « smog » de Los Angeles. C'est analogue à une pollution urbaine, comme celle que nous avons connue à Paris cet été. » D'ici à quelques semaines, tous ces polluants dangereux pour la santé disparaîtront, emportés par les pluies.

EQUILIBRES NATURELS ROMPUS

Bien des équilibres naturels risquent d'être rompus à l'échelle de la région. « A priori, un impact climatique est à prévoir, puisque la forêt ne sera plus là, anticipe Hervé Le Treut. Cela modifiera les phénomènes d'évaporation du sol et l'indice de réflexion des rayons du soleil. On peut aussi attendre un changement du régime local des pluies, même s'il est difficile de prédire dans quel sens. »

Les scientifiques interrogés rappellent également que, dans ces forêts tropicales, l'humus, peu épais, est « tenu » par la végétation. En l'absence de celle-ci, la couche utile du sol risque fort d'être lessivée par les pluies, comme cela a été observé dans la forêt amazonienne. Une fois que les incendies seront éteints, ou bien les terres brûlées seront cultivées, ou bien s'installera une forêt secondaire, qui ne retrouvera jamais la densité et la richesse de celle qui aura disparu. De plus, il ne faut pas oublier qu'une forêt tropicale est habitée. Les feux et la fumée risquent aussi d'avoir un effet désastreux sur les populations d'autochtones, dont certaines, comme celle de l'orang-outan en Indonésie, sont déjà en diminution.

Pierre Barthélémy

Plus de 500 000 Papous manquent d'eau et de nourriture

AUCKLAND

De notre correspondant dans le Pacifique-sud
Dès la fin du mois de mai, les experts avaient annoncé l'arrivée imminente d'un terrible « El Niño » dans la région du Pacifique-sud, précisant que le phénomène climatique pourrait dépasser son record, enregistré en 1982-1983. Depuis quelques semaines, les effets de celui que l'on appelle aussi ENSO (El Niño southern oscillation) se constatent en effet à travers l'Océanie sans que les instituts régionaux spécialisés puissent anticiper précisément les manifestations du phénomène, qui varient en fonction des zones géographiques.

Ainsi, alors que le nord-est de la Polynésie française devrait recevoir plus de pluie que les normales saisonnières, l'ouest du Pacifique subit une sécheresse exceptionnelle. La Nouvelle-Calédonie, Fidji, Vanuatu, et la côte-est de l'Australie souffrent de cette vague de sécheresse qui monte au nord jusqu'en Indonésie, englobant Tuvalu et Kiribati. Mais dans la région, c'est pour le moment en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et en Irian Jaya (Indonésie) que les dégâts causés par « El Niño » sont les plus dramatiques. A la sécheresse se sont en effet ajoutées de sévères gelées qui ont mis à mal certaines cultures.

Selon le ministre de la santé papoue, Judah Alesin, entre 500 000 et un million de personnes (sur 4,5 millions d'habitants) manqueraient dangereusement d'eau, de nourriture ou de médica-

ments. Les autorités incitent la population, en particulier dans les montagnes, à reprendre le « régime de crise » traditionnel: insectes, grenouilles, racines et feuilles de bananiers, plutôt que de s'attendre à une assistance extérieure. La grande mine d'Ok Tedi, qui produit or et cuivre, a dû fermer ses installations début septembre, la rivière Fly, son principal lien d'accès, étant désormais à sec. La mine d'or de Porgera a également fermé ses portes, faute d'eau. L'Australie, qui a déjà envoyé des vivres, vient de dépêcher une équipe d'experts dans cette ancienne colonie australienne. Parallèlement, les pompiers de Nouvelle-Galles-du-sud, régulièrement confrontés à des feux de forêts et qui sont déjà intervenus en 1991 et 1994 en Indonésie, se sont prêts à apporter à nouveau leur aide à leur grand voisin du Nord.

En Australie, on prévoit une récolte de blé de 29 % inférieure à celle de 1996. En juillet, le Bureau australien de l'agriculture et des ressources économiques (Abare) annonçait une perte d'environ 1,8 milliard de dollars australiens, mais ces premières estimations alarmistes pourraient être exagérées, certaines pluies torrentielles ayant momentanément interrompu la sécheresse. Divers instituts régionaux comparent sans hésiter ce « El Niño » à celui de 1982, qui avait coûté à l'Australie deux points de croissance. Mais le docteur David Nicholls, spécialiste du phénomène au bureau de météorologie australien, estime qu'il est encore trop tôt pour dire

s'il s'agit vraiment d'un « El Niño » record, tout en accordant que certains indices sont « des plus sérieux ».

Il faut dire que « El Niño » arrive alors que la région s'inquiète vivement du réchauffement de la planète. La réunion des seize pays indépendants du Pacifique-sud, qui vient de se tenir aux îles Cook, avait comme thème principal le changement de climat. Certains micro-Etats (comme le Tuvalu et le Kiribati) étant composés d'atolls ou d'îles coralliennes qui sont, en tous points, à moins de deux mètres au-dessus de la mer, ne survivraient pas à une élévation du niveau de l'océan. Or, l'effet de serre contribue à la dilatation des océans.

Grand consommateur et exportateur de charbon, dont l'émission dans l'atmosphère sous forme de gaz carbonique est à l'origine de l'effet de serre, l'Australie considère que les objectifs recommandés au niveau international pour réduire les taux d'émission de gaz carbonique sont impossibles à atteindre. En marge du forum, un responsable australien serait allé jusqu'à déclarer qu'il serait plus efficace d'évacuer les îles menacées de submersion, plutôt que de demander aux pays industrialisés comme l'Australie de réduire ses taux d'émission de CO₂. Seule contre les quinze autres pays de la région, l'Australie a néanmoins réussi à imposer son point de vue dans le communiqué final du forum.

Florence de Changy

La pollution en Chine inquiète la Banque mondiale

LA CHINE méditerait-elle l'amère expérience que l'Asie du Sud-Est est en train de faire d'un décollage économique insuffisamment contrôlé? Il faut l'espérer tant les perspectives en matière d'environnement s'annoncent médiocres dans l'empire du Milieu. « La Chine est l'un des pays les plus pollués du monde », explique le dernier rapport de la Banque mondiale sur la Chine (Le Monde du 19 septembre) qui promet un « avenir sombre » pour l'environnement si les tendances actuelles se poursuivent. Selon la Banque mondiale, ces nuisances écologiques sont à l'origine de 289 000 décès par an et représentent un coût total pour la société équivalant à 7 ou 8 % du PIB.

Le phénomène est alimenté par

deux facteurs. D'abord, une consommation énergétique basée à 80 % sur le charbon: près de la moitié des émissions de particules et d'oxyde de soufre sont dues à des installations industrielles consommatrices de charbon.

PLUIES ACIDES

Ensuite, une urbanisation accélérée qui s'est traduite par une augmentation de la population citadine de 180 millions entre 1978 et 1993, à laquelle s'ajoute une « population flottante » de plus de 50 millions de travailleurs migrant de chantiers en chantiers. Dans ces zones urbaines, le parc automobile s'accroît de 10 % par an. Les émissions nocives de véhicules à Pékin sont équivalentes à celles de Los Angeles alors que le

parc automobile de la capitale chinoise ne représente que 10 % de celui de la ville de la côte ouest américaine.

Les conséquences sur la santé sont inquiétantes. Selon la Banque mondiale, le taux de mortalité causée par des maladies pulmonaires en Chine est cinq fois supérieur à celui enregistré aux Etats-Unis. Cet air pollué provoque en outre des pluies acides dont l'impact est jugé particulièrement grave en Chine du Sud. La Banque mondiale cite une étude du bureau de protection de l'environnement de Chongqing indiquant que le quart de la récolte maraîchère locale a été endommagée par les pluies acides en 1993.

Une telle dégradation de l'environnement chinois inquiète les

pays voisins, notamment le Japon, qui est directement concerné par les émissions venant du continent. La communauté internationale exerce une pression croissante sur les autorités pékinoises pour qu'elles durcissent leur dispositif de lutte contre la pollution, le mouvement Greenpeace ayant même fait de la Chine un des ses principaux objectifs de ces prochaines années. Si Pékin ne réagit pas avec fermeté, avertit la Banque mondiale, les émissions d'oxyde de soufre augmenteront vers 2020 de 60 % et le nombre de décès causés par la seule pollution de l'air grimpera à 600 000 par an. La sonnette d'alarme est tirée.

F.B.

Le « cas Winnie Mandela » passionne l'Afrique du Sud

JOHANNESBURG
de notre correspondant
Après plusieurs semaines de révélations contradictoires, Winnie Madikizela-Mandela devait comparaître, vendredi 26 septembre, devant la Commission vérité et réconciliation (TRC) pour s'expliquer sur les accusations de meurtre portées contre elle. Lors d'une audience à huis clos, l'ex-épouse du président Nelson Mandela est appelée à témoigner sur dix-huit affaires différentes, dont au moins huit assassinats, selon la presse sud-africaine.

La TRC est chargée de faire la lumière sur les crimes commis au temps de l'apartheid par les défenseurs du régime, mais aussi par ses adversaires. Winnie doit ainsi répondre de la disparition de plusieurs membres de son entourage à la fin des années 80, quand elle était encore l'une des figures de proue de la lutte contre la ségrégation raciale.

Après la réouverture de l'enquête par la TRC, d'anciens proches de la Passionaria des townships ont affirmé qu'elle avait participé à l'assassinat du jeune Stompie Sepele, pour lequel la justice l'a inculpée dans des conditions contestées. Ils l'accusent aussi d'avoir commandité le meurtre de son médecin personnel, Abu-Baker Asvat (Le Monde du 10 septembre). Personnage controversé, mais populaire chez les Noirs les plus défavorisés, M^{me} Madikizela-Mandela n'a cessé de clamer son innocence, démentant un complot ourdi par ses adversaires. Elle soupçonne certains éléments au sein même de son parti, le Congrès national africain (ANC), de vouloir se débarrasser d'elle. Représentante de l'aile gauche de l'ANC, Winnie dérange à l'approche du congrès de décembre, qui doit décider de la succession de son ex-époux à la tête du parti et du pays.

SOUTIEN RÉSERVÉ
L'Afrique du Sud se passionne pour cette affaire. Bien décidée à faire face, Winnie s'est déclarée prête à une confrontation avec ses accusateurs et à une réouverture du procès Stompie. Convaincue de n'avoir rien à cacher, elle refuse de demander l'amnistie auprès de la TRC et exige de comparaître devant la commission en audience publique. Ses avocats ont néanmoins demandé un report de l'examen de l'affaire afin d'étudier les dernières accusations portées contre leur cliente. Le dossier, en effet, s'est encore alourdi ces derniers jours, avec de nouvelles révélations faites par Jerry Richardson, ancien proche de Winnie emprisonné pour le meurtre de Stompie. M. Richardson affirme que M^{me} Madikizela-Mandela a non seulement commandité l'assassinat de l'adolescent, mais aussi celui d'une jeune fille de son entourage soupçonnée, comme Stompie, d'être une informatrice de la police.

Mais, contrairement à ce qu'affirme un autre témoin-clé, Katiza Cebekhulu, exilé en Angleterre, M. Richardson a déclaré que l'ex-épouse du président Mandela n'a pas directement participé à l'assassinat de Stompie. La crédibilité de M. Cebekhulu a aussi été mise en cause par le chef de la police sud-africaine, qui a affirmé que ses services l'avaient toujours considéré comme un témoin peu fiable, et plusieurs sources désignent M. Cebekhulu comme un ancien agent de l'apartheid.

M^{me} Madikizela-Mandela a, par ailleurs, reçu un soutien politique important. En dépit des accusations portées contre elle, la Ligue des femmes de l'ANC vient de la désigner comme sa candidate à la vice-présidence du parti pour le congrès de décembre. Coincées entre la volonté de se débarrasser d'elle et le souci d'éviter d'en faire une martyre aux yeux de la communauté noire, les dirigeants de l'ANC, eux, se cantonnent dans un soutien réservé. Nelson Mandela s'est ainsi contenté d'affirmer qu'il ne fallait pas condamner son ex-épouse tant qu'elle n'avait pas été reconnue coupable.

Frédéric Chambon

L'Afrique francophone craint d'être marginalisée au sein du FMI

Les réformes de structure du Fonds inquiètent les pays en voie de développement

L'augmentation de capital du Fonds monétaire international (FMI), dont l'assemblée annuelle s'est terminée jeudi 25 septembre à Hongkong, risque d'avoir pour conséquence de réduire la présence des représentants des pays d'Afrique francophone au sein du conseil d'administration du FMI.

HONGKONG
de notre envoyé spécial
Certaines des dernières décisions prises par le Fonds monétaire international (FMI) provoquent l'inquiétude des pays en développement. Ces derniers estiment être désavantagés par la nouvelle répartition des voix résultant de l'augmentation des fonds propres du FMI, décidée lors de l'assemblée annuelle de Hongkong, qui s'est achevée le 25 septembre (Le Monde du 25 septembre). Au lendemain de cette décision, Chakravarty Rangaraj, le gouverneur de la banque centrale indienne, a réclamé un nouveau mode de calcul des droits de vote au conseil d'administration du Fonds. Mais c'est du côté des pays de l'Afrique francophone que la préoccupation est la plus grande.

L'augmentation de capital du FMI entraîne une nouvelle répartition des droits de vote et « amoindrit la part des pays africains francophones, qui risquent de ne plus remplir les critères leur permettant de continuer à figurer au conseil d'administration du Fonds », explique Marcel Doupamby-Matoka, ministre gabonais de l'économie et des finances et porte-

parole du « groupe des 24 » (« G24 », regroupant les pays en développement) auprès du Comité intérimaire, le bras exécutif du FMI.

« Alors que les pays africains représenteraient au total 4 % des droits de vote et ne verraient pas leur présence menacée, le groupe des pays francophones, à lui seul, tomberait en deçà de 2 %, ce qui le priverait d'un siège au conseil », souligne-t-il. Michel Camdessus, le directeur-général du Fonds, a cependant voulu rassurer les pays d'Afrique francophone en affirmant que « la composition du Conseil ne serait pas modifiée ».

ALLÈGEMENT DE LA DETTE

Pour ce qui est de la dette, problème récurrent du continent alors que, paradoxalement, l'aide au développement a atteint, en 1996, son plus bas niveau depuis cinquante ans, M. Doupamby-Matoka se félicite de l'importance que le FMI et la Banque mondiale continuent à attacher à cette question, et notamment de l'initiative sur la dette des Pays pauvres très endettés (PPTE). Cette nouvelle procédure financière, mise au point à l'automne 1996, prévoit d'alléger la dette des pays qui acceptent

d'appliquer, pendant six ans, un certain nombre de réformes économiques.

Satisfait de la formule, les pays africains réclament toutefois que la durée de cette période de probation soit réduite (ce n'est qu'au bout de trois ans de mise en observation que les pays concernés peuvent prétendre au PPTE) et que l'interprétation des critères permettant de s'adresser à ce nouveau guichet soit plus flexible, de façon à permettre à un plus grand nombre de pays de se porter candidats.

A l'heure actuelle, seuls l'Ouganda, le Burkina-Faso et la Bolivie ont été jugés éligibles. Trois autres pays (Côte d'Ivoire, Mozambique et Guyana) sont en liste d'attente. James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, estime que d'ici à l'an 2000 une vingtaine d'autres pays pourront bénéficier du PPTE. Actuellement, le FMI, la Banque mondiale et un certain nombre de pays occidentaux donateurs consacrent au total 4,2 milliards de dollars à l'allègement multilatéral de la dette des pays les plus démunis.

Les pays d'Afrique francophone doivent faire face à une autre échéance : la création de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, avec ses répercussions inévitables sur la zone franc. « C'est une question vitale, souligne le ministre gabonais. Nous sommes liés à la France par une parité monétaire fixe et par des mécanismes qui reposent sur le compte d'opération ouvert auprès du Trésor français. Un mécanisme qui garantit la stabilité de notre monnaie et l'attention des devises dont nous avons besoin. »

Serge Marti

Yasser Arafat lance une offensive ostensible contre le Hamas

La police palestinienne est passée à l'action

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Depuis sa création, il y a dix ans à Gaza, la force d'attraction principale du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) repose sur ses activités charitables. C'est à cette structure complexe, à la fois réseau d'entraide authentique et vivier naturel pour militants fanatisés, que Yasser Arafat, fermement poussé par Israël et Washington, s'est résolu à s'attaquer. Jeudi soir 25 septembre, au cours d'une vaste opération organisée sous l'œil des caméras de télévisions étrangères, la police palestinienne autonome est donc passée à l'action à Gaza et à Naplouse, fermant d'autorité seize bureaux et associations directement affiliés au Hamas.

La plus importante institution visée est l'Association islamique, qui gère des crèches, quelques écoles chroniques, des dispensaires, des clubs de sport et des soupes populaires. Une petite chaîne de télévision privée sympathisante qui émet dans la région de Naplouse a également été fermée par la police. Plusieurs dizaines de militants politiques ont en outre été arrêtés. Officiellement, selon un porte-parole de Yasser Arafat, c'est parce que « la vie quotidienne des Palestiniens souffre grandement des conséquences des actes irresponsables » perpétrés par les islamistes - allusion au cycle infernal attentats-répression-bouclage-pauvrisation - que le pouvoir autonome est passé à l'action.

La volonté de M. Arafat est d'apparaître aux yeux du monde comme le bon élève qui écoute les conseils amicaux « du grand oncle américain, tandis que

Benjamin Nétanyahou n'en fait qu'à sa tête et irrite la planète entière en multipliant les provocations qui constituent les annonces de développement de colonies juives dans les territoires occupés, la dernière en date remontant à mercredi.

PRESSIONS SUR M. NÉTANYAHOU
Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, est agacée par l'attitude du gouvernement nationaliste israélien et du peu de cas que celui-ci semble faire des recommandations américaines, notamment en matière de « gel » de la colonisation. « Quand j'étais sur place, j'ai demandé un arrêt de jeu, a-t-elle rappelé jeudi. Je demande au premier ministre Nétanyahou de [le] respecter. » Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a par ailleurs reconnu que le gouvernement israélien n'avait pas daigné informer à l'avance M^{me} Albright de son intention d'autoriser les nouvelles constructions lors d'une conversation téléphonique tenue mercredi.

Mais le secrétaire d'Etat n'ignore pas que M. Nétanyahou dispose de suffisamment d'alliés, démocrates et républicains, au Congrès, à Washington, pour entraver toute forme de pression qui pourrait être envisagée à son encontre par l'administration de Bill Clinton. « Tout se passe, résumait jeudi Hanane Ashraoui, ministre palestinienne des universités, comme si Nétanyahou savait qu'il pouvait compter sur la faiblesse de l'administration Clinton pour multiplier les provocations de manière à tuer définitivement le processus de paix. »

Patrice Claude

Selon l'ONU, le continent va continuer de s'appauvrir au siècle prochain

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

En marge de l'assemblée générale des Nations unies, les quinze ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité ont participé, jeudi 25 septembre, à une réunion sur la résolution des crises en Afrique, la seule région du monde où la pauvreté va s'accroître au siècle prochain, selon le secrétaire général, Kofi Annan. Les ministres ont entendu Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, Robert Mugabe, président du Zimbabwe, ainsi que Salim Ahmed Salim, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Tous se sont engagés à redoubler d'efforts en faveur du continent.

Tous les soldats rwandais auraient quitté le Congo-Kinshasa

LES SOLDATS de l'Armée patriotique rwandaise (APR) qui étaient en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) sont rentrés au Rwanda. « Leur travail était terminé », a affirmé, jeudi 25 septembre, Claude Dusaidi, le conseiller politique du vice-président et ministre de la défense Paul Kagame, confirmant qu'ils s'y trouvaient jusqu'alors. « Tous ont été rappelés, sauf si certains ont été laissés sur place en vertu d'un accord avec Laurent-Désiré Kabila [le président autoproclamé de la RDC], ce dont je ne suis pas informé », a précisé M. Dusaidi.

D'importants mouvements de troupes rwandaises avaient été constatés ces dernières semaines à Goma, la capitale du Nord-Kivu (est de la RDC). Les soldats de l'APR étaient en RDC depuis octobre 1996, date du début de l'offensive lancée par les troupes de Laurent-Désiré Kabila, soutenues par le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et les Etats-Unis, contre le régime du maréchal Mobutu Sese Seko. « L'objectif du gouvernement rwandais était de démanteler les camps de réfugiés, qui étaient aussi des camps d'entraînement hutus », a

Afrique. Organisée à l'initiative américaine, la réunion était destinée à rassurer l'Afrique, qui craint que la réforme de l'ONU n'entraîne d'autres réductions. M^{me} Albright a profité de l'occasion pour annoncer son voyage dans ce continent avant la fin de l'année et rappeler que le président Bill Clinton s'y rendrait « prochainement ».

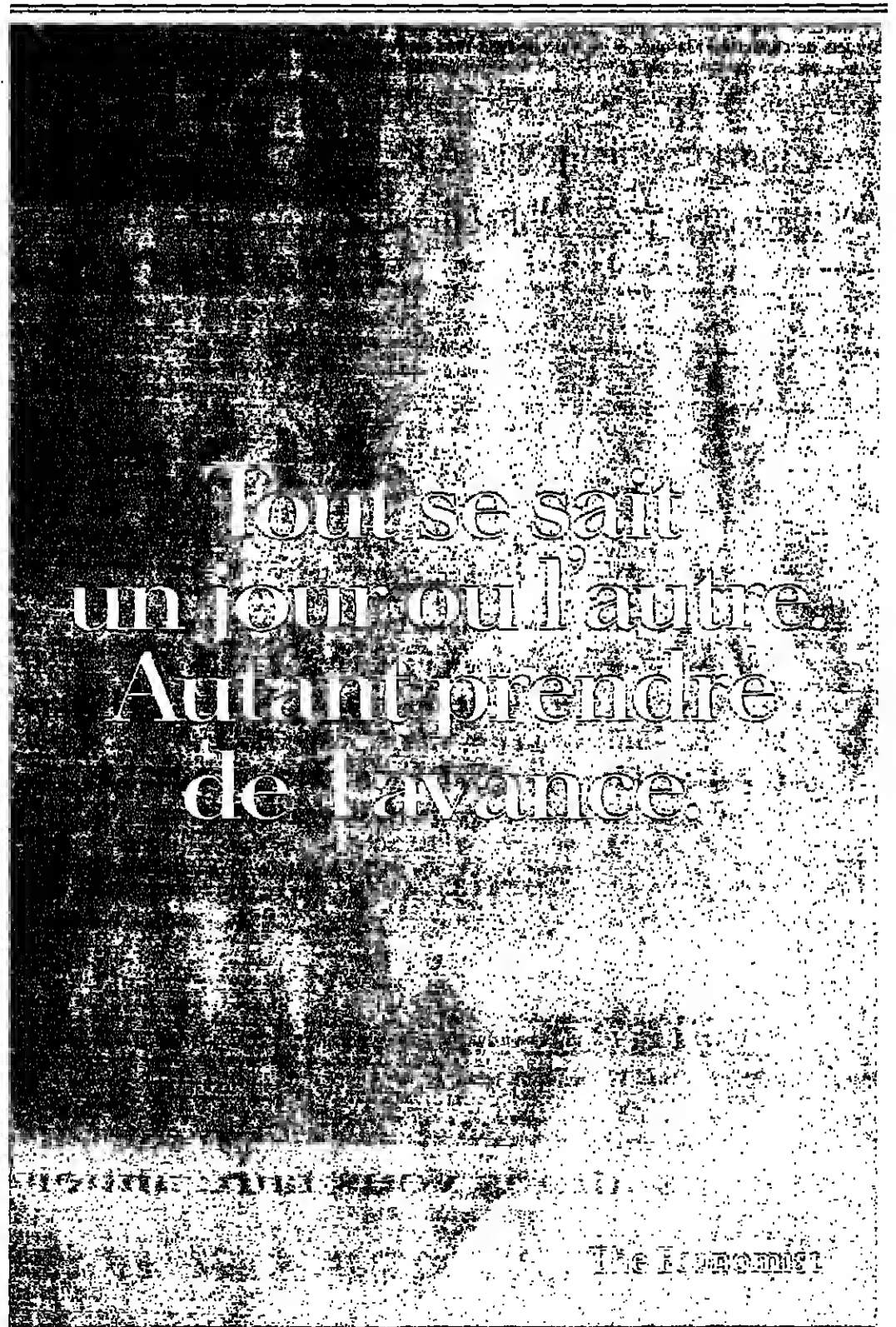
Hubert Védrine a estimé que la « poursuite de la réduction de l'aide constituerait un risque majeur d'aggravation des tensions et des crises », expliquant que la France avait « clairement choisi sa politique en Afrique ; elle l'adapte et la modernise, mais elle ne se désengage pas du continent », a-t-il affirmé.

Les Américains ont été invités par les Africains à réétudier l'embargo contre la Libye, imposé après les attentats commis en 1988 et 1989 contre le Boeing de la Panam et le DC-10 d'UTA. La Russie s'est rangée du côté des Africains, Evgueni Primakov, le ministre des affaires étrangères, demandant publiquement un compromis sur les sanctions au Conseil de sécurité.

Afsané Bassir Pour

Claude Dusaidi, compagnon de route de Paul Kagame depuis leur exil commun en Ouganda, a indiqué ne pas être au courant des pillages - constatés par la population locale - auxquels se sont livrés les soldats rwandais lors de leur départ de Goma.

Frédéric Fritscher



PO
Tra
et c
de l
Gra
46 f

l'ag
pou
vral
Les
des
aujc
tou
d'er
idée
Que
part
et d
On
leur
on
apla
Cert
des
rant
dém
des
et c
D'au
urgé
uns
Mai,
préfi
sion
l'inq
com
frac
con
encc
l'une
L'i
tion
L'ép
jeun
série
est r
senté
rité.
dem
grou
scow
Rest
le pa
mardi
ayan
était

Itineris® marque déposée par France Télécom. France Télécom Mobiles - France Télécom SA au capital de 25 000 000 000 F

Composez vous-même votre forfait



Itineris®

Evolution d'Itineris

Par mois :

145 F + 60 F / heure*
service Itineris communications nationales

Vous avez accès à la performance du service Itineris : Messagerie Vocale, 711 SVP Itineris, 712 Renseignements Directs, Mini-Messages, Double Appel, Renvoi d'Appel, Facturation détaillée, Option Europe. **Vous choisissez le nombre d'heures dont vous avez besoin :** de 1h à 5h de communications nationales mensuelles. **Vous pouvez modifier votre forfait gratuitement :** le nombre d'heures et les options choisies.

*Forfait de communication en France métropolitaine; (au-delà du forfait : 2 F/min, 1,50 F/min vers les mobiles Itineris, OLA, Olla Toulouse et mobicarte) les appels vers certains N° inclus dans le forfait font en outre l'objet d'une tarification spécifique. Abonnement de 12 mois minimum. Frais de mise en service en sus.

N° Vert 0 800 830 800

<http://www.itineris.tm.fr>

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.



**France Telecom
Mobiles**

CHIR
de Pa
Stock

L
tiers
rie de
sorte
héro.
avoir
Solign
une i
dans
Lang
et le
c'est
même
destin
Jacqu
halet
de cl
coups
dévas
tenac
cruel
une g
mauv
puis,
de re
le cha
et se
lets q

Service 100

Jacques Chirac et Boris Eltsine veulent donner « une nouvelle impulsion » à leurs relations

La France n'est que le neuvième fournisseur de la Russie

Arrivé à Moscou, jeudi 25 septembre, pour une visite d'Etat de trois jours, le président Jacques Chirac a dîné en compagnie du président Boris Eltsine.

Deux entretiens, avec le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, puis avec M. Eltsine, étaient prévus dans la matinée de vendredi. Dans

la soirée, Jacques Chirac devait prononcer un discours devant des étudiants de l'Institut des relations internationales de Moscou.

Collaboration franco-russe pour construire un avion militaire d'entraînement

Des contrats de 230 millions de francs

MOSCOU

de notre correspondant
A l'occasion de la visite de Jacques Chirac en Russie, les représentants des sociétés françaises Snecma (moteurs d'avions) et Sextant (composants électroniques) devaient signer, vendredi 26 septembre à Moscou, des

contrats d'un montant global de quelque 230 millions de francs avec le constructeur russe d'avions militaires MAPO-Mig. Grâce à des crédits de l'Etat français, la Snecma fournira à Mig des moteurs Larzac, et Sextant des systèmes d'aviation pour équiper une présérie de quinze Mig-AT, un avion d'entraînement militaire. Destiné à l'exportation, cet avion franco-russe pourra aussi être dérivé en une version militaire d'attaque air-sol, le Mig-AC. Face à la concurrence étrangère, surtout américaine, mais aussi britannique et italienne, l'alliance franco-russe espère emporter le tiers du marché mondial.

Selon ses promoteurs, qui visent principalement les clients de l'ex-bloc soviétique et de la

nouvelle Russie, le Mig-AT aura l'avantage d'être moins cher à l'achat que ses concurrents occidentaux et moins cher à l'exploitation que son rival russe, le Yak-130, développé par le groupe russe Iakovlev en collaboration avec l'entreprise italienne Aer-macchi.

Lors du Salon aéronautique de Moscou, en août, le président russe, Boris Eltsine, avait encouragé, devant un prototype du Mig-AC, ce qui peut devenir l'un des premiers projets importants de collaboration industrielle franco-russe. Pour les Français, les perspectives commerciales du Mig-AT sont alléchantes malgré l'ampleur du risque industriel. Les ventes de Mig-AT permettraient à la Snecma de relancer en France la production du moteur Larzac arrêtée depuis dix ans. Outre la perspective de vendre son « avion-tique », Sextant acquiert grâce à sa collaboration sur le Mig-AT une expérience d'équipement complet d'avions.

Jean-Baptiste Naudet

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Les bons sentiments sont là, exprimés avec effusion ; c'est « l'entendement » qui suit moins brillamment. Au terme de la première journée de la visite d'Etat du président Jacques Chirac en Russie, jeudi 25 septembre, le contraste était frappant : d'un côté, l'expression d'une « amitié » dite aussi « profonde qu'indéfectible » entre les deux pays, et de l'autre la médiocrité du volume de leurs échanges économiques.

Tout trait pour le mieux dans la relation franco-russe n'allait pas à la seule aune des adjectifs abondamment utilisés par Boris Eltsine pour accueillir son hôte, et ceux, non moins chaleureux, em-

Nikolaïevitch était au plus bas sur la scène politique russe et qu'il venait d'être snobé par l'élusé où il avait été reçu entre deux portes par un François Mitterrand qui ne voulait pas faire de peine à Mikhaïl Gorbatchev. Entre « pros » de la politique, cela ne s'oublie pas. C'est ce qu'a rappelé jeudi M. Eltsine : « Depuis 1991, vous avez été à nos côtés pendant tous les instants de cette difficile installation de la jeune démocratie russe : je ne l'oublierai jamais », a dit le président russe à M. Chirac.

Et de saluer, dans la foulée, la politique menée par son « ami Jacques » en faveur de « l'intégration » de la Russie dans toutes les organisations économiques et financières internationales. En vertu de quoi, le président de la République fut, jeudi, le premier chef d'Etat étranger à recevoir des mains de M. Eltsine la toute nouvelle décoration dont vient de se doter la Fédération de Russie : l'« ordre du mérite devant la patrie ». Il ne fut pas en reste pour dire tout le bien qu'il pense de Boris Eltsine : « Je tiens à rendre hommage à l'œuvre extraordinaire que vous avez entreprise, celle de rendre à la Russie sa vocation d'être une des sources de la civilisation. » M. Chirac a poursuivi : « Boris Nikolaïevitch, vous resterez dans l'histoire comme l'homme qui a rendu à la Russie sa liberté, son honneur, sa puissance. »

Les deux chefs d'Etat expriment le souhait que cette visite donne « une nouvelle impulsion » aux relations franco-russes. Elles en ont besoin au chapitre économique, comme on le reconnaît volontiers du côté français. « On est parti de très bas sur ce marché qui est un marché difficile », explique-t-on. Depuis deux ans, les exportations françaises progressent (+30 % en 1996, passant de 6 à 10 milliards de francs) faisant de la Russie le vingt-deuxième marché de la France dans le monde (contre la vingt-huitième place en 1995 et la trente et unième en 1994). Dans cette nouvelle Russie, il ne s'agit plus de passer quelques contrats d'Etat à Etat (comme Paris savait le faire), mais de tailler sa place dans une jungle que dominent quelque vingt puissants groupes prédateurs russes.

Les chefs de file de l'exportation française restent les sociétés agroalimentaires et les producteurs de biens de consommation courants (électroménager, notamment). Leurs performances n'empêchent pas que la France n'est que le neuvième fournisseur de cet immense pays : avec à peine 3 % du marché russe elle vient derrière l'Allemagne (11 % du marché), les Etats-Unis (5 %), et même derrière l'Italie et les Pays-Bas... Parce que

M. Chirac regrette le ralentissement des privatisations

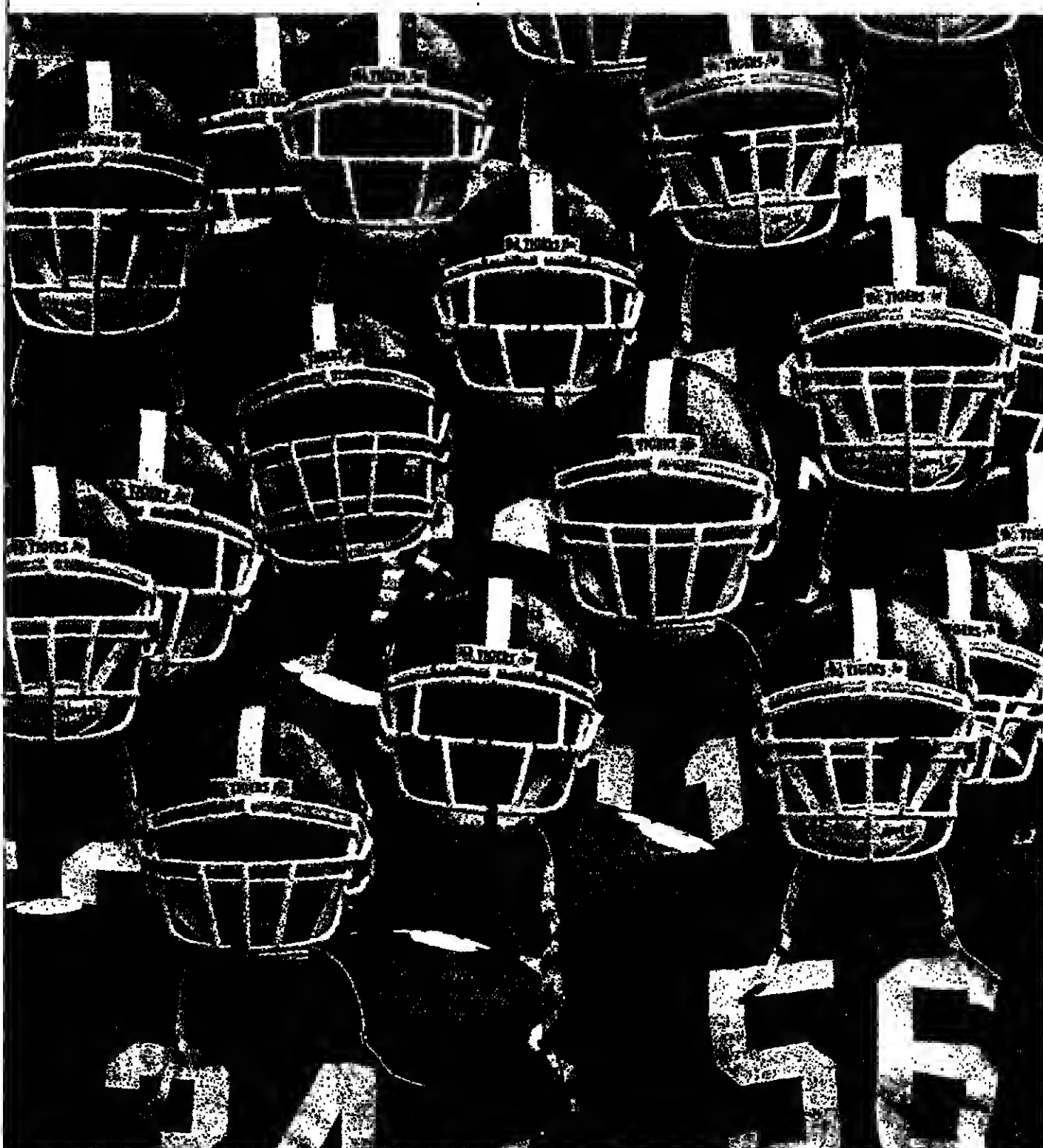
Interrogé par la chaîne de télévision russe ORT, mercredi 24 septembre, à Paris, à la veille de son départ pour la Russie, le président de la République a affirmé que le ralentissement des privatisations en France est « une erreur ». « L'Etat n'a pas de vocation à gérer des affaires qui travaillent sur le marché », a ajouté le chef de l'Etat, dans cet entretien rendu public, jeudi 25 septembre, par le service de presse de l'Elysée.

« L'expérience prouve que, lorsqu'il le faut, cela coûte toujours très cher à la nation », a poursuivi M. Chirac, qui estime que, « petit à petit, pour tenir compte naturellement des situations sociales, il faut aller vers la privatisation de tout ce qui est commercial, tout ce qui relève du marché ». M. Chirac a également déclaré qu'« il y a trop d'impôts en France » et que « c'est un élément de paralysie ».

ployés par Jacques Chirac pour lui redonner la politesse. A l'évidence, les deux hommes - l'un et l'autre des sentimentaux de la politique et tous deux vétérans du métier - s'aiment bien. Ils entendaient le montrer sur les parquets peints et sous les six lustres monumentaux du salon Saint-George, théâtre, au Kremlin, de la cérémonie d'accueil.

Tout s'est passé comme si M. Eltsine avait à cœur de répondre aux nombreuses bonnes manières que lui fit Jacques Chirac tout au long de ces dernières années - à commencer par cette réception officielle à la mairie de Paris, en mai 1991, alors que Boris

Une fois ces messieurs installés dans votre voiture, il vous restera encore 5 places.



DÉPÊCHES

■ SERBIE : la coalition au pouvoir a obtenu 110 des 250 sièges au Parlement issu des législatives de dimanche 21 septembre, soit un nombre inférieur à la majorité absolue, selon les résultats officiels publiés, jeudi, par la commission électorale. La coalition comprenant le Parti socialiste (SPS), la Gauche yougoslave (JUL, néo-communiste) et la Nouvelle Démocratie (ND, libérale) est suivie du Parti radical (SRS, extrême droite) de Vojislav Seselj, qui remporte 82 sièges. Le Mouvement serbe du renouveau (SPO, droite nationaliste) de Vuk Draskovic est la troisième force politique avec 45 sièges, cinq petits partis se répartissant les 13 autres sièges. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : Les négociations sur la réforme de la fiscalité allemande se sont achevées dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 septembre sur un constat d'échec définitif, après sept mois d'après pourparlers entre la majorité et l'opposition, qui dispose d'un pouvoir de blocage au Bundestag. Cet échec renvoie à après les législatives de 1998 une réforme dont personne ne nait le besoin. Le gouvernement prévoyait une simplification de la fiscalité et un allègement de l'imposition pour les entreprises et les particuliers. Le SPD reprochait au projet de la majorité d'être injuste socialement. - (AFP, Reuters)

■ CHINE/KAZAKHSTAN : un accord pétrolier, qualifié de « contrat du siècle » par le président kazakh, Noursoultan Nazarbajev, prévoyant 9,5 milliards de dollars d'investissements chinois au Kazakhstan, a été signé à Almaty, mercredi 24 septembre, en présence du premier ministre chinois Li Peng. La Chine s'est engagée à construire, d'ici à 2005, un oléoduc de 3000 km entre des champs pétrolifères kazakhs situés au nord-est de la Caspienne jusqu'à sa frontière, et un autre, de 250 km, vers celle du Turkménistan, devant être prolongé vers l'Iran. La Chine a déjà signé, en juin, un contrat de 4,3 milliards de dollars pour l'exploitation de champs de pétrole kazakhs. - (Corresp.)

■ VIETNAM : le premier vice-premier ministre Phan Van Khai, fervent partisan des réformes économiques, a été élu, jeudi 25 septembre, premier ministre par l'Assemblée nationale. - (AFP)

■ INDE : l'ancien premier ministre indien B. V. Narasimha Rao a été inculpé, jeudi 25 septembre, de corruption. - (AFP)

SOCIAL La commission des comptes de la Sécurité sociale a annoncé, vendredi 26 septembre, un déficit du régime des salariés de 37 milliards de francs pour 1997 et de

33 milliards pour 1998. Pour apurer encore 87 milliards de dettes cumulées, le gouvernement va annoncer une prolongation d'environ trois ans du RDS (0,5 % sur tous les revenus). ● LE

PROJET DE LOI de financement de la « Sécu » pour 1998, qui prévoit notamment un transfert de la cotisation-maladie sur la CSG, devrait permettre de ramener le déficit 1998 de 33 milliards

à 12 milliards de francs. ● A CARPENTRAS, dans le Vaucluse, l'hôpital et deux cliniques ont décidé de fusionner leurs activités, anticipant ainsi les projets de restructurations hospitalières du gouvernement. Celui-ci

aborde avec prudence les problèmes des hôpitaux, mis en évidence, notamment, par une enquête récemment publiée (Le Monde du 25 septembre).

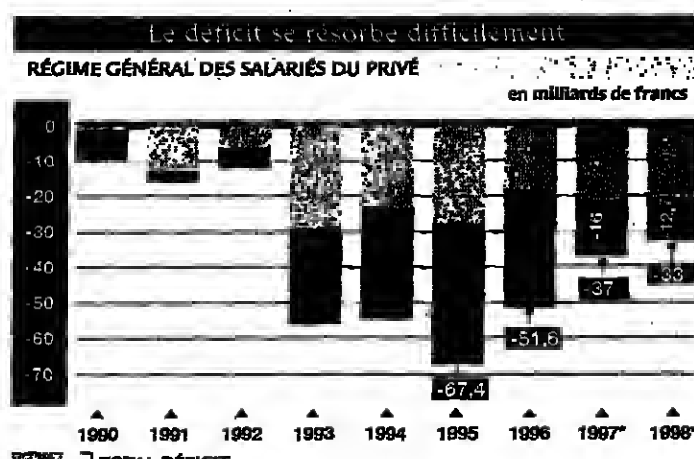
Le gouvernement se donne deux ans pour redresser la Sécurité sociale

Le RDS devrait être prolongé de trois ans, jusqu'en 2012, pour apurer une nouvelle dette cumulée des régimes sociaux. Martine Aubry souhaite, d'autre part, « une remise à plat de l'ensemble de la politique familiale »

DEUX ANS après le « plan Juppé », la « Sécu » est toujours en traitement, et il faudra encore au moins deux ans, dans le meilleur des cas, pour la remettre sur pied. Réunie vendredi 26 septembre sous la présidence de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, la commission des comptes de la Sécurité sociale a annoncé que le déficit du régime général (salariés du privé) atteindra 37 milliards de francs en 1997 – alors qu'Alain Juppé avait un moment envisagé un excédent de 11,8 milliards cette année – et qu'il sera de 33 milliards de francs en 1998.

M^{me} Aubry a présenté le traitement sous forme de recettes nouvelles, essentiellement prélevées sur l'épargne, et de réduction des dépenses pour un montant de 21 milliards de francs au total (lire ci-dessous). Ces mesures figurent dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, qui sera soumis au conseil des ministres le 8 octobre, puis aux députés à partir du 27 octobre. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de ramener le déficit du régime général à 12 milliards fin 1998. Dans un récent entretien au Monde (du 16 septembre), Lionel Jospin a précisé qu'il souhaite « arriver à l'équilibre en 1999 ».

Les résultats (encore prévisionnels) de 1997 sont conformes à l'audit des finances publiques pré-



Les déficits accumulés par la Sécurité sociale en 1990-1997 (89,5 milliards de francs) seront financés par une prolongation d'environ 3 ans du RDS (0,5 % sur tous les revenus), soit jusqu'en 2012 ou 2013.

senté le 21 juillet : 16,1 milliards de déficit pour la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), 13,3 milliards pour la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et 8,4 milliards pour la Caisse d'assurance-vieillesse (CNAVTS). Sans mesure de redressement, les déficits 1998 seront encore respectivement de 12,9 milliards, 8,4 milliards

et 11,9 milliards de francs. Les autres régimes ne se portent guère mieux.

Outre le déficit 1998, le gouvernement doit aussi apurer les déficits cumulés de 1996 et 1997 (87 milliards). En dépit des vives réticences du ministère des finances, qui traitait encore les pieds joints 25 septembre, il annoncera prochainement la reprise de cette

dette par la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) et une prolongation d'environ trois ans du RDS (contribution au remboursement de la dette sociale), instauré par M. Juppé en 1996 (0,5 % sur tous les revenus). On estime, au ministère de la solidarité, qu'il n'y a pas d'autre solution.

Pour 1998, les recettes nouvelles et les économies rapporteront 21 milliards de francs. La réduction des déficits est d'autant plus réalisable que la croissance se renforce l'an prochain. De ce point de vue, les prévisions de la commission des comptes s'appuient sur les hypothèses économiques du projet de loi de finances, notamment sur une croissance de 3 % et une progression de la masse salariale de 4 % (1,4 % pour les effectifs salariés et 2,6 % pour le salaire moyen). Elle suppose, néanmoins, une maîtrise des dépenses.

Le gouvernement a un peu déserté l'état dans le secteur de la santé, tout en maintenant la rigueur : les dépenses des caisses ne devront pas dépasser 613,6 milliards de francs (600,2 milliards en 1997), soit une progression de 2,23 % (1,7 % en 1997). Les experts gouvernementaux ne cachent pas qu'un rattrapage s'impose pour les hôpitaux, après la rigueur sans précédent qui les a frappés cette année et qui a entraîné une détérioration du climat social. Les établissements

publics et privés sous budget global auront donc une enveloppe en hausse de 2,2 % (1,25 % en 1997), et les établissements médico-sociaux une augmentation moyenne de leurs crédits de 3,15 %.

FIN DE NON RECEVOIR

L'enveloppe de médecine de ville devrait progresser de 2,1 %, comme en 1997. Dans l'entourage de M^{me} Aubry, on estime que, compte tenu de la bonne maîtrise des dépenses des paramédicaux (biologistes, infirmières libérales, etc.), il est aussi possible de desserrer un peu la contrainte sur les médecins libéraux. Favorable à la maîtrise des dépenses de santé, le ministre de l'emploi et de la solidarité a toutefois exclu des « déremboursements qui réduiraient encore le niveau de couverture » des assurés sociaux. Elle a aussi exclu toute mise sous condition de ressources des prestations d'assurance-maladie et prévenu qu'elle n'agrégerait aucune expérimentation « mettant en cause les bases sur lesquelles repose notre système de Sécurité sociale solidaire ». Cette mise en garde doit s'interpréter comme une fin de non recevoir au projet que lui a soumis Claude Bébéar, président d'AXA-UAF, numéro deux mondial de l'assurance.

M^{me} Aubry et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, vont lancer une révision des schémas ré-

gionaux d'organisation sanitaire (SROS), élaborés en 1995-1996, afin de bien mettre le système de soins en adéquation avec les besoins de la population. Acteurs du système de santé, élus et population seront associés à ce travail, « à elle précède vendredi. Outre la tenue des États généraux de la santé, probablement fin 1998, M^{me} Aubry va ouvrir d'autres chantiers.

Elle souhaite ainsi « une remise à plat de l'ensemble de la politique familiale » qui aille au-delà du problème des prestations. Dans cette perspective, la mise sous condition de ressources des « allocs » pourrait n'être que provisoire, d'autres pistes étant étudiées dans le cadre d'une concertation avec les associations familiales et les partenaires sociaux, comme la réforme du quotient familial ou la fiscalisation des prestations. Le gouvernement souhaite aussi poursuivre la réforme du mode de financement de la protection sociale, engagée avec le transfert de la cotisation maladie vers la CSG, en modifiant l'assiette des cotisations patronales.

Prudente, M^{me} Aubry veut, néanmoins, s'assurer qu'une telle réforme aura « un impact positif sur l'emploi ». Si c'est le cas, « à-t-elle précède devant la commission des comptes », « nous engagerons cette réforme dès 1998 ».

Jean-Michel Bezat

Les lois de financement

Le principe des lois de financement de la Sécurité sociale est inscrit dans le « plan Juppé » de réforme de la protection sociale, annoncé le 15 novembre 1995.

● La réforme de la Constitution, votée le 19 février 1996 par le Parlement réuni en Congrès à Versailles, prévoit le vote, chaque année, de lois de financement. M. Juppé voyait dans ce renforcement du rôle de la représentation nationale « la clé de voûte » de sa réforme.

● Ces lois déterminent les conditions générales de l'équilibre des régimes obligatoires de base (à l'exclusion des régimes complémentaires, comme l'Agirc ou l'Anco). Compte tenu des prévisions de recettes définies par le

gouvernement (croissance, masse salariale, etc.), les députés et les sénateurs « fixent des objectifs de dépenses ». Ils évaluent, par exemple, de 600,2 milliards de francs en 1997 pour les dépenses d'assurance-maladie remboursées. Toutefois, ces objectifs n'ont pas de caractère limitatif, comme le budget des ministères.

● La Cour des comptes assiste le Parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'application de ces lois. A cet effet, elle remet chaque année un rapport sur la Sécurité sociale au gouvernement et au Parlement. En cas de dérapage en cours d'année, le gouvernement peut faire voter une loi rectificative, comme il le fait pour le budget de l'Etat.

DANS LE DISCOURS qu'elle a prononcé, vendredi 26 septembre, devant la commission des comptes de la Sécurité sociale, Martine Aubry a notamment déclaré : « C'est l'engagement de solidarité qui a guidé la détermination des mesures en matière de politique familiale. Lorsque l'on cumule l'impact des prestations familiales et du quotient familial, les ménages les plus aisés bénéficient du montant d'aide le plus élevé. Ainsi un couple avec trois enfants bénéficie de 29 000 francs par an s'il dispose d'un revenu de 100 000 francs et de 75 000 francs s'il dispose d'un revenu de 700 000 francs ».



« Confronté à un déficit de 11 milliards de francs de la branche famille – dû en grande partie à des mesures non financées décidées en

1994 », a poursuivi M^{me} Aubry, nous nous devons de nous interroger sur la façon dont nous pouvons garantir la solidarité sur ceux qui en ont le plus besoin. La mise sous condition de ressources concernera moins de 8 % des foyers qui perçoivent aujourd'hui les allocations familiales, soit environ 2,5 % des familles. Peut-on, au regard de ces chiffres, évoquer les classes moyennes ? »

« Cette disposition heurte, je le sais, a reconnu le ministre, les convictions de ceux qui sont attachés à l'universalité de cette prestation. Mais il ne faut pas oublier que la logique profonde de la politique familiale est une logique de solidarité. Son mode de financement, qui n'a jamais été assuré directement par des cotisations salariales, en témoigne. Confrontés à un déficit majeur et aux difficultés de nombreuses familles modestes, nous avons dû, et nous l'assurons, faire le choix de la solidarité ».

« Certains nous disent, a ajouté M^{me} Aubry, que la voie choisie n'est pas la bonne et que nous

aurions dû engager une réforme du quotient familial. Nous sommes prêts à réexaminer cette question dans le cadre d'une réflexion d'ensemble sur les aides à la famille. L'ensemble des options possibles seront mises sur la table. Nous les étudierons sans a priori. Mais l'entendu que cet exercice ne se limite pas aux seules aides financières. (...) La politique de la famille passe par la politique du temps de travail, de l'éducation, du transport et du logement.

« Par ailleurs, a insisté le ministre, je voudrais réaffirmer ici que la mise sous condition de ressources des allocations familiales ne constitue pas le préalable à un dispositif de même nature en assurance-maladie. Le gouvernement n'a nullement l'intention de modifier les remboursements selon le niveau de revenus. Au moment où nous allons appeler tous les revenus à participer du financement de l'assurance-maladie, chacun doit bénéficier d'un même niveau de couverture. »

Des économies et des recettes pour un montant de 21 milliards de francs

MESURES CONCERNANT LES MÉNAGES

● CSG : la contribution sociale généralisée (CSG) est majorée de 4,1 %, pour les salariés. Son taux passe de 3,4 % à 7,5 %. Cette nouvelle tranche sera déductible de l'impôt sur le revenu. En compensation, la cotisation-maladie – actuellement de 5,5 % sur le salaire brut – est ramenée à 0,75 %. Pour les salariés, le gain de pouvoir d'achat sera de 1,1 %. Des mesures spécifiques sont prévues pour les fonctionnaires, leur cotisation sociale étant prélevée sur leur traitement de base, alors que la CSG l'est aussi sur leurs primes, qui s'élèvent parfois à 30 % de leurs revenus. L'opération sera neutre pour les chômeurs et les retraités imposables, pour lesquels la hausse de la

CSG (2,8 points) sera égale à la suppression de leur cotisation-maladie. La CSG s'appliquera à la quasi-totalité des revenus (à l'exception du RMI ou du livret A). Bénéfice attendu : 4,6 milliards de francs.

● Allocations familiales : La mise sous conditions de ressources des allocations familiales concerne les familles touchant 25 000 francs nets (avant impôts et abattements) avec un seul revenu et deux enfants. Ce plafond est majoré de 5 000 francs par enfant supplémentaire et d'une tranche de 7 000 francs pour deux revenus ou les foyers monoparentaux. Economie : 4 milliards de francs.

● Allocation de garde d'enfants à domicile : 65 000 ménages ont bénéficié en 1996 de l'AGED. Les cotisations sociales de ces foyers fiscaux étaient jusqu'alors prises en charge : 12 836 francs par trimestre pour un enfant de moins de trois ans, 6 418 francs pour un enfant entre trois et six ans. Ces avantages sont réduits de moitié. Economie : 900 millions de francs.

● Epargne : le prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine immobilier, versé à la branche vieillesse, est maintenant étendu à des produits d'épargne comme l'assurance-vie, les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement.

Recette nouvelle : 4,5 milliards de francs

TAXES ET TRANSFERTS ● Excédents : l'excédent de la contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) sera affecté au régime général des salariés. Recette nouvelle : 2,2 milliards de francs.

● Tabac : la taxe de santé publique sur le tabac est augmentée. Recette nouvelle : 1,3 milliard de francs.

● Taxes sur la pharmacie : la taxe sur la publicité pharmaceutique est augmentée et une taxe sur le développement des ventes directes de médicament est créée. Recette nouvelle : 600 millions de francs.

● Mesures diverses : les règles de compensation financière entre les régimes de Sécurité sociale sont modifiées (200 millions de francs). La Caisse mutuelle d'assurance-vieillesse des cultes est intégrée au régime général (300 millions de francs). La taxe sur les contributions des entreprises aux contrats de prévoyance de leurs salariés, instaurée par le plan Juppé, est augmentée (500 millions de francs). Les cotisations d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants sont déphlogées (300 millions de francs). Recettes nouvelles : 1,3 milliard de francs.

Bruno Caussé

Le public et le privé créent un pôle santé à Carpentras

AVIGNON

de notre correspondante

C'est une première en France en matière médicale : la création d'un pôle santé public-privé à Carpentras, dans le Vaucluse. Il s'agit de jouer la complémentarité plutôt que la concurrence. L'hôpital public et deux cliniques privées fusionnent pour créer un pôle unique entièrement neuf. Au public, les services de médecine, gynécologie et les urgences ; au privé, la chirurgie et l'imagerie médicale. Née il y a plusieurs années, l'idée s'est imposée comme une évidence : il s'agit d'une question de survie pour ce « bassin de vie » de cent deux mille habitants regroupant trente-sept communes. Survie mais aussi qualité des services proposés. Ce projet, moins coûteux, va devenir réalité dans les prochains mois avec la vocation, pour ses promoteurs, de réconcilier le sanitaire et l'économique que l'on n'oppose souvent.

Dans la cité contadine, petite sous-préfecture de vingt-six mille habitants, l'hôtel Dieu est un très beau monument historique datant de 1857, entièrement classé, dont la renommée de la pharmacie a dépassé les frontières du département. Mais le bâtiment est intrasformable. La maternité est installée dans une ancienne clinique à 800 mètres et la maison de retraite à 2 kilomètres et demi du centre-ville. Deux cliniques privées – Saint-André et Saint-Gérard – complètent l'équipement sanitaire

de la ville de Carpentras.

Il y a dix ans, la décision est prise de construire un nouvel hôpital. L'accord de principe obtenu en 1990 est remis en question quelques mois plus tard par la réforme hospitalière, dite loi Evin, de l'année suivante. La DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) et la DRASS (direction régionale de l'action sanitaire et sociale) proposent du neuf mais amputé du service chirurgie et du service des urgences. Cette solution est inacceptable pour le maire UDF Jean-Claude Andrieu qui propose l'idée d'un rapprochement avec les deux cliniques privées de la ville. Mais les handicaps sont nombreux : ni les mentalités ni les locaux de chacun ne permettent un véritable rapprochement rationnel et efficace.

LABORATOIRE SOCIAL

Il faudra une année pour arriver à un protocole d'accord tripartite signé le 11 février 1994. Il s'agit d'un projet innovant qui s'inscrit dans les orientations du Cross PACA de 1993 (commission régionale des opérations sanitaires et sociales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur). Le centre hospitalier transformera ses lits de chirurgie en médecine et conservera la gynécologie-obstétrique ainsi que l'accueil des urgences médico-chirurgicales. La polyclinique Saint-André transformera ses lits de médecine en chirurgie. Le plateau technique et le scanner seraient communs. La

clinique Saint-Gérard se rallie au projet-pilote en 1996. Le feu vert de la Croix active le 9 juin 1997, la décision est entérinée le 10 juillet 1997 par la commission exécutive de l'ARAH (agence régionale pour l'hospitalisation).

Le bâtiment unique du pôle santé public-privé de Carpentras de 20 000 mètres carrés commencera à sortir de terre à partir du printemps 1998, à l'entrée de la cité. L'inauguration est prévue pour le début de l'an 2000. Le coût total est de 185 millions de francs, 100 millions pour le public et 85 millions pour le privé. Le plus difficile dans cette aventure a été de faire évoluer les mentalités, comme l'écrit M. Siboni, PDG de la clinique Saint-Gérard. Ainsi, l'imagerie médicale sera du ressort du privé avec une convention de fonctionnement avec le public. La maternité gardera sa structure publique mais offrira une clinique ouverte. La buanderie, la bibliothèque, l'internat, seront dans les locaux du public mais ouverts au privé. Le pôle santé se partagera entre cent trente-sept lits pour le public et cent sept lits pour le privé, soit un total de deux cent quarante-quatre. Le personnel, fort de quatre cent vingt salariés, ne devrait pas subir de compression à l'occasion de ce regroupement. Chacun conservera son statut, public ou privé. Cette cohabitation fait figure de laboratoire social grandeur nature.

Monique Glasberg

Biographies & photos
Le Guide du Pouvoir
Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...
11e édition (3 volumes) 990 frs TTC
Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

La majorité sénatoriale veut réécrire le projet de loi sur l'emploi des jeunes

Une participation financière des usagers est prévue

LES SÉNATEURS s'approprient, à partir du 30 septembre, à démontrer le projet de loi de Martine Aubry en faveur du développement des activités pour l'emploi des jeunes. Ce texte, adopté mercredi 17 septembre par l'Assemblée nationale, vise à créer 350 000 emplois-jeunes dans les secteurs publics, para-publics et associatifs. La commission des affaires sociales du Sénat, en adoptant, mercredi 24 septembre, vingt-deux amendements, a « complètement dénaturé » le projet de loi, estime Claude Estier (Paris), qui s'apprête, avec les sénateurs du groupe socialiste qu'il préside, à voter contre le projet ainsi transformé.

Le président de la commission, Jean-Pierre Fourcade (UDF-RI, Hauts-de-Seine), est convaincu que seul un petit nombre de ces emplois-jeunes pourront, au bout de leur durée de cinq ans, se transformer en emplois permanents du secteur marchand, comme c'est la vocation que leur assigne M^{me} Aubry. Il s'est donc agi, pour les commissaires, de distinguer les emplois à vocation solvable de ceux qui relèvent du service de l'Etat, c'est-à-dire les emplois d'« adjoints de sécurité », d'« adjoints de justice » et d'« adjoints d'éducation ». L'article 2 du projet initial réserve un statut particulier aux emplois d'« adjoints de sécurité » de la police, recrutés en qualité de contractuels de droit public, financés à 100 % par l'Etat.

Les emplois destinés à l'éducation nationale sont, eux, soumis à des contrats de droit privé et sont financés à 80 % par l'Etat, les 20 % restants étant à la charge de l'employeur, selon le principe même des emplois-jeunes. C'est le financement de ces 20 % qui inquiète Louis Souvet (RPR, Doubs), rapporteur du projet. « Vers qui les établissements d'enseignement vont-ils se tourner pour financer les emplois-jeunes, puis pour leur pérennisation ? Vers les collectivités lo-

cales. » C'est pourquoi les sénateurs entendent aligner le statut des emplois-jeunes de l'éducation - « une fonction publique au rabais » - (75 000 postes pour l'année scolaire 1997-1998) sur celui des emplois-jeunes de la police (20 000 d'ici à la fin de 1998), transformant ainsi la réforme, censée encourager une dynamique de création d'activités nouvelles et non créer des emplois publics supplémentaires.

« DEVOIR DE DÉBATTRE »

La commission a décidé d'encourager les transferts d'emplois-jeunes, pendant la durée du contrat, vers une entreprise privée, qui pourra alors bénéficier du financement de l'Etat. Un amendement envisage de demander une participation financière aux usagers bénéficiaires des activités créées par un emploi-jeune, afin de préparer le passage au secteur marchand. La limite d'âge - vingt-six ans ou trente pour les chômeurs non indemnisés - serait supprimée pour les emplois-jeunes assurant un encadrement et les « adjoints de sécurité » pourraient avoir jusqu'à trente ans.

Un débat a opposé ceux qui, comme Maurice Bijn (UDF, Ardennes), président du groupe de l'Union centriste, estiment que le Sénat a le « devoir de débattre » de tout texte qui lui est soumis, même s'il est « provoquant et symbolique », et ceux qui poussaient la majorité sénatoriale à voter une question préalable, c'est-à-dire un refus d'examiner le projet. Les présidents des groupes de la droite sénatoriale se réservent d'avoir recours à une telle procédure, mais seulement lorsque le texte leur sera à nouveau soumis, après son examen par la commission mixte paritaire, chargée de trouver une synthèse entre le Sénat et l'Assemblée nationale.

Fabien Roland-Lévy

Les préfets souhaitent jouer un rôle pilote

EN PRINCIPLE, les préfets auront un rôle essentiel à jouer dans la création des emplois-jeunes, puisque ce sont eux qui devront agréer les projets des élus locaux ou des associations. Mais ils se demandent si l'administration centrale ne les empêchera pas d'être les vrais pilotes du dispositif, succombant aux vieux travers qui consistent à faire le travail des représentants de l'Etat à leur place. Ils ont donc posé la question au ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, qui les avait convoqués au ministère de l'Intérieur, jeudi 25 septembre, afin de leur présenter son projet de loi. MM. Strauss-Kahn, Santter et Queyranne ont évoqué le projet de budget pour 1998 et M. Chevènement a rappelé ses intentions en matière d'immigration et de sécurité.

M^{me} Aubry a expliqué que la procédure serait déconcentrée et que les préfets devraient même faire preuve d'« imagination » pour susciter l'émergence de nouveaux projets. Elle a déclaré que la liste des emplois-jeunes « publiés dans un grand quotidien du soir » (Le Monde du 21 août) n'était pas « limitative » mais seulement « indicative ».

MISSION « QUALITATIVE »

Les préfets savent qu'ils seront sous le feu croisé des élus locaux - qui, pour certains, auront la tentation de saisir la main de l'Etat afin de financer n'importe quels postes - et des syndicalistes - qui veilleront à ce que les jeunes n'occupent pas d'emplois de fonctionnaires. Un préfet a demandé si l'emploi d'aménageur paysager, qui existe dans la nomenclature de la fonction publique territoriale, mais qui, la plupart du temps, n'est pas pourvu, pourrait faire l'objet d'un emploi-jeune. M^{me} Aubry a répondu par l'affirmative, ajoutant qu'il fallait évaluer la situation « hic et

nunc » (ici et maintenant) : lorsque des défaillances se font sentir, il est possible de créer un emploi-jeune. Un autre préfet a demandé si le portage à domicile de repas pourrait faire l'objet d'emplois-jeunes. Là encore, la réponse a été positive.

Pour les préfets, le dispositif « innové » par rapport aux précédents, parce qu'il impose « du qualitatif et non du quantitatif », « Pour une fois, on ne nous demande pas de faire du chiffre », indiquent plusieurs d'entre eux, en rappelant que le gouvernement d'Alain Juppé leur avait promis de les juger sur l'emploi. Pourtant, le gouvernement prévoit que 350 000 emplois seront créés sur trois ans. Les préfets peuvent en déduire le nombre de postes qu'ils devront créer dans leur département. Mais, précisent-ils, « nous n'avons pas de quotas. Nous allons pouvoir travailler sérieusement, sans avoir le nez fixé sur un compteur ». M^{me} Aubry a demandé que les préfets s'appuient non seulement sur les agences de l'ANPE mais aussi sur les missions locales d'insertion et les comités de bassin d'emploi, pour sélectionner les jeunes.

Les préfets ont demandé s'il était normal que les recteurs des académies soient « totalement en dehors du coup » pour les recrutements à l'éducation nationale. Ils ont également demandé si l'éducation nationale gérait aussi le péri-scolaire mais, Claude Allègre étant absent, ils n'ont pas obtenu de réponse. Les préfets auront en revanche la haute main sur les emplois d'« adjoints de sécurité » qui, assurant des fonctions relevant du domaine régalien, feront l'objet de contrats de droit public. Satisfaits parce qu'ils pourront recruter eux-mêmes les candidats et les affecter là où ils le souhaitent, les préfets ont exprimé le souhait de voir les crédits arriver rapidement.

Rafaële Rivals

Gouvernement et patronat s'opposent sur le caractère obligatoire de la réduction de la durée du travail

Le CNPF hésite à participer à la conférence sur l'emploi

Les responsables patronaux haussent le ton et menacent de ne pas participer jusqu'au bout à la conférence sur l'emploi si le gouvernement

fixait par une loi une date-butoir pour la réduction du temps de travail à 35 heures. Afin de vaincre cette hostilité, le ministre de l'économie

confirme, après le premier ministre, qu'il ne s'agira pas de « 35 heures payées 39 ». Le CNPF arrêtera le 29 septembre sa tactique.

LA PARTIE de bras de fer se poursuit entre le gouvernement et le patronat sur la réduction de la durée hebdomadaire de 39 à 35 heures que celui-ci ne veut ni obligatoire ni généralisée. Dans la perspective de la conférence du 10 octobre sur l'emploi, Didier Pigneau-Valencienne, vice-président du CNPF chargé de la commission sociale, a haussé le ton, jeudi 25 septembre sur TF1, en déclarant qu'en cas de loi-cadre fixant une date-butoir pour l'application des 35 heures, ce serait « la rupture ». « Si la loi était décidée avant la conférence, a-t-il ajouté, nous ne pourrions pas participer à cette conférence. Si elle était décidée durant la réunion, nous ne pourrions pas participer à la suite des discussions. »

A ce durcissement patronal correspond un effort gouvernemental symétrique pour rassurer les chefs d'entreprise et les persuader de participer à la négociation. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, s'y emploie dans un entretien publié par Libération du ven-

dredi 26 septembre. Interrogé sur les craintes patronales, le ministre reprend les déclarations du premier ministre au Monde daté du 16 septembre : « Nous n'avons jamais dit : 35 heures payées 39. Ce serait détruire des emplois à coup sûr, tout le monde le sait. Nous avons dit : Pas de baisse de salaires. » Ce n'est pas la même chose. Au moment où nous nous opposons à entrer dans l'euro, il n'est pas question de faire des fantaisies avec les coûts des entreprises, car la flexibilité des changes ne sera plus là pour corriger les erreurs. »

« Je n'exclus rien, dans aucun sens (...), ajoute M. Strauss-Kahn à propos du projet de loi-cadre qui exaspère le patronat. Nous aurons fait un pas important avec cette conférence, si elle permet des orientations sur le partage des gains de productivité dans les années qui viennent. Après, le problème de savoir s'il faut passer par une loi-cadre, ou par une loi "balai" au bout d'un certain temps, ou par des mécanismes incitatifs. L'analyse et la position du gouvernement seront connues le 10 octobre, à l'ouverture de la conférence. »

En fait, les positions du gouvernement et du patronat ne sont pas encore figées. Certes, le gouvernement a répété qu'il y aurait une loi-cadre avec une date d'entrée en vigueur des 35 heures mais Lionel Jospin ne manque pas une occasion de dire que « ce n'est pas contre les entreprises que l'on créera de l'emploi ». Et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, a certifié que « rien ne doit être imposé, si ce n'est une méthode de négociation ».

« COMPROMISSEMENTS INUTILES »

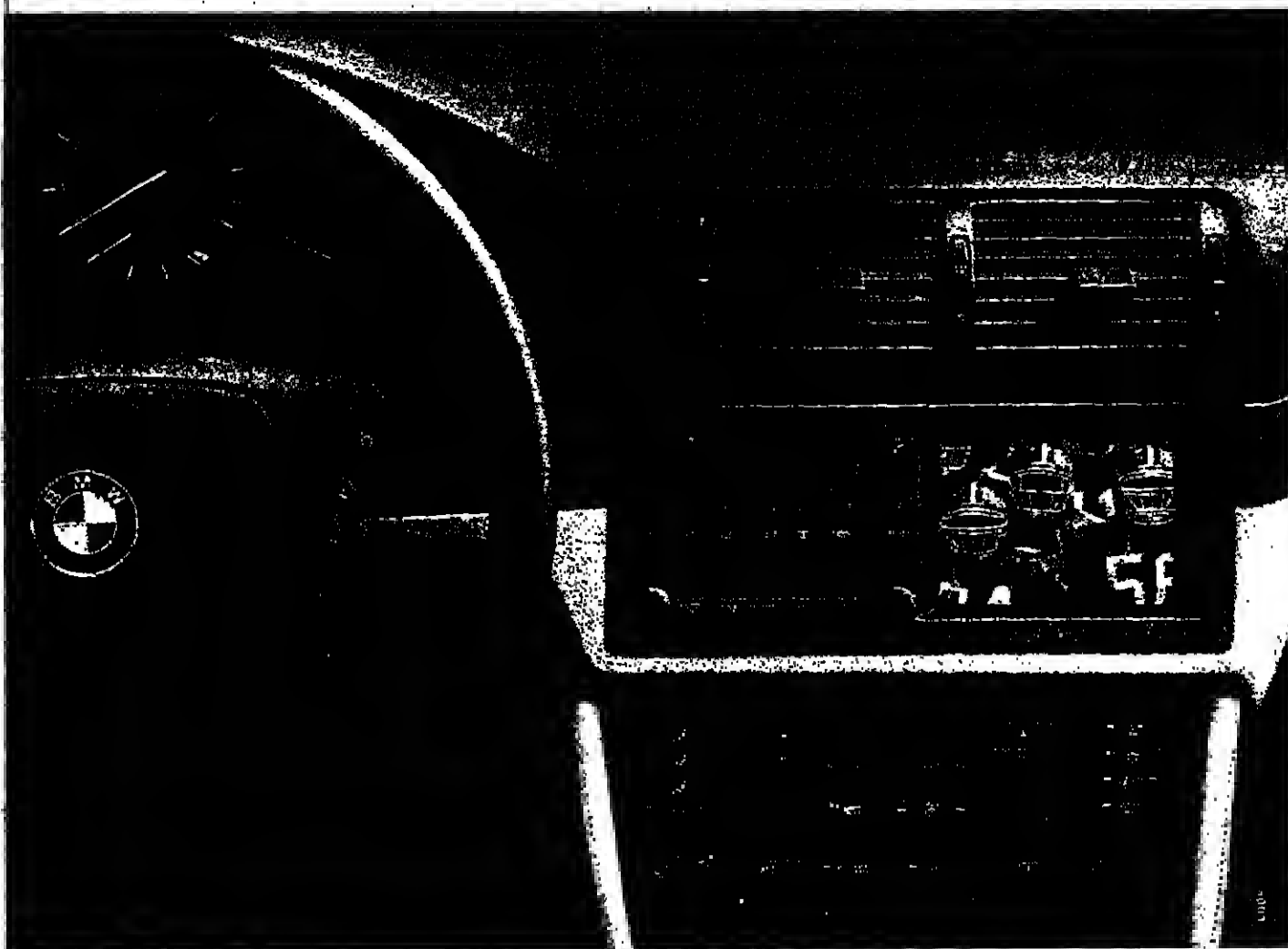
Du côté du CNPF, les 35 heures obligatoires sont jugées unanimement « insupportables », mais la majorité des dirigeants patronaux estiment que l'organisation doit participer, le 10 octobre, à l'ouverture de la conférence sur l'emploi, « pour voir ». Les débats internes portent sur la tactique à tenir par la suite. Afin de limiter les dégâts et de manière à ne pas apparaître, aux yeux de l'opinion, comme insensible au drame du chômage, faut-il tout de même accepter d'entrer dans une négociation ris-

quée, ainsi que le préconise un camp majoritaire derrière Jean Gandois, président du CNPF ? Ou bien le CNPF doit-il refuser de se prêter aux « compromissions inutiles » et discuter d'une mesure qu'il juge « non financée » et incapable de créer de l'emploi, comme le clame l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) ?

Un conseil exécutif exceptionnel a été convoqué au siège du CNPF, lundi 29 septembre, pour trancher le débat entre les « durs » et les « calomnies » qui sont pourtant moins en opposition que ce le croit le gouvernement. La plupart se retrouvent avec Georges Jollès, vice-président du CNPF et président de l'Union des industries textiles, pour poser le dilemme en ces termes : « Ou bien le gouvernement nous fait une obligation de moyens - la négociation - et il n'y a pas de problème. Ou bien nous nous trouvons devant une obligation de résultat - les 35 heures à une date précise - et ce n'est plus une négociation. »

Alain Faujas

Nouvelle BMW Série 5 GPS (système de navigation par satellite). Vous ne serez plus jamais perdu sur terre.



La BMW Série 5 équipée du pack GPS est la première automobile de sa catégorie à disposer d'un système de navigation par satellite avec téléviseur intégré. Grâce à son moniteur couleur et à la synthèse vocale, vous obtenez de précieuses indications : votre position à 20 mètres près, le chemin le plus court menant à votre destination, ainsi que nombre de renseignements pratiques (stations-service, grands restaurants, curiosités touristiques...). Ce système intègre aussi en exclusivité une télévision qui fonctionne lorsque la voiture est à l'arrêt.

FINA partenaire de BMW - 3615 BMW (1,29 F/mn).



La ratification du traité d'Amsterdam renvoyée après la décision sur l'euro

Pierre Moscovici répond à Robert Hue

SUR LA VOIE tracée par son prédécesseur, le RPR Michel Barnier, avec son « Dialogue pour l'Europe », le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, a annoncé, jeudi 25 septembre, une série de manifestations destinées à expliquer l'Europe aux Français. Il animera d'ici décembre trois réunions à Mantes (Yvelines), Besançon et Tours. En outre, pour préparer le sommet européen sur l'emploi, prévu en novembre au Luxembourg, un forum réunira le 30 octobre, à Nantes, des personnes françaises et européennes sur le thème : « L'Europe, le social et l'emploi ».

Mieux répondre aux attentes, expliquer les choix du gouvernement, faire en sorte que les catégories populaires ne se sentent pas exclues du mouvement : tels sont les objectifs que s'assigne le ministre, en se donnant pour priorité d'agir pour que le passage à la monnaie européenne se fasse sans trop de douleurs. Chaque chose en son temps. Le débat sur la ratification du traité d'Amsterdam, que certains souhaitent exploiter pour dénoncer l'insuffisance du développement politique de l'Europe avant son élargissement, attendra que la liste des Etats qui mettront en œuvre l'union monétaire soit connue, en mai 1998. « Il n'est pas utile, dans la période de six mois qui vient, de rajouter un grand maelström politique », a-t-il dit.

Beaucoup reste à faire pour préparer les gens à l'avènement de cette nouvelle monnaie, qui rem-

placera progressivement le franc à partir de janvier 1999 jusqu'en janvier 2002. M. Moscovici, qui rendait compte d'un sondage réalisé à sa demande par l'institut Ipsos sur les Français et l'Europe, a cependant lieu de se féliciter, pour le compte du gouvernement, du degré de mobilisation de l'opinion : 67 % des Français, selon ce sondage, souhaitent la monnaie unique, et 92 % d'entre eux estiment maintenant qu'elle existera un jour ; 63 % approuvent la politique économique suivie par le gouvernement pour y parvenir.

« DÉBAT TRANCHE »

Satisfait, le ministre a indiqué qu'il va communiquer ces résultats à Robert Hue, secrétaire national du PCF, confirmant au passage qu'il n'y aura pas de nouvelle consultation. « Le débat a été tranché. Il n'est pas utile de réveiller des chivats, de refaire de l'Europe le bouc émissaire de toutes les craintes françaises », a-t-il dit.

L'Europe, tous comptes faits, est « plutôt une bonne chose pour des gens comme nous », estiment 68 % des Français : le sondage Ipsos, réalisé les 12 et 13 septembre auprès de 1 017 personnes âgées de quinze ans et plus, montre que les proches du Front national et du PCF, les ouvriers (à 50 %), les femmes au foyer (à 48 %), les employés (46 %), les agriculteurs (à 43 %) et les plus de soixante ans (à 42 %) estiment majoritairement qu'ils ont à y perdre. En face, on retrouve les professions supérieures, intermédiaires, les hommes (à 66 %), les proches du PS, de l'UDF, mais aussi du RPR (à 62 %).

Henri de Bresson

Les fabiusiens craignent pour leurs places dans la future majorité du Parti socialiste

Le président de l'Assemblée nationale redoute les « jusqu'au-boutistes réducteurs »

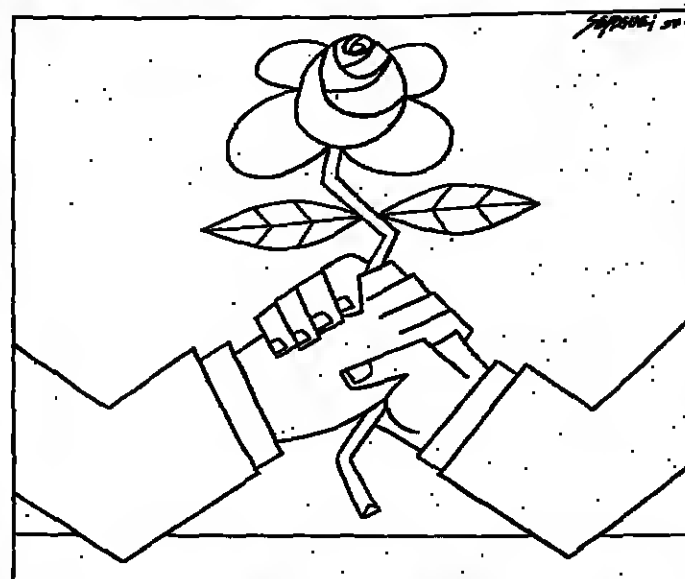
Le PS réunit, samedi 27 septembre, son conseil national pour une session « de synthèse » en vue de son congrès, organisé à Brest du 21 au 23 novembre.

En dehors de la Gauche socialiste et, peut-être, des popérentistes, les courants se retrouveront dans une motion de François Hollande, premier secrétaire délégué. Confronté sans doute à Jean-Luc Mélenchon (Gauche socialiste), M. Hollande devra succéder à Lionel Jospin le 27 novembre.

EN APPARENCE, tout est calme. La session dite « de synthèse » du conseil national du Parti socialiste, samedi 27 septembre, a été préparée « sereinement ». Elle a pour objet de transformer, en vue du congrès de Brest, du 21 au 23 novembre, les contributions générales, déposées début septembre, en motions soumises au vote des militants. En coulisse, pourtant, les courants s'agitent autour de la place de chacun dans les différentes instances. Les amis de Laurent Fabius s'agitent autour de Daniel Vaillant, homme de confiance de Lionel Jospin et ministre chargé des relations avec le Parlement, qui a joué un rôle de premier plan dans la configuration de la future majorité du parti et quelques autres de se comporter à leur égard en « jusqu'au-boutistes réducteurs ».

Vendredi soir, les membres du bureau national et les signataires des huit contributions générales — MM. Hollande, Vaillant, Fabius, Henri Emmanuelli, Louis Mermaz, Jean-Marie Bockel, les amis de Jean Poperen et la Gauche socialiste — devaient se retrouver pour élaborer une « motion de synthèse », celle de la majorité, sur laquelle Alain Bergougnoux, Jean Glavany, Jean-Christophe Cambadélis et Alain Claeys, entre autres, avaient commencé à travailler. L'idée est d'inscrire le texte de M. Hollande, *Réussir ensemble* — intitulé de la motion qui sera signée par M. Jospin —, d'environ 40 % d'apports des autres contributions. On devrait y retrouver plusieurs propositions de M. Fabius sur « le socialisme moderne », comme « l'éducation continue » et la société de l'information ; d'autres, de M. Emmanuelli, sur la fiscalité et le rôle du PS ; des popérentistes sur « le contrat social européen » ; ou des mermaziens sur l'indépendance de la justice.

M. Fabius joue donc le jeu de la synthèse, comme M. Mermaz et Emmanuelli. M. Bockel, qui se réclame de Tony Blair et a la caution d'Edith Cresson, a menacé de déposer une motion, mais l'hypothèse paraît écartée. La Gauche socialiste a décidé, en revanche, d'aller jusqu'au bout de son « autre cohérence » en déposant une motion. Après les admonestations de M. Jospin, qui a reçu Jean-Luc Mélenchon le 22 septembre, elle devait en outre les femmes, sans masquer son désaccord de fond, mais en évitant les termes blessants comme « reculé » ou « renlé-



ment ». Les héritiers de Jean Poperen sont divisés : Philippe Bassinet, Jean-Louis Cottigny et Michel Debout devraient rallier la motion de synthèse, tandis qu'Alain Vidalies et Marie-Thérèse Murin, qui ont écarté d'emblée toute alliance avec la Gauche socialiste, envisagent une motion autonome. Une telle option ne gêne pas la direction du PS, qui espère que ces popérentistes mangeront de la laine sur le dos de la Gauche socialiste. Si les popérentistes peuvent aussi attirer des militants critiques envers M. Jospin, mais rebutés par la radicalité de la Gauche socialiste, ils courent le risque, cependant, de ne pas être représentés au futur conseil national s'ils ne franchissent pas la barre des 5 %.

Au-delà de cet apparent débat d'idées, la vraie question, qui relève du non-dit officiel, évoquée lors

d'un déjeuner des jospinistes chez M. Vaillant le 24 septembre, a trait à la place des courants. Adoubé par M. Jospin, M. Hollande va hériter d'un « pôle de stabilité » lui assurant au moins 103 sièges au conseil national sur les 204 élus à la proportionnelle des courants. Les contours de cette majorité de 50,5 % du PS ont été dessinés par la contribution de M. Vaillant qui, signée par 16 ministres, 140 députés et 57 premiers fédéraux, rassemble les amis de M. Jospin, de Martine Aubry, de Michel Rocard et de Pierre Mauroy, ainsi que trois petits courants, Agir en socialisme, Changer et Partager, composé d'ex-fabiusiens.

Au-delà de ce « pôle de stabilité », destiné à empêcher tout renversement de majorité, fabiusiens, emmanuelliens, mermaziens et une partie des popérentistes complètent la majorité de M. Hollande.

L'état des forces entre les courants

Sur les 204 membres du conseil national du Parti socialiste, élus à la proportionnelle des courants à l'issue du congrès de Liévin, en novembre 1994, on compte 144 hommes et 60 femmes. La répartition par courant est la suivante : 21 proches de Jean Poperen (10,29 %), 15 proches de Lionel Jospin (7,35 %), 43 proches d'Henri Emmanuelli (21,08 %), 45 proches de Laurent Fabius (22,06 %), 10 élus de la Gauche socialiste (4,9 %), 42 rénovateurs (Rocard-Mauroy-Aubry-Jospin), soit 20,6 %, 12 proches de Louis Mermaz (5,88 %) et 16 « motion 2 » (Agir en socialisme), soit 7,84 %. Dans les 182 fédérations du PS, l'état des forces est le suivant : 30 jospinistes, 28 fabiusiens (dont celle du Pas-de-Calais qui joue l'autonomie), 20 rocardiens, 7 emmanuelliens, 5 popérentistes, 3 Gauche socialiste, une mermazienne, une mauroyenne, une « motion 2 », une « Partager » (ex-fabiusien) et cinq divers. La direction du PS souhaite un renouvellement de 30 % des premiers fédéraux.

La gauche se mobilise à Paris contre le Front national

TANDIS que les lepénistes préparent leur fête annuelle des Bleus-Blanc-Rouge, les 27 et 28 septembre, sur la pelouse de Reuilly à Paris, leurs opposants se mobilisent. L'Observatoire de l'extrémisme, agissant avec le CERA (Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme), a invité, jeudi 25 septembre, des responsables politiques de droite (RPR, UDF) et de gauche (PS, PC et Verts) ainsi que des responsables d'associations antiracistes, pour réfléchir sur le thème : « Mieux faire face à l'extrémisme ».

A droite comme à gauche, les participants ont souligné l'importance du « nécessaire retour politique et du clivage droite-gauche ». Les représentants de la majorité se sont interrogés sur l'efficacité de certains modes d'actions, comme les manifestations, tandis que ceux

de droite se sont attachés à souligner leur refus d'une alliance avec le Front national et à éclaircir leur position sur sa diabolisation. Le président de l'UDF, François Léotard, s'est inquiété de la « banalisation » de l'extrême droite. Partisan de l'option libérale pour s'opposer à elle, il a ajouté : « Nous refusons la gestion émotionnelle du FN ou la stratégie du silence ou de complaisance ».

Tout en affirmant que ce mouvement est un « parti qui se situe en dehors de l'échiquier traditionnel », M. Léotard a dénoncé le « danger » que représente à ses yeux la décision du premier ministre de ne recevoir que les « partis républicains » lors de la consultation sur le cumul des mandats. Il estime qu'une telle décision revient à « exclure quatre millions de Français » et à les placer dans une « position de révolte ». Il aurait préféré que

Lionel Jospin fasse comme Edouard Balladur, qui avait reçu Jean-Marie Le Pen à Matignon.

Eric Raoult, ancien ministre de la ville, qui est chargé des élections au RPR, a regretté que son parti soit tombé dans le piège, dans les deux pièges « des alliances et de la diabolisation » avant d'affirmer qu'il n'y aura, dorénavant, « ni alliance ni diabolisation » car « l'alliance est indigne, la diabolisation inefficace ». Invité à préciser si cette « non-diabolisation » s'appliquait tant au parti de M. Le Pen qu'aux électeurs, M. Raoult a souligné que pour lui, « entre Bruno Mégret [délégué général du FN] et l'épicerie du Blanc-Mesnil, il y a une différence ». Il est indispensable de « reconquérir les électeurs », a-t-il précisé. Jacques Toubon, ancien ministre de la justice devenu conseiller du chef de l'Etat, a regretté que son projet de loi renforçant le dispositif de lutte contre le racisme ait été abandonné.

Dans son édition du vendredi 26 septembre, enfin, *L'Humanité* assure que plusieurs milliers de franciens devraient répondre, samedi, au mot d'ordre de mobilisation contre le FN lancé par plus de soixante syndicats, partis de gauche et associations antiracistes. Une manifestation est organisée entre la place de la République et la place de la Bastille. Le lendemain, le Comité national de vigilance contre l'extrême droite organisera un colloque, à la Sorbonne.

Christiane Chombeau

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ SANITAIRE** : le Sénat a adopté en première lecture, jeudi 25 septembre, la proposition de loi concernant le renforcement de la sécurité sanitaire. Le RPR, l'UDF et le PS ont voté pour, tandis que le PCF s'est abstenu.

■ **RÉFORME DE L'ETAT** : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a annoncé aux syndicats, mercredi 24 septembre, qu'il abandonnait le projet de décret expérimentant la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat, préparé par son prédécesseur.

■ **DELOCALISATIONS** : le Conseil économique et social a, mercredi 24 septembre, adopté le projet d'avis sur les délocalisations administratives et le développement local par 154 voix pour et 25 abstentions.

■ **RETRAITES** : Louis Le Pen, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a déclaré, jeudi 25 septembre, que « des améliorations devront être apportées au régime des retraites agricoles ».

C'est là où les difficultés commencent. Les fabiusiens rappellent qu'au congrès de Rennes, en mars 1990, la dernière fois où ils se sont comptés, ils ont recueilli 28,84 % ; mais au conseil national issu du congrès de Liévin, en 1994, ils n'avaient que 22,06 % des sièges. Les fabiusiens acceptent, comme les autres courants, le « pôle de stabilité » de 50,5 %, mais, assure Claude Bartolone, proche de M. Fabius, « nous n'avons pas disparu ! ». « Vaillant nous a fait savoir, dit-il, qu'il fallait mettre au conseil national les meilleurs de chaque département, au-delà des sensibilités, mais Fabius a fait savoir à Jospin que l'application de ce principe pour la composition du gouvernement [où il n'y a qu'un fabiusien] n'est pas faite pour nous rassurer... »

« ON NE VEUT PAS L'HUMILIER »

Emmanuelliens, fabiusiens, mermaziens et popérentistes devront se répartir l'espace existant entre « le pôle de stabilité » et la Gauche socialiste. Leur intérêt commun est donc que le score de la Gauche socialiste soit plus près de 15 % que de 20 % puisque, selon les cas, ils auraient à se partager 29 % ou 34 % des places. Pour M. Emmanuelli, cela ne devrait pas présenter de difficulté : s'il conserve quelques fidèles, la plupart des emmanuelliens de Liévin, comme M. Hollande, Ségolène Royal ou Jean-Marc Ayrault, sont aujourd'hui redevenus... jospinistes.

Pour M. Fabius, qui ne veut traiter qu'avec M. Hollande, partisan d'une solidarité des gains mais aussi des pertes, le problème vient de certaines fédérations qui, comme le Pas-de-Calais, veulent s'autonomiser et rejoindre au « portage ». Les « jusqu'au-boutistes réducteurs » se satisferaient d'une proportion de 20 % de fabiusiens mais le président de l'Assemblée nationale garde de la marge pour avoir davantage, même s'il ne retrouve pas ses 28,84 % de Rennes. « Je fais le pari de l'intelligence », explique M. Bartolone. Ils ont intérêt à être ni trop agressifs, ni trop hégémoniques. « Les jospinistes se veulent rassurants : « On ne veut pas l'humilier », affirment-ils.

Michel Noblecourt

UNE JOURNÉE À LILLE

Le Monde EDF

Vendredi 3 octobre 1997

Toute l'équipe du Monde vous invite à une journée spéciale pour

Rencontrer Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir Le Monde, ses publications, le multimédia, et les véhicules électriques

au PALAIS DU NOUVEAU SIÈCLE à partir de 13 h 30 8, place Mendès France Entrée libre et gratuite

Débattre « Vivre à Lille »

un débat public dont vous êtes les acteurs : les questions des Lillois sur l'avenir de la cité aux responsabilités politiques, économiques, culturelles...

THÉÂTRE DE L'OPÉRA à 18 heures Place du Théâtre - Lille Entrée libre dans la mesure des places disponibles

Posez vos questions sur l'avenir de Lille

Question :

A retourner par courrier à : LE MONDE, Pierre Cherruau 70, rue du Chevalier-François, 59800 Lille

Développez vos Compétences...



Invitation à une Conférence :

- « Communication & Leadership »
- Paris 8 : 90 Champs Elysées 29, 30 Sept. 1. 2 Oct à 19h (fin 20h45) Lundi 29 Sept. à 15h30 (fin 17h15)
- La Défense : Sofitel Centre 34 Cours Michelet, M° Espérance 10 Oct à 19h (fin 20h45) Mardi 30 Sept. à 19h (fin 20h45)
- Paris 15 : IFG, 37 Quai Grenelle 11 Oct à 19h (fin 20h45) Lundi 6 Oct. à 19h (fin 20h45)
- Le Chesnay : Parly 2 Bureaux 2 rue de Marly, près Hôtel Mercure 7 Oct à 19h (fin 20h45) Mardi 7 Oct. à 19h (fin 20h45)
- « Management & Leadership »
- Paris 8 : 90 Champs Elysées Mer 1er Oct. à 18h (fin 17h30)
- « Vente & Négociation »
- Paris 8 : 90 Champs Elysées Lundi 6 Oct. à 19h (fin 20h45)
- « Présentations Professionnelles »
- Paris 8 : 90 Champs Elysées 9 et 10 Oct. à 19h (fin 20h45) Ven 7 Nov. à 14h (fin 15h45)

DALE CARNEGIE® TRAINING

Tél. 01 39 54 61 06 Leader Mondial de la Formation présent dans 20 villes en France

الصحف

LE MONDE / SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1997 / 9

(Publicité)

photographed by

dewey

nicks

a p r i l

7

Los Angeles



EMPORIO ARMANI

25, Place Vendôme, Paris 1, Rue Paradis, Nice 52, La Croisette, Cannes

POI
Tra
et d
de l
Gra
46 f

l'ag
pou
vrai
Les
des
auj
to u
d'er
idé
Que
part
et d
On
leur
on
apl
Cet
des
rant
dén
des
et
D'al
urg
uns
Mal
pré
sioi
l'im
cor
rac
con
enc
l'un
L'tior
L'éq
jeur
séd
est
sent
rité
den
grou
scot
Res
le p
mar
aya
étai

CHI
de f
Stoc

ten
rie
sort
hér
avo
Soli
une
dan
Lan
et k
c'es
mê
des
Jac
hale
de
cou
dév
ten
cruc
une
mai
pui
de
le c
et s
lets

RAPATRIÉS Délégué aux rapatriés, Guy Forzy a annoncé, jeudi 25 septembre, sa démission, s'estimant « surveillé, contrôlé, soupçonné et contourné » depuis le changement de

gouvernement. ● DANS UN COMMUNIQUÉ, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a immédiatement répliqué : M. Forzy devait être remplacé « dans les tout prochains

jours » en raison, notamment, d'irrégularités dans sa gestion. ● UN RAPPORT CONFIDENTIEL de la Cour des comptes, dont Le Monde révèle la teneur, adressé le 28 juillet à Lionel Jos-

pin, met gravement en cause la gestion de Guy Forzy à la tête de la délégation aux rapatriés, lui reprochant notamment les « attributions discrétionnaires » de secours exceptionnels. A

Paris, depuis le 21 août, dans une indifférence à peu près générale, des fils de harkis observent une grève de la faim en tentant d'éviter les récupérations politiques, du FN en particulier.

Démissionnaire, Guy Forzy est mis en cause par la Cour des comptes

S'estimant « surveillé, contrôlé, soupçonné et contourné » par le gouvernement, le délégué aux rapatriés a démissionné. Faux, rétorque Martine Aubry : il devait de toute façon partir, sa gestion ayant été très critiquée dans un rapport dont « Le Monde » révèle le contenu

LE PETIT MONDE des rapatriés militants, d'ordinaire discret mais politiquement ultra-sensible, a été secoué, jeudi 25 septembre, par l'annonce de la démission de Guy Forzy, délégué aux rapatriés. Ce proche de Jacques Chirac, placé depuis juin sous la tutelle de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a justifié son geste par sa mise à l'écart des circuits de décision et l'impossibilité dans laquelle il aurait été mis d'exercer ses fonctions de coordinateur des actions en faveur des pieds-noirs et des familles d'anciens harkis. S'estimant « surveillé, contrôlé, soupçonné et contourné » depuis le changement de gouvernement, M. Forzy nous a déclaré : « La mise en place au cabinet de M^{me} Aubry d'une politique parallèle dont je ne suis pas informé m'empêche de poursuivre ma mission. Ou je suis le patron, ou je m'en vais ». M. Forzy explique aussi son geste par l'impuissance gouvernementale à trouver une issue à la grève de la faim poursuivie depuis plus d'un mois à Paris par six fils de harkis. « Ce sont des gars que je connais, nous a-t-il expliqué, j'ovais troité leur cas en deux jours l'on dernier lorsqu'ils avaient fait la même chose ; cette fois, on m'a interdit de m'en occuper ». A l'instant même où le délégué annonçait sa démission, le Recours-France, la principale association de rapatriés,

dont il a été le président entre 1993 et 1995, diffusait un communiqué justifiant sa « colère ».

Accroc à la cohabitation, le départ de Guy Forzy intervient surtout au moment où son action à la tête de la délégation aux rapatriés est vertement mise en cause par une procédure de référé diligentée par la Cour des comptes. Au fil d'un rapport confidentiel adressé le 28 juillet à Lionel Jospin par Pierre Joss, premier président de la Cour des comptes, sont visés non seulement l'amalgame entre fonctions associatives et gouvernementales, mais aussi le principe même du maintien d'un traitement financier spécifique de la situation des rapatriés, trente-cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie. Au passage, le document met en lumière le déséquilibre budgétaire des associations harkis avec, en arrière-plan, la gestion clientéliste de cet électoral qui se disperse essentiellement le RPR et le FN.

Nomination irrégulière, financements illégaux, favoritisme personnel... Les conclusions de l'inspection menée l'hiver dernier par le conseiller-maître à la Cour des comptes Bernard Candiaud, transmises juste avant sa nomination à la tête du service d'information du premier ministre, début août, ont des allures de réquisitoire essen-



tiellement dirigé contre un homme : Guy Forzy. Même les conditions de son accession au poste de délégué aux rapatriés, le 4 août 1995, peu après l'élection de Jacques Chirac, ne trouvent pas grâce aux yeux du magistrat. Son rapport souligne que, alors âgé de soixante-dix ans, M. Forzy avait « largement dépassé le limite d'âge prévue pour cet emploi », à savoir soixante-cinq ans. Le document remarque aussi que la délégation, en dépit de sa délocalisation à Agen et à Périgueux, a maintenu une administration à Paris où une trentaine d'agents sont employés, contre trois « à la fin de 1981 », sans compter la soixantaine de salariés affectés en province.

Mais l'essentiel des charges se concentre sur « l'attribution discrétionnaire », par le délégué, de « secours exceptionnels » prévus par un décret de 1962. Le document note qu'entre 1993 et 1996, le montant de ces sommes est passé de 5 à 80 millions de francs, dont 78 distribués directement par la délégation de M. Forzy. Parallèlement, un nombre croissant de ces « secours » a été attribué « par le cabinet du délégué sans proposition des

services ». Ces décisions (60 % du total en 1996 contre 30 % deux ans plus tôt) « ne s'appuient pas sur des critères prédéterminés, ce qui expose à des décisions arbitraires alors

« La mise en place au cabinet de M^{me} Aubry d'une politique parallèle (...) m'empêche de poursuivre ma mission. Ou je suis le patron ou je m'en vais »

que ces aides s'élèvent parfois à des sommes importantes », souligne le document.

La Cour des comptes stigmatise aussi l'utilisation de la procédure des « secours exceptionnels », strictement limitée en 1962 aux situa-

tions présentant « un caractère particulier de gravité ou d'urgence ». Pour l'attribution « irrégulière et inéquitable » des aides au désendettement, l'état avait progressivement accepté de prendre à sa charge les dettes des agriculteurs pieds-noirs « réinstallés » dans le Midi, souvent sur de mauvaises terres.

Ainsi, des « secours », réservés aux personnes majeures en 1962, ont été alloués à des enfants de rapatriés, mineurs à l'époque. « Le délégué et son directeur de cabinet ont ainsi, sans base légale, accordé des secours exceptionnels (...) », note la Cour, qui précise que 10 millions de francs ont été attribués dans une vingtaine de dossiers « qui ne relevaient pas des procédures d'aide ou d'endettement » puisqu'ils avaient été rejetés localement par l'administration.

Selon le document, Guy Forzy, ancien militant de l'Algérie française - il avait participé, le 24 janvier 1960, à l'insurrection des barricades à Alger -, aurait particulièrement favorisé ses proches. Depuis sa nomination, 35 % du montant national des « secours » (soit 32,7 millions de francs, sur un total de 93,3), « ont concerné le département du Gers, dans lequel le délégué était précédemment domicilié, et où il conserve une résidence et une exploitation agricole ».

La Cour souligne enfin que l'arrivée de M. Forzy « s'est traduite, en 1996, par une diminution sensible des subventions aux associations de Français musulmans » (les harkis) tandis que les associations de pieds-noirs bénéficiaient d'un « doublement » de l'aide de l'Etat, la moitié de cette dernière ayant bénéficié « à quatre associations dont (M. Forzy) avait antérieurement la présidence ». La multiplication des subventions à trois associations unies entre elles et avec la délégation par « de nombreux personnels » est ainsi visée. D'autant que leur objectif principal, l'édification d'un « Mémorial de la France d'outre-mer » ne s'est pas

réalisée, en dépit de nombreuses études.

Au-delà de la « gestion incertaine et payée arbitrairement » de la délégation, c'est sa légitimité même qui est contestée. « Il n'est pas sûr qu'en méconnaissance de l'égalité constitutionnelle des citoyens, quelle que soit leur origine, une distinction

Les griefs de Martine Aubry

La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a indiqué jeudi soir que le délégué aux rapatriés devait de toute façon être remplacé « dans les tout prochains jours » en raison notamment d'irrégularités « dans sa gestion ». M. Forzy a préféré abandonner ses fonctions avant d'être déchargé officiellement, indique M^{me} Aubry dans un communiqué, ajoutant « qu'elle avait fait savoir (...) qu'elle souhaitait qu'il quitte ses fonctions, à la suite des vives critiques dont sa gestion faisait l'objet de la part de certaines associations (...) » et sur la base d'irrégularités relevées dans un référé de la Cour des comptes.

M. Forzy, selon M^{me} Aubry, « n'a formulé au gouvernement aucune proposition concrète pour le règlement des revendications des Français musulmans rapatriés qui observent une grève de la faim depuis le 21 août. (...) M. Forzy n'a même pas souhaité interrompre ses vacances au moment où la grève de la faim commençait ».

continue d'être établie à l'égard des rapatriés ou, de plus en plus, de leurs descendants, assène la Cour. Prévoyant, le document invite à une gestion « de droit commun » des problèmes sociaux rencontrés non seulement par les « rapatriés véritables » mais aussi par « les enfants de harkis les plus fragiles ».

Philippe Bernard

Les réponses du délégué aux rapatriés

Interrogé par Le Monde, Guy Forzy considère le rapport de la Cour des comptes comme un « incident terminé ». A propos des accusations d'arbitraire dans l'attribution des aides, l'ancien délégué affirme qu'il n'a fait « que signer » les décisions prises par des commissions départementales présidées par les préfets, et qui font l'objet d'un « contrôle financier de Matignon ». M. Forzy résume aussi le soupçon de favoritisme au profit du département du Gers où il est installé. Il explique le grand nombre de dossiers examinés favorablement par le contexte local : faible nombre de créanciers, fort taux d'endettement, diligence du directeur de cabinet du préfet d'Auch. Premier département traité, le Gers aurait finalement bénéficié, selon lui, d'une aide moyenne équivalente aux autres départements.

Enfin, le délégué explique que l'aide de l'Etat aux associations de harkis comprend, outre les crédits nationaux, des subventions déconcentrées aux préfets, dont ne bénéficient pas les associations de pieds-noirs, le total atteignant 4 millions de francs en 1996.

Pieds-noirs et harkis, des milieux réactifs travaillés par l'extrême droite

« UN DOSSIER dont personne ne veut entendre parler, jusqu'à ce qu'il explose à la figure. » Une fois encore, ces propos d'un haut fonctionnaire à propos du traite-

ANALYSE
Ni la droite ni la gauche n'ont réglé la question de ces « oubliés de l'Histoire »

ment gouvernemental des rapatriés se vérifient aujourd'hui. Tandis qu'une demi-douzaine de fils de harkis jettent depuis un mois en plein Paris dans l'indifférence générale - sauf du Front national qui multiplie hommages et éditoriaux -, le rapport de la Cour des comptes sur la Délégation aux rapatriés met en lumière le curieux mélange de clientélisme, de culpabilité et de mépris qui n'a cessé de présider, depuis 1962, à la gestion de la « question rapatriés ». On y retrouve tout le drame de quelque 150 000 héritiers de ces « oubliés de l'Histoire » que sont les harkis, musulmans d'Algérie ayant choisi la France pendant la guerre d'indépendance mais très vite abandonnés par elle, soit à la vengeance mortelle du FLN en 1962, soit, pour les rescapés évacués en métropole, à l'humiliation de camps ghettos où ils ont été assignés à résidence pendant vingt ans et dont ils ne sont sortis que par la révolte.

Exclus de toute pension, car ils

n'avaient pas le statut militaire, les harkis n'ont obtenu qu'en 1994 une « allocation forfaitaire » de 110 000 francs par famille pour solde de tout compte. Leurs enfants, mal scolarisés, héritiers de la double image de traîtres (à l'Algérie) et de témoins d'une histoire génocidaire (en France), cumulent tous leur sort précaire : des « emplois réservés » en 1991 mais n'a jamais institué que de vagues aides à l'embauche sans efficacité réelle. Ni la droite ni la gauche n'ont jamais pris au sérieux leurs revendications, pourtant régulièrement appuyées par des explosions de violence.

Rien à voir, donc, avec la myriade d'associations de pieds-noirs chargées de défendre les droits à l'indemnisation et au désendettement reconnus par la République de leurs adhérents et considérées comme d'efficaces lobbys électoraux. Longtemps champion du genre, le Recours-France dirigé par Jacques Roseau avait développé une stratégie complexe de soutiens sélectifs, majoritairement tournés vers le RPR mais localement favorables à des personnalités socialistes (comme à Montpellier avec Georges Frêche). Cette ouverture d'esprit a été brutalement sanctionnée, en 1993, lorsque Jacques Roseau est tombé sous les balles de quelques soldats perdus de l'extrême droite. Depuis lors dirigé par Guy Forzy, le Recours s'est recentré sur le lobbying stricte-

tation provoquant une scission de la section montpelliéraine dirigée par Roland Dessy. Depuis quelques années, le milieu associatif vit sous la pression du Front national, avide d'exploiter ce terrain protestataire sur une base anticolonialiste et nostalgique.

Dans ce contexte, la double affaire de la grève de la faim des fils de harkis et du rapport de la Cour des comptes apparaît comme un casse-tête dont Martine Aubry se serait sans doute bien passée. Mobilisée par les emplois-jeunes, les 35 heures et la Sécurité sociale, la ministre n'a évidemment pas pris le temps de répondre au désespoir de ces jeunes. Et son délégué aux rapatriés n'était pas le mieux placé pour porter la bonne parole gouvernementale. L'annonce d'une enquête mission de réflexion sur les harkis suffira-t-elle à apaiser les révoltes encouragées par l'opposition ? Quant aux remèdes aux dysfonctionnements de la délégation aux rapatriés, ils se résument à un choix cornélien : appliquer strictement la réglementation restrictive rappelée par la Cour des comptes, ce qui pourrait acculer à la faillite les familles concernées, au risque de favoriser la démagogie de l'extrême droite ; ou faire discrètement passer l'éponge par les parlementaires en modifiant la loi. Dans ce paysage tumultueux, l'heure des choix ne peut être encore longtemps reportée.

Ph. B.

Depuis le 21 août, six grévistes de la faim campent sur l'esplanade des Invalides à Paris

SOUS UNE TOILE bleue montée à un mètre de hauteur, un enchevêtrement de couvertures et de sacs de couchage, et puis quelques bouteilles d'eau et des

REPORTAGE

« Le gouvernement, en ne faisant rien, nous fait tomber dans les bras du FN »

feuilles de menthe pour le thé. C'est là, sur des lits de camp, que dorment les six fils de harkis, en grève de la faim depuis le 21 août, sur l'esplanade des Invalides à Paris. Devant le campement improvisé, une banderole résume tout le combat de ces enfants d'anciens supplétifs algériens de l'armée française : « halte au scandale, trente-cinq ans de mépris, d'injustice ». Depuis la fin des années 70, de Narbonne à Amiens, ils se mobilisent, parfois violemment, pour dénoncer l'état français, coupable selon eux d'avoir abandonné ses anciens serviteurs.

Assis sur un banc, le visage émacié sous la barbe, Nordine Brahmî ne sait plus où il est, qui il est. Son père, un paysan kabyle, s'est battu contre l'Allemagne puis en Indochine, enfin contre le FLN. « Un choix que je respecte encore aujourd'hui », confie Nordine, lui qui, à trente et un ans, ne se sent plus citoyen de grand-chose. Il a passé les vingt-quatre premières années de sa vie au camp de Jonques, dans les Bouches-du-

Rhône, à la lisière de la forêt, à près de neuf kilomètres du village provençal. « Le matin, le car nous conduisait à l'école du village ; on mangeait à la cantine là-bas et à cinq heures, sous l'école finie, le car nous ramenait dans le camp, raconte-t-il. Je n'ai découvert la grande ville qu'à quinze ans ».

A la fin des années 80, il réussit à quitter le ghetto de Jonques pour Digne, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Marié et père de deux enfants, il y trouve pas d'emploi stable et vit de petits boulots : pas facile quand on a un nom aux consonances maghrébines et un visage trop bronzé. L'accent, lui, est bien du Midi mais ne suffit pas à faire tomber les préjugés. D'où sa réticence devant le soutien ostentatoire apporté par le Front national aux jeunes des invalides. Quand Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Île-de-France, vient rencontrer les harkis, les grévistes de la faim quittent leur campement de fortune pour discuter à l'écart, loin des frontistes. « Le FN exerce une pression énorme », s'inquiète Mohammed Haddouch, vice-président du conseil national des Français musulmans. « Le gouvernement, en ne faisant rien, est en train de nous faire tomber dans les bras du FN », souligne un des grévistes de la faim.

Pour l'heure, la tentative de récupération ne semble pas prendre. « Pour l'instant, on a encore la force de les chasser. Mais, au bout de quarante-cinq jours,

pourrions-nous encore le faire ? », interroge Nordine Brahmî. Une fois classés à l'extrême droite, ce sera facile de nous montrer du doigt.

« PRÉJUDICE MORAL »

Autre défenseur traditionnel des harkis, le mouvement des rapatriés. Lui non plus n'est pas forcément le bienvenu sur l'esplanade des Invalides. « J'ai le sentiment que les rapatriés se sont servis de nous et se servent encore de nous », estime Mohammed Haddouch. Quant à la démission du délégué aux rapatriés, Guy Forzy, théoriquement en charge du problème harki, un gréviste de la faim a cette réponse lapidaire : « Il était temps ! ».

Vendredi 26 septembre, Martine Aubry a chargé Claude Lagarigue, de l'inspection générale des affaires sociales, de rencontrer sur le terrain les différents intervenants. Pour sa part, le porte-parole, Abdelkrim Klech, cherche toujours, sans succès, à être reçu par le premier ministre Lionel Jospin et la ministre chargée de la solidarité et de l'emploi, Martine Aubry, pour leur demander de l'argent, des emplois, de la considération surtout. « Que la France dise qu'elle a fait une erreur », réclame M. Klech. « Je veux la reconnaissance du préjudice moral subi par nos parents et nous-mêmes, estime Nordine Brahmî. Je demande à être considéré, tout simplement ».

Vincent Hubé

الصحافة

Le débat sur l'AGED dépasse les clivages politiques

Près de 66 000 familles ont bénéficié de l'allocation de garde d'enfant à domicile en 1996. « Allocation-vison » pour les uns, aide indispensable pour les autres, la polémique s'amplifie

La diminution de moitié, à compter du 1^{er} janvier 1998, de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) suscite la polémique. La CFTD est contre, Force ouvrière (FO) est pour. Des parlementaires de gauche et des organi-

sations familiales de droite font front pour la préserver. « Allocation-vison » pour les uns, soutien véritable pour les autres, au 31 décembre 1996, 65 800 familles en bénéficiaient. L'annonce de la réduction des avan-

tages liés à l'emploi d'une garde d'enfant a fait sortir leur calculatrice à une grande partie des classes « moyennes-supérieures ». L'instauration de retraite complémentaire des employés de particuliers, qui comptait, à la

mi-1996, 50 000 emplois liés à l'AGED, redoute « un retour au travail au noir ». Certains bénéficiaires ne sont pas « choqués », d'autres refusent d'être considérés comme des « nantis ».

DES MILLIERS de familles ont sorti leur calculatrice. Entre la mise sous condition de ressources des allocations familiales et la diminution de moitié des avantages liés à l'emploi d'une garde d'enfant à domicile, les classes dites « moyennes-supérieures » s'apprêtent à perdre quelques milliers de francs de pouvoir d'achat chaque mois. Leur souci aujourd'hui ? Savoir si elles pourront continuer d'employer quelqu'un à domicile et, dans la négative, trouver une solution de rechange.

Depuis 1995, pour un enfant de moins de trois ans, l'emploi d'une garde à domicile revient à moins de 3 000 francs mensuels à ceux qui paient au moins 30 000 francs d'impôts : les charges sont payées par la Caisse nationale d'allocation familiales (CNAF) grâce à l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), et la moitié du salaire annuel est déduit de l'impôt, grâce aux déductions liées aux emplois familiaux (6,1 milliards de francs en 1996).

Mesure favorable à la création d'emplois ? Dispositif au bénéfice des familles les plus aisées ? Aide légitime aux femmes qui travaillent ? Parce qu'elle est tout cela à la fois, l'AGED ne peut mettre tout le monde d'accord. La CFTD la défend, Force ouvrière (FO) la condamne. Des parlementaires de gauche comme des organisations familiales de droite font front en sa faveur. Le gouvernement a pourtant décidé de la remettre en cause, en la diminuant de moitié à compter du 1^{er} janvier 1998.

Financièrement attractive pour les couples imposés, confortable pour les femmes actives, idéale pour les mères célibataires de moins de 2,2 millions d'enfants de moins de trois ans, la formule avait séduit, au 31 décembre 1996, 65 800 familles. Les bénéficiaires sont-ils des « nantis », comme

disent les détracteurs de l'AGED, qui fustigent une mesure « injuste » ? « Vous savez comment on appelle ça dans certaines caisses d'allocation familiales ? », dit l'allocataire-vison, affirme Didier Hotte, chargé des questions de la famille à FO. L'AGED a surtout permis de déclarer les bonnes que les familles employaient déjà à Neuilly-Auteuil-Roissy. « Marie-George Buffet, ministre communiste de la Jeunesse et des sports, a un avis moins tranché : « Il faut faire attention, confiait-elle récemment à des journalistes. C'est vrai que la garde à domicile a surtout été utilisée par des familles assez aisées, mais d'autres familles, qui n'ont pas trouvé de solution en crèche, ont utilisé ce moyen ; il ne faut pas les pénaliser. »

Il est vrai que « parmi les bénéficiaires, ce sont les familles les plus aisées qui occasionnent le plus de dépenses pour la collectivité », explique Jeanne Pagnani, chercheuse au CNRS, dans un article à paraître en novembre dans la revue *Droit social*. En effet, plus une famille paie d'impôts et plus elle bénéficie des déductions fiscales. Conseillère à la CNAF, la chercheuse a enquêté dans les Yvelines – département qu'elle admet non représentatif, les cadres y étant sur-représentés. Le revenu net mensuel des bénéficiaires de l'AGED y est en moyenne de 33 530 francs, et 17,5 % d'entre eux avouent qu'ils emploieraient une garde d'enfant même sans l'aide de la collectivité.

2 % des enfants de moins de trois ans sont gardés à domicile par une personne salariée. Leurs parents, cadres, urbains (37 % vivent en région parisienne), ont opté pour ce mode de garde pour des raisons multiples : absence de crèches, confort apporté par l'employée de maison (au sein du panel des Yvelines, les gardes d'enfant font le ménage dans sept cas

sur dix) et, surtout, souplesse des horaires (48 % des femmes interrogées rentrent chez elles entre 19 heures et 20 heures).

« On demande aux jeunes femmes de se former, de s'investir dans leur travail, d'avoir une politique nataliste, et on ne mettrait pas en place les structures sociales qui peuvent les aider ? », s'insurge Guy Allouche, sénateur socialiste du Nord. Ce n'est pas en touchant à l'AGED qu'on va aider les femmes qui ne peuvent pas y prétendre.

« TRAVAIL INVISIBLE »

Guy Allouche n'est pas le seul, à gauche, à défendre ce point de vue. Mais, comme dit Denise Cechet, responsable des questions de la famille au Parti socialiste, « chez les intellectuels du PS, le sujet famille reste tabou parce que, lorsqu'on parle famille, on passe pour vichyste ». Et de souligner que l'AGED a au moins un mérite, celui de faire « figurer au PIB le travail dit invisible, toutes les tâches domestiques dans lesquelles la plupart des jeunes femmes qui ont pu s'investir en politique ».

« Martine ? Elle a du mal à rentrer dans le sujet famille, et on ne peut pas dire qu'elle soit féministe... », ajoute un autre parlementaire de gauche.

La CFTD défend l'AGED au nom de l'emploi. Si Nicole Notat a déclaré qu'elle ne serait pas « choquée » par une baisse de l'avantage fiscal, la fédération CFTD des services estime qu'il ne faut pas à la fois diminuer cet avantage et remettre l'AGED en cause, au risque d'aboutir à des suppressions d'emploi. A la mi-1996, l'instauration de retraite complémentaire des employés de particuliers (Ircem) comptait 50 000 emplois liés à l'AGED (21 heures de travail par semaine en moyenne, soit 27 000 emplois équivalents temps plein). Pour Dominique Pluche, directeur du développement à l'Ircem, « on va avoir un retour au travail au noir, donc une baisse des cotisations sociales et de nouvelles inscriptions au chômage ». Et de redouter une « redistribution du marché, au moment où l'on assiste à une professionnalisation de la garde à domicile ».

Jeanne Pagnani constate pour sa part que « l'AGED a permis l'accès au statut de salarié à des femmes sans aucune qualification » – selon l'Ircem, en 1996, 23 % des gardes à domicile étaient de nationalité étrangère. La Fédération nationale des groupements de particuliers employeurs évoque de son côté la « fragilisation de la protection sociale d'une population qui commençait à s'intégrer dans les circuits normaux du travail ».

Le coût de l'AGED pour la collectivité est élevé (1,7 milliard de francs par an à la charge de la CNAF). Certains bénéficiaires l'admettent, et reconnaissent que la baisse du plafond fiscal ne les choque pas. Les mêmes prônent le maintien de la prise en charge des cotisations, invoquant le développement des emplois de proximité. Faisant allusion aux 350 000 emplois-jeunes payés à 80 % par l'Etat, le sénateur Guy Allouche s'interroge : « Va-t-on donner l'idée à des parents de créer des associations qui emploieraient des jeunes filles pour garder leurs enfants ? »

Marie-Pierre Subtil

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : deux directeurs de Metaleurop ont été condamnés, jeudi 25 septembre, par le tribunal de Béthune (Pas-de-Calais), à deux ans et dix-huit mois de prison avec sursis pour « homicides et blessures involontaires, par négligence ». En 1993 et 1994, onze salariés de l'entreprise avaient trouvé la mort dans deux explosions de colonnes de zinc. — (Corresp.)

■ **TERRORISME** : deux Français de trente-deux ans, Aziz Hamdiken et Louane Tladini, arrêtés en novembre 1996 à Besançon et soupçonnés de terrorisme, ont été condamnés, jeudi 25 septembre, à quatre ans d'emprisonnement dont un avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris. Tladini, libéré en février, ne s'est pas présenté à l'audience.

■ **SAINT-AUBIN** : le président des Anciens combattants parachutistes de Toulouse et ancien de POAS, Michel Enaud, se dit prêt à remettre à la justice des « documents » sur la mort de Jean-Claude Saint-Aubin dans un accident de voiture en 1964. Il assure, dans *L'Est républicain* du 25 septembre, détenir des « dossiers » montrant que J.-C. Saint-Aubin a été victime d'une « bavure » des services secrets français, thèse défendue par la famille du jeune homme.

■ **PÉDOPHILIE** : un instituteur de Saint-Félicien (Ardèche) a été mis en examen pour « viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de quinze ans » et écroué mercredi 24 septembre. Il est soupçonné d'avoir violé quatre de ses élèves de 1986 à 1991.

Avant... pour... 890... francs... vous... aviez...
un... logiciel... de... reconnaissance... vocale...
auquel... vous... parliez... comme... ça...

Maintenant pour 890 francs*, vous avez
un logiciel de reconnaissance vocale
auquel vous parlez comme ça.



IBM présente ViaVoice® pour Windows 95 et Windows NT.

ViaVoice est le premier logiciel de reconnaissance vocale qui vous

permet de dicter à votre rythme. Dorénavant quand vous parlez à

votre PC, vous parlez naturellement. Une fois que vous aurez essayé

ViaVoice, vous n'arrêterez pas d'en parler.

Vitesse de saisie 125-440 mots/marque, prêts à 95%. Son dictionnaire comprend 50 000 mots et peut être segmenté jusqu'à 65 000 mots.

« Si on peut magouiller, on magouillera »

LES BÉNÉFICIAIRES de l'AGED s'inquiètent. Tour d'horizon de leurs principales préoccupations.

« Une catastrophe », professionnelle. « Pour moi, c'est catastrophe. Grâce à ce système, je commençais à avoir des responsabilités. Maintenant, je me demande si je n'aurais pas intérêt à arrêter de travailler. Ce serait un échec complet. » Hélène, trente-deux ans, cadre dans la fonction publique, et son mari, responsable des transports dans une société de bobines, vivent près de Coulommiers (Seine-et-Marne). Ils ont trois enfants âgés de cinq ans, trois ans et un an. Bénéficiaires de l'AGED, ils emploient à temps complet une jeune fille sans qualification, dont c'est le premier emploi et qu'ils paient 6 500 francs net par mois.

Le couple paie 21 000 francs d'impôts. Grâce à l'AGED et aux déductions fiscales, cette garde leur coûte 5 300 francs par mois. « On est vraiment au taquet, on ne pourra pas payer plus si la législation change. » Conclusion : le licenciement est envisagé, le bébé serait placé chez une nourrice agréée et les deux autres gardés depuis la sortie de l'école jusqu'au retour des parents. « Ça me met en rogne d'entendre dire que l'AGED profite aux gens aisés, poursuit Hélène. Quand on gagne à deux 32 000 francs net par mois, avec trois enfants, en région parisienne, on n'est pas aisé ! »

« Travail au noir. » On ne paie pas le prix que ça vaut, dit Isabelle, cadre dans les ressources humaines, à propos de l'employée qui garde ses deux enfants. Ça ne serait pas illégal qu'un paie plus. Pas question pour autant de changer de mode de garde : « J'ai des horaires de folie, je rentre vers 7-8 heures le soir, impossible de faire autrement. » Pour autant, la jeune femme n'est pas prête à mettre le prix fort : « Si on peut

magouiller, on magouillera, prévient-elle. Le noir, ça ne me fait pas peur. »

La cause des enfants. Thérèse vient d'écire à son député. Ce n'est pas tant sa cause que celle de ses trois enfants qu'elle défend dans sa missive. Résidant à Rueil-Malmaison, elle travaille dans l'électronique-informatique à Gennevilliers, deux communes des Hauts-de-Seine. Soit une heure à l'aller, une heure au retour. Si la famille doit renoncer à une employée à domicile – ce qui est envisagé –, les enfants devront passer de très longues journées à l'extérieur. Les deux derniers n'étant pas en âge d'aller à l'école, il devront aller en crèche. Et impossible de trouver deux places dans un même établissement !

La famille vivant dans un trois pièces, elle essaie de mettre de l'argent de côté pour acheter, un jour, une maison. La jeune femme et son mari, enseignant dans un lycée, gagnent, à deux, 23 000 francs par mois. « Je n'ai pas l'impression d'être spécialement aisée », estime Thérèse.

« Trahison. » A la première naissance, Nathalie s'est « débrouillée avec les grand-mères ». A la seconde, les nouveaux plafonds instaurés par le gouvernement Balladur venant d'entrer en vigueur, la famille a employé une garde à domicile. La « nounou » sera licenciée, le « système-débrouille » reprendra du service. « L'AGED, ça profite aux actifs, pas aux riches, s'insurge Nathalie, contrôleur de gestion à Lyon. Chez eux, les femmes ne travaillent pas ! » Et de conclure : « Je n'en reviens pas que ce soit un gouvernement de gauche qui remette ça en cause ! C'était des mesures féministes. Je me sens d'autant plus trahie que l'idée vient d'une femme qui, elle-même, a des responsabilités. »

M.-P. S.

Le détartrage de la conduite de la Hague aurait entraîné de graves incidents

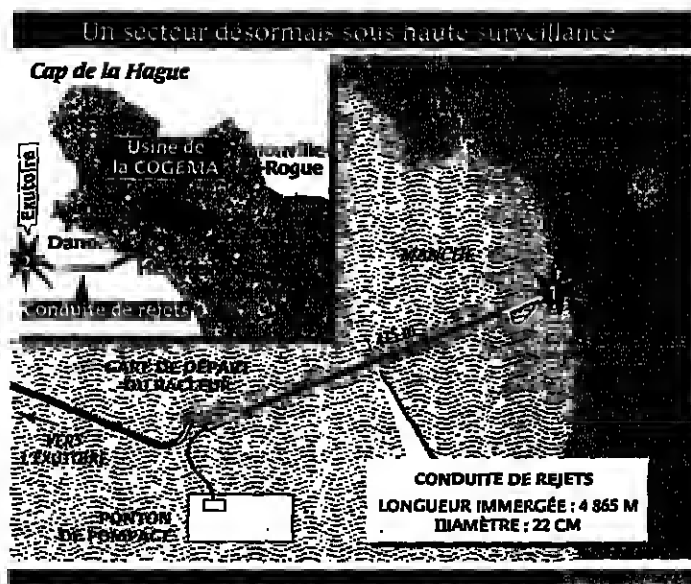
Plusieurs témoins démentent les informations rassurantes des autorités et de la Cogema. La direction de la sûreté des installations nucléaires a autorisé, jeudi 25 septembre, la reprise du chantier suspendu sur ordre de Dominique Voynet, une fois de nouvelles précautions prises

LA HAGUE

de notre envoyée spéciale
Quelle a été l'ampleur exacte des incidents survenus en juillet et en août lors des opérations de détartrage de la conduite de la Hague (Manche) ? Le 16 septembre, Dominique Voynet (Verts) ministre de l'environnement, ordonnait la suspension de ces opérations, en accusant la Cogema de « faute ». L'autorité de tutelle de la compagnie, la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) du ministère de l'Industrie, évoquait, elle, dans un rapport du 17 septembre, des « écarts » par rapport au protocole des travaux présenté par la Cogema pour autorisation. Ce protocole prévoyait « l'efficacité du dispositif de détartrage et la récupération de la totalité du dépôt radioactif et des effluents ».

La DSIN signalait quatre incidents survenus lors des travaux. Tout en soulignant un retard de déclaration, elle estimait que ces incidents « ne présentaient pas un caractère notable du point de vue de la sûreté et de la radioprotection » et les classait au niveau zéro de l'échelle de gravité des incidents nucléaires. Mais à la lumière de plusieurs témoignages, recueillis par *Le Monde* auprès de personnes ayant travaillé sur le site en juillet et en août, la gravité de ces incidents semble avoir été sous-estimée. L'émission « Thalassa » devait diffuser un reportage sur ce sujet vendredi 26 septembre sur France 3.

La direction de l'usine, que nous avons interrogée, maintient qu'« il n'y a pas eu de diffusion radioactive ». Pourtant, selon nos témoins, présents au moment des faits, mais contraints pour des raisons évidentes de conserver l'anonymat, deux incidents majeurs se sont produits. Le premier, le 16 juillet, a



Un secteur désormais sous haute surveillance
Cap de la Hague
Usine de la Cogema
Conduite de Rejets
Longueur immergée : 4 865 M
Diamètre : 22 CM

20 mètres de la cale de la plage des Moutins : une poche de confinement en vinyle qui devait empêcher tout effluent de s'échapper pendant la déconnection des tronçons de la canalisation, s'est rompue au moment où le racleur était introduit dans la tuyauterie.

« CA A DÉGUEULÉ »

Son contenu s'est alors répandu sur le sable en pied de cale : l'équivalent d'un demi-seau de plage de tartre, selon nos témoins, « un demi-cendrier » selon la Cogema. Les travailleurs assurent qu'ils ont alors dû ramasser, pour décontaminer l'environnement, près de 600 kilos de graviers avec des pelles en plastique, afin de les stocker dans des fûts.

Le deuxième incident semble

plus grave. A la suite du passage du racleur, un rinçage devait enlever les particules de tartre encore accrochées sur les parois de la conduite. En fait, lorsque les rejets normaux ont repris, des particules se sont déposées « à proximité de l'embouchure » du tuyau, selon les termes du communiqué de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (Opri), chargé de la surveillance des installations. Le 8 septembre, l'Opri, dans un bilan provisoire, expliquait qu'« il a été observé des dépôts blanchâtres (estimés à quelques dizaines de kilogrammes) caractérisant la présence de copeaux de tartre ».

Nos témoignages sont beaucoup plus sévères : « Quand la canalisation a commencé à rejeter en mer, ça a dégueulé. Le lendemain, on a re-

trouvé un tas de tartre de 1,50 mètre de large sur 1 mètre de haut. De quoi remplir au moins un fût de 200 litres. » Plus grave, « on a attendu trois jours avant de commencer à ramasser ». « Avec le courant, ça s'est étalé, c'était une vraie catastrophe. » Un filtre fut posé, mais déborda lui aussi. Entre la date de déclaration de l'incident, le 24 août, et le moment où des « sucuses » ont été installées pour aspirer le tartre, quinze jours se sont écoulés, indique Jérôme Joly, chargé de la mission d'inspection de la DSIN. « Trois semaines », selon les travailleurs du site : « C'était étalé sur 100 mètres cubes, on aspirait trois quarts de sable pour un quart de tartre. » Ce mélange a été stocké dans cinq fûts qui ont été découverts au fond de la mer par l'organisation écologiste Greenpeace et ont déclenché la mission d'inspection de la DSIN (*Le Monde* du 14 septembre).

Outre l'apparente sous-estimation des faits, il semble, selon nos témoignages, que la liste des incidents ne s'arrête pas là. Les travailleurs du site expliquent ainsi que les incidents liés aux poches de vinyle se sont produits par trois fois après le premier coude du tuyau. L'une d'elles « a éclaté en pied de cale, par

jour de houle et à marée basse. La poche a été arrachée et les sédiments se sont échappés ». Les difficultés liées à l'emploi de ces plastiques auraient amené la direction de l'usine à ne plus les utiliser : les plongeurs travaillant alors sans confinement, « avec juste un sac sous la conduite pour récupérer les copeaux de tartre ». Les combinaisons de plongée ont été souvent jetées et confinées, à la suite de contaminations. Un test de spectrométrie, effectué il y a deux semaines sur les membranes des détendeurs de plongée, a montré que dix d'entre elles étaient également contaminées.

QUELLE FIABILITÉ ?

Les incidents admis par la Cogema n'ont en « aucune incidence du point de vue de l'environnement », assure Philippe Pradel, de la direction de la compagnie. L'Opri assure de son côté avoir constaté « une radioactivité significative, mais très en dessous de la dangerosité ». Greenpeace a affirmé, le 9 septembre, que ses propres prélèvements indiquaient des taux de radioactivité « 30 à 40 fois supérieurs à ceux effectués en juin [sur des sédiments] et qui étaient déjà considérés par la régie-

mentation européenne comme des déchets nucléaires ».

Quelle est la fiabilité des conclusions de l'un ou des autres ? La DSIN s'est contentée de consulter les documents internes de la Cogema. Quant à l'Opri, il a donc réalisé ses prélèvements sur des sédiments ramassés au plus tôt quinze jours après l'incident du mois d'août. Le doute est par ailleurs permis quand on prend connaissance des conditions dans lesquelles l'organisme réalise ses contrôles. L'Opri, aujourd'hui sous la tutelle de Martine Aubry et de Bernard Kouchner, ne dispose pas d'équipe de plongée. Ses prélèvements, censés vérifier ceux de l'exploitant, sont effectués par les plongeurs de la Cogema.

Nos témoins assurent que des échantillons demandés à la suite d'une des ruptures de poche vinyle ont été prélevés dans deux endroits différents, selon qu'ils étaient destinés à la Cogema ou à l'Opri. « L'absence de plongeurs propres est un défaut d'autonomie du contrôle par rapport au contrôle », admet Roland Masse, directeur de l'Opri. Selon lui, le budget 1998 devrait apporter à l'Opri les moyens nécessaires à sa mission de contrôle.

Sylvia Zappi

Une opération présentée comme « techniquement classique »

les effluents radioactifs. Sa masse totale, répartie sur 5 kilomètres de tuyau, représentait plus d'une centaine de tonnes de déchets.

Décrit comme des « opérations de routine » par la Cogema, les travaux sont d'abord jugés « techniquement classiques » par la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui estime pas opportun de réaliser l'étude d'impact préalable recommandée par Greenpeace. La DSIN exige cependant des précautions supplémentaires de la part de la Cogema afin d'éviter tout retour en mer d'eau contaminée.

COPEAUX RADIOACTIFS

En effet, le robot racleur utilisé par la Cogema est propulsé par de l'eau sous pression. Doté de coupeurs et d'un émetteur radio permettant de le localiser, il remonte la canalisation (de la mer vers l'usine) à la vitesse de 1 mètre par seconde, alors que l'eau transite vingt fois plus vite. Ce courant entraîne, en principe, les copeaux détachés par le robot vers des cuves de récupération situées dans l'enceinte de l'usine de retraitement. Un jeu complexe de gares d'arrivée et de départ mobiles et un ponton de

pompes doivent garantir la récupération des déchets. Ceux-ci doivent ensuite être conditionnés et envoyés au centre de stockage de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (Andra), à Soulaire (Aube).

Les travaux proprement dits débutent le 9 juillet. Début septembre, les plongeurs de Greenpeace révèlent la présence des fûts suspects et de copeaux radioactifs au débouché de la canalisation. Lors d'une nouvelle inspection, la DSIN constate des « écarts » : son procès-verbal conduit Dominique Voynet à ordonner la suspension des travaux.

La DSIN a autorisé, jeudi 27 septembre, la reprise de ces travaux. Il reste à faire passer un instrument finisseur à l'intérieur de la conduite et à évacuer des matériaux encore entassés sous l'eau. Un filtre a été installé à l'extrémité du tuyau, afin de prévenir de nouvelles sorties de copeaux. Il ne pourra être retiré, prévient la DSIN, que lorsque la Cogema aura remis un dossier lui permettant de « s'assurer de l'absence de tartre dans les effluents ».

Hervé Morin

Jean-Pierre Aubert, responsable de la reconversion de Creys-Malville

INSPECTEUR GÉNÉRAL de l'industrie et du commerce, Jean-Pierre Aubert devrait se voir confier dans les prochains jours par le gouvernement une mission de reconversion industrielle et sociale à propos du surgénérat Superphénix de Creys-Malville (Isère), dont Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a annoncé l'arrêt dès sa prise de fonction.

Chargé en 1995 de la réindustrialisation et du reclassement des salariés de l'ancienne usine Chausson de Creil (Oise) par le ministre de l'Industrie de l'époque, Yves Galland, à la suite du dépôt de bilan de cette entreprise intervenu en 1993, M. Aubert, qui sera entouré d'une équipe de spécialistes de divers secteurs connaît bien les af-

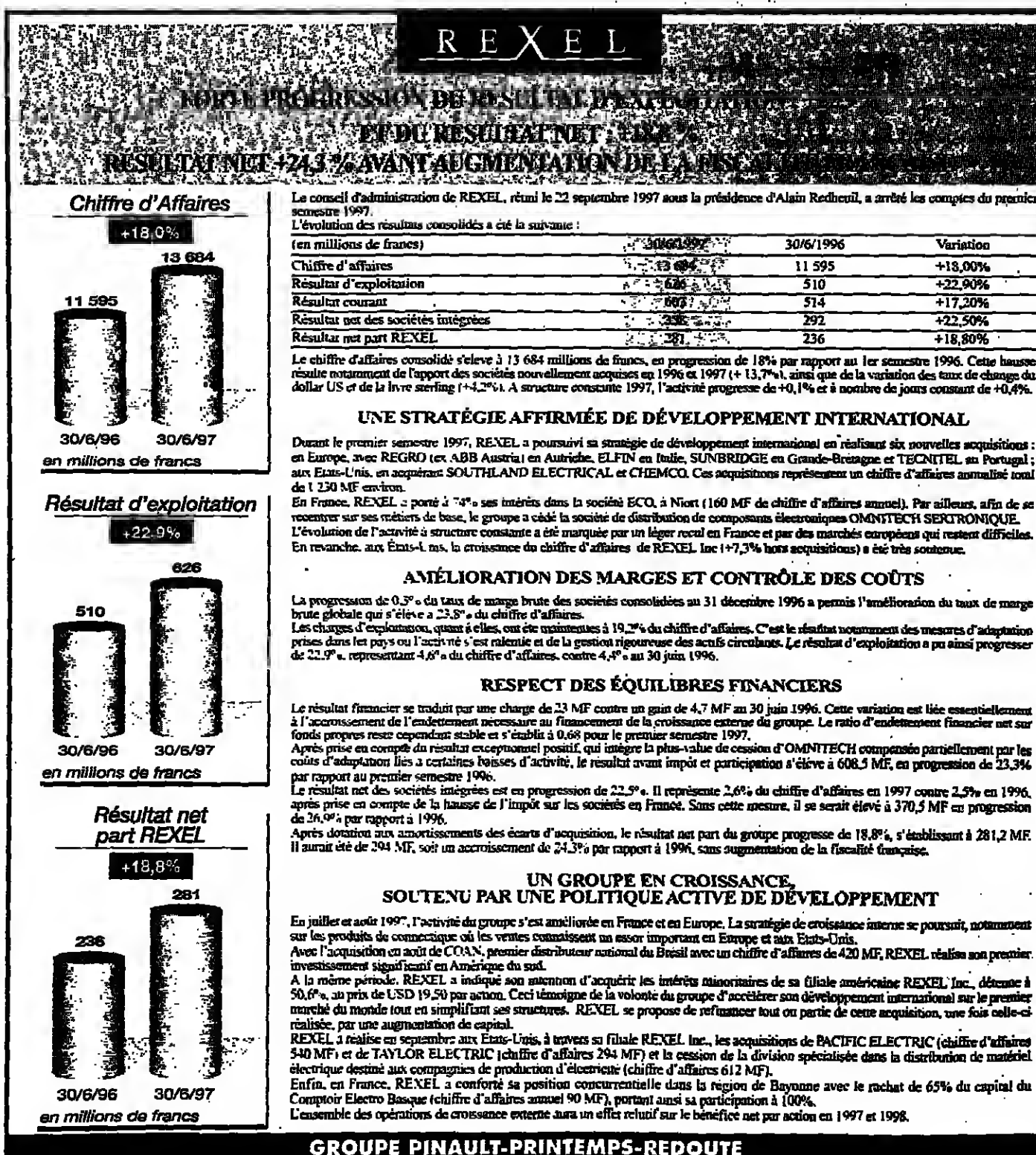
aires de reconversion industrielle et sociale. En juillet 1996, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, l'avait chargé de coordonner les reconversions et les reclassements des salariés de La Mure (Isère) du groupe Charbonnages de France.

Né le 28 juin 1946 à Rennes, titulaire d'un DES de sciences économiques, cet ancien secrétaire confédéral de la CFDT avait été nommé en avril 1990 directeur du cabinet de Jacques Chirac, ministre-délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Auparavant, de 1984 à 1986, il avait été conseiller technique au cabinet d'Edith Cresson, alors ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

J. M.

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : le programme de maîtrise des pollutions agricoles (PMPA) devra être « adapté » sans être « remis en cause » a annoncé récemment à Rennes Louis Le Penec (PS), lors du salon professionnel Space (*Le Monde* du 16 septembre). Le ministre de l'Agriculture a annoncé qu'il renforcerait les effectifs des administrations, tout en ajoutant qu'il n'y avait « plus place pour un seul modèle d'agriculture ». A Rennes, Jacques Maire, directeur de cabinet de Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a révélé que les subventions du PMPA pourraient être plafonnées et redistribuées à des exploitations respectueuses de l'environnement. (Corresp. rég.)



DISPARITIONS

PEDRO CASTRO VAN DUNEM, dirigeant historique du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir), est mort, mardi 23 septembre, d'une crise cardiaque, à Luanda. Agé de cinquante-cinq ans, il occupait le poste de ministre des travaux publics et de l'urbanisme dans l'actuel gouvernement d'unité et de réconciliation nationale. Début septembre, il avait représenté le président José Eduardo Dos Santos au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à Bantyre, au Malawi. Ancien collaborateur du « père de l'indépendance » angolaise Agostinho Neto, mort en 1979, Pedro Castro Van Dunem avait été vice-premier ministre dans le gouvernement de parti unique en place en Angola entre 1975 et 1980. Né à Icolo e Bengo, dans la province de Bengo (nord-ouest), ingénieur en électronique de formation, il avait également occupé les postes de ministre chargé de la gestion des provinces et de ministre du pétrole et de l'énergie.

NOMINATIONS

EDUCATION NATIONALE. Pierre Le Mire a été nommé recteur de l'Académie de la Martinique au conseil des ministres du mercredi 24 septembre. Il remplace Michèle Rudler, nommée en janvier 1997. Succédant à Bernard Elkahn, en poste depuis août 1996, Nicole Bellonbet-Frier a été nommée rectrice de l'Académie de la Réunion. [Née le 22 novembre 1947 à Saigon, Pierre Le Mire est docteur en droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Assistant, puis maître-assistant à l'université Paris-I de 1973 à 1985, il est ensuite professeur à l'université de Paris-Nord, en 1988, à l'université Paris-Nord (Paris-III) où il est élu doyen de la faculté de droit et, depuis 1992, à l'université Paris-I, dont il est vice-président.] [Née le 13 juin 1955, Nicole Bellonbet-Frier, docteur en droit et agrégée de droit public, a été assistante à l'université de Paris-I en 1983, puis maître de conférences en 1990. Professeur à l'université d'Evry de 1992 à 1996, elle est, depuis, directrice de la recherche et des publications à l'Institut international d'administration publique.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
Marie-Louise BERTANI, René LENOIR, Benjamin, Lucas,
le 24 septembre 1997, à Paris.

Catherine GRANGEARD et José POLARD ont la joie d'annoncer la naissance de Pierre,
le 18 septembre 1997.
« Bienvenue au Monde, petit frère, » Andréanne et Jonathan.
35 b, rue de Chenevrières, 78760 Fontainebleau.

Anniversaires de naissance
- 27, 28, 29 septembre.
Heureux anniversaires à Marc B.
Emmanuelle, Pascale, Sabine, Vincent, Christophe.

Anniversaires de mariage
- 27 septembre 1947 - 27 septembre 1997.
Heureux anniversaire de mariage à Jacques et Josette FUSTER.

Décès
- Nomina et Marc Batini, ses enfants, M. et M^{me} Antoine Glaser et leur fils, M. et M^{me} Henri Glaser et leurs enfants, M^{me} Elisabeth Freige, sa cousine, Sophie Batini, sa belle-fille, Damien et Guillaume, ses petits-enfants, M. Elie Batini, ont la douleur d'annoncer le décès de M^{me} Yvonne BATAINI, née GLASER, survenue subitement le 23 septembre 1997.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris-5^e, le jeudi 29 septembre, à 15 heures.
9, rue Morel, 92120 Montreuil.

- Chantal, Samset-les-Plais.
François du Chaval, Pascale, Thierry et Jérémie, Christophe et Isabelle, Laurence, Frédéric et Stéphanie, Maxime et Jean Pierre Arif, Sa famille.
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Denis ARTÉ,
survenu le mercredi 24 septembre 1997, dans sa quarante-neuvième année.
Ses obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise (Paris), le mardi 30 septembre, à 10 h 45.

- Jean-Pierre Vincent.
Et l'équipe du Théâtre des Amateurs, en leur nom et se faisant les interprètes de tous ceux qui, au passé comme au présent, ont été marqués par ses profondes qualités humaines et son engagement au service de la culture théâtrale, ont la très grande douleur de faire part du décès brutal de

Denis ARTÉ,
le mercredi 24 septembre 1997.
Ses amis pourront lui rendre un dernier hommage, mardi 30 septembre, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.
Ni fleurs ni couronnes

- M^{me} Jean Ginestie, son épouse,
Le professeur Jacques Vidal et M^{me} Michèle Vidal Ginestie, Jean-Christophe Vidal, M. et M^{me} Jean-Luc Dagron, M. et M^{me} Philippe Ginestie, Pauline, Jean-Denis et Martin Ginestie, ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille, ont la grande tristesse de faire part du décès du docteur Jean GINESTIE, chirurgien des hôpitaux, croix de guerre 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Montpellier, le 20 septembre 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.
La cérémonie religieuse a été célébrée à la cathédrale Saint-Pierre, à Montpellier, le 22 septembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Adrien Medioni, sa mère, M^{me} Daniel Medioni, son épouse, Anne et Olivier, Jean-Emmanuel et Myriam, ses enfants, Le professeur et M^{me} Guy Samama, M. et M^{me} Guy Grymberg, M. François Carlet, M. et M^{me} Michel Pongel, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, et leurs enfants, Les familles Medioni, Serfati, Carassonnes, Halftan, Mon, Groux, Ador, Pireaux et allée, ont la douleur de faire part du décès du docteur Daniel MEDIONI, le 24 septembre 1997.
3, rue Jean-Louis-Sinot, 92330 Sceaux.

- Au nom de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
Son président, M. Guy Bouthillier, exprime sa profonde tristesse devant la perte de ce grand ami du Québec qu'était

Philippe ROSSILLON.
Le 25 septembre dernier, devant plusieurs personnalités politiques québécoises, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal lui a rendu un vibrant hommage.

- Bruxelles, Paris.
Ses amis ont la tristesse d'annoncer le décès de

Philippe VAN WAEYENBERGHE,
survenu, à Bruxelles, le 18 septembre 1997, dans sa soixante-douzième année.

Après le service religieux en l'église Saint-Martin à Melle (Deux-Sèvres, France), il a été inhumé au cimetière de Melle, le 24 septembre, dans la plus stricte intimité.

« Et avec la clé d'or ouvrir du ciel la grande porte d'or »
(Ph. V. W.)
M^{me} L. Van Waeysberghe, 164, rue de Plerant, 1180 Bruxelles.
M^{me} M. Van Waeysberghe, 21, cité des Fleurs, 75017 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

- Didier et Mireille WILL, Annie WILL, Hélène et Gilles Dubertret, ses enfants, Séverine, Julien, Thomas, Benoît, ses petits-enfants, Robert et Annie WILL, ses frères et belles-sœurs, Et les familles Brulé, Delavenay, Dubertret, Fève, Pages, Will, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Ernest WILL, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, le 24 septembre 1997, à Paris.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

1, rue Montcailli, 75014 Paris.
- Le secrétaire perpétuel, Le bureau, Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le très grand regret de faire part du décès, survenu à Paris, le 24 septembre 1997, de

M. Ernest WILL, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, officier des Arts et Lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de lettres, docteur ès lettres, ancien membre de l'École française d'Athènes, professeur honoraire de l'université Paris-Sorbonne, ancien directeur de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient, membre de la Société nationale des antiquaires de France, de la British Academy et de l'Institut archéologique de Berlin.

CARNET DU MONDE
Téléphones :
01-42-17-39-80
01-42-17-29-96
01-42-17-39-42
Tarif à la ligne H.T.
Rubrique nécrologie 105 F
Abonnés et actionnaires 85 F
Mariages/naissances 70 F
Thèses étudiants 65 F
Les lignes en capitale grises sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et gratuites. Minimum 10 lignes.

Messes anniversaires

- Il y a un an, le 27 septembre 1996, Catherine MACÉ nous quittait.
Elle reste merveilleuse dans nos cœurs.

La messe dominicale du Relais Jean-XXIII, avenue Edouard-Vaillant, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), sera dite à son intention le dimanche 5 octobre 1997, à 10 h 30.

Ceux qui le souhaitent pourront se rassembler le même jour, à 15 h 30, autour de sa tombe, au cimetière municipal de Fontenay-sous-Bois.

On pensera aussi à son père, Henri MARTIN, qui l'a rejointe peu de temps après.
Fabrice, Mélanie et toute la famille.
« Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu. »

Services religieux

- Le service religieux à la mémoire de M. Pierre THEBAULT DE LA REYMONDIÈRE, décédé le 26 juillet 1997, sera célébré le mercredi 1^{er} octobre, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris-16^e.
De la part de M^{me} Thebault de la Reymondère, Et des siens.

Colloques

- XII^e journée d'études de l'EPCI (École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient) : La relation mère-fille. Avec les psychologues D. Arnoux, G. Bonnet, F. Guignard, N. Jeannot, P. Wilgoczek.

Samedi 4 octobre 1997, 9 heures-17 heures, à l'auditorium Saint-Michel de Piqueux, 53, rue de la Gare-de-Reuilly, Paris-12^e.
Rens. tél. : 01-43-07-89-26.

Soutenances de thèse

- M^{me} Catherine Forestier, à la faculté Paris-XI - Chateaufort-Malherbe, a soutenu sa thèse de doctorat : « Le Tirocinat, nouvelle substance immunosuppressive d'origine naturelle. » La mention Très Honorable lui a été décernée par le jury présidé par le professeur Michel Leboeuf.

RESULTATS 1^{ER} SEMESTRE 1997

CHIFFRE D'AFFAIRES
40 943 MF +8,3%

RESULTAT COURANT AVANT IMPOT
1 463 MF +29,0%

RESULTAT NET PART DU GROUPE
après nouvelle fiscalité
943 MF +26,1%

avant nouvelle fiscalité
1 004 MF +34,3%

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
1 773 MF +29,2%

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

ACCELERATION DE LA CROISSANCE : CHIFFRE D'AFFAIRES +8,3%
PROGRESSION DE LA RENTABILITE : RESULTAT COURANT +29,0%
RESULTAT NET PART DU GROUPE +26,1%

Le Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute, sous la présidence de Monsieur Ambroise ROUX, a examiné dans sa séance du 24 septembre 1997, les comptes sociaux et consolidés du Groupe au 30 juin 1997, tels qu'arrêtés par le Directoire et attestés par les Commissaires aux Comptes.

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE			BILAN CONSOLIDE		
(en millions de francs)	30.06.96	Variation	(en millions de francs)	30.06.96	
Chiffre d'affaires	37 809*	+8,3%	Actif immobilisé	26 514	
Résultat d'exploitation	1 264*	+21,8%	Besoin en fonds de roulement	3 964	
Résultat courant avant impôt	1 134	+29,0%	Capitaux propres (1)	16 970	
Résultat net des Sociétés intégrées	703	+31,9%	Provisions	2 084	
Résultat net part du Groupe	748	+26,1%	Endettement financier net	11 424	
			(1) dont part du Groupe :	13 763	

* Données retraitées selon les classifications comptables mises en place fin 1996.

Le chiffre d'affaires du Groupe Pinault-Printemps-Redoute a progressé de +8,3% à 40 943 MF au premier semestre 1997.

Cette croissance reflète en premier lieu la progression des parts de marché dans la majorité des enseignes. Le Groupe a abordé une phase de croissance interne active, tant dans ses formats de distribution traditionnels qu'au travers de plusieurs concepts innovants. La croissance inclut également les effets positifs des acquisitions de 1996 et du 1^{er} semestre 1997 pour 4,1% ainsi que l'évolution des devises pour 1,7%.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France a atteint 34%. Elles, n¹ suédois de la VPC, ne sera consolidée qu'à partir du 1^{er} juillet.

La rentabilité opérationnelle a fortement augmenté

Le résultat d'exploitation a progressé de 21,8% à 1 264 MF. La hausse de rentabilité d'exploitation consolidée est en forte hausse passant de +3,34% au premier semestre 1996 à +3,76%. Chacune des enseignes du Groupe a contribué à cette progression, qui a été obtenue par la poursuite des efforts dans tous les domaines : optimisation des mix-produits, gains aux achats, hausse des productivités, réduction des charges d'exploitation.

Les charges financières ont été fortement réduites, passant de -130 MF au premier semestre de 1996, à -76 MF.

La croissance globale de l'activité associée à l'amélioration des performances opérationnelles et à la quasi division par deux des frais financiers a conduit à la progression de 29% du résultat courant avant impôt, à 1 134 MF.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 323 MF, en hausse de 10,2%. Le pôle Crédit et Services Financiers dont la production a progressé de 17,9% et l'encours de 16,5% au premier semestre, voit sa contribution au résultat du Groupe progresser de 12,7% (après prise en compte de l'augmentation proposée de 15% du taux d'imposition des sociétés en France).

Les amortissements des écarts d'acquisition, 123 MF contre 93 MF en 1996, reflètent les conséquences des acquisitions opérées depuis juin 1996.

Ainsi, le résultat net consolidé part du Groupe a progressé de 26,1% à 748 MF, après hausse du taux d'IS, dont l'impact pour le Groupe sur le semestre s'élève à 61,5 MF. Hors pression fiscale supplémentaire, le résultat net se serait élevé à 1 004 MF et aurait progressé de 34,3%.

La structure financière reste solide

Les investissements opérationnels se sont élevés à 712 MF, contre 520 MF au premier semestre de 1996.

La capacité d'autofinancement s'est inscrite à 1 773 MF, en hausse de 29,2%.

A 0,66, le ratio d'endettement n'a pas subi de variation par rapport à son niveau de 0,67 du 30 juin 1996 et n'intègre pas les effets de l'acquisition d'Ellos.

La croissance s'accélère, notamment à l'international

L'accélération des investissements de croissance externe va renforcer les positions de Pinault-Printemps-Redoute en France et à l'étranger.

Ainsi, après avoir finalisé l'acquisition d'Ellos, qui lui a permis de s'implanter en Scandinavie avec une position de leader, le groupe Redoute a fait son entrée sur le secteur de la vente à distance aux entreprises avec la prise de contrôle de la société Bernard spécialisée dans le secteur des produits d'hygiène et d'entretien professionnels. Dans le pôle Professionnel, le Groupe Pinault-Printemps-Redoute a saisi l'opportunité d'un renforcement substantiel dans la distribution des matériaux de construction, en prenant le contrôle de Becob. Avec l'acquisition par Rexel de Coom, n¹ brésilien de la distribution de matériel électrique, il a réalisé son premier investissement en Amérique Latine.

Concrétisant ses projets de diversification géographique hors Europe, le Groupe a créé 2 entités, Pinault-Printemps-Redoute Asie et Pinault-Printemps-Redoute Amérique Latine, destinées à favoriser l'implémentation de ses enseignes dans ces régions. La signature des premiers accords de coopération avec des partenaires locaux, Central Retail Corporation en Thaïlande et President Enterprises Corporation à Taïwan est intervenue au cours du semestre.

Perspectives

Depuis le début du mois de juillet, l'activité du Groupe n'enregistre pas de modification de son rythme de progression.

Les opérations réalisées depuis le début de l'année apporteront au Groupe un chiffre d'affaires additionnel de 6,9 milliards de francs en année pleine. Elles auront un impact relatif sur le bénéfice par action du Groupe dès le second semestre de 1997. Elles permettront aussi au Groupe de se rapprocher, en avance sur son calendrier, de son objectif de part de chiffre d'affaires réalisé à l'international de 40% en l'an 2000.

Afin de renforcer sa présence en Amérique du Nord, Rexel a déposé une offre de rachat de la totalité des initiales minoritaires de sa filiale américaine Rexel Inc.

Le niveau d'activité actuelle conjugué aux effets positifs attendus de la croissance externe permet d'envisager le second semestre avec confiance.

COMPTES DE LA SOCIÉTÉ-MÈRE

Le résultat courant de la Société-Mère s'est élevé à 662 MF au 30 juin 1997 contre 562 MF au 30 juin 1996 et 677 MF au 31 décembre 1996. Son résultat avant impôt s'est inscrit à 651 MF contre 703 MF au 30 juin 1996 et 627 MF au 31 décembre 1996.

HORIZONS

ENQUÊTE

Allemands, Britanniques, Belges, Néerlandais, ils sont près de 4 500 à s'être installés depuis quinze ans dans les campagnes françaises menacées de désertification. Les terres y sont moins chères, mais toutes les greffes ne prennent pas

SUR les terres désertées parce que ceux qui les cultivaient sont morts ou dans les fermes vidées de leurs occupants partis à la ville, des aventuriers venus d'Europe du Nord plantent leur rêve d'une vie nouvelle. La France, avec ses bocages et ses troupeaux, un prix à l'hectare dix fois moins élevé, des primes à l'installation plus alléchantes, devient pour ces paysans européens un nouvel Eldorado.

D'autres chercheurs de terres envahissent, jadis, les campagnes reculées du Limousin, des Ardennes... Italiens au début du siècle, Normands ou Bretons ou déjà Néerlandais après la Libération, les nouveaux « gueux », poussés par le besoin de trouver enfin une exploitation à leur portée, sont désormais néerlandais, belges, allemands ou anglais. Et les campagnes françaises, hantées par la peur de la désertification, ouvrent leurs portes et leurs étables.

En quinze ans, quelque 4 500 paysans européens ont fait souche, dont la moitié pour vivre exclusivement de l'agriculture, demandant ou non, selon les cas, des primes à l'installation. Chaque année, une bonne centaine de nouveaux arrivants sont prêts à s'installer, à défaut de faire fortune. Sur le territoire français, l'agriculture n'a pas attendu l'ouverture du marché unique pour devenir européenne, puisque, ailleurs, au Nord, s'installer devient trop coûteux et que, au Sud, les terres sont surpeuplées ou ingrates.

Voyage sans retour pour certains, un aller-retour amer pour d'autres, lorsque la greffe n'a pas pris. Cette saga n'est pas près de prendre fin, puisque, dans ces régions reculées, un Français sur trois a plus de cinquante-cinq ans et s'apprête à quitter sa terre pour une retraite méritée, sans qu'un descendant ne prenne la suite.

Clive Edwards et sa compagne Ann, diplômés du supérieur, ont quitté l'Angleterre voilà douze ans. « Chez nous, là-bas, il fallait tellement de capitaux pour s'installer que nous ne pouvions même pas envisager d'essayer. Pendant les vacances, nous sommes venus dans le Limousin. L'endroit nous a plu, nous avons repris un fermage vacant. Et nous sommes restés. » L'histoire de Clive est une success story. A Cussac, trente kilomètres au sud-ouest de Limoges, une pancarte de bois peinte de façon naïve représentant un mouton texel indique l'entrée de la propriété. Clive Edwards est un éleveur-sélectionneur de la race Sun Forest, particulièrement robuste et fertile, pour produire des agneaux d'herbe qui sont au goût français. Il a su se faire connaître, au point que, en avril, il a été élu président d'Ovin Sélection 87, l'organisme professionnel qui, en Haute-Vienne, regroupe les sélectionneurs de béliers.

Ces jours-ci, dans l'atelier de la maison meublée avec raffinement,



Chercheurs de terres

Ann décore de grands panneaux destinés à vanter le charme des randonnées pédestres dans les forêts et autour des lacs voisins. Une diversification tentée par le village. De ses fenêtres, on aperçoit un jardin en pente, fleur de dématées. Clive, la quarantaine sportive, est un homme qui parle peu et juste, s'exprimant seulement en français et sans commettre de faute. Régulièrement, il conseille des candidats venus du pays ou confort d'autres migrants en proie au découragement. A Cussac, les voisins aiment bien Clive et sa compagne. « Ici, si on montre qu'on est valable sur le plan professionnel, on est accepté », commente sobrement Clive.

« Il n'a pas joué les conquérants », confirme un vieux voisin. Clive brandit un exemplaire du *Sunday Times* du 28 avril 1996. « Regardez ce que d'autres "rosbifs" disent de nous... » Sous le titre « Le rêve tourne au vinaigre pour les agriculteurs exilés », le magazine citait deux témoins, revenus de leur aventure « cauchemardesque ». L'un a vu sa récolte saccagée nuitamment par un tracteur et dénonce la complexité du gendarme auquel il est allé se plaindre. L'autre raconte comment, naïvement, il a acquis un troupeau innommable que des coopérateurs ricanaient ont accepté de lui racheter à un prix cinq fois moindre, après que sa femme avait été piétinée par une des bêtes.

L'HOSTILITÉ reflétée par la campagne silencieuse, qui a ruiné l'agriculteur joué par Gérard Depardieu dans *Jean de Florette*, a été de trop pour certains », commente le journaliste du *Sunday Times*. Ce à quoi répond le maître d'une localité concernée, cité également dans l'article : « Les gens d'ici se méfient des immigrants. Je suppose que vous pourriez dire que c'est une sorte de racisme. Les Anglais ont une mentalité d'immigrants. Ils se réjouissent entre eux et créent une sorte de ghetto au lieu de s'intégrer à la vie du village. Certains se croient supérieurs aux autres et se prennent pour le centre du monde. Eh bien, ici, ils ne le sont pas. »

Marga van Haeringen et son mari Arie sont, eux, néerlandais. Ils se sont installés à Cromac, près de

Bellac (Haute-Vienne), il y a dix ans. Depuis, quatre enfants sont nés, qui ont la nationalité française. « C'est un edil sans retour pour nous, ne serait-ce qu'à cause des enfants. » Le père de Marga, aujourd'hui décédé, vivait en Limousin. Arie, jeune officier de la marine marchande, et sa femme voulaient devenir agriculteurs. « Aux Pays-Bas, la terre est dix fois plus chère, et il n'y a plus de quotas disponibles », explique Marga. Montrait d'un geste les haies et les vaches qui paissent de l'autre côté du chemin, elle poursuit : « Voici notre troupeau de laitières. On commence juste à sortir du rouge. Il nous a fallu dix ans. Qui l'aurait imaginé ? On a frôlé le dépôt de bilan. On a été bien

« Il a fallu en faire des efforts pour disposer aujourd'hui du minimum de confort ! Ce fut le plus dur pour nous qui étions habitués à plus en Hollande »

conseillé par les organisations professionnelles. »

Au début, Marga et Arie ont voulu « faire comme au pays, de l'agriculture hypersophistique ». Le couple avait démarré un élevage de porcs, qui ne demandait pas trop de capitaux, mais se révéla coûteux en engraissement. « Alors, nous sommes revenus à ce que nous connaissions mieux, l'élevage de laitières, et avons pratiqué l'ensilage, moins coûteux, comme nos voisins de Cromac. Nous avons découvert l'entraide, qui se pratique ici pour les travaux et qui est inconnue aux Pays-Bas. » Marga est très active dans l'association des parents d'élèves. Arie, membre de la CUMA (coopérative de matériel agricole), fréquente avec ses garçons le club de judo de Saint-Sulpice, la ville voisine. « Nous tenons à nos loisirs, même si cela paraît étrange aux agriculteurs d'ici. Eux aussi commencent à y venir », ajoute Arie.

Marga se retourne vers la façade de la maison. « Il a fallu en faire des efforts pour disposer aujourd'hui du minimum de confort ! Ce fut le plus dur, nous qui étions habitués à plus

en Hollande. Pendant des années, en début de mois, je faisais les courses de farine, de pâtes et d'huile, pour tenir. » se souvient-elle. Marga et Arie, qui fréquentent assidûment le comité cantonal du syndicat des jeunes agriculteurs (CCJA), ne sont pas au bout de leurs difficultés, mais ils aperçoivent « la sortie du tunnel ».

Chez les Le Poutre, eux aussi éleveurs néerlandais, la réussite est venue plus vite : compétences, moyens financiers et chance. Evert et sa famille, devenus propriétaires au Châtenet-en-Dognon, à l'est de Limoges, sont partie prenante d'une formation qui n'existe nulle part ailleurs, celle dispensée par le Centre de formation profession-

nel aux Pays-Bas en ont fait leur spécialité depuis longtemps. Heidermij (2 500 salariés et 500 en poste à l'étranger) est une société d'ingénierie rurale créée au début du siècle pour gérer l'espace nouveau des polders asséchés.

Ce sont les couleurs de Heidermij que Pim de Roos, un robuste expert néerlandais installé à Feytiat, près de Limoges, depuis dix-neuf ans, a d'abord défendues. L'homme a son caractère. « Nous avons conseillé près d'un millier de migrants, de toute l'Europe, et installé près de trois cents d'entre eux », précise-t-il. Pim de Roos a choisi de rester en Limousin. Mais, depuis la prise de capital par Heidermij et l'organisation professionnelle néerlandaise LJO (pour un quart) dans Terres d'Europe - la filiale ad hoc de la Fédération nationale des Safer (sociétés d'aménagement foncier et rural) fondée en 1993 -, Pim est devenu responsable à Terres d'Europe.

Certains de ses concitoyens peuvent le critiquer : « Ces intermédiaires coûtent trop cher », pensent-ils. Pim de Roos, fort de ses succès, n'en a que faire. Il est l'un des cofondateurs du stage des Vaseix. Depuis, l'administration française a su prendre le relais, mais il continue d'animer cette structure de formation, sans se cantonner à son Limousin de prédilection. Ainsi a-t-il eu à connaître Antoine Berrens, un Néerlandais installé en Meuse depuis dix ans avec sa compagne poissarde, à la frontière belge, près des champs de bataille de la première guerre mondiale.

« Antoine, on l'aime bien, parce qu'il n'est pas comme les autres », indiquent ses voisins de Waville. Son frère vient de trouver un fermage dans les environs. Antoine a réussi sa greffe. « J'ai cherché une exploitation un peu partout, même au Canada. Au Danemark, c'était trop cher. Ici, il fait moins beau qu'en Limousin. Mais, l'été, ce n'est pas sec, il pousse encore quelque chose. » Antoine a d'abord choisi d'être ouvrier agricole, « pour apprendre ». Puis il a repéré sa ferme et choisi son troupeau. Il cultive 90 hectares environ, une superficie moyenne dans la région. « En Pologne comme en Allemagne de l'est, on peut voir beaucoup plus grand,

annonce-t-il. Les terres sont moins chères, l'administration est inépuisable et cela convient à des sociétés qui placent leurs capitaux. Mais ce n'est pas pour moi. Je suis d'abord un Européen, plus tout d'abord un étranger, pas encore français. J'aime vivre ici, la mentalité, la cuisine... Et 300 kilomètres seulement me séparent de mes parents, même si j'y vais peu... »

ANTOINE BERRENS n'est pas passé par le stage des Vaseix. Mais il en confirme l'utilité. « Cela devrait exister ailleurs. » En Franche-Comté, on y réfléchit, tandis que, à Limoges, on enrichit l'expérience. La profession limousine met en place d'autres services. Désormais, un « guichet unique », sur le modèle de celui ouvert à Magnac cette année, va assurer accueil et suivi des installations, tous services et organismes confondus. Ce guichet n'est pas réservé aux seuls migrants européens, mais à tout jeune agriculteur désireux de s'installer. Objectif : 120 installations par an. Fini le labyrinthe d'interlocuteurs isolés les uns des autres... Le conseil régional a même fait accepter par l'Union européenne son projet de « ferme-relais ». Achetée par la collectivité, elle serait louée pour dix ans au candidat, qui en deviendrait ensuite propriétaire pour un franc symbolique. Les propositions d'exploitations, photos à l'appui, sont consultables sur Internet.

Dans les campagnes françaises, chacun a fini par comprendre que « ces étrangers ne viennent pas bourrés de fric, ni prêts à tout acheter », confirme Georges Chatain, notre correspondant à Limoges. Quand, en 1987, la société italienne Ticino, à Bernu, au nord de Limoges, acheta d'un coup 600 hectares de terres pour élever des vaches, « on cria au scandale, soupçonnant une razzia de mafiosi ». Dix ans plus tard, cette firme a drainé ces terres incultes et créé quelques emplois. « C'est bon pour Bernu, même si on leur reproche de faire engraisser en Italie leurs bêtes nées ici... »

Danielle Rouard
Dessin : Hélène Perdreau

لبنان

L'Asie prend l'euro au sérieux

MÊME SI un certain scepticisme prévaut encore, les Asiatiques commencent à donner du crédit aux assurances de leurs interlocuteurs européens sur la création de l'euro dans les temps impartis. Une perspective qu'ils envisagent avec des sentiments ambivalents.

La monnaie unique européenne va nécessairement affecter les rapports de tous ordres entre les deux pôles non-américains de l'économie mondiale, aux extrémités de la masse continentale eurasiatique (le Monde du 25 septembre). L'émergence d'une nouvelle monnaie internationale bousculera la donne sur laquelle les pays d'Extrême-Orient ont fondé leur décollage économique, qui repose toujours sur une prééminence du dollar. La monnaie américaine demeure la seule aune de référence des Bourses de la région, des gouvernements des pays nouvellement industrialisés et des contrats signés avec des pays tiers, y compris européens.

Le message de l'Europe est clair : « L'Union monétaire européenne contribuera à la réalisation d'une économie globale crédible et stable », a résumé Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen aux affaires monétaires et financières, le 18 septembre à Bangkok. Ces propos, consistant à présenter l'euro comme « une alternative au dollar et au yen », étaient tenus à la veille de la première réunion des ministres de l'économie des Quinze de l'Europe et des Dix de l'Asie de l'Est (ASEM). Stabilisation des marchés financiers internationaux et création d'une troisième monnaie de réserve : tels devraient donc être les deux apports positifs, hors zone, de la monnaie unique européenne.

Selon un tout récent rapport de la Bank of America, l'effet de l'euro dans la région sera dans l'ensemble positif : si les exportations asiatiques risquent de souffrir, cet effet négatif devrait être largement compensé par une vague d'investissements et un flux de capitaux européens. Déjà, la Chine fait aujourd'hui courir le bruit qu'elle serait disposée à convertir en euros, à un horizon indéterminé, une portion de ses quelque 130 milliards de dollars accumulés en réserves. Le prochain séjour du président Jiang Zemin aux États-Unis n'est sans doute pas étranger à cette annonce. Un peu d'europhobie dans le discours ne peut pas nuire au marchandage avec les Américains. L'idée de jouer à l'occasion la carte européenne plait aux Chinois. Les décideurs du pays n'ignorent pas les avantages d'un jeu de baccarat dans lequel l'Europe servirait de contrepartie aux diktats politico-économiques américains, apportant ainsi une bouffée d'oxygène face à des exigences parfois jugées trop contraignantes à Pékin.

REXAMEN DES COÛTS DE PRODUCTION

Au Japon, première puissance économique de la région, la monnaie unique rendra également des sentiments plutôt positifs. L'« horizon euro » au 1^{er} janvier 1999 n'a pas provoqué dans l'archipel le vent de panique qui avait accueilli la création du marché unique au début des années 90. On pense à la constitution d'un grand marché de la dette publique et privée libellée en une nouvelle monnaie, qui pourrait concurrencer le marché financier américain.

Les banques nipponnes sont confrontées, en Europe, à un problème de rentabilité : la naissance de l'euro occasionnera pour elles un manque à gagner sur les changes intereuropéens qui pourrait les conduire à réorganiser leur réseau sur le Vieux Continent. Par ailleurs, en l'absence d'une harmonisation fiscale à l'échelle européenne, les industriels sont confrontés à de nouveaux choix liés aux coûts de production. Les propos du président de Toyota voilà quelques mois, qui évoquait la possibilité que son groupe se désintéresse de la Grande-Bretagne au cas où celle-ci ne participerait pas à l'Union monétaire, témoignent de cette préoccupation.

Les autres Asiatiques craignent que l'introduction de l'euro n'encourage un repli des spéculateurs sur les monnaies de la région dont la vulnérabilité, surtout en Asie du Sud-Est, a été soulignée par les chutes monétaires et boursières engendrées par le tremblement du 2 juillet, du baït thaïlandais. N'ayant pas survécu l'ampleur de la crise, ils examinent déjà de plus près l'exemple européen et ont proposé, lors

de la réunion ministérielle de Bangkok, des consultations plus régulières dans le cadre du dialogue euro-asiatique.

Ne devrions-nous pas nous organiser à notre tour, entend-on dire en Asie de l'Est, pour faire face à nos problèmes et à l'éventualité de la naissance d'une nouvelle monnaie forte ? N'est-il pas temps que le troisième pôle économique de la planète, si dynamique depuis deux décennies, se dote de mécanismes régulateurs et définisse, à plus long terme, sa propre politique ? La controverse sur la création d'un « fonds de secours » asiatique conçu pour faire face à d'éventuelles rechutes financières a parfois pris une tournure vive lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI). Les Occidentaux craignent de voir se constituer une organisation concurrente du FMI. Quoi qu'il en soit, l'euro donne un exemple d'une coopération régionale qui pourrait avoir un effet d'entraînement dans d'autres régions du monde.

LA PLACE DU JAPON

On est bien conscient, en Asie, que la monnaie unique peut transformer profondément les rapports de forces internationaux, dans le bon comme dans le mauvais sens. Avec l'euro, le gouvernement chinois sera privé d'un levier qu'il a su utiliser avec art depuis qu'il se consacre à la modernisation du pays : la zizanie intereuropéenne. Voilà deux décennies que Pékin négocie au plus offrant ses commandes à l'Europe en jouant sur la concurrence entre Européens. Pékin est passé expert dans l'exercice consistant à « acheter » successivement, au gré des échéances politiques, les mêmes Airbus à la France, puis à l'Allemagne, puis à la

France, puis à l'Allemagne... L'euro seul n'interdira pas ce jeu, mais il peut en limiter l'ampleur.

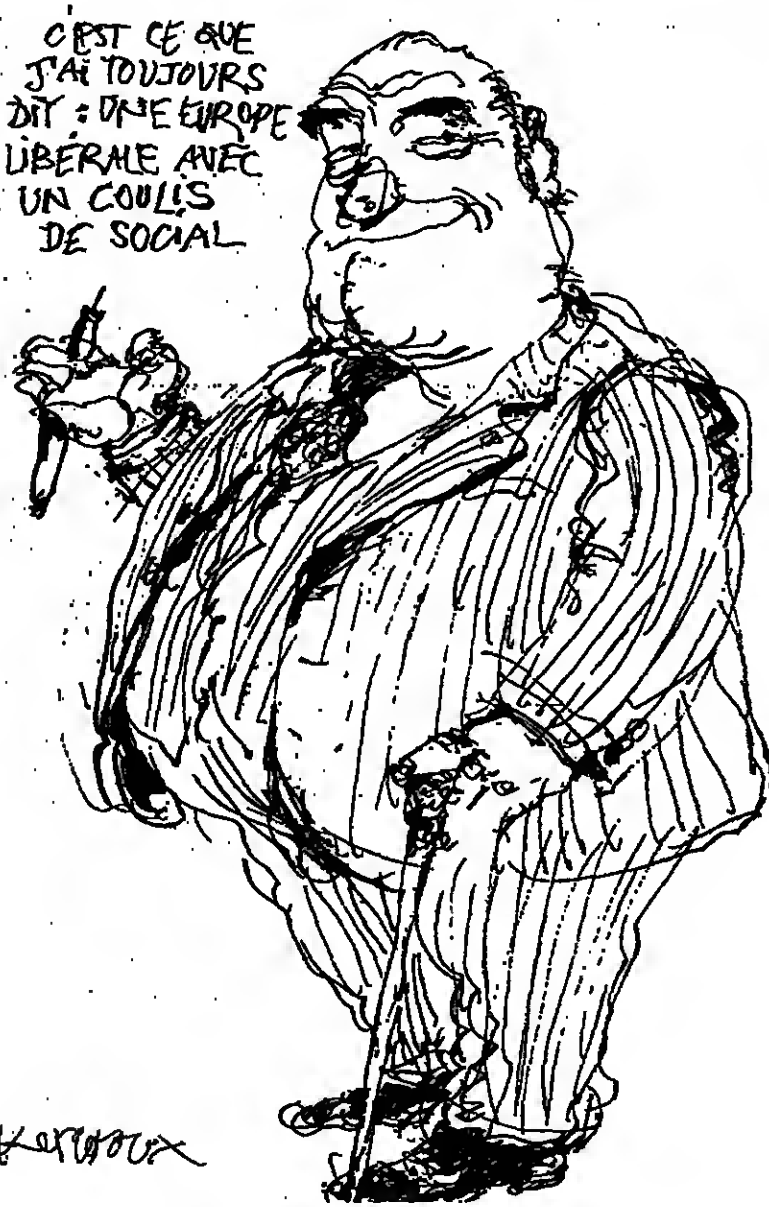
L'apparition de la monnaie unique européenne risque enfin de réveiller de vieux démons, moins monétaires que politiques, qui rôdent derrière la question de la place du Japon. L'abolition dans l'archipel des dernières mesures de contrôle des changes devrait faciliter l'évolution du yen vers un statut plus international. Mais rares sont les pays de la région qui verraient d'un bon œil l'instauration d'une zone yen concrétisant un leadership économique nippon.

La monnaie japonaise est peu utilisée comme unité de compte. Son rôle international est bien inférieur à celui du deutschemark. En revanche, elle joue un rôle déséquilibrant dans les comptes des pays de la région. Alors que la monnaie de facturation est le dollar, la hausse du yen s'est traduite par un alourdissement de leur endettement vis-à-vis de l'archipel, tandis que leurs propres réserves en monnaie américaine se dévalorisaient.

Les poids croissant du Japon dans la région et le développement des échanges interasiatiques semblent militer en faveur d'une zone yen. Mais on estime à Tokyo que la Chine exerce désormais un sérieux contrepoids, sinon sur le plan monétaire, du moins par l'ampleur de son commerce. L'avenir est donc ouvert. Une chose paraît sûre : les pays d'Asie sauront s'adapter à la nouvelle donne, aussi vrai que la souplesse et la capacité d'adaptation demeurent leurs meilleurs atouts.

Francis Deron, Jean-Claude Pomonti, et Philippe Pons

Les gens par Kerleroux



Le crime d'écrire

Suite de la première page

Aussi, pour M^{re} Prévost, est-ce un jugement de « règlement », à savoir une décision qui comporte et elle-même sa propre loi, ce qui est interdit aux juges. Cette appréciation d'un spécialiste qui n'était pas impliqué dans l'affaire se justifie d'autant plus que le tribunal, pour prononcer la peine, ne fait aucune référence ni à une éventuelle gravité exceptionnelle de la diffamation, ni à la personnalité du prévenu. D'ailleurs, M. Peyrat, après avoir demandé 100 000 francs de dommages-intérêts, voit son préjudice suffisamment réparé par l'attribution de 20 000 francs, une somme couramment accordée dans les affaires ordinaires.

La prison, fut-elle avec sursis, nous ramène au temps où le journaliste, jugé en cour d'assises, risquait de connaître la paille humide

des cachots pour un mot de trop. La prison, c'est le temps présent pour les journalistes algériens. Pour ceux de certains pays d'Afrique on d'Amérique du Sud. La prison, en matière de presse, ce n'est pas pour punir, mais pour faire taire. Et le sursis est la forme raffinée de cette démarche, car pour un directeur de la publication, juridiquement responsable de l'ensemble des articles diffusés, la récidive est quasiment inévitable. Après la condamnation du groupe de rap NTM, après celle de l'événement du jeudi, ne se trouvera-t-il pas d'autres juges pour prononcer une révocation du sursis qui conduira le condamné en prison ?

CONFLITS POLITIQUES

Rien ne l'interdit, car une ordonnance de 1944, complétée par une loi de 1972, prévoit huit jours à un an de prison ferme pour la diffamation envers un fonctionnaire public et une amende de 300 à 300 000 francs « ou l'une de ces deux peines seulement ». Manifestement, la loi sur la presse a besoin

d'un sérieux toilettage, et les parlementaires supportent une grande part de responsabilité dans certaines dérives quand ils votent imprudemment un texte comportant une fourchette de peines aussi considérable.

Qu'une période troublée survienne avec son cortège de peurs et d'agitation et tout devient possible. Les abus de la presse doivent

être sanctionnés. Mais la loi sur la presse a été détournée et, au travers de l'atteinte à l'honneur et à la considération, on demande trop souvent aux juges de trancher des conflits de nature politique. Si, à ce phénomène, s'ajoute le spectre de la prison, ce sont des pans entiers du débat social qui disparaîtront.

Maurice Peyrot

RECTIFICATIFS

IRA EINHORN

La décision de la cour d'appel de Bordeaux concernant la demande d'extradition d'Ira Einhorn vers les États-Unis sera rendue le 4 novembre et non le 13, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 24 septembre.

AFFICHAGE

Une erreur s'est glissée dans l'article tiré « La responsabilité sociale de la publicité a été au cœur des débats du Grand Prix de l'affichage » paru dans Le Monde du 23 septembre. L'affiche sou-

nue par Franck Tapiro, de l'agence Hémisphère Droit, est celle de l'association Coup de tête au Front, et non celle de Ras l'Front.

BD ET ÉQUILIBRE

Le nouveau mensuel de bandes dessinées Bo Doi, qui vient de paraître et dont le premier numéro a été tiré à 42 000 exemplaires (Le Monde du 16 septembre), table sur un équilibre de l'ordre de 22 000 exemplaires, et non de 10 000, comme nous l'avons indiqué.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-52-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Notre blessure algérienne

DANS quelques jours, plus de cinquante ans après les faits, la France tentera, à l'occasion du procès de Maurice Papon, de regarder en face la complicité active ou passive de son État et de ses fonctionnaires dans la déportation des juifs et la solution finale. Peut-être certains rappelleront-ils, à cette occasion, l'autre blessure toujours enfouie dans notre mémoire collective, à laquelle participa aussi le préfet de police de Paris que fut, au début de la V^e République, Maurice Papon : la guerre d'Algérie.

La leçon de Vichy ne nous a pas rendus plus lucides. Trente-cinq ans après la fin de cette guerre coloniale, brutale et injuste, durant laquelle la pratique de la torture fut la gangrène de notre démocratie, la France ne regarde toujours pas ses responsabilités en face. Pire, elle perpétue, dans ses pratiques administratives, une lecture mythique de cette histoire, empreinte de bonne conscience et de dédain pour ceux qui en furent les principales victimes.

L'enquête de la Cour des comptes sur la déportation aux rapatriés, dont nous révélons les conclusions, en est l'accablante démonstration. Favoritisme au bénéfice des multiples associations de pieds-noirs, au détriment de la communauté des harkis, doubles vaincus de ce conflit, violemment rejetés par les vainqueurs du FLN et lâchement abandonnés par la France qui les avait enrégimentés : passage de 5 à 80 millions en trois ans des « secours exceptionnels » distribués de façon discrétionnaire par le délégué aux rapatriés à sa propre clientèle, que se disputent

le RPR et le Front national ; subventions publiques allouées prioritairement à quatre associations de rapatriés dont ce même délégué avait été le président, tandis que son département, le Gers, se retrouve curieusement privilégié.

Cette histoire n'est pas qu'une énigme illustration de ce népotisme qui discrédite la puissance publique et ruine tout crédit en son impartialité. Elle traduit la persistance, au cœur de l'État, d'une vision passionnelle, voire revancharde, du drame algérien qui, au bout du compte, ne profite qu'à l'extrême droite, dont la mémoire partisane se nourrit tout autant de la guerre d'Algérie que de la collaboration de Vichy. Aussi la Cour des comptes a-t-elle raison de s'interroger sur le maintien, « en méconnaissance de l'égalité constitutionnelle des citoyens », de cette distinction sonnant et trébuchante qu'incarne la dérogation aux rapatriés si longtemps après la déchéance que fut, pour eux, l'indépendance de l'Algérie.

C'est, pendant que se perpétuent ces pratiques clientélistes, les harkis, défavorisés socialement, restent les grands oubliés de notre mémoire. Ils dérangent deux mythes, celui d'une Algérie libérée de la colonisation par un peuple unanime, mais aussi celui, cher aux néo-gaullistes, d'un de Gaulle ayant réussi la décolonisation. La sociologue Dominique Schnapper, fidèle à la démarche intellectuelle de son père, Raymond Aron, a écrit ceci, qu'il convient de méditer : « L'épisode des harkis constitue une des pages honteuses de l'histoire de France, comme l'ont été l'instauration du statut des juifs ou la rafle du Vel d'Hiv. »

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Daniel Vernet
Membre du conseil d'administration : Jean-Jacques Béranger, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Hervé Michel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lemerle, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bonna, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Isakovitch, Michel Kohnen, Bertrand Le Gendre
Directeur technique : Dominique Reynaud
Rédacteur en chef technique : Erik Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecin : Thomas Fournier

Directeur exécutif : Erik Paillasson ; Directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Rabat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Joxe, président ; Gérard Crouzet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontana (1955-1957), Jacques Lemaire (1957-1960)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, H&P France, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le maire rural, guide et conseiller

LES ÉLECTIONS municipales dans nos campagnes ont une importance que les cités ne soupçonnent guère. Un maire, dans un village, connaît chaque foyer, participe à la vie quotidienne de chacun, et à la fois un guide et un conseiller. Tenir lui-même, il ne peut, comme dans les villes, avoir d'autres conceptions, d'autres goûts, d'autres besoins que ses administrés. Ainsi que ses voisins, il suppose sa récolte, sème et engrange.

Le dimanche, assis à la salle communale sous une Marianne grise de poussière, encadré de Sadi Carnot, Fallières, Poincaré, Doumergue, de Gaulle, il écoute et conseille. Son influence sociale est évidente. Elle amène parfois à des résultats cocasses. Il n'est pas rare dans nos campagnes de voir un maire régner, le mot n'est pas trop fort, depuis vingt, trente ans. Les gens se sont attachés à lui.

Dans ces temps de dirigisme incohérent, de paperasserie énorme, préfiguration de l'âge où l'homme sera un robot, le maire rural est le seul qui s'oppose aux tracasseries inutiles. Mieux : sachant traiter, avec le sous-préfet ou un chef de division, il saura opposer indifférence ou résolution aux demandes saugrenues de l'administration. Comment d'ailleurs en serait-il autrement ? Le paysan doit déclarer, et il en est exaspéré, tout ce qui pousse, naît ou meurt sur sa terre. Le maire le fait pour lui ; quelquefois, il « arrange ».

Jean Taillemagre
(27 septembre 1947.)

* Notre confrère Jean Taillemagre, de son vrai nom le comte Arnaud de Pesquidoux, est mort samedi 20 septembre (Le Monde du 23 septembre).

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3616 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La lourde erreur d'Elisabeth Guigou

par Blandine Kriegel

LA cause est entendue et la chose universellement admise : pour que la justice devienne indépendante, il faut la mettre à l'abri des pressions politiques ; pour que les procureurs soient autonomes, ils doivent être nommés, à l'égal des autres magistrats, par la hiérarchie qualifiée de leur corps ; en l'espèce par le Conseil supérieur de la magistrature sans que le garde des sceaux ait son mot à dire. Autonomie de la justice égale indépendance du parquet. La commission Truche ne s'était pas rendue à cette injonction. Or l'a jugée timorée. La ministre Elisabeth Guigou vient d'annoncer qu'elle s'y pliera : effet médiatique garanti. Et chacun d'applaudir. Pourtant, il faut le dire sans phrases : une telle décision serait pire qu'un crime : une faute ; une telle orientation serait plus qu'un délit : une folie. « Ceux que Jupiter veut perdre, il commence par leur ôter la raison. »

Partons d'une prémisse qui ne peut plus être discutée : nous voulons une justice indépendante. Dans une démocratie, il n'y a aucune raison de ne pas soumettre les puissants et les grands au même régime juridique que les sans-grade et les simples. « Nul n'est au-dessus de la loi. » Nous

voulons aussi une plus grande extension de l'arbitrage judiciaire, que nous préférons à l'arbitrage administratif. Mais la réforme de la justice, comme l'art de la guerre, est un art tout d'exécution.

Remettre aujourd'hui la nomination des procureurs aux seuls magistrats, toutes choses étant égales par ailleurs, c'est installer immédiatement un pouvoir corporatiste des juges sans aucun contrôle démocratique du souverain avec trois conséquences immédiates qui sont autant de risques pour la République.

La première est de mettre un revolver sur la tête de chaque citoyen libre en pérennisant une procédure pénale archaïque largement attentatoire aux droits de la personne. Les procureurs, qui agissent encore au nom du peuple français et sont, pour la majorité d'entre eux, animés par le sens de l'intérêt général, ne constituent pas cependant un cercle de la communion des saints mais un groupe humain chargé d'appliquer la loi et qui agit dans un cadre institutionnel. Or la procédure pénale de la France a fait de nous la lanterne rouge des pays européens en matière de respect effectif des droits de l'homme.

De Voltaire à Foucault en passant par Beccaria, Hugo et Dau-

mier, une longue plainte s'est élevée contre ces habitudes injustes. Aujourd'hui encore, cette procédure est caractérisée par le système inquisitoire attentatoire aux droits de la défense et par le principe d'opportunité des poursuites qui laisse le procureur seul juge d'appliquer ou non la loi, au cas par cas (97 % des cambriolages non élucidés, 53 % des infractions avec auteur connu non poursuivies). C'est la raison pour laquelle

nistère d'être mises à l'ordre du jour, dès lors que les corporations des commissaires et des juges d'instruction avaient émis des critiques. Dans le même temps, la réforme du procès pénal avec la nécessité de l'appel a été mise au placard.

La deuxième conséquence est le deuxième danger de créer un Etat dans l'Etat. On répond que les libertés des citoyens seront sauves parce que le procureur se-

ra responsable. Responsable en personne, responsable civilement comme un particulier devant un autre particulier ? On veut rire. Dans les républiques modernes, qui sont des Etats de droit, la justice n'est pas la manifestation de la *vendetta* ou la guerre de tous contre tous arbitraire par des juges particuliers ; elle n'est même pas une relation de la société civile mais l'une des fonctions émi-

nentes de la politique. La séparation des pouvoirs nécessaire à l'équilibre républicain veut qu'elle soit indépendante mais la doctrine démocratique réclame aussi qu'elle soit soumise au peuple et qu'il puisse la contrôler. Peut-être faut-il faire autrement que par ses représentants régulièrement élus ?

Même si les hommes politiques se laissent aller à des choix partisans, ils seront toujours moins éloignés de l'intérêt général que les membres d'une corporation qui, par principe, ne défendent que les intérêts privés.

La justice est une affaire trop grave pour être confiée aux seuls magistrats, fussent-ils parfaits, et les institutions de la République, disait Kant, doivent être imaginées même pour un peuple de démons. La justice appartient au peuple tout entier, c'est de lui qu'elle doit dépendre. C'est pourquoi il est nécessaire que la politique judiciaire ne soit pas menée dans le secret des chancelleries ou des palais de justice mais qu'elle soit discutée au Parlement par la Nation, dans ses orientations clairement exprimées par un garde des sceaux responsable.

La troisième conséquence est le dernier péril : qu'une telle mesure manquera finalement de réformer la justice. Qui veut la fin veut les moyens. Ce n'est un mys-

tere pour personne que la tradition française est celle de la défaite de la justice au profit de l'Etat administratif. Les juges ont eu le pouvoir sous les parlements de l'Ancien Régime et ils l'ont perdu parce que ce pouvoir a été celui d'une corporation de plus en plus rétrograde.

La seule voie pour établir un véritable pouvoir judiciaire indépendant dans un cadre démocratique n'est pas de complaire démagogiquement aux revendications des corporations. A terme, celles-ci, qui ne considèrent que midi à leur porte, finissent par ruiner de l'intérieur la République. La seule voie est de réfléchir profondément et patiemment, sans effets de manche ou d'annonce, à la construction d'un pouvoir judiciaire véritablement indépendant et responsable.

Sans réforme de la procédure pénale, sans établissement d'une politique judiciaire publique, sans institution d'une haute assemblée de la justice sous le contrôle du souverain, l'indépendance du parquet ne sera qu'une recrudescence corporatiste. Une de plus.

Blandine Kriegel est philosophe, professeur des universités ; elle était membre de la commission de réflexion sur la justice.

Autonomie de la justice = indépendance du parquet. La commission Truche ne s'était pas rendue à cette injonction. La ministre vient d'annoncer qu'elle s'y pliera : effet médiatique garanti

toutes les commissions de réflexion sur la justice ont demandé d'abord et avant tout la réforme de la procédure pénale.

Les deux mesures votées à l'unanimité par la commission Truche - la présence de l'avocat lors de la première heure de garde à vue et le dessaisissement du juge d'instruction du pouvoir de mise en détention - ont pas été jugées dignes par l'actuelle mi-

ra responsable. Responsable en personne, responsable civilement comme un particulier devant un autre particulier ? On veut rire. Dans les républiques modernes, qui sont des Etats de droit, la justice n'est pas la manifestation de la *vendetta* ou la guerre de tous contre tous arbitraire par des juges particuliers ; elle n'est même pas une relation de la société civile mais l'une des fonctions émi-

Quel pilote pour l'euro?

par Claude Cheysson

DANS un récent numéro du *Monde*, Pierre-Antoine Delhommais a justement posé quelques questions sur le « pilotage » de l'euro. J'aimerais tenter d'aller plus loin. L'adoption de la monnaie unique amènera nécessairement les pays concernés à adopter des positions communes dans bien des domaines, au-delà du monétaire. La compatibilité entre les politiques budgétaires n'oblige les gouvernements à coordonner, à conjuguer les actions qui affectent les recettes ou les dépenses publiques. C'est l'évidence.

Il y aura donc, par nécessité, conjugaison des politiques fiscales, mais aussi des engagements de protection sociale. Il est inutile de le proclamer. C'est, là encore, l'évidence. Cela aura lieu entre les pays de l'euro. Dans le même temps, l'Union européenne, généralement élargie, aura perdu de la profondeur, pour des raisons budgétaires, entre autres. Mais c'est un autre problème.

Certaines des disputes actuelles doivent, me semble-t-il, être placées en face des évidences que je viens de rappeler. Il est certain que les décisions portant sur les politiques économiques et sociales relèvent du pouvoir politique. Il en est ainsi dans chacun de nos pays. La Banque centrale est indépendante dans les domaines de sa compétence, pas au-delà.

Pour prendre les décisions, assurer la conjugaison au-delà entre les pays de l'euro, il faudra disposer d'une autorité politique. Qui peut le nier ? Qu'elle s'appelle gouvernement, pôle, conseil européen est secondaire. Il y aura un organe politique au sein duquel les gouvernements de l'euro conviendront des politiques, s'engageront à les introduire, à les respecter au niveau national.

L'article 109 du traité de Maastricht prévoit que le Conseil agira parfois sur recommandation de la Commission européenne. Cette disposition conduit à aborder un sujet grave qui, actuellement, est soigneusement passé sous silence. L'Union européenne, demain, comportera plus de vingt, peut-être vingt-cinq pays. Tous ne pourront pas être membres du groupe de l'euro (les parties à la « coopération renforcée »).

Tout contrôle démocratique disparaîtra. Voilà un sujet qui mérite réflexion

Des institutions élues ou nommées partiellement par des pays non membres de l'euro auront-elles un droit de regard ou d'initiative sur des sujets singulièrement importants vis-à-vis des membres de l'euro ? La question mérite d'être étudiée. Si, comme je le suppose, la réponse est négative, cela signifie que les politiques, les actions résultant de l'adoption de la monnaie unique seront traitées exclusivement par la Banque centrale européenne et en intergouvernemental. Tout contrôle démocratique disparaîtra. Voilà un sujet qui mérite réflexion. Or, je n'ai pas connaissance qu'il fasse l'objet de débats.

Claude Cheysson est ancien commissaire puis député européen, ancien ministre des relations extérieures.

AU COURRIER DU « MONDE »

LE SILENCE DE L'ORDRE DES MÉDECINS

Signé des temps ? L'année 1997 aura vu deux institutions majeures demander pardon à la communauté juive pour les actes qu'elles avaient commis ou qu'elles avaient permis par une coupable passivité, sous Vichy. L'épiscopat français décide de reconnaître lors d'une cérémonie au mémorial de Drancy, le 30 septembre, les compromissions de la hiérarchie catholique avec le régime de Vichy. Quelques mois plus tôt, dans une même démarche salutaire de mise à plat de l'histoire, le conseil de l'ordre du barreau de Paris, « conscient de ses responsabilités au regard de l'histoire du barreau, s'incline devant la souf-

france de ceux qui en ont été victimes » (résolution de l'ordre des avocats à la cour de Paris du 13 mai 1997).

Que dit, que fait le conseil de l'ordre des médecins à propos de son attitude vis-à-vis des médecins juifs - attitude qui ressemble à s'y méprendre à celle de l'ordre des avocats - durant cette période noire de l'histoire de la France ? Rien. Ce mutisme, qui entache toute la profession médicale, doit être levé. J'en appelle à l'ensemble des médecins et de la population pour faire pression sur l'ordre des médecins afin de lever ce silence de plomb et exiger un repentir.

Patrice Muller
Le Plessis-Robinson
(Hauts-de-Seine)

OUVERTURE DU CAPITAL

Réserver des actions France Télécom, cela devrait vous permettre de créer une vraie ligne dans votre portefeuille

En réservant dès maintenant vos actions France Télécom, vous avez la garantie, dans la limite de 30 000 F par personne, soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être au moins deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé.

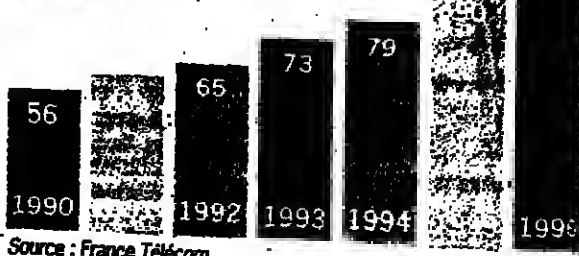
France Télécom : une entreprise de haute technologie

Un des réseaux les plus modernes du monde

France Télécom a consacré 5,4 milliards de francs en 1996 à la recherche et au développement et joue un rôle pionnier dans le développement des nouvelles technologies récemment adoptées au niveau international. Son centre de recherche (le CNET) est le premier en Europe. Avec un réseau fixe entièrement numérisé et un réseau interurbain tout optique, France Télécom a la capacité de fournir les services les plus avancés et le plus grand niveau de qualité.

France Télécom est bien placée pour profiter de la croissance du marché mondial des télécommunications : la baisse des prix des communications et les nouveaux usages vont contribuer à faire croître le trafic en France. Le développement international et le marché des mobiles accéléreront encore cette croissance.

Taux de numérisation en transmission en France (en %)



Source : France Télécom

Quelques chiffres clés 1996

- 33 millions de lignes téléphoniques
- 211 000 publiphones
- 20 000 km de câbles en fibres optiques
- 1 932 000 abonnés à Itinériss (30.06.97)
- 807 400 utilisateurs de Tatum (30.06.97)
- 7,4 millions de terminaux donnant accès au Minitel
- 600 points d'accueil
- 92 % de clients satisfaits (Etude Sofrès)

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1997

REVENUS Selon une étude du cabinet Hay, le pouvoir d'achat des salariés français s'est accru en 1997 de 3,5 % à 5 % selon les catégories. En 1998, cette augmentation devrait

se poursuivre puisque les entreprises françaises prévoient d'accroître de 3,3 % d'augmentations. ● LE PROJET DE BUDGET 1998, plafonnant les allocations familiales et

augmentant la CSG, pourrait réduire le pouvoir d'achat des cadres. Selon Hay, ceux-ci vont être tentés de demander à leur employeur de favori-

ser d'autres éléments que le salaire. ● LA FRANCE RESTE COMPÉTITIVE : le taux d'imposition élevé ne l'empêche pas de se comparer favorablement à ses principaux concurrents. ● LA DIMINU-

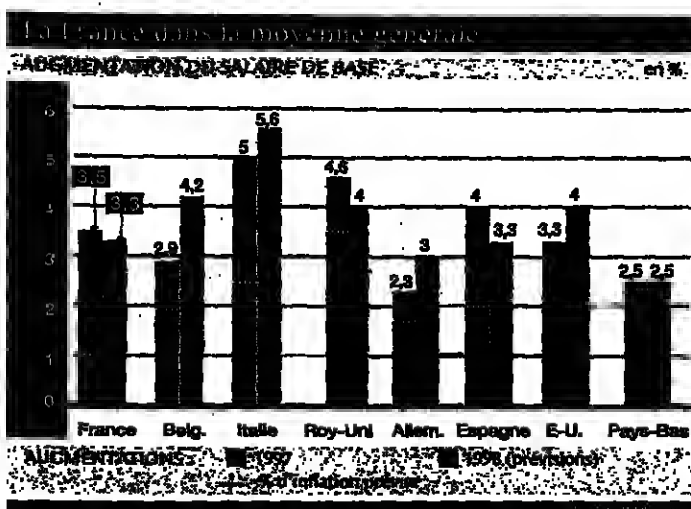
TION DES EXONÉRATIONS DE CHARGES sur les bas salaires prévue par le budget 1998 est très critiquée par les industriels, en particulier dans le textile et l'habillement.

Le pouvoir d'achat des salariés français a augmenté en 1997

Selon une étude internationale du cabinet Hay, le coût du travail en France n'est pas plus élevé que chez nos principaux concurrents. Désormais, les compléments au salaire de base représentent plus du quart de la rémunération

A L'HEURE où les salariés calculent le montant de leur futur impôt sur le revenu et où les entreprises attendent la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail pour « boucler » leurs budgets prévisionnels, l'enquête annuelle du cabinet Hay Management va mettre du baume au cœur de tous les intéressés.

Présent dans 34 pays, Hay Management est le spécialiste incontesté des comparaisons internationales en matière de politique de rémunération. Sa base de données comprend 51 % des 300 premières entreprises françaises et 25 % des 200 premières entreprises mondiales. Les responsables de Hay - qui présenteront, jeudi 25 septembre, les résultats de leur enquête annuelle - estiment que le salaire de base progressera, en moyenne, de 3,5 % en 1997. Les ouvriers et les employés verront leur



salaires augmenter de 3 %, la maîtrise de 3,3 %, les cadres de 3,4 %, les cadres supérieurs de 3,8 % et les cadres dirigeants de 4,3 %.

En tenant compte de l'inflation et de l'évolution des charges sociales, Hay estime que le pouvoir d'achat des ouvriers et agents de maîtrise progressera cette année de 4 %, celui des cadres de 3,5 %, celui des cadres supérieurs de 4,6 % et celui des dirigeants de 5 %.

Ces chiffres valent en fonction des secteurs. Les ouvriers, employés et agents de maîtrise ont été davantage augmentés dans les secteurs de la chimie, de la grande consommation et des services financiers que dans l'industrie, la high-tech ou les services non financiers. La chimie, la pharmacie, les télécoms et l'électronique ont davantage choyé leurs cadres que la mécanique, la banque, la grande consommation et la distribution.

Selon Hay, 1997 se présente comme une des meilleures années de la décennie pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Cela s'explique bien entendu par les augmentations salariales, mais aussi par la très faible inflation. Dans certains pays (Grande-Bretagne, Italie, Espagne), les hausses de salaire sont légèrement supérieures mais l'inflation l'est également. « Avec une augmentation du salaire de base de 3,5 %, la France est dans la moyenne occidentale, mais l'écart avec l'inflation est de 2,5 % en France contre 1,4 % aux Etats-Unis et dans la plupart des pays européens », analyse Hay.

COMPÉTITIVITÉ

Autre bonne surprise : selon ce cabinet américain, peu enclin à favoriser la France, le coût du travail n'est pas plus élevé en France que chez ses principaux concurrents. Employer un cadre confirmé coûte entre 100 000 et 130 000 dollars par an (entre 580 000 et 754 000 francs français) en France, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Ce coût est plus élevé qu'en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie, en Irlande et au Portugal (moins de 100 000 dollars) mais moins élevé qu'en Belgique, en Allemagne, en Autriche et en Suisse (plus de 130 000 dollars). « Malgré des prélèvements sur le travail parmi les plus élevés au monde, la France reste compétitive », analyse Hay.

Même en termes de revenu net, la France se maintient dans la médiane. Le « cadre confirmé », personnage-clé de la typologie Hay, a un revenu net compris entre 50 000 et 60 000 dollars en France, en Suisse, aux Etats-Unis, en Espagne, au Portugal et en Autriche. Seul le cadre allemand dépasse la barre des 60 000 dollars. En revanche, les

cadres britanniques, belges, italiens, irlandais et néerlandais gagnent, en net, moins de 50 000 dollars.

Pour 1998, les entreprises françaises, interrogées ces derniers jours par Hay, envisagent d'accroître une augmentation moyenne de 3 %. Comme en 1997, les cadres devraient être privilégiés (3,3 % d'augmentations pour les cadres supérieurs) par rapport aux autres catégories (2,7 % pour les ouvriers et la maîtrise). Si le salaire net va augmenter du fait du transfert des cotisations maladie vers la CSG, Hay s'interroge sur les conséquences du plafonnement des allocations familiales. « Le revenu d'un ménage sera concerné est de 350 000 francs. Cela correspond à un salaire de deux techniciens et exactement au salaire moyen de notre base de données des cadres. Cela pourrait modifier considérablement les politiques de rémunérations. Jusqu'à présent, les entreprises ne cherchaient à optimiser fiscalement que les rémunérations des dirigeants par le biais de divers bonus exonérés fiscalement ou socialement. Avec le bouleversement que provoquent l'augmentation de la CSG et le plafonnement des allocations familiales, il n'est pas exclu que les salariés gagnant entre 150 000 et 450 000 francs demandent à leur tour à ce que l'entreprise optimise leur rémunération en favorisant d'autres éléments de rétribution que le salaire. Ce serait totalement nouveau », analyse Jean-Michel Caye, directeur des rémunérations chez Hay. La politique fiscale du gouvernement pourrait donc avoir comme effet inattendu d'inciter les entreprises à individualiser encore davantage leurs systèmes de rémunération.

Frédéric Lemaître

Réserver, c'est participer à l'ouverture du capital

En bénéficiant d'une offre dimensionnée en fonction de la demande

Le montant initial proposé aux particuliers s'élève à 75 millions d'actions et pourra être augmenté en fonction de la demande.

En profitant de priorités d'achat plus importantes

La première priorité d'achat est portée à 30 000 par personne contre moins de 13 000 F pour les opérations précédentes.

En réservant des actions pour chaque membre de la famille

Chaque personne d'un foyer, quel que soit son âge, peut acheter des actions France Télécom.

Le prix de l'action sera compris entre 170 F et 190 F. En tant que particulier, vous bénéficierez d'une réduction de 5 F sur ce prix, quel que soit le montant de votre achat.

Bénéficiez de tous les autres avantages exclusifs pour les particuliers

La réservation pour être mieux servi.

Tous les avantages fiscaux du PEA.

Une action gratuite pour 10 achetées et conservées 18 mois.

L'adhésion au club des Clients-Actionnaires.

L'exonération de droits de garde pendant 18 mois.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 10 10 et de France Télécom.

Jusqu'au 6 octobre inclus, réservez votre place dans le capital de France Télécom. Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10* !

Renseignez-vous en appelant le

10 10

appel gratuit 24 h sur 24

* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F mn) ou sur Internet <http://www.1010.francetelecom.fr>

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom

Les bas salaires pénalisés par le projet de budget 1998

MINE DE RIEN, le projet de budget 1998 du ministère de l'emploi comporte un bouleversement majeur. L'exonération des charges sur les bas salaires est revue à la baisse. Jusqu'ici, elle concernait les salaires compris entre le SMIC et 1,33 SMIC. Martine Aubry a décidé de limiter les exonérations aux salaires inférieurs à 1,30 SMIC. Gain pour son budget : deux milliards de francs par an (*Le Monde* du 26 septembre). Alors que, depuis 1993, il semblait admis que le coût du travail non qualifié constituait une des principales causes du chômage en France, le projet de budget 1998 indique que le ministre de l'emploi et de la solidarité ne partage pas cette analyse.

Principaux secteurs concernés par ce revirement : les industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure qui, depuis 1996, bénéficient d'allègements des charges pour les salaires inférieurs à 1,5 SMIC. En contrepartie d'un soutien budgétaire de 2,1 milliards de francs par an, les pouvoirs publics ont passé des contrats avec quelque 5 000 entreprises, employant 220 000 des 300 000 salariés de ces secteurs. Les entreprises se sont ainsi engagées à limiter à 25 000 le nombre de suppressions

d'emplois, contre 60 000 prévues en l'absence de toute aide.

Depuis l'origine, ce plan est contesté par les autorités de Bruxelles opposées aux aides sectorielles. Pour sa défense, le gouvernement français expliquait que ce secteur ne faisait que bénéficier, par avance, d'une politique qui allait être généralisée. Il n'en est aujourd'hui plus question. Les trois fédérations patronales (Union des industries textiles/UIT, Union française des industries de l'habillement/UFIH, Fédération nationale de l'industrie de la chaussure de France/FNICF), ont exprimé, jeudi 25 septembre, leur inquiétude dans un communiqué commun. Elles estiment que « la non-reconduction du plan textile majorera les coûts salariaux de 6 % à 8 % et que la perspective d'un régime général de travail ramené à trente-cinq heures est estimée à 11 % de majoration supplémentaire. Sans compter l'abaissement de 1,33 à 1,3 fois le SMIC. »

Dans une lettre adressée à Lionel Jospin, le président de la FNICF, Charles Etchandy, met en garde les pouvoirs publics contre la « multiplication des licenciements » et « l'accélération des délocalisations ».

F. L.

AT & T continue à chercher sa voie dans le téléphone en Europe

L'opérateur américain va entrer dans le capital de Telecom Italia

AT & T n'a pas pris de positions significatives sur les marchés européens du téléphone, qui, début 1998, seront totalement ouverts à la concurrence. L'alliance avec Telecom Italia pourrait conforter les liens existants avec Unisource. Le développement en Europe a toujours posé problème à AT & T, qui, à la recherche d'un nouveau PDG, doit aussi faire face à un redoublement de la concurrence sur son marché national.

L'EXPLOITANT téléphonique américain AT & T a qualifié d'« étape essentielle dans la mise en place de sa stratégie mondiale » son projet d'entrée à hauteur de 1,2 % dans le capital de Telecom Italia, pour 2,7 milliards de francs (Le Monde du 26 septembre). A tout le moins, cette opération, qui verrait le groupe italien acquérir 0,6 % du capital d'AT & T, pourrait constituer une étape-clé pour le développement en Europe du numéro deux mondial du téléphone.

Les marchés européens vont s'ouvrir totalement à la concurrence début 1998. AT & T n'y a pas pris de position significative. Certes, l'opérateur, qui assure que le jeu ne fait que commencer, offre du téléphone en Grande-Bretagne depuis la mi-1996. Mais, sur ce marché libéralisé depuis 1984, il n'est qu'un acteur parmi 150, et de faible taille. AT & T peut aussi revendiquer une présence en Allemagne, mais très indirecte. Le groupe figure dans un consortium, contrôlé par Mannesmann, qui s'est associé aux chemins de fer pour créer Arco. Cette société a vocation à gérer un réseau, mais ne peut être considérée comme un exploitant téléphonique.

En France, la présence d'AT & T

reste également limitée. Le groupe est représenté par Siris, détenue avec le consortium Unisource. Ce dernier, qui réunit les opérateurs suédois, néerlandais et suisses, est le principal partenaire d'AT & T en Europe. Tous deux ont créé Unisource Communications Services, dont AT & T contrôle 60 % du capital. Cette alliance se concentre sur la clientèle des entreprises internationalisées, et sa structure est jugée par les analystes moins performante que celle de ses rivaux, Concert (du britannique BT et de l'américain MCI) et Global One (de France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain Sprint).

PROBLÈMES INTERNES

Telecom Italia pourrait conforter la stratégie européenne d'AT & T. Le groupe italien est né de la fusion, en juillet, de la STET et de sa filiale Telecom Italia, septième opérateur téléphonique mondial. Telecom Italia devrait entrer au capital d'Unisource. Les liens de l'ex-STET et de Bouygues pourraient aussi ouvrir le marché français à AT & T.

Reste au groupe américain à s'assurer du bon fonctionnement de ces opérations. Il a déjà connu maintes revers. L'espagnol Telefonica, qui

avait rejoint, fin 1995, AT & T-Unisource, a préféré convoier avec BT-MCI au printemps 1997. Un duo vers lequel s'était aussi tourné, en France, la Générale des eaux, après avoir commencé à négocier avec AT & T. L'échec, dans les années 80, de l'association avec Olivetti reste aussi dans les mémoires.

Il faudra, en outre, que les problèmes internes, de même que les défis à relever sur le marché américain, ne détournent pas l'attention de la direction d'AT & T — ce qui est loin d'être acquis. La recherche d'un successeur à Robert Allen, qui abandonnera ses postes de directeur général en janvier 1998 et de président en mai 1998, a pris des allures de psychodrame. Recruté en octobre 1996, John Walker a été évincé en juillet. John Ziegler, l'actuel vice-président, est donné comme possible successeur.

L'autre grand défi, qui mobilise AT & T, est la gestion de l'ouverture totale à la concurrence du téléphone aux États-Unis. Depuis le début de 1996, les compagnies régionales — les Baby Bells —, qui offraient que du téléphone local, ont été autorisées à proposer du téléphone longue distance (national et international), un marché

ouvert à la concurrence depuis 1984, dont AT & T est le premier acteur. Inversement, les opérateurs longue distance peuvent offrir du téléphone local, jusqu'alors monopole des Baby Bells.

AT & T ambitionne de s'approprier en quatre ans 30 % du marché du téléphone local, évalué à 100 milliards de dollars. Mais l'ouverture de ce marché ne se fait que très lentement, notamment pour des questions réglementaires (Le Monde du 2 juillet). Mais le groupe peine à définir une stratégie claire de conquête. Il a, par exemple, voulu se rapprocher de la compagnie régionale SBC, avant d'y renoncer face au tollé qu'a suscité ce projet.

Dans le même temps, AT & T doit se battre contre une concurrence qui continue à grignoter ses positions dans le téléphone longue distance. Les réductions des prix et les offres promotionnelles pratiquées sur ce marché ont contribué à la baisse de 27 % des bénéfices du groupe au premier semestre 1997. Petit signe positif pour l'opérateur : le taux de désabonnement de ses clients serait en baisse.

Philippe Le Cœur

La crainte d'une hausse des taux de la Bundesbank fait refluer le dollar

La devise américaine est revenue à 5,88 francs

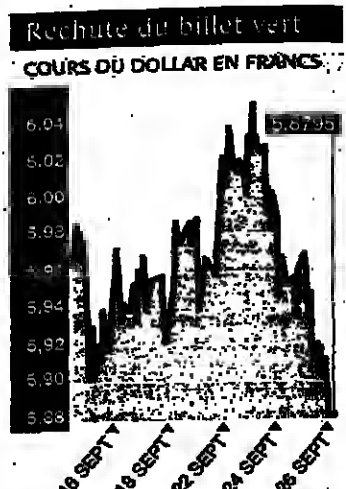
LES MARCHÉS de change continuent à faire preuve d'une grande nervosité. Après être monté lundi 22 septembre jusqu'à 6,03 francs, 1,79 mark et 123 yens, le dollar n'a cessé de refluer. Il s'échangeait vendredi en début de journée contre 5,8795 francs, 1,7527 mark et 121 yens.

La faiblesse de la devise américaine est la conséquence de la perspective nouvelle d'une entrée plus rapide que prévu du Royaume-Uni dans l'Union monétaire européenne et de la multiplication de déclarations de responsables monétaires allemands, laissant entendre qu'une hausse de ses taux par la Bundesbank pourrait être imminente.

Selon des membres du cabinet du premier ministre britannique, Tony Blair, la livre pourrait se fonder dans l'euro dès l'année 2000, soit un an seulement après le lancement de la monnaie unique. Une hypothèse qui a renforcé le mark et affaibli la livre.

La devise allemande a aussi bénéficié, jeudi 25 septembre, des déclarations d'Helmut Schleier, un des directeurs de la Bundesbank. Il a indiqué que « le temps était peut-être venu pour passer d'une politique monétaire accommodante à une politique neutre ». Ces propos renforcent ceux prononcés la veille par le président de l'Institut d'émission, Hans Tietmeyer.

M. Tietmeyer, a prévenu que la banque centrale ferait tout pour éviter un mark fort et ne tolérerait pas une dépréciation trop poussée de sa devise face au dollar. Franz Christoph Zeitler, membre du



« Une crainte d'une hausse prochaine des taux par la Bundesbank ont fait refluer le dollar américain ».

conseil de la Bundesbank, avait estimé le même jour que l'évolution favorable des prix en septembre en Allemagne (-0,3 %) ne sonnait pas « la fin de l'austerité ».

Un sentiment partagé par les économistes après l'annonce d'une hausse très rapide des prix à l'importation en Allemagne en août, de 0,9 % sur juillet, soit une progression de 5,4 % sur un an. Cette envolée, la plus forte augmentation depuis mai 1989, dépasse largement les pronostics les plus pessimistes.

E. L.

NEC adopte les normes mondiales de la micro-informatique

PREMIER FABRICANT de micro-ordinateurs japonais, NEC renonce à imposer sa propre norme, qu'il développait depuis quinze ans. Le groupe, qui a pris en 1996 le contrôle de l'américain Packard Bell, a décidé d'emboîter le pas à la majorité de ses concurrents en adoptant le nouveau logiciel de Microsoft, Windows 95, et les microprocesseurs d'Intel. Vingt nouveaux modèles seront commercialisés à partir d'octobre, sous l'appellation générique de NX 98 (pour New Excellence), afin d'éviter toute méprise avec sa série PC 9800 basée sur son architecture « propriétaire ». Largement incompatible avec la norme mondiale, celle-ci était condamnée par la montée en puissance de l'informatique communicante. NEC souhaite que la nouvelle série représente 70 % de ses ventes de micro-ordinateurs d'ici la fin de 1998.

Hisashi Kaneko, le président de NEC, a annoncé ce revirement mercredi 24 septembre, jour de l'ouverture du Salon international de la micro-informatique de Tokyo. Cette « capitulation » technique devrait permettre à la firme nipponne, en y consacrant davantage de ressources qu'elle ne l'avait fait jusqu'à maintenant, de se poser en véritable concurrent des groupes américains.

NEC avait jusqu'alors fait cavalier seul avec une architecture développée en 1982, à une

époque où les modèles d'IBM étaient imprégnés à la lecture du japonais. Le PC 9800 était devenu le symbole du micro-ordinateur « made in Japan ». Le réseau de distribution mis en place par NEC et l'offre abondante de logiciels en avaient fait le leader absolu au Japon, représentant 70 à 80 % des ventes.

PREMIER LE DÉCLIN

Depuis la fin des années 80, et surtout depuis 1993, année du boom de la micro-informatique au Japon, NEC a vu sa part de marché tomber à 40 %, voire 35 %. Entre-temps, Fujitsu, qui a abandonné son architecture propriétaire en 1994, s'est hissé au rang de numéro 2, doublant en deux ans sa part de marché à 21,7 %. Seiko-Epson, qui fabriquait des compatibles NEC, a rejoint peu après le camp IBM.

Pour freiner ce déclin, les dirigeants de NEC réorientent peu à peu leur stratégie. En 1995, le groupe nippon commence à fabriquer des portables compatibles IBM pour l'exportation, et entre comme actionnaire minoritaire (19,9 %) au capital de Packard Bell. L'année suivante, en avril 1996, la firme nipponne fusionne ses activités non japonaises avec le n° 2 du PC aux États-Unis, qui entre-temps a lui-même absorbé Zenith Data Systems, l'ancienne filiale du groupe français Bull. NEC s'offre ainsi une place de

choix sur le marché mondial, dominé par les compatibles IBM. Selon Datamark, Packard Bell-NEC se place, en chiffres d'affaires potentiels, au deuxième rang mondial derrière Compaq.

La manœuvre — tardive — redonne la priorité que représente aujourd'hui l'expansion internationale pour le géant japonais. NEC risque toutefois d'avoir à batailler dans son pays pour y garder sa place de leader. « NEC n'a pu bénéficier d'un statut spécial au Japon grâce à son architecture propriétaire. Sa décision de l'abandonner nous donne un avantage », estime Kunikida Fujimoto, le président de Compaq Japon. Le leader mondial du PC avait provoqué, en 1993, la première guerre des prix sur le marché japonais. Il vient de reprendre l'offensive, alors que le marché nippon s'essouffait après trois ans de croissance rapide.

Les ventes d'ordinateurs de bureau ont baissé de 11 % au deuxième trimestre 1997 et, si les ventes de portables continuent de progresser à 42 %, les analystes estiment que seules de nouvelles baisses de prix permettront de réanimer la pompe. L'arrivée en force de NEC sur le marché du compatible IBM promet quelques rebondissements.

Brice Pedroletti

Saint-Etienne soutient Casino sans enthousiasme

LA MOBILISATION est montée d'un cran, à Saint-Etienne, après la surenchère de Promodès sur Casino. L'intersyndicale du groupe stéphanois, qui fédère tous les syndicats, a décidé de soutenir le groupe.

REPORTAGE

La ville est fataliste après la perte des mines, de la sidérurgie et de l'armement

Cats sauf la CGT, a rendu publique, jeudi 25 septembre, une étude du 2 septembre réalisée par la Société générale, principal banquier du groupe normand. Qualifiée d'« accablante » par les syndicats, ce document confirme leurs craintes de voir Casino démantelé par Promodès.

Pour « réduire la note » de l'offre publique d'achat (OPA), l'analyste de la banque évoque « certaines cessions d'activités non stratégiques », telles que les cafétérias Casino ou les magasins Go Sport, qui appartiennent à Rallye. La filiale américaine Smart & Final pourrait quant à elle rapporter 4 milliards de francs. Selon l'étude, ces « anticipations ne prennent pas en compte les coûts d'intégration », à savoir une « restructuration probablement significative » du réseau de supermarchés, et un « redéploiement logistique » se traduisant inévitablement par des suppressions de postes.

Certains salariés de l'ancien hypermarché Rallye, passé sous l'en-

seigne Casio en 1993, ne manquent d'ailleurs pas de rappeler les centaines d'emplois supprimés, en Bretagne et dans les entreprises des deux sociétés, après leur rapprochement.

Principal employeur privé de la ville, Casino y affiche partout sa présence, de la scène de la Comédie de Saint-Etienne au Théâtre de verdure Geoffroy-Guichard (nommé en hommage au fondateur du groupe), des cimaises du Musée d'art moderne aux gondoles des supermarchés. Son aura n'est pourtant plus tout à fait la même depuis que ses dirigeants ont décidé d'indépendance les actions de Casino.

Soutien actif du Musée d'art moderne depuis sa création en 1987, le groupe de distribution a récemment annoncé son intention de « réduire » le montant de sa participation. Et après l'échec de la mainmise

d'Yves Guichard, l'un des descendants du fondateur, sur l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE), le groupe a réduit ses ambitions footballistiques pour se tourner notamment vers le cyclisme.

Pas rancunier, le président de la chambre de commerce et d'industrie, André Laurent, ancien président de l'ASSE débauché par Casino, est monté au créneau pour défendre la forteresse stéphanoise. Tout en s'interdisant de s'ingérer dans les stratégies d'entreprises, il s'est déclaré « préoccupé par le transfert partiel de centres de décision de la plus grande entreprise régionale », à l'OPA du groupe normand rénaissant.

Certains petits porteurs minimentent toutefois les bienfaits de Casino, s'affirmant « dupés » par les dirigeants du groupe, qui ne leur ont versé en guise de dividendes

qu'une « portion congrue » des profits. Actionnaire depuis 27 ans, l'avocat Michel Vitrolles a créé, avec un chef d'entreprise, l'Association pour la défense des intérêts des petits porteurs d'actions Casino (Adip). Cette « initiative privée locale » s'adresse aux 4 500 porteurs d'actions nominatives recensés dans la région stéphanoise et renvoie des dossiers des deux protagonistes de l'OPA. Elle vise, selon son président, à « faire entendre la voix des petits actionnaires qui ne veulent pas se laisser croquer sans réagir ».

Jean-Yves Grand, secrétaire général de l'équipe cycliste Casino, a créé, lui, l'Association de soutien à la survie et à l'indépendance du groupe Casino (ASSI). Il n'a pas hésité, avec un médecin, un restaurateur, un imprimeur et un chef d'entreprise, à déboursier 400 000 francs pour acheter des pages de publicité dans des quotidiens nationaux et régionaux, et à distribuer quelque 100 000 tracts dans les boîtes aux lettres de Saint-Etienne. L'ASSI affirme avoir enregistré l'adhésion d'une cinquantaine de personnes, un score modeste.

Mais peut-être cette ville est-elle devenue fataliste depuis les naufrages successifs des houillères, de la sidérurgie et de l'industrie d'armement. Paul-Louis Halley, président de Promodès, en a tout cas affirmé, jeudi, qu'aucune visite à Saint-Etienne n'était inscrite pour l'instant à son agenda.

Vincent Charbonnier

Promodès surenchérit... en payant moins cher

La nouvelle offre de Promodès sur Casino, qui doit être examinée par le Conseil des marchés financiers en début de semaine, permet au groupe normand de surenchérit... tout en diminuant le coût total de son opération. Dans le cas, le plus probable, où les actionnaires décideraient de panacher l'offre publique d'achat (OPA) améliorée et l'offre publique d'échange (OPE) de sept actions Casino pour une action Promodès, l'opération n'aurait à déboursier « que » 22,8 milliards, au lieu de 27,8 dans l'offre initiale, plus au maximum 2,5 milliards à terme pour payer le certificat de valeur garantie (CVG) au 1^{er} décembre 1999. En revanche, si tous les actionnaires, y compris ceux de Rallye, décidaient de prendre le cash offert par Promodès, celui-ci paierait 30,7 milliards de francs pour 100 % de Casino, un surcoût de 9 milliards.

GEC-Alsthom favori pour le TGV de Taiwan

LE CONSORTIUM mené par le groupe franco-italien GEC-Alsthom est bien placé pour remporter le contrat d'équipement de Taiwan en TGV, a estimé, jeudi 25 septembre, le ministre taiwanais des transports et des communications (MOTC). Le consortium, dont la première proposition a été jugée meilleure que celle des industriels japonais, « devra avoir terminé les négociations avec le gouvernement de Taiwan dans les trois mois » s'il veut remporter le contrat, a indiqué le MOTC. La construction de 345 km de voies ferrées devant relier les principales villes taiwanaises devrait commencer au printemps prochain, et le réseau devrait être opérationnel en juillet 2003. Le consortium inclut notamment l'allemand Siemens, la compagnie maritime taiwanaise Evergreen, le consortium bancaire Fubon et la Pacific Group and Continental Engineering Corp. Il propose un prix de 336 milliards de dollars de Taiwan (environ 70 milliards de francs) pour la construction d'un réseau TGV sur le modèle français et accepte de donner 10 % de ses gains avant impôts au gouvernement taiwanais.

DÉPÊCHES

■ SNCF : le trafic était encore perturbé, vendredi 26 septembre, sur la banlieue Paris-Saint-Lazare, en raison d'une grève d'une partie des agents de conduite entamée mercredi. Sur Paris-Gisors et sur les lignes de banlieue, le trafic ne devrait en moyenne être assuré que par une rame sur deux. A partir de 16 heures, le trafic devrait être perturbé également sur les grandes lignes et la grande couronne.

■ MATRA TRANSPORT INTERNATIONAL : la société commune de Matra et Siemens a remporté l'appel d'offres pour l'automatisation de la ligne nouvelle en construction (24 km et 21 stations) du métro de Mexico.

■ ADTRANZ : le constructeur ferroviaire, filiale d'ABB et de l'allemand Daimler-Benz, a décidé de supprimer 1 800 emplois sur 7 800 dans ses 9 usines allemandes d'ici à l'an 2000.

■ VALJET : la compagnie aérienne américaine, en cours de fusion avec AirTrans Airways (Orlando, Floride) est devenue « Air Tran Airways » pour tenter de faire oublier sa responsabilité dans l'accident d'un DC-9 qui avait fait 110 morts en mai 1996 en Floride.

■ NORTHWEST : la quatrième compagnie aérienne américaine et son associé néerlandais KLM ont décidé de réduire la commission maximale payée aux agences de voyage de 10 % à 8 % sur les billets achetés aux États-Unis et au Canada pour des vols en Amérique du Nord.

■ AOM : la compagnie aérienne a augmenté ses recettes passagers de 15 % au premier semestre 1997 et maintient son objectif de rééquilibrer ses comptes annuels, après une perte de 140 millions de francs en 1996.

■ FRANCE TÉLÉCOM : l'exploitant téléphonique est intéressé par un partenariat avec le britannique Cable & Wireless dans le cadre de Global One, la société créée avec Deutsche Telekom et l'américain Sprint.

■ COMPAGNIE DES SIGNAUX : le groupe français a acquis plus de 16 % de Soderi, holding qui contrôle plus de 50 % de la société de services informatiques Steria et il propose aux actionnaires de Soderi d'acquiescer 100 % de leurs actions.

■ KIA : le conglomérat sud-coréen en difficulté a demandé vendredi 26 septembre que ses deux filiales Kia Steel (sidérurgie) et Kia Intertrade (distribution) soient placées sous administration judiciaire. Initialement, le groupe envisageait de négocier un réajustement de leurs dettes puis de les remettre sur pied.

■ FIAT : le premier groupe privé italien a enregistré une hausse de 46,3 % de son bénéfice avant impôt au premier semestre à 2 263 milliards de lire (7,8 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a augmenté de 11,7 % à 44 942 milliards de lire. Pour l'année, Fiat table sur un chiffre d'affaires de 90 000 milliards de lire et sur un résultat avant impôt d'au moins 4 000 milliards de lire (8 805 milliards de francs).

■ SGE : la Générale des eaux souhaite se désengager partiellement de sa filiale BTP tout en y restant majoritaire. Le groupe, qui possède 85 % du capital de la SGE, a indiqué que les actions SGE cédées dans les prochaines semaines « ne seraient pas offertes au public en France ».

Le documentaire retrouve son standing grâce aux chaînes thématiques

En sacrant « homme de l'année » le patron de Discovery Channel, John Hendricks, le Mipcom 97, qui s'est ouvert à Cannes, contribue à la réhabilitation d'un genre, un temps délaissé, mais qui est plébiscité par les téléspectateurs

APRÈS l'Allemand Leo Kirch en 1996, l'édition 1997 du Marché international des films et des programmes pour la télévision (Mipcom), qui se tient à Cannes du 26 au 30 septembre, a désigné l'Américain John Hendricks, fondateur de la chaîne documentaire Discovery, comme « homme de l'année ». Ce choix consacre la résurgence d'un genre. Parvenu de plus en plus pauvre des télévisions généralistes, le documentaire fait désormais fi des chaînes thématiques, y compris en France.

Partie avec 25 000 abonnés, Planète, la doyenne des thématiques françaises, rassemble aujourd'hui 2 millions de souscripteurs. Mieux : la chaîne a depuis deux ans trouvé son équilibre financier. D'autres télévisions ont cherché à s'inspirer de ces recettes. Odysée, détenue à 100 % par TF1 et diffusée en exclusivité sur le bouquet Télévision par satellite (TPS), se pose en concurrente frontale. Plus en retrait, Histoire, voyage, animaux, mais aussi Seasons donnent une large place aux documentaires.

Gérard Carreyrou, patron d'Odysée, confirme la « véritable explosion du documentaire » sur les chaînes thématiques, en raison de l'intérêt manifesté par les téléspectateurs. D'après une étude de l'institut TMO, le documentaire est le deuxième centre d'intérêt des téléspectateurs du numérique : le genre arrive derrière le cinéma, mais devant le sport. Et, selon Gérard Carreyrou, « une étude confidentielle de l'institut BVA, réalisée auprès de 2 000 abonnés de TPS et CanalSatellite, place le documentaire en troisième position sur les deux bouquets ».

Le regain du documentaire est soutenu par la montée en puissance de la télévision numérique, mais les chaînes ne sont pas toutes logées à la même enseigne. Planète, encore elle, fait figure de privilégiée dans l'univers des thématiques, où l'austérité économique est de rigueur.

DÉCLINAISONS

Préside par Michel Thoulouze, par ailleurs PDG d'Ellipse Câble et directeur général de Canal Plus, la chaîne bénéficie d'un budget annuel de près de 100 millions de francs. Trois fois plus qu'Odysée, sa concurrente de TPS, « planétaire » à 35 millions de francs en 1997 et en 1998. Bénéficiaire depuis deux ans, Planète a dégagé un résultat net de 6 millions de francs en 1996.

Malgré des dotations différentes, toutes les chaînes documentaires doivent se fournir aux mêmes sources et aux mêmes prix. D'après

Gérard Carreyrou, Odysée « achète au prix du marché » et le tarif moyen d'un documentaire de 52 minutes « varie de 15 000 francs à 25 000 francs ». Une fourchette confirmée par Planète. Selon Jean Ollé-Laprune, directeur financier d'Ellipse Câble, « le prix d'achat moyen est situé à 22 000 francs ».

Pour offrir des « produits frais », les thématiques s'orientent vers des « pré-achats » (plusieurs chaînes se groupent pour investir dans la réalisation d'un documentaire ou d'une série). Là encore, Planète garde l'avantage sur ses concurrentes. En 1997, la chaîne a prévu de consacrer « de 52 à 55 millions de francs dans les programmes », précise Jean Ollé-Laprune. Un budget qui permet d'engager vingt-cinq coproductions par an ou dix-huit de 200 000 francs à 300 000 francs l'unité.

Moins d'un an après son lancement, Odysée n'a pas la même aisance. En moyenne, la chaîne apporte « de 30 000 francs à 40 000 francs dans les tours de table » des coproductions organisées avec des chaînes étrangères. Ce faisant, Odysée a « noué des relations privilégiées avec Arte, la BBC, Discovery ou la télé Suisse romande ».

IMAGES REMONTÉES

Surtout, elle pioche dans les images tournées par TF1, sa maison mère. « Avec tout ce que tourne TF1 et dont une petite partie seulement est diffusée, Odysée fait son miel », raconte Gérard Carreyrou. « Pour un prix bosique négocié à 20 000 francs », la chaîne peut ainsi « remonter » un certain nombre de 52 minutes.

« Chaînes généralistes du documentaire », selon Jean Ollé-Laprune,

Odysée et Planète songent à des déclinaisons. Après avoir réfléchi un moment au projet d'une Planète Histoire, la chaîne de Michel Thoulouze a annoncé le lancement, à la fin de 1997, de Planète Forum. Odysée planche sur « une chaîne animalière ». Selon Gérard Carreyrou, « la chaîne Animaux, créée par AB Sat, suscite une forte adhésion sur le câble ».

« Phasé que des déclinaisons, Planète a une logique d'exportation de son concept, tempère Jean-Ollé Laprune. Le modèle est déjà repris en Pologne, en Allemagne et en Italie. » A terme, la chaîne devrait être présente sur tous les territoires apportés par NetHoll lors de sa fusion avec Canal Plus. Planète empêche ainsi des royalties et réalise des « économies de structure ».

Guy Dutheil

L'hégémonie mondiale de Discovery

UN PIONNIER : l'Américain John Hendricks, désigné « homme de l'année » au cours du Mipcom, a été le premier, en 1985, à lancer une chaîne exclusivement consacrée aux documentaires, Discovery.

Accessible à sa naissance à seulement 156 000 foyers câblés aux États-Unis, elle est, douze ans plus tard, diffusée auprès de 112 millions de foyers répartis dans cent quarante-cinq pays.

Détenue notamment par Liberty Communication (filiale de Telecommunication Inc.) et le câble-opérateur Cox Communication, Discovery Communication Inc. (DCI) est devenu un groupe audiovisuel, dont les revenus dépassent les 600 millions de dollars et qui détient deux autres chaînes thématiques hormis Discovery, The Learning Channel (éducation) et Animal Planet ainsi que des activités multi-

média, vidéo et un réseau de boutiques. « Nous avons entamé des négociations avec TPS et CanalSatellite pour pouvoir être diffusés en France », explique Donald Wear, président de Discovery Networks International. « Nous espérons être en France l'an prochain », précise-t-il, sans cacher qu'il est plus avantageux pour le groupe de diffuser des chaînes à l'étranger plutôt que de vendre de simples programmes.

COPRODUCTION

« Nous essayons toujours de nous adapter à chaque pays, ce qui nous oblige à doubler ou à sous-titrer et à changer parfois quelques petites parties des documentaires », concède Donald Wear. Avec certaines chaînes, comme la BBC, Discovery a conclu des accords privilégiés, à la fois de coproduction et de lancement en partena-

riat de nouvelles chaînes thématiques. De plus en plus, Discovery Channel, la troisième chaîne câblée américaine en nombre d'abonnés, a recours aux coproductions, qui représentent, selon l'ouvrage *La Production documentaire* d'Yves Jeanneau (éditions Dixit), entre 45 % et 50 % des programmes, tandis que les acquisitions s'élèvent à 40 %.

Dans la mesure où les chaînes câblées exigent qu'un programme ait une durée de vie de trois ans, Discovery ne traite pas de documentaires d'actualité, ni de problèmes politiques. « Il existe des chaînes spécialisées dans l'information, pour l'heure nous préférons réaliser des programmes dans notre sphère d'intervention : les sciences, l'histoire, la nature », précise Donald Wear. Les programmes de The Learning Channel et d'Animal Planet dé-

pendent, en fait, de ceux de leur grande sœur : « Un film sur les cités mayas peut être diffusé sur Discovery dans les séries *Civilisations perdues* et apparaître sur Learning Channel dans l'émission *Archéologie* », explique Yves Jeanneau, qui estime à 150 000 dollars (900 000 francs) le prix, plutôt faible, de chaque magazine sur la chaîne.

Pionnière du genre, Discovery Channel n'est pas la seule sur le marché : « La compétition est devenue très dure avec les autres chaînes spécialisées dans les documentaires, qu'il s'agisse de PBS Arts & Entertainment, TBS, USA Network, History Channel ou du producteur, National Geographic », reconnaît M. Wear.

Nicole Vulser

La presse britannique durcit son code de bonne conduite

LONDRES
de notre correspondant
Trois semaines après la mort de la princesse Diana - et la vague de critiques contre le comportement des paparazzi et des tabloïds - Lord Wakeham, président de la Commission de plaintes contre la presse (PCP), a annoncé, jeudi 25 septembre, un durcissement du code de conduite des médias. En l'absence d'une réglementation contraignante, à laquelle les journaux sont

hostiles, la profession assure son propre contrôle, sous l'œil de la PCP. Il s'agit d'éviter, comme l'a souligné Lord Wakeham, que, sous la pression du public, des mesures autoritaires soient adoptées pour protéger la vie privée.

Selon ce code révisé avec l'appui des patrons de presse, les individus devraient être mieux protégés contre le harcèlement des journalistes et des photographes. La poursuite « agressive » de personnalités

ou la publication de photos prises illégalement seront interdites ; la présence intimidante de groupes de journalistes sur la scène d'un événement ne sera tolérée qu'au long terme ; les enfants devront être laissés tranquilles jusqu'à la fin de leurs études, sauf intérêt public ; la vie privée devra être mieux respectée et s'étendra aux restaurants et lieux de culte, etc.

Selon Lord Wakeham, il s'agit d'un « ensemble de mesures sévères dépassant le cadre étroit des paparazzi ». Défendant le système qu'il préside, il a ajouté : « Des progrès ont été faits et une réglementation législative ne serait pas souhaitable. » Piers Morgan, directeur du Daily Mirror, a affirmé son soutien « sans réserve » à ces mesures tout en dénonçant « l'hypocrisie » de ceux qui ont critiqué l'attitude des tabloïds au moment de la mort de la princesse.

Le débat est ouvert au Royaume-Uni sur le respect par la presse - surtout populaire - de la vie privée. Les mesures annoncées restent sujettes à interprétation : qui, par exemple, définira les limites de « l'intérêt public » ? Toutefois, le système français de régulation de la presse, qui met plus l'accent sur la protection de la vie privée, est rejeté. Tim Goppsill, directeur de la publication officielle du Syndicat des journalistes (NUJ), s'en est d'ailleurs pris, dans la Press Gazette, aux journaux français, qualifiés d'« envieux, arrogants et plats ». Pour lui, il n'existe en France « aucun véritable journalisme comme nous le comprenons. Les nouvelles y sont "officielles" (...) Les enquêtes sur la corruption haut placée sont rares et les corruptus peuvent y dormir sur leurs deux oreilles ».

Il n'empêche que le numéro de *Private Eye* sur la mort de la princesse a été victime de la censure des gros distributeurs de journaux comme WH Smith. Ceux-ci ont perturbé la vente du bimensuel satirique qui avait dénoncé l'hypocrisie du public et des médias en publiant en couverture une caricature de la foule massée devant Buckingham Palace se jetant sur les journaux publiant des photos de l'accident du pont de l'Alma.

Patrice de Beer

Un quart de siècle pour « Le Point »

L'HEBDOMADAIRE *Le Point* a célébré, jeudi 25 septembre, son 25^e anniversaire. Ce quart de siècle avait été fêté la veille au Musée d'Orsay, où se sont pressés quelque 2 400 invités. Né le 25 septembre 1972, *Le Point* affiche sur sa première couverture le visage fatigué du président Georges Pompidou, barré du titre « Crise de régime ? ». Cette accroche iconoclaste concrétise l'engagement journalistique du nouvel hebdomadaire, résumé dans le premier éditorial : « Privileger le service du lecteur, la vérité, l'irrespect et le non-conformisme ».

A l'époque, personne ou presque ne croyait à ce magazine fondé par des journalistes dissidents de *L'Express* (Pierre Billard, Jacques Duquesne, Robert Franc, Claude Imbert, Georges Siffert et Henri Tinchet) et des cadres (Michel Bracciali et Philippe Ramoed). Jean-Jacques Servan-Schreiber, patron de *L'Express* que titillent des ambitions politiques, en parle comme d'un « contre-*Express* » ou d'une machine de guerre à la solde de l'UDR et notamment de Jacques Chaban-Delmas, au prétexte que Simon Nora, directeur général d'Hachette qui soutient financièrement le nouveau projet, fut le directeur de cabinet de l'ancien premier ministre.

STABILITÉ

« Au départ, c'est un journal de journalistes, explique Claude Imbert, directeur-fondateur du *Point*. Ce n'est pas un capital qui trouve des journalistes, ce sont des journalistes qui cherchent et finalement trouvent un capital. » Le succès est vite au rendez-vous. En trois ans, l'hebdomadaire vend 200 000 exemplaires, rembourse son actionnaire et enregistre ses premiers bénéfices.

L'actionariat a été changeant : Hachette, puis la Gaumont de Nicolas Seydoux, puis la Générale occidentale et enfin Havas (qui vient d'annoncer son intention de le vendre en même temps que *L'Express*). Cela n'a pas empêché une grande stabilité de l'encadrement. Elle est assurée à la tête de l'entreprise - le journal a connu trois PDG depuis sa création, Olivier Chevrillon, Jacques Duquesne

et Bernard Wouts - et à la direction de la rédaction, sur laquelle Claude Imbert a toujours gardé un œil souverain et protecteur.

Surtout, *Le Point* est un journal « sans tranches verbales ni fureurs partisans », ce qui lui confère un aspect modéré mais pas neutre, et une forte réputation d'indépendance même s'il est plutôt classé à droite.

Le Point est quasiment étranger aux crises financières qui plongent périodiquement tant d'autres journaux dans les affres. Le déficit de 1989-1990 - le seul en vingt-cinq ans - a vite été oublié grâce à la cession d'activités périphériques (banque de données, participation dans TF1). Aujourd'hui, avec 310 115 exemplaires diffusés en moyenne - dont plus de 200 000 abonnés fidèles - et 1,8 million de lecteurs, l'hebdomadaire est devenu une belle affaire.

Yves-Marie Labé

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

JEAN-LOUIS DEBRE

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)
ET
PAUL JOLY (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

COMPAGNIE BANCAIRE

AUGMENTATION DE CAPITAL

1 action nouvelle
à 555 F
pour 10 anciennes

Souscrivez avant le 9 octobre
à l'augmentation de capital

en recourant à votre intermédiaire financier, banque ou société de bourse, l'ordre de souscription qu'il vous a adressé.

Les actions nouvelles portent jouissance du 1^{er} janvier 1997.

Pour tout renseignement complémentaire
01.40.67.34.52 ou www.cie-bancaire.fr

Une note d'information est par la COB (N° 97-48) en date du 15 septembre 1997
est disponible sans frais à Banque Paribas 3, rue d'Autin 75002 Paris

■ L'OR a ouvert en nette hausse, vendredi 26 septembre, sur le marché de Hongkong. L'once s'échangeait à 326,00-326,50 dollars contre 323,10-323,40 dollars la veille en clôture.

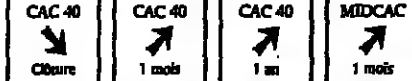
■ LE BARIL de brut de référence *light sweet crude* a gagné 45 cents à 20,39 dollars jeudi 25 septembre sur le marché à terme new-yorkais. La veille, il avait gagné 15 cents.

■ LE MATIF encouragé par le succès de son contrat à terme 5 ans - 30 000 lots négociés en moyenne par jour -, a décidé d'ouvrir, à partir du 20 octobre, des options sur ce contrat.

■ LES AVOIRS nets de changes de la Banque de France ont diminué de 2,42 milliards de francs du 11 au 18 septembre à 122,72 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

■ La BNP a reçu, pour sa gestion boursière collective en 1997, la Corbeille d'or (gestion d'un an) et la Corbeille Long terme (gestion sur cinq ans), décernées par *Mieux vivre votre argent*.

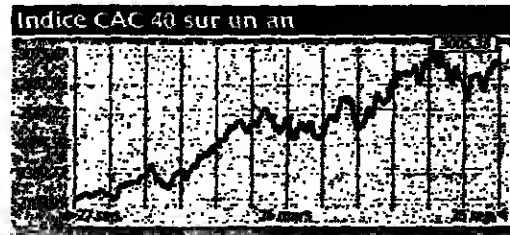
LES PLACES BOURSIÈRES



Nouveau recul à Paris

LA TENDANCE se dégradait une nouvelle fois, vendredi 26 septembre, à la Bourse de Paris dans le sillage du dollar qui souffre d'anticipations de durcissement de la politique monétaire allemande. En baisse de 0,83 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard une perte de 0,74 %. Aux alentours de 12 h 15, l'indicateur de référence de la place perdait 0,85 % à 2 979,73 points. Le marché était encore actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 2,4 milliards de francs dont 1,8 milliard sur les valeurs du CAC.

Le marché attendait le chiffre définitif du PIB américain au deuxième trimestre qui devait être publié en début d'après-midi. Les économistes prévoient dans l'ensemble 3,7 % de croissance et un déflateur des prix en hausse de 1,5 %. Selon un intervenant, le marché était aussi affecté par l'approche de l'échéance trimestrielle des contrats à terme. Par ailleurs, les analystes sur graphique rele-



vaient qu'au plan technique, l'ouverture en dessous des 2 990 points était plutôt mauvais signe. Les prochains seuils de soutien se situent à 2 970 points puis 2 955/60 points.

A la reprise de cotation, Worms et Cie qui fait l'objet d'une OPA de Pinault, gagne 8 % à 427,70 francs. Galeries Lafayette gagne 5,7 % à 2 960 francs.

Compagnie des signaux, valeur du jour

LES VALEURS de l'armement ont bénéficié d'un regain d'intérêt spéculatif, jeudi 25 septembre à la Bourse de Paris, alors que le gouvernement a promis des arbitrages pour l'électronique et l'aéronautique à la fin du mois de septembre. La plus belle progression de ce secteur a été enregistrée par la Compagnie des signaux, avec un gain de 8,79 % à 223 francs.

Les schémas circulant sur les marchés font état d'un apport à Thomson-CSF des activités de dé-



Prises de bénéfice à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse de 1,89 %, vendredi 26 septembre, l'indice Nikkei perdant 347,35 points à 17 994,71 points, en raison de prises de bénéfice sur certaines valeurs vedettes. La veille, Wall Street a de nouveau cédé du terrain en raison d'un regain de tension sur le marché obligataire après la publication de statistiques meilleures que prévu et des inquiétudes sur la performance des entreprises américaines au dernier trimestre. L'indice Dow Jones a cédé 58,70 points (-0,74 %), à 7 948,01 points.

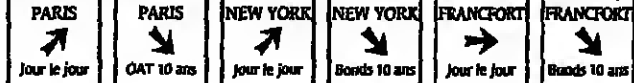
Les craintes de performances décevantes des compagnies américaines pèsent sur la tendance à Wall Street. De nombreuses compagnies, notamment Intel, Eastman Kodak, Coca-Cola et Delta Air Lines, ont déjà lancé des avertisse-

ments sur leurs résultats trimestriels. En Europe, la Bourse de Londres a terminé en légère baisse, déprimée par Wall Street et par des résultats de sociétés décevants. L'indice Footsie a baissé de 12,9 points, à 5 064,3 points, soit un repli de 0,25 %. En revanche, la Bourse de Francfort a gagné 1,13 %, l'indice DAX terminant la séance officielle à 4 148,58 points.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 26/09	Var. %
Paris CAC 40	2979,73	-0,83
New York NYSE	7948,01	-0,74
London FTSE	5064,3	-0,25
Frankfurt DAX	4148,58	+1,13
Hong Kong Hang Seng	10000,0	+0,00
Amsterdam AEX	350,0	+0,00
Madrid IBEX	350,0	+0,00
Stockholm OMX	100,0	+0,00
Oslo OBX	100,0	+0,00
Copenhague OMX	100,0	+0,00
Stavanger OBX	100,0	+0,00
Singapore Straits	100,0	+0,00

LES TAUX

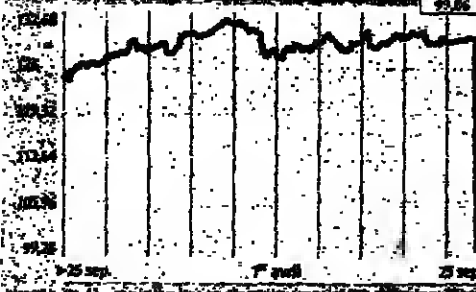


Nette baisse du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS a ouvert en nette baisse, vendredi 26 septembre. Dès les premières transactions, le contrat notional du Matif abandonnait 18 centimes, à 99,70. La veille, il avait déjà terminé la séance sur un repli de 6 centimes dans le sillage du marché obligataire américain. Le rendement moyen sur les émissions du Trésor américain à 30 ans est remonté à 6,39 %, contre 6,31 % la veille, après l'annonce d'une

baisse de 2 000, à 306 000, des demandes d'allocation-chômage pour la semaine du 20 septembre, contre une hausse attendue de 9 000. Les marchés craignent que les bonnes statistiques d'emploi ne favorisent une hausse de taux. Ces chiffres ont été d'autant plus importants que les opérateurs américains attendaient la publication, la semaine prochaine, des chiffres de l'emploi pour septembre.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux au 26/09	Taux au 24/09	Indice
France	3,18	3,14	6,09
Allemagne	3,50	3,50	6,16
Grande-Bretagne	7,60	7,60	2,80
Italie	6,75	6,75	6,75
Japon	0,50	0,50	0,50
Etats-Unis	5,50	6,04	6,32

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 25/09	Taux au 24/09	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,21	90,50
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,22	4,21	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	4,47	4,42	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	4,81	4,77	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,30	102,67
Obligations françaises	5,75	5,73	101,02
Fonds d'Etat à TME	-1,98	-1,98	98,28
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	-2,15	98,86
Obligat. franc. à TME	-2,20	-2,08	99,14
Obligat. franc. à TRE	-0,07	-0,02	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Actif	Vente	Achat	Vente	Achat
Jour le jour	3,18	3,14	3,18	3,14
1 mois	3,22	3,20	3,22	3,20
3 mois	3,25	3,23	3,25	3,23
6 mois	3,27	3,25	3,27	3,25
1 an	3,28	3,26	3,28	3,26

PIBOR FRANCS	Actif	Vente	Achat	Vente	Achat
Pibor Francs 1 mois	3,30	3,28	3,30	3,28	3,28
Pibor Francs 3 mois	3,32	3,30	3,32	3,30	3,30
Pibor Francs 6 mois	3,34	3,32	3,34	3,32	3,32
Pibor Francs 9 mois	3,36	3,34	3,36	3,34	3,34
Pibor Francs 12 mois	3,38	3,36	3,38	3,36	3,36

PIBOR EURO	Actif	Vente	Achat	Vente	Achat
Pibor Euro 3 mois	4,37	4,35	4,37	4,35	4,35
Pibor Euro 6 mois	4,40	4,38	4,40	4,38	4,38
Pibor Euro 12 mois	4,43	4,41	4,43	4,41	4,41

MATIF	Échéances 25/09	Volume	Dernier	Plus haut	Plus bas	Premier
Notionnel 10 %	12/08	99,70	100,04	99,70	99,70	99,70
Mars 98	400	99,18	99,36	99,18	99,18	99,18
Juin 98	2	98,98	98,98	98,98	98,98	98,98
Sept. 98	—	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	Échéances 25/09	Volume	Dernier	Plus haut	Plus bas	Premier
Sept. 97	2678	3028	3028	3028	3028	3028
Oct. 97	1078	3028	3028	3028	3028	3028
Nov. 97	1351	3028	3028	3028	3028	3028
Déc. 97	1678	3028	3028	3028	3028	3028

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Worms & Cie	427,70	+8,00	+18,72
Galeries Lafayette	2960	+5,70	+19,26
Carrefour	678	+0,50	+0,74
Cofinor	261,10	+0,50	+0,19
Diageo	578	+0,50	+0,86
Interim	160	+0,50	+0,31
Carrefour	678	+0,50	+0,74
Carrefour	678	+0,50	+0,74
Carrefour	678	+0,50	+0,74
Carrefour	678	+0,50	+0,74

BAISSES, 12h30	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Carrefour	678	-0,50	-0,74
Carrefour	678	-0,50	-0,74
Carrefour	678	-0,50	-0,74
Carrefour	678	-0,50	-0,74
Carrefour	678	-0,50	-0,74

SEANCE, 12h30	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Alcatel	340	+0,50	+0,15
Alcatel	340	+0,50	+0,15
Alcatel	340	+0,50	+0,15
Alcatel	340	+0,50	+0,15
Alcatel	340	+0,50	+0,15

NEW YORK	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Alcoa	80,68	+0,68	+0,85
Allied Signal	41,40	+0,40	+0,97
American Express	79,93	+0,93	+1,17
British Airways	41,40	+0,40	+0,97
Boeing Co	54,06	+0,06	+0,11
Caterpillar Inc.	53,56	+0,56	+1,05
Chevron Corp.	62,62	+0,62	+1,00
Coca-Cola Co	61,25	+0,25	+0,41
Disney Corp.	75,50	+0,50	+0,66
Du Pont Nemours & Co	62,62	+0,62	+1,00
Eastman Kodak Co	62,62	+0,62	+1,00
Exxon Corp.	64	+0,00	+0,00
Gen. Motors Corp.	65,31	+0,31	+0,48
Gen. Electric Co	66,81	+0,81	+1,22
Goodyear T & Rubber	67,81	+0,81	+1,22
Heidelberg-Packard	71,54	+0,54	+0,76
IBM	101,43	+0,43	+0,43
Intl Paper	55,80	+0,80	+1,45
J.P. Morgan Co	111,25	+0,25	+0,23
Johnson & Johnson	57,56	+0,56	+0,97
McCormick & Co	47,68	+0,68	+1,43
Merck & Co Inc.	99,06	+0,06	+0,06
Minnesota Mining & Mfg	87,87	+0,87	+1,00
Philip Morris	41,50	+0,50	+1,22
Procter & Gamble Co	68,43	+0,43	+0,63
Sears Roebuck & Co	56,73	+0,73	+1,29
Travelers	68,50	+0,50	+0,73
Union Carb.	47,57	+0,57	+1,20
Unit Technol.	81,56	+0,56	+0,69
Wal-Mart Stores	35,99	+0,99	+2,80

LONDRES	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,75	+0,75	+15,8
Barclays Bank	15,27	+0,27	+1,8
B.T.I. Industries	3,22	+0,22	+7,3
British Airways	16,42	+0,42	+2,6
British Airways	16,42	+0,42	+2,6
British Airways	16,42	+0,42	+2,6
British Airways	16,42	+0,42	+2,6
British Airways	16,42	+0,42	+2,6
British Airways	16,42	+0,42	+2,6

FRANCFORT	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	421,50	+21,50	+5,3
Basf AG	63,63	+3,63	+6,0
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1

NEW YORK	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Alcoa	80,68	+0,68	+0,85
Allied Signal	41,40	+0,40	+0,97
American Express	79,93	+0,93	+1,17
British Airways	41,40	+0,40	+0,97
Boeing Co	54,06	+0,06	+0,11
Caterpillar Inc.	53,56	+0,56	+1,05
Chevron Corp.	62,62	+0,62	+1,00
Coca-Cola Co	61,25	+0,25	+0,41
Disney Corp.	75,50	+0,50	+0,66
Du Pont Nemours & Co	62,62	+0,62	+1,00
Eastman Kodak Co	62,62	+0,62	+1,00
Exxon Corp.	64	+0,00	+0,00
Gen. Motors Corp.	65,31	+0,31	+0,48
Gen. Electric Co	66,81	+0,81	+1,22
Goodyear T & Rubber	67,81	+0,81	+1,22
Heidelberg-Packard	71,54	+0,54	+0,76
IBM	101,43	+0,43	+0,43
Intl Paper	55,80	+0,80	+1,45
J.P. Morgan Co	111,25	+0,25	+0,23
Johnson & Johnson	57,56	+0,56	+0,97
McCormick & Co	47,68	+0,68	+1,43
Merck & Co Inc.	99,06	+0,06	+0,06
Minnesota Mining & Mfg	87,87	+0,87	+1,00
Philip Morris	41,50	+0,50	+1,22
Procter & Gamble Co	68,43	+0,43	+0,63
Sears Roebuck & Co	56,73	+0,73	+1,29
Travelers	68,50	+0,50	+0,73
Union Carb.	47,57	+0,57	+1,20
Unit Technol.	81,56	+0,56	+0,69
Wal-Mart Stores	35,99	+0,99	+2,80

FRANCFORT	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	421,50	+21,50	+5,3
Basf AG	63,63	+3,63	+6,0
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1
Bayer AG	71,50	+1,50	+2,1

NEW YORK	Cours au 26/09	Var. %	Var. %
Alcoa	80,68	+0,68	+0,85
Allied Signal	41,40	+0,40	+0,97
American Express	79,93	+0,93	+1,17
British Airways	41,40	+0,40	+0,97
Boeing Co	54,06	+0,06	+0,11
Caterpillar Inc.	53,56	+0,56	+1,05
Chevron Corp.	62,62	+0,62	+1,00
Coca-Cola Co	61,25	+0,25	+0,41
Disney Corp.	75,50	+0,50	+0,66
Du Pont Nemours & Co	62,62	+0,62	+1,00
Eastman Kodak Co	62,62	+0,62	+1,00
Exxon Corp.	64	+0,00	+0,00
Gen. Motors Corp.	65,31	+0,31	+0,48
Gen. Electric Co	66,81	+0,81	+1,22
Goodyear T & Rubber	67,81	+0,81	+1,22
Heidelberg-Packard	71,54	+0,54	+0,76
IBM	101,43	+0,43	+0,43
Intl Paper	55,80	+0,80	+1,45
J.P. Morgan Co	111,25	+0,25	+0,23
Johnson & Johnson	57,56	+0,56	+0,97
McCormick & Co	47,68	+0,68	+1,43
Merck & Co Inc.	99,06	+0,06	+0,06
Minnesota Mining & Mfg	87,87	+0,87	+1,00
Philip Morris	41,50	+0,50	+1,22
Procter & Gamble Co	68,43	+0,43	+0,63
Sears Roebuck & Co	56,73	+0,73	+1,29
Travelers	68,50	+0,50	+0,73
Union Carb.	47,57	+0,57	+1,20
Unit Technol.	81,56	+0,56	+0,69
Wal-Mart Stores	35,99	+0,99	+2,80

FRANCFORT

Jeudi 26

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1997 / 21

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 26 SEPTEMBRE
Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,50

CAC 40
-0,87%
2979,34

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 26 SEPTEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Reservez votre place dans le capital de France Telecom. Appel le 10 10.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 26 SEPTEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 25 septembre

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, %.

ATHLÉTISME La 22^e édition de la course pédestre Paris-Versailles s'élancera, dimanche 28 septembre à 12 heures, du pied de la tour Eiffel. ● QUELQUE 25 000 CONCURRENTS

prendront le départ de cette épreuve longue de 16,3 kilomètres, une des plus populaires du calendrier européen. ● LE DJIBOUTIEN AHMED SALAH, médaille de bronze

du marathon olympique de Séoul (1988), vainqueur de la course en 1996, et la Portugaise Manuela Machado, vice-championne du monde de marathon à Athènes en 1997,

font figure de favoris. ● DOMINIQUE CHAUVELIER, quarante et un ans, est le doyen des athlètes français en activité. Véritable professionnel de la course sur route, il sera

également au départ dimanche. ● LES PRIMES à l'engagement atteignent 15 000 francs maximum tout comme la prime au vainqueur de la course masculine.

Les kilomètres de course à pied n'ont pas usé Dominique Chauvelier

A quarante et un ans, le doyen de l'athlétisme français de haut niveau participe, dimanche 28 septembre, à la célèbre course pédestre qui relie Paris à Versailles (16,3 kilomètres) après l'ascension de la sévère côte des Gardes de Meudon (Hauts-de-Seine)

MONTROND-LES-BAINS (Loire) de notre envoyé spécial
La devise peut faire sourire. Dominique Chauvelier se dit « vétéran dans les jambes et junior dans

PORTRAIT

Entraîneur, chroniqueur et courant les cachets, le vétéran prépare son avenir

la tête ». Pourtant les résultats demeurent plus qu'honorables et la passion intacte chez ce coureur de quarante et un ans. En août, il était de la sélection nationale aux championnats du monde de marathon à Athènes. Il a franchi la ligne d'arrivée au sprint, après 42,195 km sous un soleil de plomb, pour finir 38^e (2 h 26 min 06 s) et troisième français. Avant de vomir tripes et boyaux. Depuis, il a couru à en perdre haleine.

Comme ce dimanche d'il y a trois ans où il a gagné la course des remparts de Provins (Seine-et-Marne) le matin, avant de filer à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) pour se classer dans les cinq premiers des « Dix miles ». Comme cette semaine de 1992, où il a couru les marathons de Reims et de New York quelques mois après sa 31^e place au marathon olympique de Barcelone. « J'ai fait 2 h 14 et 2 h 16, chaque fois dans de mauvaises conditions, s'amuse-t-il. Je tentais une expérience, à mon âge, je ne risque plus de me cra-

mer. » Le 21 septembre, Dominique Chauvelier courait à Brest. Dans la nuit, il a rejoint Montrond-les-Bains (Loire) en voiture pour prêter main forte à Camille Viale, l'entraîneur national des courses hors-stade, au stage de préparation aux championnats du monde de semi-marathon. Dimanche 28 septembre, il s'alignera au départ de Paris-Versailles avec une prime d'engagement. Sa calvitie, célèbre dans les pelotons, est devenue incontournable au fil des années pour les « gens de la route ». Il vit entièrement de son loisir favori depuis l'obtention d'un congé sabbatique en 1988 : « Cette liberté m'a permis de progresser rapidement. J'ai accompli mon rêve de gamin comme un gosse

qui joue d'un instrument veut devenir un musicien reconnu. »

En course hors-stade, les bourses de préparation olympiques sont rares. Mais, au contraire de la piste, plus médiatique, la route offre quelque argent et l'opportunité de se faire un nom auprès des sponsors qui surveillent de près ce gigantesque marché pour la vente de chaussures et d'équipement. L'avantage paradoxal n'a pas échappé à Dominique Chauvelier.

SAVOIR « SE VENDRE »

Le profit qu'il en a tiré lui a valu quelques mots avec la Fédération française d'athlétisme (FFA), qui l'a privé du marathon olympique de Séoul (1988) pour avoir snobé

les regroupements nationaux au profit de courses populaires rémunératrices. Au prix de quelques sacrifices, il est revenu en grâce. Sa médaille de bronze aux championnats d'Europe de marathon de Split (1990) et sa bonne humeur ont fait le reste.

De sa formation d'employé à la Banque Populaire, il a conservé un sens profond des chiffres et de la négociation. « Savoir vendre un plan d'épargne ou un crédit, savoir comment éviter les réponses négatives catégoriques m'a servi à me vendre », dit-il sans détour. Un art que les coureurs sur route français maîtrisent encore mal et abandonnent avec plus ou moins de bonheur à des managers. « En bientôt trente années d'athlétisme,

reconnait le champion, je me suis fait un carnet d'adresses suffisant pour courir tous les dimanches. » Moyennant finances, bien sûr. En avril, le marathon de Boston l'a invité, tous frais payés, sur une simple lettre dans laquelle il rappelait sa victoire chez les vétérans lors du précédent marathon de New-York. Au passage, il a raflé la prime de 10 000 dollars (environ 60 000 francs) offerte au premier « Master ».

Dans un monde qui s'entête à jouer pudiquement la corde de l'amateurisme, l'esprit terre-à-terre de Dominique Chauvelier a rapidement été assimilé au mercantilisme. Raille-t-on son appétit au gain lorsqu'il chausse des lunettes de sport en course ? « Pourquoi m'en priver ? répond-il. Elles isolent du monde et des adversaires tout en rapportant de l'argent. » Professionnel avant la lettre, il a toujours lié l'utilité à l'agréable. En s'offrant une BMW qui affiche aujourd'hui 200 000 km au compteur. En installant un sauna et une salle de musculation chez lui.

« C'ÉTAIT GRISANT »

Le contrat de détachement avec la municipalité de La Flèche (Sarthe), sa ville natale, prend fin au premier octobre, mais un accord passé pour trois saisons, l'an dernier, avec un équipementier, le met à l'abri du besoin. Son ancien employeur, qui a communiqué sur ses exploits, lui offre encore un petit soutien sans contrepartie. Entraîneur de quelques athlètes -

« Je prends parfois symboliquement 10 % de leurs gains pour les habituer au professionnalisme, quitte à leur offrir une bière ensuite avec leur argent », chroniqueur pour le mensuel d'athlétisme VO2 Mag et « cachetiste » sur les courses le week-end, il prévoit l'avenir. Il a créé une entreprise unique à responsabilité limitée (EURL) « pour être patron et seul employé ».

L'athlétisme lui a coûté mariage et vie de famille. Il parle d'engagement, de ce désir qui tenaille d'obtenir toujours de nouvelles victoires, des effets pervers de l'argent. « C'était grisant de poser des primes d'engagement de 15 000 francs en billets de 500 francs sur la table de la maison. Je pensais mes obsessions avec ça. Je regretterai toujours de n'en avoir pas fait un peu moins. »

Il y a à peine dix ans, tout le monde le demandait, avec Jacky Boxberger, Alex Gonzales et Pierre Levisse. L'évolution de la course sur route l'a freiné. L'Urssaf décourage les organisateurs d'offrir des primes de départ, désormais considérées comme des contrats de travail. La chute du mur de Berlin a mis sur le marché des athlètes de l'Est moins exigeants. Dominique Chauvelier a survécu. Comme il survivra à Paris-Versailles, dimanche. Plusieurs fois deuxième, il n'a jamais gagné l'épreuve. « Maintenant, sourit-il, mes résultats n'ont plus grande importance. »

Patricia Jolly

25 812 coureurs au départ

- La distance : 16,3 kilomètres.
- Le parcours : départ à 12 heures au pied de la tour Eiffel, Issy-les-Moulineaux par les quais de Seine, Meudon (côte des Gardes et parcs forestiers), Chaville, Vélizy et Viroflay, arrivée face au château de Versailles.
- Les tenants du titre : Ahmed Salah (Djibouti) chez les hommes, médaille de bronze du marathon olympique de Séoul en 1988, double vainqueur du marathon de Paris, recordman de Paris-Versailles en 48 min 11 s (soit une moyenne horaire de 20,297 kilomètres). Irina Kazakova chez les dames.
- Les têtes d'affiche : Ahmed

Salah (Djibouti), Philippe Rémond (France), onzième aux championnats du monde de marathon à Athènes en 1997, Bruno Léger (France), Paul Arpin (France) chez les hommes ; Manuela Machado (Portugal), championne du monde de marathon en 1995, vice-championne du monde en 1997 à Athènes, deuxième de Paris-Versailles en 1996 ; Judith Nagy (Hongrie), vainqueur de Paris-Versailles en 1995 ; et les Françaises Isabelle Guillot, championne du monde de course en montagne, et Rosario Murcia chez les femmes.

● Les primes maximales à l'engagement pour les têtes d'affiche : 15 000 francs pour les hommes, 10 000 francs pour les femmes. Les primes à l'arrivée sont de 15 000 francs pour le premier homme et de 10 000 francs pour la première femme.

● La course populaire : 25 812 inscriptions à 70 francs contre lesquels chaque participant reçoit une médaille et un diplôme. Personnalisme indiquant le temps réalisé et la place au classement général. Le départ est donné par vagues de 400 coureurs à la minute. Un pistolet laser inscrit sur le code-barres des dossards l'heure de départ ensuite lue à l'arrivée.

Le gardien espagnol Zubizarreta rempile pour une quatrième Coupe du monde

JAVIER CLEMENTE n'est pas un tendre. En charge de la sélection espagnole depuis cinq ans, ce technicien basque adepte d'un jeu plus puissant que l'éché n'a jamais hésité à sortir de l'équipe un joueur en balaise de forme, si populaire soit-il. Technicien sans état d'âme, il n'a pourtant jamais changé de gardien titulaire. Les mauvaises langues affirment que si Andoni Zubizarreta, inamovible gardien de la sélection, n'a pas perdu sa place en dépit de quelques prestations décevantes, c'est tout simplement parce qu'il est basque.

L'actuel portier de Valence, qui fêtera ses trente-six ans dans quelques jours, se moque des ragots. Face à la Slovaquie, mercredi 24 septembre, à Bratislava, lors d'un match décisif pour la qualification au Mondial 1998 et qui a vu l'Espagne gagner son billet en l'emportant 2-1 (Buts de Kiko et Guillermo Amor), l'athlétique gardien basque a connu sa 119^e sélection. Une date importante pour « Zubi ». Ce total lui permet d'égaliser celui de son idole Pat Jennings, ancien gardien mythique d'Arsenal et de la sélection d'Irlande du Nord : « Il a marqué l'histoire du football. En 1986, lors du Mondial mexicain, je disputais ma première phase finale de Coupe du monde, et Pat sa dernière. A l'issue du match Espagne-Irlande du Nord que nous avions gagné 2-1, il m'a donné son maillot et je le garde comme une relique. »

RECORD DE SÉLECTIONS

Successeur en équipe nationale d'un autre gardien basque, le célèbre Luis Arconada, qui quitta la scène internationale avec 68 sélections au compteur, Andoni Zubizarreta est devenu le joueur espagnol le plus capé de l'histoire, devant Camacho (81 sélections) et Gordillo (75). Ses débuts internationaux datent du 23 janvier 1985, lors d'un Espagne-Finlande (3-1) disputé à Alicante. Depuis, « Zubi » n'a pratiquement plus jamais quitté la cage

de la sélection, disputant trois phases finales de Coupe du monde (Mexique en 1986, Italie en 1990, États-Unis en 1994) et trois championnats d'Europe des nations (1988, 1992, 1996). « Je garde encore aujourd'hui la même passion, les mêmes envies qu'il y a dix ans. Disputer la phase finale en France m'excite énormément ! »

En dépit de cette longévité et de ce palmarès, « Zubi » n'a jamais fait l'unanimité. « Il est trop lent, sort mal, ne sait pas stopper les penalties », lui reprochent beaucoup d'afficionados qui ont du mal à comprendre pourquoi de jeunes gardiens talentueux comme José Molina (Athletic Madrid) ou Santiago Canizares (Real Madrid) n'ont pas déjà pris sa place. Ses détracteurs pensaient même s'en être débarrassé à l'issue d'une rencontre disputée par l'Espagne face au Danemark en 1993. Lors de ce match qualificatif pour la Coupe du monde 1994, « Zubi » avait été expulsé pour avoir fauché Michael Laudrup alors qu'il venait de rater son dégagement. Son remplaçant, Santiago Canizares, avait effectué un grand match, et le sort de « Zubi » semblait en suspens. Mais Javier Clemente a tenu bon.

Les résultats paraissent lui donner raison puisque son équipe est invaincue depuis trente-huit rencontres et la défaite face à l'Italie (1-2) en quarts de finale de la Coupe du monde. Fidèle au poste, Andoni Zubizarreta s'apprête donc à disputer sa quatrième phase finale de Coupe du monde. Une performance qui ne doit pas faire oublier que la sélection court après un trophée international depuis 1964 (victoire en championnat d'Europe des nations).

Si les clubs espagnols ont depuis longtemps acquis leurs lettres de noblesse sur la scène européenne, l'équipe nationale court toujours après la gloire. Mais Javier Clemente est confiant : « Nous ne sommes toujours pas convaincus de nos propres possibilités, qui sont pourtant grandes. L'an prochain, en France, il y aura une dizaine de favoris, et nous serons parmi ceux-là. »

Alain Constant

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : le PSG-Radag a été battu (79-71), jeudi 25 septembre, à Berlin, dans les prolongations du match comptant pour la 2^e journée de l'Euroleague, tandis que Limoges s'inclinait (77-62) devant les Turcs de l'Efes Istanbul. Mercredi, Pau-Orthez était allé gagner (79-72) à Bologne (Italie).

■ **FOOTBALL** : les Girondins de Bordeaux ont battu Marseille (2-0), jeudi 25 septembre, en match avancé de la 9^e journée du championnat, grâce à Lilian Laslandes (9^e) et Jean-Pierre Papin (63^e). Lyon s'est encore incliné à domicile (quatre défaites en cinq matches), devant Lens (3-1), qui a marqué par Frédéric Dehu (19^e), Yoan Lachor (42^e) et Stéphane Zanini (55^e). Alain Cavéglia (57^e) réduisant le score.

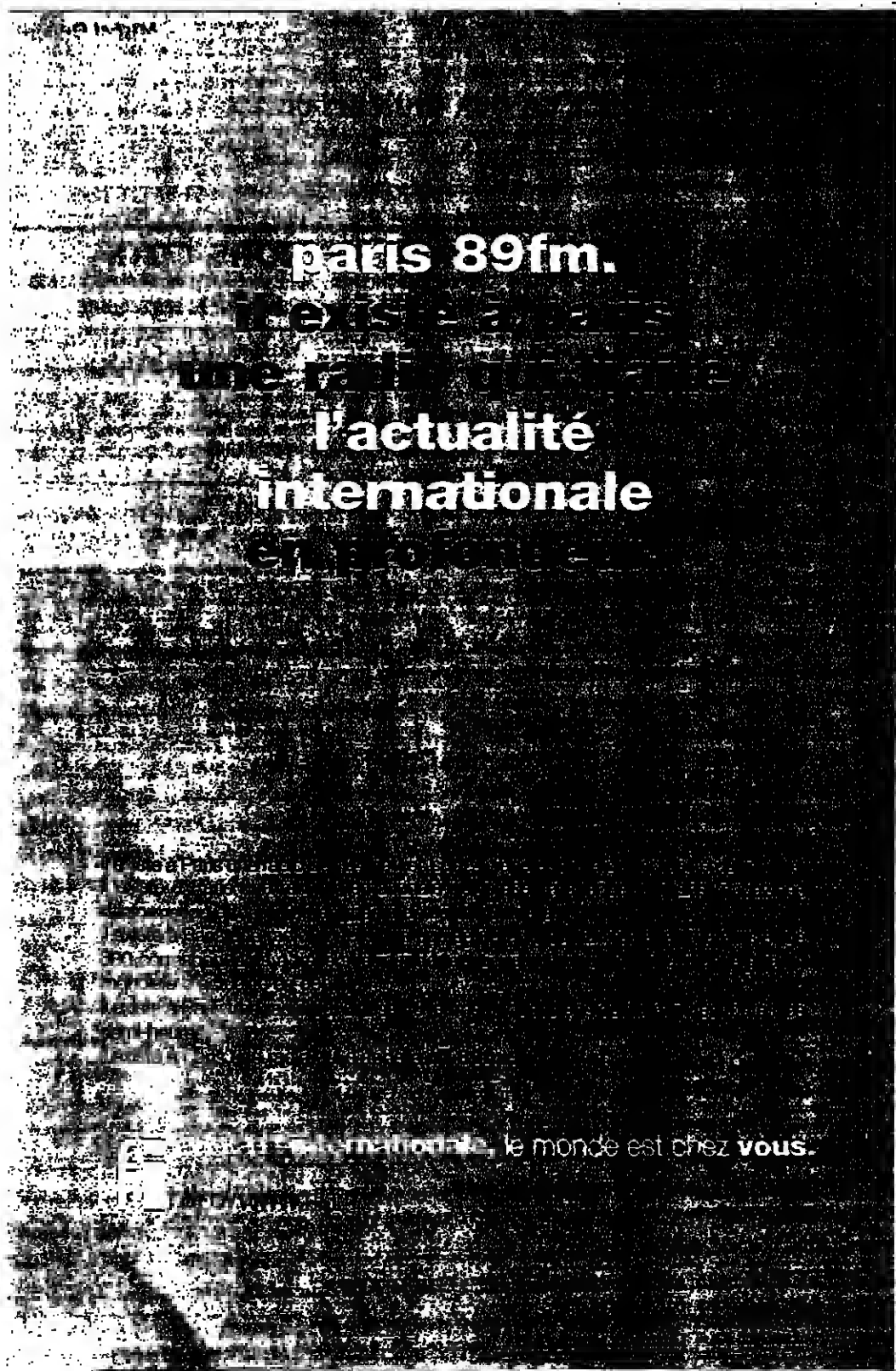
■ **FABRIZIO RAVANELLI**, l'attaquant international italien de Middlesbrough (D2 anglaise), a signé pour quatre ans avec l'Olympique de Marseille pour un montant record avoisinant les 50 millions de francs. Il devrait débiter au Stade-Vélodrome le 4 octobre.

■ **Philippe Troussier**, l'entraîneur français de l'équipe du Nigeria, a été limogé, a annoncé la Fédération nigérienne de football, jeudi 25 septembre. Les Aigles du Nigeria sont qualifiés pour le Mondial 98. (Reuters).

■ **HANDBALL** : l'équipe de France s'est imposée face à Israël (30-17), jeudi 25 septembre, à Antibes, pour son premier match de qualification (groupe 3) au Championnat d'Europe des nations 98.

■ **OLYMPISME** : Hervé Madoré, quarante-quatre ans, ancien champion du monde de descente en canoë biplace (1983), aujourd'hui directeur technique national du canoë-kayak, sera prochainement nommé directeur de la préparation olympique, structure dépendant du ministère de la Jeunesse et des sports.

■ **VITESSE** : le record du monde de vitesse au sol a été battu, jeudi 25 septembre, dans le désert américain de Black Rock, au Nevada, par un véhicule baptisé Thrust SSC, conduit par un pilote de chasse britannique qui a atteint une vitesse moyenne de près de 1 150 km/h. L'ancien record, établi le 4 octobre 1983, et qui était de 1 019,44 km/h, était déjà la propriété de l'équipe Thrust. (AFP)



Paris 89fm.

l'actualité internationale

le monde est chez vous.

Avec ou sans moteur, les deux-roues partent à la conquête des citadins

Les vélos haute technologie et les nouveaux scooters entrent en compétition avec les grosses motos, qui ne sont plus le seul point d'attraction du Salon de la porte de Versailles

LE MONDIAL du deux-roues se contentait jusqu'à présent d'être le Salon de la moto. Tous les deux ans, on venait admirer de grosses cylindrées et, éventuellement, de petits scooters. En passant, on pouvait toujours jeter un œil sur quelques vélos d'avant-garde. Le changement d'appellation, en 1993, est d'abord apparu comme un abus de langage, mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. La 3^e édition du Mondial du deux-roues, du vendredi 26 septembre au lundi 6 octobre, à la porte de Versailles, consacre le deux-roues dans son ensemble et dans sa diversité.

Le vélo est évidemment la valeur montante. La mode du vélo tout-terrain (VTT), synonyme d'évasion dominicale dans les sous-bois, n'était qu'une première vague. On pédale de plus en plus en ville, dans des conditions de sécurité parfois scabreuses malgré la multiplication

des vélos, suspensions intégrées au cadre, nouveaux matériaux plus légers, dérailleurs ultraprécis et même changements de vitesses automatiques, voire assistance électrique. Cette course à l'innovation favorise un élargissement du marché. Les vélos tout-chemin (VTC), polyvalents, et les vélos spécifiquement urbains démontent les VTT alors que le bon vieux vélo de course, transformé par les améliorations nées de la compétition, voit ses ventes repartir.

MARCHÉ PAS FLOISSANT

Pourtant, le marché qui repose sur des achats de renouvellement n'est pas florissant. L'an passé, 2,2 millions de bicyclettes se sont vendues en France contre 2,8 millions l'année précédente, et 3,2 millions en 1993. Pour élargir leur clientèle, les fabricants commencent à porter la concurrence sur le terrain des services. Conscient que la fréquence des vols freine la demande, le groupe CycloEurope (Peugeot cycles, Gitane) offre aux acheteurs de certains de ses modèles équipés d'un antivol intégré de remplacer leur vélo en cas de disparition de celui-ci.

La moto, pour sa part, n'est écologique qu'en termes relatifs puisqu'elle pollue moins que l'automobile (sauf lorsque son moteur est l'un de ces petits deux-temps cracheurs d'huile...). Son succès repose d'abord sur sa souplesse d'utilisation. En stagnation depuis 1989, le marché européen de la moto reprend partout des couleurs. Sur les six premiers mois de l'année, la hausse est de 25 % en Europe. En France, où la progression atteint 36 % sur la même période, ce succès tient pour l'essentiel aux petites 125 cc (51.600 immatriculations au premier semestre 1997 contre 45.000 un an plus tôt).

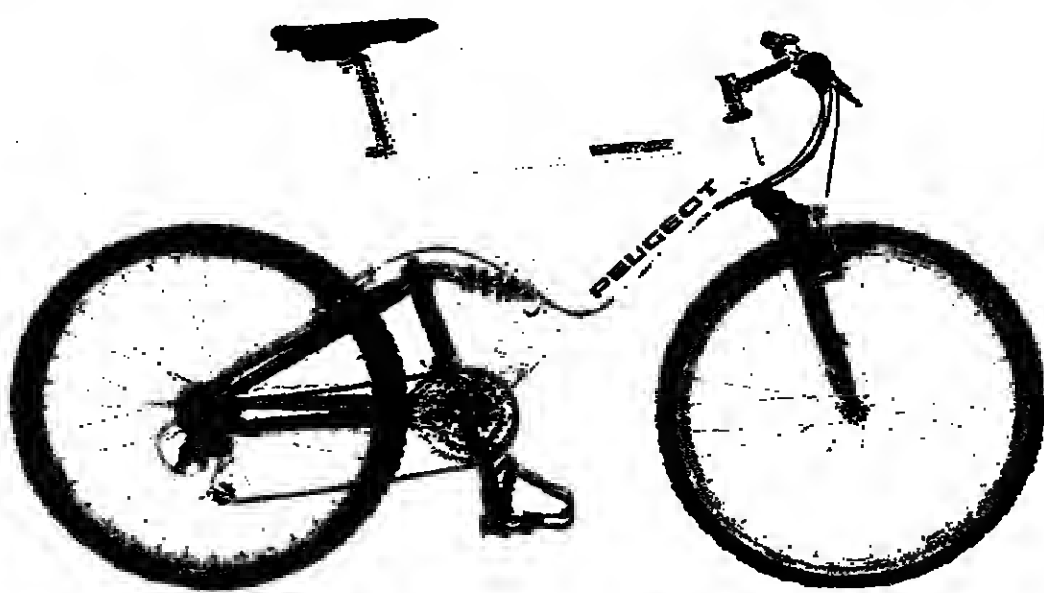
La possibilité offerte depuis juillet 1996, conformément à la réglementation européenne, de piloter une 125 cc (à condition d'être titulaire du permis auto depuis plus de deux ans) a provoqué une sorte de décollé. Bien qu'ils ne puissent chevaucher que des motos aux performances très raisonnables, ces néophytes sont un peu plus souvent accidentés (l'écart est d'un peu plus de 10 %) que la moyenne des autres conducteurs de 125 cc, selon les statistiques de la Mutuelle des motards qui plaide pour une formation obligatoire. Toutefois, ils engendrent proportionnellement trois fois moins de sinistres que les pilotes inexpérimentés de gros cubes.

Le Mondial saluera également la présentation de grosses cylindrées, notamment dans la catégorie des customs, motos voyantes mais au caractère placide, inspirées des Harley-Davidson. Parmi les nouveautés, figure aussi la Voxan, animée par de gros moteurs en V

(1.000 cc et 1.240 cc), qui constitue une nouvelle tentative de relance de l'industrie motocycliste française.

Enfin, les constructeurs de scooters afficheront de nouveau leur remarquable inventivité en matière de design. On observera incidemment que si la petite moto semble avoir de l'avenir, la tendance est au gros scooter, à en juger par la croissance parallèle des cylindrées et des ventes.

Jean-Michel Normand



Peugeot Energy 700 TS : ce vélo tout-terrain est un « tout-suspendu » avec ses amortisseurs air/mousse Marzocchi situés au milieu du cadre et sur la fourche (8 000 francs environ).

Le VTT à l'heure du « tout-suspendu »

Le nec plus ultra de la firme du Wisconsin se nomme Y33. Le cadre est un monocoque carbone (un matériau que Trek maîtrise parfaitement), équipé de roues Caos Creek à rayons (pour atténuer l'extrême rigidité du carbone), d'une fourche Rock Shox Judy SL, d'un amortisseur arrière Fox Air Vanilla C (oléo-pneumatique) disposant d'un système de réglage au guidon, et empruntant ses pédales aux groupes Shimano STX et XT se monnayant à 31 900 francs.

BIANCHI AUX ÉTATS-UNIS

Les États-Unis moutrent la voie puisque c'est là-bas que le célèbre fabricant italien Bianchi (qui équipa dans le passé les « routiers » Fausto Coppi, Raphaël Geminiani et Felice Gimondi) a fait concevoir ses « tout-suspendu », même si l'assemblage et le montage restent effectués dans l'usine mère de Treviglio, près de Milan. L'entrée de gamme est un cadre aluminium (7005) livré avec une fourche Rock Shox Indy RS QS, un arrière suspendu Cr-Mo et un groupe Shimano STX RC qui s'échange contre 8 990 francs.

Les Français ne sont pas à la traîne du progrès. La suspension n'a plus de secrets pour eux. Sunn et Lapiere le prouvent. Pour rendre le « tout-suspendu » accessible, la société Sunn, qui fournit bon nombre de champions français, a développé une réponse originale : un tampon d'élastomère placé entre

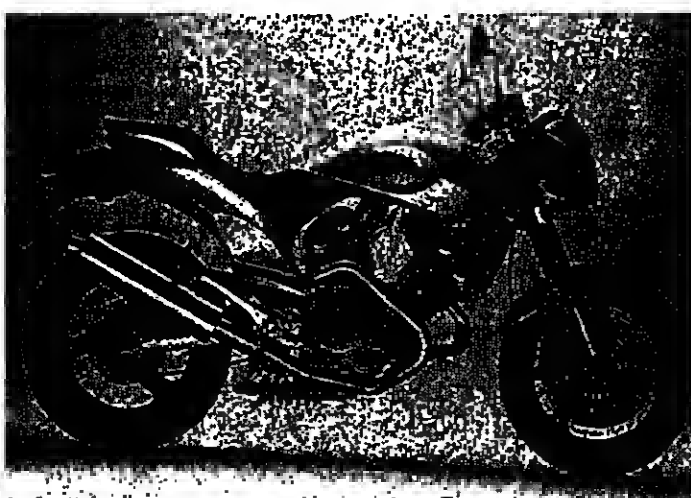
entre les haubans et le tube de selle, qui évite le recours au bras oscillant plus complexe et bien plus coûteux. Voilà qui permet de sortir un modèle (le Flex) à fourche Rock Shox QS à 4 500 francs. Sunn propose également un service particulier, réservé jusqu'à maintenant aux routiers sprinters : le montage à la carte. Le haut de gamme compétition de la firme de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) est ainsi présenté cadre ou.

A l'acheteur de composer son vélo selon son budget et d'où choisir les éléments périphériques (parmi lesquels la fourche maison Obsys à système oléo-pneumatique) dans l'avant-choix effectué par les techniciens de la société. Le montage fait à Saint-Gaudens sera signé par son auteur, un indéniable gage de fiabilité.

Chez Lapiere, on a répondu sans barguigner à la demande de confort d'une clientèle de pratiquants rebelles à la compétition. Aussi si les prix se montent-ils raisonnables. Le Free Rider, un cadre V eo aluminium 7000 (fourche RST Mozo Comp et dispositif arrière innovant supprimant les sensations de pompage), se vend 6 990 francs, tandis que son suivant, le RST H1 S, aux qualités supérieures, est affiché à 8 990 francs. De quoi goûter aux plaisirs, parait-il enivrants, du « tout-suspendu » sans se ruiner.

Michel Dalloni

Pour les motos, la tendance est aux moteurs en V



Nouvelle marque française, Voxan lancera en 1998 son roadster, dont le moteur de 1 000 cc et la partie cycle sont inédits.

LE BLOUSON de l'image d'Épinal reste certes de mise, et les machines sportives sont toujours appréciées, mais le motard a pris de l'âge et du recul. Il apprécie les motorisations puissantes, mais à condition de les maîtriser. Les principales nouveautés moto du Mondial portent la marque de cette maturité : des machines à l'allure souvent impressionnante, mais destinées à un usage plus centré sur la balade que sur la performance pure.

Ce glissement sous-tend l'évolution des choix techniques des constructeurs, qui optent de plus en plus souvent pour des gros bicylindres en V, moteurs qui privilégient l'agrément de conduite à bas régime. Le V incliné, cher à la tradition transalpine, se retrouve sur la Mille, première Aprilia de grosse cylindrée (997 cc), auréolée des succès de la firme en Grand Prix.

Le moteur de la nouvelle Suzuki TL-1000 R est conçu sur un registre comparable tout comme la Honda NT 650 V, pionnière du genre, qui se présente avec un habillage inédit. Parmi les autres nouveautés, figure aussi la Yamaha 600 Fazer, un quatre-cylindres à mi-chemin entre la machine sportive et la moto « basique ».

BICYCLINDE ORIGINAL

Hommage à la culture motocycliste américaine, les customs restent toujours populaires. Peudant que Harley-Davidson peaufine sa gamme traditionnelle, Suzuki présente une monstrueuse VL 1500 Intruder (2,60 mètres de longueur, 1 mètre de largeur et un couple maximal à 2 300 tours), Honda renouvelle la VT 600 C et Yamaha sa Dragstar. Même les Allemands de BMW s'oe méient avec le Cruiser R 1200 C, quelques mois à peine après le lancement de la très sportive K 1200 RS. Ce bicylindre à plat à l'allure très originale est une intéressante incursion de BMW dans l'univers de la moto américaine.

Jean-Pierre Tuquoy

Au rayon des 125 cc, qui représentent pourtant une part croissante des ventes en France, les nouveautés ne sont pas légion. Seule, la Kawasaki Eliminator, un petit custom bieo adapté à la clientèle des nouveaux motards, vient enrichir une catégorie qui, demain, pourrait bien souffrir de la concurrence des scooters de même cylindrée.

Le Mondial sera aussi l'occasion de faire connaissance avec Voxan, qui a une nouvelle marque qui ambitionne de faire renaitre la moto française. Le pari de cette firme installée à Issoire (Puy-de-Dôme) est risqué : le moteur (bicylindre en V de 1 000 cc ou 1 240 cc, selon les modèles) est



La Mille d'Aprilia, une moto de 997 cc à l'esthétique typée et « futuriste ».

totalemeent inédit, tout comme la partie cycle. Voxan, qui n'a pas le passé prestigieux de Triumph ou Ducati, ressuscitées avec succès, vise une clientèle à la recherche d'un produit original et typé. L'objectif est à la fois raisonnable et ambitieux : vendre 2 000 à 3 000 unités par an en rythme de croisière et représenter 3 % du marché français.

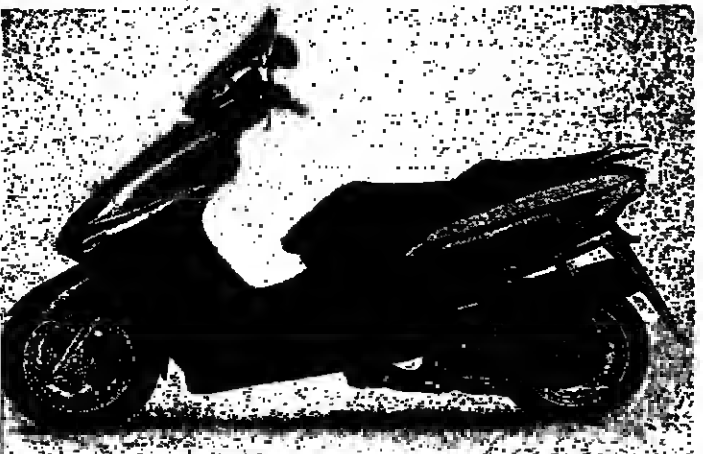
J.-M. N.

Comme chez Peugeot, les scooters reprennent l'offensive

À FLORENCE, des expériences ont été menées pour déterminer quel était le moyen de transport le plus rapide. Il s'agissait de parcourir 5 kilomètres depuis le centre-ville de la cité toscane en respectant la lettre le code de la route. Le deux-roues motorisé l'emporta haut la main sur le vélo, le bus, la voiture... Les performances « urbaines » respectives des motos et des scooters n'ont pas été distinguées, mais il ne fait guère de doute que les scooters auraient raffé la mise. D'ailleurs, dans l'ensemble des pays européens depuis 1989, le marché du scooter s'envole, jusque dans la brumante Allemagne où le nombre de deux-roues devrait doubler au cours des quinze prochaines années.

Au Mondial, Peugeot annonce la couleur. Après s'être trop longtemps reposée sur ses lauriers, la firme française présente, sous le nom d'Elysée, une gamme déclinée en quatre cylindrées (50 cc, 125 cc, 150 cc et un 100 cc doté, lui, d'un moteur deux temps plus classique). Selon le constructeur, il s'agit d'« engins maniables mais cossus ». Quant aux prix, ils seront

déterminés selon les produits concurrents. En dehors du 50 cc, tous les modèles sont dotés, outre le classique et peu efficace antivol de direction, d'un système antidémarrage à transpondeur (une puce intégrée dans la clé de contact doit être reconnue par le boîtier d'allumage, sinon rien ne se passe) et d'un système BOA



Le nouveau scooter Yamaha Majesty (125 cc) s'adresse aux citadins qui rêvent d'une machine un peu sophistiquée.

(une chaîne renforcée et rigide intégrée au châssis). Ces sécurités ne sont certes pas inviolables, mais rendent difficiles la revende des scooters en l'état, même s'il reste le trafic des pièces détachées.

Leader européen du scooter (une machine qu'il a créée en 1946 !), l'italien Piaggio est l'autre

grand constructeur à avoir dévoilé ses nouveautés avant l'ouverture du Salon. Nous oe parlerons pas du P103 (une sorte d'œuf incliné) ni du P104 (un engin luolale), deux prototypes des « véhicules urbains de demain », purs rêves de techniciens.

Le Piaggio Liberty 125, une machine de 125 cc quatre temps, est moins éhéré. A vrai dire, il s'agit d'un faux-vrai scooter, un cycloscooter pour être exact, puisqu'il emprunte ses grandes roues au classique cyclomoteur. Le freinage - éternel point faible des scooters - y gagne en efficacité, et le conducteur en sécurité. Il faudra patienter jusqu'au printemps 1998 pour s'offrir cette jolie machine ou son équivalent en 50 cc.

Pour leur part, les Japonais s'intéressent de plus en plus aux scooters sophistiqués, de cylindrée moyenne. Le Yamaha Majesty 125 est de ceux-là. D'apparence cooofortable et rassurante, il s'adresse aux trentenaires urbains qui souhaitent découvrir le deux-roues.

Fauteuil de bureau, design social

A l'ère informatique, le siège, objet technique perfectionné, devient un véritable outil de travail

L'HOMME n'est pas fait pour rester assis longtemps. La femme non plus. D'où la douloureuse question, en ces temps de rentrée, des relations que chacun entretient avec le siège de bureau qui lui a été attribué, ou qu'il a coopté à choisir, ou qu'il a dû acheter pour accomplir - ce qui est de plus en plus fréquent - son travail à la maison. Vous et votre fauteuil, comment va-t-il ?

En attendant que les robots pensent à sa place, l'homme au travail est devenu un peu robot lui-même. C'est très bien d'avoir à sa disposition la mémoire infinie des ordinateurs, des liaisons multiples interconnectées, et jusqu'à l'automatisme des petites tâches - on ne se lève même plus pour aller chercher une feuille de papier, l'informatique imprime, recopie, multiplie -, tout un peuple de machines qui obéissent au doigt et à l'œil. Mais justement, pour réfléchir et agir, seuls la main et le regard sont mis en mouvement. Assis face à l'écran, les poignets près du clavier, le technicien de haut niveau, l'employé de base, et même le cadre supérieur, passent de plus en plus de temps dans une position unique, répétitive et contraignante. Figés dans une posture.

Heureusement, il y a le coup de fil salvateur qui incite à se rejeter

en arrière (à condition que le dossier ait un peu de souplesse), à étendre l'autre bras derrière la ouïe, et à accomplir spontanément les gymnastiques recommandées par les ergonomes : s'étirer, remuer, faire circuler le sang, nourrir les disques intervertébraux, irriguer le cerveau engourdi... ou aller chercher un petit café à la machine.

NOUVELLES ATTITUDES

On ne verra plus le pool de dactylos, jeunes ouvrières enchaînées à la feuille blanche et au cliquet du chariot. Seul dans son enclos cubique, ou isolé dans un espace décloisonné, à tous les échelons, chacun devient autonome. Relié à tout et à tous par écran interposé, le travailleur moderne se déplace de moins en moins. Mais il a besoin de bouger.

Les techniques les plus avancées ont permis de mettre au point des sièges qui favorisent de nouvelles attitudes, mais comme le remarque un spécialiste français de la marque américaine Herman Miller : « Aux États-Unis, les pieds sur le bureau, le clavier sur les cuisses, ça passe très bien. Ce qui compte, c'est le résultat. En Europe du Nord, on se soucie aussi du confort réel. Dans les pays latins, en revanche, on a la culture de l'effort et, pourquoi pas, jusqu'à une certaine souffrance. On

n'est pas au boulot pour se sentir bien. D'où la difficulté à penser en priorité à la commodité, à la mobilité, à la souplesse. À investir dans le matériel le plus proche du corps humain, le siège. »

Les médecins du travail le savent bien : avoir mal au dos, ou en avoir plein le dos, c'est, à des degrés divers, la conséquence des mal-assis. Nul besoin de faire appel aux psychologues du dimanche pour déviner que l'hostilité déployée à l'égard de cet « outil » exprime aussi indirectement la plus ou moins grande satisfaction que l'on a de son rôle dans l'entreprise. Quoi de plus naturel que de désigner le meuble, de placer le « siège » de la souffrance à l'extérieur de soi ? Celui qui ose signaler sa détresse physique réclame un regard compatissant de l'employeur et, à travers des considérations apparemment techniques, exprime un climat psychologique et une appréciation du partage des tâches.

Reste une réalité physiologique, à l'origine de véritables maladies professionnelles, et donc d'absentéisme : dans une entreprise équipée de fauteuils identiques pour tous qui enquêtait récemment auprès du personnel, on notait plus du quart des employés candidats à un siège mieux adapté. Cette in-



Présenté ici en position relax, le siège Aeron (Bill Stumpf pour Herman Miller) suit les mouvements du corps.

jonction qui accompagne toute l'éducation de l'enfant, « tiens-toi droit », c'est au fauteuil que désormais on l'adresse inconsciemment : tiens-toi droit. Pour encourager le dos, compenser la charge des responsabilités « morales » et des pressions physiques qu'il exerce sur cet outillage subtil qui tient le tout : la colonne vertébrale.

Car s'asseoir n'est pas de tout re-

pos... sauf pour ceux qui étaient contraints à la position verticale toute la journée et qui aspiraient à se poser de temps en temps. Les ergonomes le savent qui ont multiplié depuis une vingtaine d'années des analyses sophistiquées : la pression sur la colonne vertébrale double en position assise ; la circulation sanguine est freinée, si les genoux sont trop bas, si les pieds ne sont pas surélevés ; l'estomac

est comprimé si le corps reste penché vers l'avant. Et, pour tout arranger, celui qui respecte la bonne distance vis-à-vis de l'écran, placé à hauteur des yeux, et pose les avant-bras à plat au niveau du clavier ressent au bout d'un moment dans la nuque et les épaules l'effort de concentration visuelle et la finitude de son corps.

Des normes ont été édictées par une directive européenne publiée en 1990 : en France, où l'on dénombre déjà, en 1993, sept millions de travailleurs à l'écran, principalement dans le secteur tertiaire, un décret s'applique en principe depuis le 1^{er} janvier 1997.

Pour le siège, selon la directive, le dossier doit être réglable séparément, et dissocier l'assise. On considère aussi qu'il doit être assez haut pour tenir tout le dos, accompagner les mouvements et les favoriser.

Égalité n'est pas équité : l'affaire se complique, car chaque personne assise est un cas particulier. Cent ans après l'invention (un brevet américain bien sûr) du siège de dactylo, véritable accessoire de contention pour un corps mécanique, réglable en hauteur mais réduit strictement à une galette dure et à un minuscule dossier. Il est admis, aujourd'hui, que la distribution des sièges ne doit pas ressembler à un tableau d'honneur ou à une cartographie de la situation hiérarchique.

Le temps des chaises à minima pour les petites secrétaires et des Pullman à haut dossier pour les dirigeants est révolu : la recherche de l'efficacité encourage une démocratisation des formes, mais la symbolique est forte et, si l'on y tient, on pourra encore distribuer des bons points en départageant cuir et tissu.

Michèle Champenois

A chacun selon sa position

LES ERGONOMES ont découvert, finalement, que l'homme moyen n'existe pas. Aujourd'hui, ils s'accrochent pour déclarer : un bon fauteuil est celui qui se règle, la bonne posture est celle qui permet le mouvement. Les fabricants ont mis au point, sous des appellations diverses - « action », « synchro-actif », des méthodes facilitant cette « position active dynamique ».

Restera à convaincre les responsables des achats dans les sociétés, réticents devant le prix de ces avancées technologiques (de 3 000 francs à plus de 6 000 francs hors taxes, avant une négociation qui peut conduire à un rabais de moitié sur la commande finale). Si la part du siège dans le coût d'un poste de travail (de 8 000 à 15 000 francs en aménagement isolé, de 20 000 à 35 000 francs s'il comprend les cloisons et annexes) augmente, il est encore rare que cet investissement soit considéré comme essentiel pour le confort des employés, leur santé, et donc la santé de l'entreprise. Pourtant, c'est de lui, et non du

plan de travail (qui normalement devrait aussi être réglable en hauteur), que le progrès peut venir.

Les techniques sont au point : réglages séparés et facilement accessibles pour la hauteur de l'assise, mais aussi celle du dossier, et parfois des accoudoirs. Les designers ont trouvé le moyen de surmonter les contradictions : souple et tenu, un dossier performant sait s'incliner assez et résister suffisamment. Certains sièges interdisent subrepticement de se poster en équilibre sur le bord de l'assise, réflexe dangereux qui écrase les lombaires.

Tous, avec leurs cinq roulettes, et bon plus qu'un, empêchent la chute de l'imprudent qui voudrait se projeter vers l'arrière. Sur les meilleurs modèles, le pivot de l'assise est décalé pour qu'en basculant vers l'arrière le corps conserve le bon angle. Un angle légèrement ouvert entre les jambes et le bassin. Et il y a même des modèles qui accompagnent (de cinq à dix degrés) le buste quand il se penche vers l'avant.

Certains proposent aussi une vis qui permet de régler la consistance du dossier à l'utilisateur, comme le siège Comforto, conçu par Simon Dessanta pour le groupe Haworth.



Fauteuil de bureau T-Chair (Antonio Citterio pour Vitra).



Modèle Comforto 50 (Simon Dessanta pour Haworth).

La plupart cherchent à camoufler la technique et obtiennent des formes très similaires d'une marque à l'autre.

Pourtant, les designers ont beaucoup planché sur cet élément important du mobilier de bureau. Chez Vitra, le fabricant installé à la frontière germano-suisse, on a fait appel à des Italiens aux compétences reconnues comme Alberto Meda ou Mario Bellini, pour produire des modèles qui soient à la fois des outils technologiques et de belles pièces, comme par exemple la collection T-Chair signée Antonio Citterio.

Après la période « coques de plastique moulé » des années 70, la ligne esthétique actuelle varie selon que la technique se montre ou se dissimule. Beaucoup de sièges cachent leurs articulations et leurs manettes et présentent un galbe qui résume l'ensemble. Beaucoup continuent de s'habiller de tissus solides, résistants, rugueux parfois, d'autres de jersies plus doux, plus chaleureux, le plus souvent de couleur unie. Le bon ton exerce son empire, la fantaisie est mal perçue.

En revanche, la dernière création de la firme américaine Herman Miller, le siège Aeron, se distingue par une présentation hyper-technique qui révèle les rouages et la marche à suivre.

Franchise accentuée par l'emploi d'une maille tissée de trois fils différents, une résille conçue pour s'assouplir juste ce qu'il faut et maintenir le corps à sa juste place.

Lauréat de nombreux prix, la création des designers Bill Stumpf et Don Chaffwick a été commercialisée par le constructeur du Michigan qui exporte dans le monde entier ce nouveau modèle dans trois dimensions standards, pour répondre correctement à des morphologies variées, celle du jeune cadre japonais ou celle du grand costaud anglo-saxon. A un prix unique, celui de la Rolls du fauteuil de bureau, qui s'affiche au catalogue comme le plus élevé du marché : 6 700 francs hors taxes, toutes options comprises. Mais avant négociation.

M. Ch.



Eau de soie à la japonaise

Silhouetté et fleur par Serge Lutens de « pivoine mouillée », façonné par Saint-Gobain, le flacon rouge au bouchon balle semble surgir calmement au milieu des pots verts et bleus de la décennie hygiéniste. Eudermine (« bon pour la peau », en grec), tel est le nom de cette essence revitalisante, créée en 1897. Formule et packaging ont été revus à l'occasion du centième anniversaire de Shiseido, le numéro quatre mondial de l'industrie des cosmétiques, premier au Japon avec un chiffre d'affaires de 29,5 milliards de francs.

Couleur pourpre à l'origine, cette « lotion supérieure » s'est éclaircie jusqu'à la transparence, enrichie de TMG (thyméthyl glycine) : « Une eau de soin pour eau de soie », résume Serge Lutens, à qui la société nipponne a confié son

Ses gelées symbolistes sont devenues des icônes, figures sacrées d'un rite mauve et noir dont il a le secret. Shiseido sait nimer le marketing de magie. Au Japon, le flacon d'origine a été réédité cette année en série limitée : 130 000 ont été vendus en trois mois. Au cœur de cette société de 24 500 personnes, la beauté est un cérémonial chiffré, dont le premier succès, le lancement de la première pâte dentifrice au Japon en 1888, s'est étendu à une multitude de produits et de services : riz anti-allergique, assurances, pilules diététiques, site Internet, restaurants (10 au total), boutiques de mode (44), musées et galeries (4), magazine culturel, parfums d'ambiance pour dormir, revêtement de mur dont la couleur change avec la lumière, etc. Design et recherche hypoallergénique (sept ans de réflexion avant de proposer la ligne de soins Benefiance) y célèbrent leurs noces à tendance new age. Dès 1872, la pharmacie Fukuhara - première

de style occidental au Japon - proposait des produits sur mesure. C'est en octobre que sortira Fragrance relaxante, aux vertus antistress, pour « l'harmonie du corps et de l'esprit ». Le nom de Shiseido rime avec un arbre généalogique séculaire, où fleurit le nom d'une dynastie de voyageurs francophiles, Arimura, Yoshin, Shinzo, Roko et Yoshiharu, l'actuel président, qui collectionne dans son jardin secret des orchidées aux nuances inspiratrices. « Richness in all : tout dans le luxe », tel était le slogan choisi par Shinzo Fukuhara, peintre-photographe globe-trotter, qui n'hésita pas à faire dessiner la maison de son père par Frank Lloyd Wright, à s'offrir des Monet, Cézanne, Van Gogh. Il manquait donc

une couronne à ces samouraïs apothicaires. Lancé dans une course à la mondialisation, Shiseido s'offre un mois au Louvre et célèbre, à travers l'exposition « Paris-Tokyo-Paris », les influences réciproques des deux pays, évoquées à travers la collection du Musée Shiseido et du Musée des arts décoratifs sous la direction de Marie-Claude Beaud, conservatrice de l'Institution parisienne. Affiches, objets, estampes, poudres, flacons y racontent l'épopée de l'ombre et du sabre.

Laurence Benaim

* Eudermine 125 ml, 270 F. Exposition « Paris-Tokyo-Paris », Shiseido 1897-1997 la beauté, jusqu'au 22 octobre. Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, 111, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 01-44-55-57-50. Adresse Internet : www/ucad.

FUTONS OMOTÉ

Dormez zen.

3990F

OMOTÉ. UN ETAT D'ESPRIT

MOBECO

27, rue de Valenciennes 95017 Nogent-sur-Marne

01 42 03 71 00 - 71 7

DETAILLANT GROSSISTE

YEND AUX PARTICULIERS

MATELAS & SOMMIERS

MATÉLAS, SALONS, CLIC-CLAC

MOBECO

01 42 03 71 00 - 71 7

LA SEULE LUNETTE SUR MESURE

CONÇUE PAR OPTICATEUR

EYEMETRICS

EXCLUSIVITE

5, RUE DE CASTIGLIONE

PLACE VENDÔME

75001 PARIS

Tél. 01 42 60 63 64

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix.

Que des bijoux exceptionnels !

Tous bijoux or toutes pierres précieuses, diamants, émeraudes, saphirs.

ACHAT - ECHANGE BIJOUX

PERRON OPIÈRE

Angle boulevard des Italiens

4, rue Chausson d'Antin

de Paris à l'Est

27, avenue Victor Hugo.

Autre grand choix.

Chaque semaine

retrouvez la rubrique

ESPAGNE BOULEVARD

Renseignements

01 42 17 39 41

01 42 17 39 25

L'été s'installe durablement

L'ÉTÉ S'INCROUTE. avec ce vaste anticyclone centré sur les îles Britanniques qui reste vissé et s'étend jusqu'au sud du pays. Il repousse les perturbations venant de l'Atlantique et engendre samedi sur la France un petit flux d'est, un temps sec et ensoleillé, relativement frais le matin et chaud l'après-midi. Et cela va durer !

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Toujours beau. Le matin, prévoir de petites brumes et des températures douces près de la mer, avec 12 à 15 degrés, et plus fraîches dans les terres avec 6 à 11 degrés. L'après-midi, il fera 19 à 23 degrés près de la Manche, et 24 à 27 degrés ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Un soleil radieux et un ciel limpide suivront la dissipation des brouillards. Au petit matin, il fera de 1 à 3 degrés sur les Ardennes, et pas en dessous de 10 à 12 degrés près de la mer et à Paris. On atteindra 20 à 27 degrés dans l'après-midi.

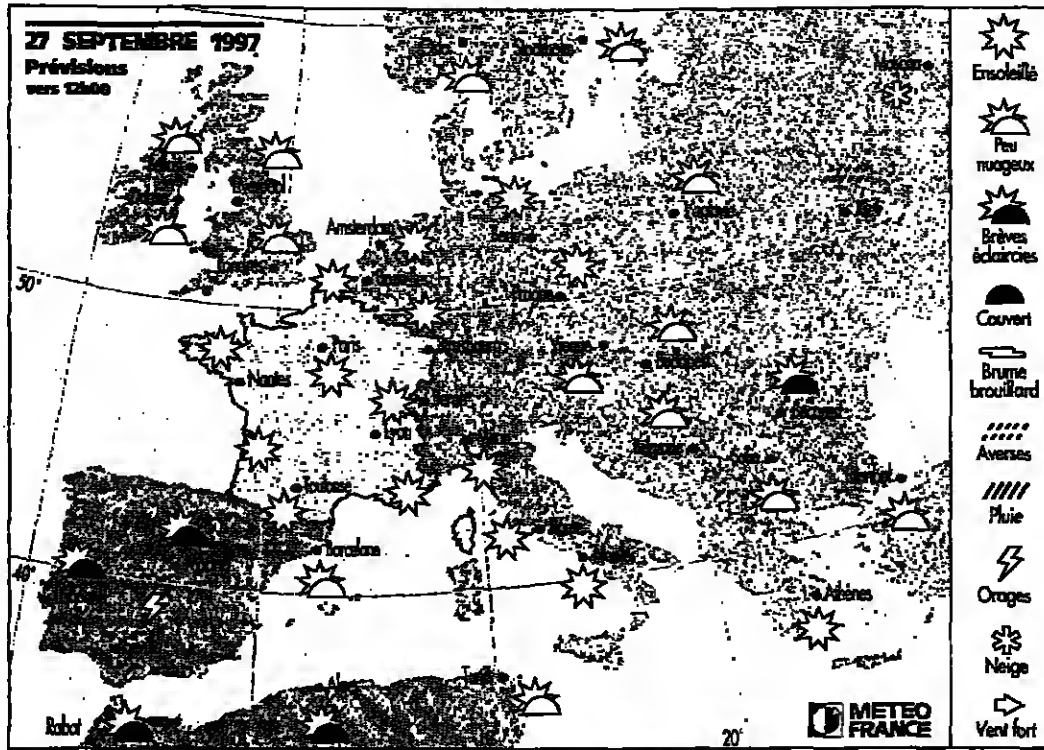
Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Après la dissipation des brouillards, le ciel devient bleu et très clair. Il fait 5 à 10 degrés le matin. L'après-midi, le soleil réchauffe l'atmosphère jusqu'à 22 à 25 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La journée sera belle, on ne verra que quelques cumulus sur le relief pyrénéen et un léger voile de nuages ailleurs. Il fera 10 à 14 degrés le matin, 13 à 16 degrés près de la mer. Et on atteindra 25 à 30 degrés dans l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Exceptés les brouillards sur le relief l'après-midi, il y a que le soleil à signaler. Il fera frais le matin, avec 2 à 4 degrés dans le Massif central, et jusqu'à 24 à 29 degrés l'après-midi.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les quelques entrées maritimes sur le Langue-doc-Roussillon en début de matinée se dissipent vite. Puis le soleil règne en maître. Il fera au petit matin de 11 à 16 degrés et de 24 à 29 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

MAURICE. Air Mauritius ouvre un sixième vol hebdomadaire entre Paris et l'aéroport de l'île Maurice, dans l'océan Indien, à partir du samedi 1^{er} novembre. Ces vols, non-stop, partent de Roissy les lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche, les retours de l'aéroport de Plaisance ayant lieu tous les jours sauf le mardi.

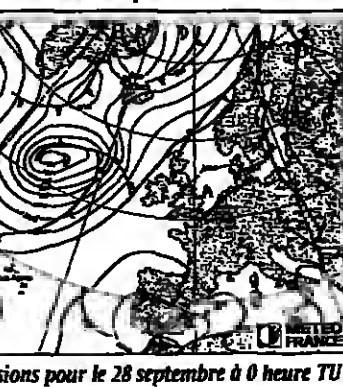
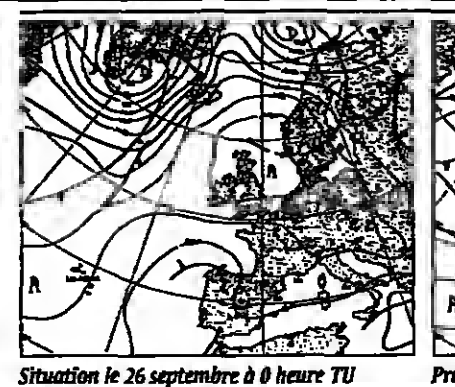
FRANCE. Air Liberté et TAT, deux filiales françaises de British Airways qui seront réunies sous la marque commerciale Air Liberté à partir du 25 octobre, ont signé des accords avec cinq compagnies régionales : Air Toulouse, Flandre Air, Air Normandie, Regional Airlines et Air Littoral. Ces accords vont permettre de proposer 2 000 vols par semaine cet hiver contre 1 200 actuellement. Ils s'ajoutent au contrat signé avec American Airlines pour les vols transatlantiques.

PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel : S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; N : neige.

FRANCE métropolitaine	12/25 S	NANCY	5/24 S	AMSTERDAM	11/15 C	VIENNE	12/23 S	LE CAIRE	23/33 S
ALGER	12/25 S	NANTES	14/27 S	ATHÈNES	17/22 S	VIENNE	12/23 S	MARRAKECH	16/21 S
BIARRITZ	16/25 S	NICE	16/24 S	BARCELONE	18/24 N	BRASILIA	20/27 P	NAIROBI	13/27 S
BORDEAUX	12/25 S	PARIS	9/25 S	BELFAST	11/16 C	BUEENOS AIRS	9/18 N	PRETORIA	14/30 S
BOURGES	8/25 S	PAU	14/26 S	BELGRADE	9/21 N	CARACAS	25/32 N	TUNIS	17/22 N
BREST	13/23 S	PERPIGNAN	13/23 S	BERLIN	9/17 S	CHICAGO	12/23 C	18/25 N	
CAEN	14/24 S	RENNES	10/26 S	BRUXELLES	8/21 C	OSLO	12/23 C	ASSIS-OCÉANIE	
CHERBOURG	8/23 S	ST-ETIENNE	8/26 S	BUCAREST	6/23 N	LOS ANGELES	21/29 S	BANGKOK	27/32 P
CLEMONT-F.	8/27 S	STRASBOURG	6/24 S	BUDAPEST	9/20 N	MEXICO	12/18 P	DIJAKART	26/33 P
DIJON	8/24 S	TOULOUSE	12/28 S	COPENHAGUE	9/15 C	MONTREAL	9/16 S	DUBAI	27/38 S
GRENOBLE	11/26 S	TOURS	9/27 S	DUBLIN	11/16 C	NEW YORK	17/27 S	HANOI	21/23 C
LILLE	10/23 S	FRANCE outre-mer		FRANCORT	11/16 C	SAN FRANCISCO	17/28 S	HONGKONG	22/27 C
UMOGES	14/27 S	CAYENNE	22/32 S	GENÈVE	12/21 C	SANTIAGO	13/16 P	JERUSALEM	22/28 S
LYON	15/26 S	HAÏTI	25/30 N	HELSINKI	4/11 N	SEVILLE	7/16 S	NEW DEHLI	23/26 S
MARSEILLE	15/26 S	NOUMEA	19/25 S	ISTANBUL	13/18 N	ST-PETERSBURG	8/11 P	AFRIQUE	9/21 S
						STOCKHOLM	12/23 S	SEUL	14/20 P
						TENERIFE	27/31 N	SINGAPOUR	28/30 P
						VARSOVIE	7/12 S	SYDNEY	13/22 S
								TOKYO	17/24 C

8/11 P	VENISE	12/23 S	LE CAIRE	23/33 S
17/24 N	VIENNE	9/18 N	MARRAKECH	16/21 S
11/17 S	AMSTERDAM	20/27 P	NAIROBI	13/27 S
12/19 N	BRASILIA	9/18 N	PRETORIA	14/30 S
12/22 C	BUEENOS AIRS	25/32 N	TUNIS	17/22 N
14/24 N	CARACAS	12/23 C	ASSIS-OCÉANIE	
15/26 S	CHICAGO	21/29 S	BANGKOK	27/32 P
3/5 *	OSLO	12/18 P	DIJAKART	26/33 P
5/20 C	LOS ANGELES	9/16 S	DUBAI	27/38 S
15/23 S	MEXICO	17/27 S	HANOI	21/23 C
7/16 N	MONTREAL	13/16 P	HONGKONG	22/27 C
17/27 S	NEW YORK	13/16 P	JERUSALEM	22/28 S
7/16 C	SAN FRANCISCO	9/23 S	NEW DEHLI	23/26 S
12/24 S	SANTIAGO	20/30 N	SEUL	14/20 P
12/24 S	SANTIAGO	27/31 N	SINGAPOUR	28/30 P
7/16 S	SEVILLE	20/33 S	SYDNEY	13/22 S
8/11 P	ST-PETERSBURG		TOKYO	17/24 C
12/23 S	STOCKHOLM			
12/21 C	TENERIFE			
13/18 N	VARSOVIE			



TECHNOLOGIE

Les éditeurs de logiciels lancent un ultimatum aux pirates informatiques

DEUX MOIS, pas un de plus. Tel est l'ultime sursis accordé par les membres de la Business Software Alliance (BSA), l'association de lutte contre le piratage, dont la branche française regroupe une quinzaine d'éditeurs de logiciels. L'avertissement s'adresse aux entreprises, et plus particulièrement aux PME-PMI, professions libérales comprises. Pour l'instant, les particuliers restent en dehors du collimateur de la BSA. Mais, pour les entreprises, l'heure a sonné. Les dirigeants peuvent néanmoins profiter du dernier « cadeau » des éditeurs.

Entre le 15 octobre et le 15 décembre, la BSA offre la possibilité d'adhérer au « programme de mise en conformité volontaire ». Pour en profiter, il suffit de remplir un formulaire, dont l'association s'apprête à diffuser 120 000 exemplaires, et le renvoyer, accompagné des factures des logiciels éventuellement régulés.

« En contrepartie, les éditeurs s'engagent à ne pas effectuer aucune poursuite judiciaire en réparation de la violation de leurs droits d'auteur », déclare la BSA. Les coupables ainsi graciés se mettront à l'abri des

contrôles qui, après le 15 décembre, « seront effectués avec une sévérité d'autant plus accrue que les entreprises auront eu cette occasion unique de mettre leurs logiciels en conformité avec la loi ».

Cette action est l'opération lancée par l'association en septembre 1996 (Le Monde du 16 septembre 1996) pour contrôler 10 000 PME-PMI choisies au hasard. Depuis le mois de janvier, pas moins de 1 143 actions judiciaires ont sanctionné cette vague de vérifications sans précédent en France. Selon la BSA, la fermeture nouvelle des éditeurs est à l'origine de la baisse de 7 % du taux de piratage des logiciels en France. Ce dernier est en effet passé de 51 % en 1995 à 44 % en 1996.

Dans les PME-PMI, une enquête Sofres auprès de 2 000 entreprises françaises a conclu à un taux de 58 % pour 1996. D'où la priorité donnée à cette catégorie dans les actions de la BSA.

« Après deux années d'éducation, nous estimons que plus personne ne peut se réfugier derrière l'ignorance », déclare Philippe Maros, porte-parole de la BSA et directeur général de l'éditeur Claris France.

De quoi alimenter les plaidoiries du cabinet d'avocats August & Debouzy qui défend les intérêts de l'association.

Néanmoins, si les efforts des éditeurs en matière d'information sont indéniables, ils ne s'accompagnent pas d'une simplification des procédures d'acquisition des logiciels. Certaines pratiques commerciales, comme la vente groupée (bundle, en anglais), masquent le coût des logiciels derrière celui du matériel.

La stratégie des éditeurs, qui publient des versions successives de leurs produits à un rythme effréné, complique la gestion de l'information dans l'entreprise et favorise sans doute le piratage.

Enfin, le procédé des licences vendues pour des utilisateurs ne se révèle pas toujours transparent à l'usage. Certains contrats autorisent l'emploi chez soi d'un programme exploité sur le lieu de travail. D'autres l'interdisent. A côté

des manœuvres délibérément frauduleuses, il reste difficile de maîtriser totalement le sujet.

Le manque à gagner est tel qu'il justifie la sévérité aux yeux des éditeurs. En France, leurs pertes atteindraient 2,4 milliards de francs, selon la BSA. Pour l'Europe occidentale, le chiffre est le même... mais en dollars cette fois, soit 15 milliards de francs. Avec le plus faible taux de piratage (28 %), l'Amérique du Nord affiche la même perte en valeur (16 milliards de francs) en raison de l'importance de son marché. La zone Asie-Pacifique, quant à elle, détient le record avec 22 milliards de francs de pertes, dont 7 milliards pour le seul Japon.

Avec 44 % de logiciels piratés, la France reste dans le haut du classement des pays qui pratiquent le plus la copie illégale de logiciels, selon les statistiques publiées par la BSA. Loin devant les Etats-Unis (27 %) et encore assez éloignée des bons Européens : la Grande-Bretagne (34 %), le Danemark (35 %) et l'Allemagne (36 %). Le goût du piratage semblait augmenter dans les pays du Sud qui caracolent en tête des statistiques. Au point de

former un quart surnommé méchamment « Pigs » (les porcs, en anglais) par la BSA pour désigner le Portugal (53 %), l'Italie (56 %), la Grèce (78 %, le record continental, en augmentation de 8 % sur 1995) et l'Espagne (65 %). Exception nordique, l'Irlande joue dans la même catégorie avec 70 % de piratage.

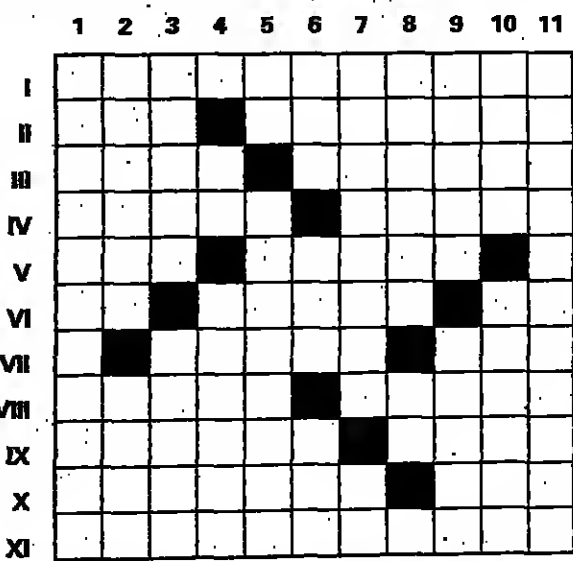
Si désoleants soient-ils, ces résultats n'ont rien de comparable avec ceux d'autres régions du monde : la CEI atteint une moyenne de 95 % (+1 % par rapport à 1995). Hors Russie (91 %), le Salvador tient la corde en Amérique latine, avec 92 %, tandis que le Vietnam (99 %) et l'Indonésie (97 %) restent indigables en Asie. Les pays les plus pauvres engendrent donc un grand nombre de pirates, mais, au Moyen-Orient le sultanat d'Oman (95 %) cède aux effets pervers de cette tentation, de même que Bahreïn (90 %). En revanche, l'Afrique du Sud se distingue (49 %). La BSA ne cite pas les résultats des autres pays africains, le taux de piratage n'ayant pas de sens dans des marchés qui n'existent malheureusement pas encore.

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97211

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, 10000 SOS (2,23 Fin).



HORIZONTELEMENT
I. Qui a des problèmes de soufflerie. - II. Son homme est un spécialiste. Pain italien. - III. Ruminant sauvage. Prêt à se manifester. - IV. Fournisseur de couettes. Maîtriser au mieux. - V. Patronne. Se mettra en mouvement. - VI. Boot de fer. Princes arabes. Dans l'effort. - VII. Abaisse les voiles. Conserve sons et images. - VIII. Faire barrage. Exprime avec force quand il est bien. - IX. Pré les bonnes mesures. Mesure royale. - X. Creusés à

l'extrême. Annonce la sortie. - XI. Baisses de régime et des performances.
VERTICALEMENT
1. Les premières près de la sortie. - 2. Qu'elle soit blanche ou noire, elle est odieuse. S'ajoute pour mettre en rang. - 3. Cours du soir. Passé et dépassé. - 4. Note. Dégraisé et retourné. - 5. Prises d'otage. Travaillerais pour des haricots. - 6. Surveillance les pavillons. Boisson anglaise. Un peu de technique. - 7. Prendras

conscience. Personnel. - 8. Résultats de manipulations chimiques. Voyelle doublée. - 9. Réduits. Fait circuler l'information. - 10. Dessinateur satirique. Un ensemble complet. - 11. Là-dessus, mais il faut être sûr.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97210

HORIZONTELEMENT
1. Avant-scènes. - II. Vipère. Note. - III. Avocats. Nom. - IV. Nil. Moab. Na. - V. Tels. Nure (urne). - VI. Prout. Répét. - VII. Nain. Fim. - VIII. Oc. Troc. Sec. - IX. Pou. Epais. - X. Ours. Alsace. - XI. Spéculation.
VERTICALEMENT
1. Avant-propos. - 2. Vivier. Coup. - 3. Apollon. Ure. - 4. Nec. Suft. Sc. - 5. Tram. Tre. - 6. Sétou. Nopal. - 7. Saur. Cala. - 8. En. Bref. Ist. - 9. Non. Epais. - 10. Eton. Uesco. - 11. Sémanticien.

PHILATÉLIE

Chardin, et le voiturier de marée de Boulogne

DEUX TIMBRES seront mis en vente dans les bureaux de poste, lundi 29 septembre : l'un, à 6,70 F, représente une nature morte d'après Chardin, *Roisins et Grenades*, peinte en 1763 ; l'autre, à 3 F, un voiturier de marée du port de Boulogne.

Chardin (1699-1779) est pour la troisième fois honoré par un timbre français. Étaient déjà parus, en 1946, *Le Cachet de cire d'après le tableau Une femme occupée à cacher une lettre*, et, en 1956, *Portrait de Chardin à l'habit-jour*. Cette nouvelle émission suscite une polémique, Pierrette Lambert, qui a dessiné le timbre, estimant que son travail a été dénaturé par La Poste. Mis en page par Aurélie Baras, ce timbre est imprimé en héliogravure en feuilles de trente. Une quinzaine d'administrations postales ont déjà des émissions de timbres à Chardin : les Etats-Unis, *L'Enfant au taton* (1974), le Ghana, *La Bou-*



teille de savon (1995), Sainte-Lucie, *La Fillette au volant* (1979), le Yémen, *Le Châtaî de cortis* (1968).

Les voituriers de marée, appelés aussi chasse-marée, trans-

portaient, de Normandie et de Picardie, le poisson frais vers l'intérieur du pays. Au siècle dernier, le voiturier de marée accomplissait le trajet Boulogne-Paris en seize heures. Le timbre, dessiné et gravé par Pierre Forget, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

* Chardin : vente « premier jour » à Paris, les 27 et 28 septembre, au Musée de La Poste, 34, bd de Vaugirard, 15^e. Présence d'Aurélien Baras le 28, de 10 heures à 12 heures.
* Voiturier de marée : vente « premier jour » à Boulogne-sur-Mer, les 26, 27 et 28 septembre, à l'hôtel de ville (souvenirs philatéliques transportés par chasse-marée : M. Bastien, 5, rue de Bernet, 62200 Boulogne-sur-Mer).

■ « MÉMOIRE DE TIMBRE-POSTE ». Le Musée de La Poste de Paris accueille, jusqu'au 31 octobre, deux expositions. « Mémoire de timbre-poste » présente 130 projets de timbres refusés et 40 maquettes originales acceptées de 1924 à 1939. « Quarante-cinq ans de passion » marque le 45^e anniversaire de l'Union des philatélistes des PTT, en regroupant les meilleures collections de ses membres. (Musée de La Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris. Ouverture tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 18 heures. Entrée : 25 F.)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 97 437. ISSN 0000-0000
Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gumbourg 93162 Ivry cedex
Président-directeur général : Dominique Auloy
Vice-président : Gérard Mordac
Directeur général adjoint : Stéphane Cornu
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75228 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-25
PRINTED IN FRANCE

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1997

MUSIQUE Amorcé en décembre 1996, l'hommage rendu par le Théâtre du Châtelet au compositeur hongrois György Ligeti continue au cours de la saison 1997-1998 avec

quatre concerts dirigés par Esa-Pekka Salonen (en septembre et en février). La version révisée de l'opéra *Le Grand Macabre*, créée l'été dernier au Festival de Salzbourg, fera égale-

ment l'objet d'une série de représentations au Châtelet en février 1998. Né en Transylvanie en 1923, le compositeur a quitté très tôt la Hongrie pour se réfugier en Allemagne,

où l'a accueilli Karlheinz Stockhausen. Installé à Vienne depuis 1959, de nationalité autrichienne, György Ligeti a été alors influencé par Pierre Boulez, Luciano Berio ou Mauricio

Kagel. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, György Ligeti défend l'édification de la recherche musicale, qu'il éclaira de son goût pour les sciences, naturelles, sociales et humaines.

György Ligeti, un homme de cœur qui conjugue la musique au présent

Dans un entretien au « Monde », le compositeur d'origine hongroise défend la recherche musicale d'avant-garde pourvu qu'elle favorise une relation vraie avec les interprètes et le public

« Le fait de quitter la Hongrie a été déterminant pour votre carrière de compositeur. Vous est-il arrivé d'imaginer quelle musique vous auriez écrite en restant là-bas ?

— Oui, des pièces telles qu'*Appartitions* ou *Atmosphères*, conçues à l'origine puis à Vienne, témoignent de ma découverte de Karlheinz Stockhausen et de Pierre Boulez. Donc, ce que j'aurais fait sans ces influences, en restant à Budapest, aurait bien entendu été différent. Mais pas énormément car, dès l'été 1956, avant de partir de Hongrie, j'avais écrit *Visions*, une pièce pour orchestre qui correspond au premier mouvement d'*Appartitions* en plus primitif. Ce goût des clusters chromatiques et des textures très denses constituait déjà une marque personnelle. Mon développement en Hongrie aurait peut-être été semblable mais plus long, comme ce fut le cas pour György Kurtág, dont je me sentais très proche.

— Ressentez-vous malgré tout une identité de Hongrois ?

— Ma langue maternelle est hongroise. Je n'éprouve aucun sentiment nationaliste. Je ne suis pas lié de manière patriotique à la Hongrie, mais j'y suis attaché par la langue, la poésie et la culture littéraire. Mais pour le reste la culture est européenne. Au Japon, en Indonésie, en Indonésie, il existe depuis des milliers d'années une grande culture autochtone. En Europe, seules les langues changent. La culture, c'est la technologie.

— Dans un article paru en 1985, vous prônez un modernisme d'aujourd'hui qui ne serait ni « rétro » par nostalgie de la tonalité ni académique par soumission à une avant-garde postmoderne figée. Un tel modernisme est-il encore d'actualité ?

— Oui, il se trouve toujours des compositeurs pour faire du Mahler ou du Vivaldi, ou même écrire des méditations sur des bases de Pérotin. Cependant, je ne pense pas qu'il soit bon de poursuivre une démarche avant-gardiste stricte. Sur un pied seulement ! Je déteste les partitions trop élaborées où il faut admirer l'écriture plus que la musique. Pour moi, la musique est un phénomène acoustique, et la partition ne sert qu'à communiquer avec les interprètes. Mon propre travail a naturellement évolué au cours des dix dernières années parce que j'ai notamment approfondi des connaissances dans les domaines scientifiques ou ethnomusicologiques qui constituent de longue date mes sources d'inspiration.

Cela dit, je suis un dilettante intéressé par toutes les sciences, naturelles, sociales et humaines. Comme une éponge, j'absorbe tout. Mais on ne peut pas considérer que je prends un modèle quel qu'il soit, biologique ou autre. Il en va ainsi, par exemple, d'une



György Ligeti.

branche des mathématiques qui définit des automates cellulaires dont les configurations se développent à la manière d'un organisme. Cette théorie m'intéresse mais pas pour une application directe.

— Où en êtes-vous dans l'alter-

native au système tempéré recherché depuis le début des années 80 ?

— J'ai envisagé la question bien avant, en particulier avec *Ramifications*. Le *Double Concerto* aussi est micro-tonal. J'ai beaucoup été influencé par Harry Partch il y a

vingt-cinq ans, lors d'un séjour en Californie, et j'ai même eu l'occasion de jouer sur ses instruments. Je cherche autant que possible à sortir de la division égale de l'octave en douze demi-tons, qui était utile au système tonal. Nous avons aujourd'hui d'autres possibilités, un continuum de couleurs ainsi que Ferruccio Busoni en avait rêvé.

— Le *Double Concerto* pour violon est vraiment apparu comme une avancée dans cette direction, notamment avec l'usage des octaves et des flûtes à coulisse. Avez-vous le projet de prolonger une telle expérience ?

— Sans aucun doute en musique de chambre. Dans ma *Sonata* pour alto créée par Tabia Zimmermann, il y a un premier mouvement — que j'ai composé le cœur battant — où sont prescrites différentes déviations micro-tonales correspondant au spectre harmonique naturel.

— Le premier mouvement est, par exemple, conçu à partir des harmoniques de *fa*, mais l'alto ne possède pas de corde de *fa*. Il faut donc produire les harmoniques de *fa* en jouant normalement sur la corde de *do*, et en contrôlant la justesse de l'intonation à l'oreille ; on opère en quelque sorte à partir de cordes imaginaires. J'aimerais étendre ces expériences au quatuor.

— Vous venez d'achever une refonte importante du *Grand Macabre*, présentée l'été dernier au Festival de Salzbourg et visible à Paris en février prochain. L'opéra, genre honni il y a vingt ans, attire de nouveau les compositeurs. Est-ce le moyen

pour eux d'avoir une fonction sociale plus évidente ?

— Je ne crois pas. La fonction sociale est quelque chose que je ne me représente pas. Tout ce que je pourrais penser ne serait jamais qu'illusion. La réalité de la société n'est absolument pas influençable par ce que je pense. C'est pourquoi je m'écarte de toutes les utopies. Je ne crois pas qu'un artiste crée en se demandant si on a besoin de lui ou non. Moi, je crée parce que j'ai besoin de le faire.

— Dans un entretien avec Cytus Gottwald, vous avez déclaré, il y a dix ans, qu'il était « naturel qu'une génération soit hostile aux pères et se rapproche des grands-pères ». Vous semblez faire aujourd'hui l'humanité auprès de jeunes compositeurs d'horizons très différents. Est-ce à dire, sans manque de respect, que vous figurez dès lors parmi les « grands-pères » ?

— Je suis aujourd'hui un vieux monsieur, mais j'ai conservé intacte une forme de curiosité. Je ne me suis pas engagé dans la direction qui consiste à cultiver sa propre grandeur comme certains cultivent leur style. Je ne suis jamais content de ce que j'ai fait. Je cherche toujours.

— Se remettre régulièrement en question comporte une grande part de risque.

— Sans risque, on n'aboutit à rien ; on reste dans la médiocrité. Quand je suis parti de Hongrie, je n'avais aucune idée de ce qui allait se passer ; peut-être allait-on me fusiller à la frontière...

Propos recueillis par Pierre Gervasoni

Biographie

● 1923. Naissance le 28 mai à Dicsőszentmárton (Transylvanie) de György Ligeti. Études de composition avec Ferenc Farkas (1941-1943) au conservatoire local.

● 1945-49. Perfectionnement à l'Académie Franz-Liszt de Budapest dans la classe de Sandor Veress.

● 1950-56. Enseigne l'harmonie et le contrepoint à l'Académie Franz-Liszt de Budapest.

● 1956. Fuit la Hongrie après le début de la révolution et se réfugie à Vienne puis à Cologne, où l'accueille Karlheinz Stockhausen.

● 1957-59. Travaille au Studio d'électronique de la radio de Cologne et rencontre Pierre Boulez, Luciano Berio et Mauricio Kagel.

● 1959. S'installe à Vienne et obtient la nationalité autrichienne en 1967.

● 1969-72. Participe aux cours d'été de Darmstadt.

● 1973-97. Partage son existence entre Hambourg (où il a enseigné de 1973 à 1989) et Vienne.

Sony réalise l'intégrale rêvée du compositeur

L'ENREGISTREMENT des pièces contemporaines constitue souvent l'unique référence accessible au public et joue ainsi un rôle essentiel dans la considération du compositeur. Laisser à la postérité un corpus gravé selon un idéal de fidélité artistique représente le rêve de tous les compositeurs. Il sera exaucé fin 1998 pour György Ligeti à l'occasion de ses soixante-quinze ans. A l'initiative de Vincent Meyer (président de l'Orchestre philharmonique de Londres), Sony aura alors publié un ensemble de douze CD aux allures d'édition « autorisée », placée sous la responsabilité du compositeur et du chef Esa-Pekka Salonen. Les six premiers volumes de cette quasi-in-

tégrale (seules certaines pièces de la période hongroise n'ont pas été retenues) sont déjà parus et donnent le ton d'une entreprise qui s'annonce avec minutie les œuvres de Ligeti dans chaque secteur en les accompagnant de savoureux inédits.

Aux côtés de solides versions des quatuors à cordes par les Arditti, on découvrira dans le premier volume une belle pièce de jeunesse (*Ballade* et *Danse* pour deux violons), d'essence magyare. Le deuxième CD, consacré à l'œuvre vocal et articulée autour de l'historique *Lux aeterna*, témoigne de la curiosité sensible de Ligeti. Le troisième, joyau de la collection, délivre un saut-conduit pour accéder à Ligeti. Les quinze

Etudes pour piano offrent à Pierre-Laurent Aimard une matière digne de son talent d'interprète-analyste. Le quatrième volume atteint une semblable réussite, pertinemment conduit par Esa-Pekka Salonen à partir des *Nonsense Madrigals*. Le cinquième et le sixième permettent une appréciation nuancée de pièces pour clavier en version originale (piano, clavier, orgue) et sous forme de transcriptions pour instruments mécaniques tels que l'orgue de barbarie de Pierre Chénier. Annoncé pour la fin de l'année, le prochain CD proposera une confrontation du Trio pour cor, violon et piano qui a amorcé le nouveau style défini par le compositeur au début des années 80 et des *Bagatelles*

pour quatuor à vent qui font de Ligeti le compositeur vivant le plus joué au monde.

P. Ge.

★ György Ligeti Edition, Sony Classical. Vol. 1 : *String Quartets and Duets*, Arditti String Quartet. 1 CD SK 62 306. Vol. 2 : *A Cappella Choral Works*, London Sinfonietta. Vol. 3 : *Voices*, Terry Edwards. 1 CD SK 62 305. Vol. 4 : *Works for Piano*, Pierre-Laurent Aimard. 1 CD SK 62 308. Vol. 5 : *Vocal Works*, The King's Singers, Philharmonia Orchestra, Esa-Pekka Salonen. 1 CD SK 62 311. Vol. 6 : *Mechanical Music*. 1 CD SK 62 310. Vol. 7 : *Keyboard Works*. 1 CD SK 62 307.

De l'art d'accommoder les partitions

Le cycle de concerts du Châtelet permet une utile confrontation entre les genres musicaux

LE DIALOGUE recherché entre les œuvres musicales au sein d'un même concert doit tenir compte de nombreuses contraintes techniques. Celle de l'effectif mobilisé a sans doute pesé sur la programmation conçue par Esa-Pekka Salonen pour mettre en perspective les principaux repères de la production de György Ligeti. Telle fut en tout cas l'impression déçagée par le premier des quatre rendez-vous fixés au Théâtre du Châtelet en décembre 1996. Le rapprochement du *Martyre de Saint-Sébastien* de Debussy et du *Requiem* de Ligeti ne saurait trouver d'autre justification que celle du recours commun à une masse chorale. Si la musique de Debussy illustre bien ici son époque et son pays, celle de Ligeti transcende les expériences de son temps. Pour réussir l'interprétation du *Requiem*, il faut posséder une large vision du XX^e siècle. Comme Salonen, chef d'orchestre aguerri au contact du répertoire contemporain et lui-même compositeur.

Le deuxième volet du panorama remplaça le faux ingénu Debussy par le vrai candide Mahler. La confrontation tourna court tant en raison du choix des pièces représentant Ligeti que par la faute d'une lecture intermittente de la

« Symphonie du compositeur autrichien. Fantaisie sur le contraste entre statisme et mobilité, *San Francisco Polyphony* conjugue savoureusement rigueur du procédé et caprice de son application. Tout comme le *Concerto pour violoncelle*, dont le babil parasitaire découle de l'incision puis de l'implosion d'un noyau figuré par une seule note. Dans les deux cas, la granulation du flux musical n'a que peu de rapport avec la nature expansive du maelström mahlerien !

HUÉS ET BRAVOS

La session de printemps dégagea, elle, d'instructives correspondances. La saveur épiciée des timbres et l'expérimentation d'esprit bon enfant, traits caractéristiques de Maurice Ravel dans *Ma mère l'Oye*, marquent également la conception hybride du *Concerto* pour violon, sans doute le plus impressionnant depuis celui « à la mémoire d'un ange » d'Alban Berg. Surtout dans l'interprétation exceptionnelle servie au Châtelet par Frank Peter Zimmermann, empreint de romantisme universel, et par le Philharmonia, toujours placé sous la baguette de Salonen, apte à sublimer en un éclair des polyphonies d'inspiration sub-saharienne

comme des procédés d'origine médiévale.

Après un face-à-face convenu entre *Ramifications* (où l'on constate que Ligeti se montrait plus soucieux de compromis en 1968 qu'aujourd'hui) et la *Musique pour cordes, percussions et cello* de Bela Bartók (référence pour la génération des Hongrois entrés en activité après 1945), c'est le Moyen Âge qui favorisa la réflexion la plus enrichissante au cours de l'ultime concert. Proposé sur un mode à la fois ludique et didactique par des Gothic Voices en grande forme, le florilège d'œuvres du XIV^e siècle censées avoir influencé Ligeti permit de vérifier que « *Guillaume de Machaut avait une oreille tout à fait particulière* », selon les termes d'un distingué Britannique affecté sur scène au commentaire des morceaux dans une atmosphère conviviale ! Le public a dû se persuader que celle de Ligeti n'était pas non plus banale pour ce qui concerne les *Aventures et Nouvelles Aventures* diffusées en écho aux pages de Machaut, Solage ou Grinace... Typique des expériences de théâtre musical conduites dans les années 60 et des recherches sur le langage effectuées alors, l'œuvre de Ligeti multiplie les insolites

modes de production du son, vocal ou instrumental. Un chanteur émet des phonèmes en se pinçant le nez ou amplifié ses hémorrhagies à l'aide d'un mégaphone pendant qu'un percussionniste déchire des feuilles de papier ou vide un plateau de tasses à café dans une poubelle... Cocktail détonnant de brutes et de bravos, l'accueil fut digne d'un programme conçu pour engendrer le débat. Parmi les spectateurs indignés, on crut reconnaître un jeune homme qui, avant le concert, rassurait sa compagne à propos de Ligeti : « La photo du compositeur montre bien que c'est un des rares contemporains à écrire avec son cœur... »

P. Ge.

★ Programme des concerts du Philharmonia Orchestra dirigé par Esa-Pekka Salonen au Châtelet. Le 28 septembre à 17 heures : Debussy, *La Mer*; Ligeti : *Double Concerto* pour flûte et hautbois ; *Mysteries of the Macabre*, Stravinskij ; *Petrouchka*. Le 29 septembre à 20 heures : Debussy, *Iberia*; Ligeti : *Concerto pour piano*; *Melodien*; Ravel : *Shéhérazade*; *La Valse*. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Dominique SYLVAIN

au Sentier des Halles

du 30 septembre au 18 octobre

loc. : 01 42 36 37 27

NB1 - High Resolution - Piano Solo

Le Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir 75002 Paris

MAIRIE DE PARIS

Alan Lomax, ou l'ethnomusicologie vécue comme un art

Une intégrale d'enregistrements collectés aux Etats-Unis

UN CASQUE d'écoute sur les oreilles, cheveux bruns, petite moustache et barbe bien taillée ; sur le visage rond du chercheur concentré, glisse l'expression du plaisir : Alan Lomax, fils de John Avery Lomax, qui avait enregistré, sur cylindre et en 1910, la première version de *Stagger Lee*, un classique du folk, est un fou de musique. La photographie de cet ange poupon de l'ethnomusicologie américaine, prise en Virginie en 1959, revient en l'édition sur les pochettes de la série « The Alan Lomax Collection », tentative raisonnée d'édition des enregistrements collectés par cette personnalité hors pair née le 31 janvier 1915.

Dès 1933, Alan Lomax bat la campagne avec son père, sous l'égide de la Bibliothèque du Congrès, qui confiera à ce dernier la direction de ses archives folkloriques. Ils déboulent dans le Mississippi le futur Muddy Waters et dans un pénitencier de Louisiane, Leadbelly. Le fils prend son autonomie : en 1938, il enregistre des heures de conversations avec le pianiste Jelly Roll Morton - il rédigera sa biographie publiée en France chez Gallimard -, en 1940, il repère Woody Guthrie dans une soirée de soutien aux paysans de l'Oklahoma victimes de la sécheresse. A la mort de son père, en 1948, Alan Lomax part enregistrer en Europe (Espagne, Angleterre...) avant de revenir aux Etats-Unis alors que le mouvement folk est en plein essor. Avec Guthrie, il fonde une organisation progressiste, People's Songs Inc. En 1962, il sillonne le bassin caribéen, rapportant des témoignages musicaux d'une myriade d'îles.

Homme de terrain, documenta-

liste de toutes les expressions des folklores du monde, bien avant que le terme *world music* ne devienne une expression générique, Alan Lomax est un « scientifique », un artiste, un combattant de l'égalité des droits. Il enregistre des gens, artistes non professionnels pour la plupart, avec qui il a vécu, beaucoup parlé. Avant d'enclencher son magnétophone, il s'immerge dans leur quotidien avec autant d'attention pour ce qu'ils sont que pour ce qu'ils chantent ou jouent. Au-delà de leur immense intérêt comme archives, les enregistrements que Lomax a collectés depuis plus de soixante ans respirent cette complexité.

LE RANDONNEUR

Dispersés sur de nombreuses compagnies discographiques, ces documents sont parvenus jusqu'à aujourd'hui en suivant les évolutions des techniques. Dans les années 30, avec son père, il enregistre en gravure directe sur cylindre avant le transfert sur support 78 tours. Le disque 33 tours longue durée permettra de rassembler des faces épaisses. Les premiers appareils portables donneront à Lomax encore plus d'autonomie. En 1959, grâce à l'appui des frères Ertugun, fondateurs du label de rhythm'n'blues Atlantic, Alan Lomax repart dans ce Sud où la discrimination raciale sert toujours de principe de base. Atlantic tira sept 33 tours de ses équipages dans les Blue Ridge Mountains. L'apparition du disque compact a, au début des années 80, remis en lumière l'importance et la qualité du travail de ce randonneur en musique. Mais les rééditions étaient éparpillées, incomplètes.

Le projet de Rounder Records remet de l'ordre dans l'ensemble, avec à la clé de nombreux inédits. Plus d'une centaine de disques compacts sont déjà annoncés, qui ne représenteront toutefois qu'une petite partie des trésors que Lomax n'a jamais édités. Alors que la remastérisation est souvent un argument publicitaire permettant de revendre *ad nauseam* un même disque, elle est ici un plus non contestable. Enregistrés dans des conditions souvent précaires - plein air, bruits parasites, souffles - les documents de Lomax, d'une qualité exemplaire dès l'origine, gagnent en ampleur, en précision. Les bruits naturels retrouvent leur fonction de mise en situation.

Les titres génériques montrent le parcours de cet observateur de la société. Avec *Southern Journey* (dont une réédition partielle a été proposée par Atlantic, quelques mois avant celle de *Blues in the Mississippi* par Ryko, *Le Monde* du 19 août 1993 et du 24 février 1994), Alan Lomax explore un monde rural, pauvre (les Etats de Virginie, du Mississippi, la Géorgie, l'Arkansas...), où les blancs ne sont pas mieux lotis que les noirs. Dans cette première série de huit CD enregistrés en 1959 et qui ont le mérite d'indiquer clairement d'où viennent des *folk singers* des années 60, Alan Lomax s'intéresse aussi aux *spirituals* des blancs (*Brethren, We Meet Again*). Foi des baptistes, chants aux consonances inhabituelles pour qui relie chants religieux et voix noire. L'exercice (volume 4) est exemplaire, surprenant. Plus classique, mais de toute beauté, le volume 3, *Highway 61 Mississippi*, enregistré en 1959, mélange les chants de travail (Ed Le-



1936, Géorgie. Le détenu Buddy Moss à la guitare.

wis), le blues (Fred McDowell, John Dudley, Rose Hemphill...), une africanité demeurée entière (*The Young Brother's Band*, avec fûte et tambours, Sid Hemphill, un inédit à la guitare et à la fûte de paon), et les voix des congrégations (Viola James, mamma religieuse sur le *spiritual* de la région de Comol).

Lomax, qui savait l'honneur de la condition noire (il enregistra les confessions de Big Bill Broonzy, Memphis Slim et Sonny Boy Williamson, réunis en studio, et qui devinrent une sorte de brûlot jeté à la face des Etats-Unis d'Amérique), s'intéresse aux « mauvais », aux *desperados* (*Bad Man Bollaids*, volume 5). La force émotive des deux disques consacrés aux *Prison Songs*, enregistrés en 1947 et 1948 dans le pénitencier de Parchman Farm est sans pareille. L'un des deux volumes était totalement inédit. C'est un effrayant témoignage des conditions de vie des prisonniers, qui passe par la parole, le murmure, des blues aux paroles à double sens - on regrettera ici que les textes n'aient pas bénéficiés

d'une traduction française. Pour le retour à une relative légèreté, il faudra se référer au volume 8, *Velvet Voices* enregistré en 1960 en Virginie, où quartets (*The Bright Light Quartet*) et chœurs chantent la gloire de Dieu et des pêcheurs (de poisson), avec des incursions insoupçonnées dans les rythmes bahaïens (*Nat Rhamings*).

Dans l'avenir suivront les Caraïbes, l'Italie, l'Espagne... Signalez aussi que vient de paraître dans la série « Portraits » un album consacré aux premiers enregistrements de Fred McDowell, *The First Recordings* (Rounder CD 1718), réalisé avec le même soin.

Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier

* *The Alan Lomax Collection*, déjà publiés en France : *Southern Journey*, huit volumes ; *Rounder* CD 1701 à 1708 ; *Prison songs*, deux volumes ; *Rounder* CD 1714 et 1715. Livres illustrés, commentaires, sources et textes des chansons et dialogues. Distribués par Night and Day.

SÉLECTION DISQUES

FRANZ SCHUBERT

Le voyage d'hiver
Christoph Prégardien (ténor), Andreas Staier (fortepiano)
Auberger et poteau indicateur, feu follet et matinee de tempêtes, engourdissement et inondation de larmes gelées, le paysage intime de

ce dernier voyage dit toute la désespérance de Schubert, sombrement portée par le cycle de poèmes de Wilhelm Müller. Ce *Winterreise* a connu tant d'interprètes d'exception - et d'abord le baryton Hans Hotter - qu'on hésiterait à admettre le ténor Christoph Prégardien au sein de l'Olympe. Si la densité et le dramaturge pénitent d'une voix moins grave, la stylisation du chant, l'indéfinissable et quête hallucinée du havre, comme l'intensité sobre et extatique du jeu de Staier (qui joue un superbe instrument viennois), emportent l'adhésion. La très intelligente anthologie de témoignages proposée par le livret parachève la réussite de la réalisation.
Ph.-J. C.
* 1 CD Teldec « Das alte Werk » 0630-18824-2

BELLE AND SEBASTIAN

If You're Feeling Sinister
Un nom qui évoque la douceur des souvenirs d'enfance. Une musique toute en délicatesse et frémissement acoustique. Ce groupe dominé par les personnalités farouches du couple formé par Stuart Murdoch et Isobel, répand sur le rock britannique une lumière bienfaisante. Originaires de Glasgow, ils sont les héritiers d'une pop écossaise (*Orange Juice*, *The Vaseilines*, *The Pastels*) et les groupes de Postcard, label culte du début des années 80) plus préoccupée d'instantanéité mélodique que de technique. On pensera également à la grâce naïve des Pale Fountains, à la miraculeuse légèreté de Love. Si elles ne dépareraient pas autour d'un feu de camp, ces chansons possèdent assez de viva-

ciété pour allumer d'autres ambitions. Deux singles inédits, *Dog On Wheels* et *Lady Lid Fuhner Jane*, viennent récemment de confirmer ce charmant potentiel.
S. D.
* 1 CD Jester 001. Distribué par Delabel.

AÏCHA MINT CHIGHALY

Griote de Mauritanie
Dépositaire d'un art savant, maître du verbe et de la poésie, le griot est encore aujourd'hui très respecté dans la société maure. Même si les temps modernes et la sédentarisation ont amoindri son rôle, il reste un personnage-clé. L'époque où il accompagnait les chefs de tribus est certes révolue, mais on le voit toujours aux côtés des candidats lors des campagnes électorales, ou bien chanter pour le Président. Dans les fêtes, cérémonies et veillées, il déroule une suite de chants et de préludes musicaux basés sur cinq modes musicaux, qui expriment chacun un sentiment particulier, tels l'amour ou la nostalgie. Grande figure de la tradition griotique, Aïcha Mint Chighaly, accompagnée son chant à l'arabesque, une harpe de douze cordes réservée aux femmes. Les hommes, eux, ont droit au *hith* *h-dint*, ici tenu par son frère Jeich Ould Chighaly. A la voix d'Aïcha Mint Chighaly répondent celles de Mohamed Ould Chighaly, un autre frère, et de Yaya Mint Sidi, sa belle-sœur. En Mauritanie, la coutume est ainsi. On pratique la musique en famille. Interprétés en dialecte maure *hasaniya*, chants de louanges au prophète, aux guerriers célèbres et aux membres de la famille, s'enchaînent en méandres à des satires et à de nostalgiques mélodies d'amour. R. La.
* 1 CD Inédit-Maison des Cultures du Monde W 260078. Distribué par Auvidis.

FOLIES BERGERE

http://www.folies-bergere.com
HELENE MARTINI présente le spectacle musical

ARTHUR KOPIT
MAURY YESTON
SAVERIO MARCONI
ERIC EMMANUEL SCHMITT
Avec le concours de la Fondation FELLINI
01 44 79 98 98

PHILIPPE BOUVARD

IL EST SUR RTL
A 16H30

RTL

"Les Grosses Têtes"

LOREENA MCKENNITT

"Le plus beau voyage musical que vous ferez cette année !"

nouvel album

"THE BOOK OF SECRETS"

Sortie le 26 septembre

Les illusions surréalistes de l'Américain Richard Foreman

Le Festival d'automne reçoit à Gennevilliers le metteur en scène new-yorkais

Avec *Pearls for Pigs*, le Festival d'automne retrouve l'un de ses familiers, l'auteur-metteur en scène-scénographe new-yorkais Richard Fore-

PEARLS FOR PIGS. Texte et mise en scène de Richard Foreman. Avec David Cote, Yehmda Dueynas, Peter Jacobs, David Patrick Kelly, Tom Neils, John Ogley. En anglais (traduction simultanée).
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, 41, avenue des Grésillons. M^{me} Gabriel-Pérl. Tél. 01-41-32-26-26. Vendredi 26 à 20 h 30, samedi 27 et dimanche 28 à 16 heures et 20 h 30. De 80 F à 140 F. Durée 1 h 30.

A l'origine, l'expression désignant une faveur dont les destinataires sont incapables d'apprécier la délicatesse est « *jeter des marguerites aux pourceaux* ». Marguerite, du latin *margarita*, c'est-à-dire perle. En appelant sa pièce « *Les Pigs* (les pourceaux) », Richard Foreman renvoie au porc et au jet, mais pas à le laisser cotendre. Et ce mot s'entend si fortement que des spectateurs, des critiques, des acteurs même, un peu inquiets, se sont tournés vers lui et lui ont demandé : « *Qui sont les cochons ?* » L'auteur s'est bien gardé de répondre. Son silence sur le sujet renforçait celui de la pièce. Il faudrait bien s'y faire : il n'y aurait pas plus de perles et de cochons chez Foreman que de chien andalou chez Luis Bunuel et Salvador Dalí.

Si l'oo mentionne Bunnel et Dali (jeunes), c'est que le théâtre de Foreman n'en a pas fini avec le surréalisme. Il s'inscrit bravement au terme de trois quarts de siècles d'avant-garde, frotté au passage de théâtre de l'absurde, de zen et de technologie. Son théâtre n'a d'autre contenu que sa propre interrogation, existentielle, qui l'oblige à se prouver à chaque minute qu'il est théâtre et rien d'autre.

S'il ouvre par instants une fenêtre sur l'univers, c'est simplement lassitude. Parce ce qu'il s'est laissé aller au sort commun qui est celui des spectateurs. Qu'il a dû répondre au soupçon du sens, de ceux qui sont incapables de supporter la fascination du vide et du vain, de regarder en face un monde où le factice est la seule réalité.

ici, le plateau est à la fois piste de danse, de cirque, ring, podium de cabaret et salle de classe. Les feux de la rampe se lèvent parfois directement sur le public qui se trouve tranquillement annexé. Qu'on se rassure : comme d'habitude, la scène est soulignée par quelques lés qui la séparent de la salle. De quoi se protéger des apostrophes du Maestro (David Patrick Kelly), à la fois arbitre et combattant, si l'on pense assister à un match de boxe ; d'empêcher et lion en cage, si l'on croit être au cirque ; dans tous les cas, acteur

en quête de personnage. Son adversaire est le Docteur (Tom Neils) - dont on voit bien qu'il est méchant à son accent allemand de bande dessinée - tantôt homme grenouille, tantôt gentleman anglais.

Sans cesse, une idée pousse l'autre, la déchiquète et l'envoi promener en mille morceaux au milieu de la scène

Il y a aussi quatre calligraphes moustachus de sexe indéfinissable, portant coiffures de prêtre assyrien, fraises autour du cou, en tablier de boucher, porte-jarretelles et rangers, qui font office de choré antique (muet), de gîris (ou de boys) de revue. Comme le dit Pierrot (car il ne manque ni Pierrot ni Colombine): « Ça n'a ni queue ni tête. » Une phrase à prendre au pied de la lettre.

D'abord, parce que Foreman adopte, plus que jamais, le parti d'un continuum visuel et sonore, avec toutes les variations qu'offre la musique répétitive. Ensuite, parce que les têtes sont

Le Supergrass au I

Jean-Louis Perrier

La jeunesse insouciante de Supergrass au Bataclan

Dans une débauche d'énergie, le trio anglais revisite ses tubes à 200 à l'heure

« SI VOUS TROUVEZ que c'est trop fort, c'est que vous êtes trop vieux. » Supergrass, qui est un groupe très jeune - son leader, Gaz Coombes, a été âgé que de vingt et un ans -, peut se permettre d'appliquer à la lettre ce précepte de Ted Nugent et faire monter l'aiguille des potentiomètres dans le rouge. Un concert du trio d'Oxford laisse l'auditeur K.-O. mais heureux d'avoir vu et entendu l'une des attractions les plus excitantes de la pop britannique actuelle.

Après un passage éclair avant l'été au Café de la danse, les préférés de Steven Spielberg sont revenus à Paris, jeudi 25 septembre, dans les murs du Bataclan. Gene-

va, quintette écossais nanti d'une flatteuse réputation, les a précédés. Non pour une habitude première partie : ce groupe a bénéficié de près d'une heure pour convaincre, ce dont il s'est acquitté à moitié. Son chanteur, Andrew Montgomery, possède une voix de ténor qui titille les anges, et ses envolées ressuscitent parfois deux disparus, les Buckley (plus le père, Tim, que le fils, Jeff).

Further, l'album que Geneva a publié cette année, lui a valu d'être promu révélation de l'année par plusieurs journaux britanniques - mais on en découvre là-bas une par semaine. Les musiciens d'Aberdeen ne sont pourtant pas parvenus à donner le change

CONFIRMER OU DISPARAITRE

En débutant son show avec *I'd Like to Know*, Supergrass a semé immédiatement la pagaille et le pogo devant lui. Cet hymne furibard ouvrira le premier album, *I Should Coco*, petit chef-d'œuvre de pop agitée par en 1995. Guérilliste et compositeur, Gaz Coombes a mêlé la richesse mélodique des années 60, l'urgence et la consécration du punk-rock des seventies et le détachement et l'insouciance de la décennie 80. Si le deuxième album, *In It for the Money*, sorti cette année, a pu paraître moins spontané (et a été plus fidèlement accueilli), c'est aussi que l'écriture a gagné en complexité.

Sur scène, Supergrass a, en tout cas, parfaitement réussi l'amalgame. Le trio, augmenté d'un organiste, jette toute sa hargne sur ses instruments. Baguettes tenues haut, le oez sur les cymbales, Danny Goffey fait irrésistiblement penser à Keith Moon, le batteur fou des Who, autre groupe qui en

Bruno Lesprit

**Après avoir
lu cette annonce,
relisez la météo.**

**Paris
Marseille
en TGV
180F***
Découverte J30

Avec Découverte
J30, vous prenez
votre billet 30 jours à l'avance
pour bénéficier d'une réduction
de 50%.

Autrement dit, vous allez
directement du centre
de Paris au centre de
Marseille pour 180F. Vous ne
trouvez pas que les distances
paraissent beaucoup plus
courtes tout à coup ?

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN. **INCP**

OPERA
LILLE

Les Conjurées

Hubert / Spring (version de concert)

Le feuilleton de la « vache folle »

L'hebdomadaire médical britannique « The Lancet » est plus que jamais la publication de référence concernant cette maladie et sa possible transmission à l'homme

DANS SON ÉDITION datée du 27 septembre, *The Lancet* revient longuement sur l'affaire de la possible transmission à l'homme de l'agent infectieux de l'encéphalopathie spongiforme bovine, cette maladie animale mieux connue comme celle de la « vache folle ».

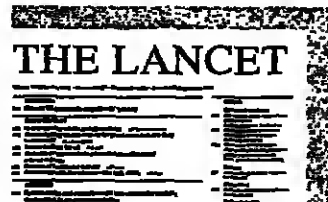
Le célèbre hebdomadaire médical londonien publie une série d'articles signés par les membres de l'unité nationale britannique de surveillance de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Dirigés par le docteur Robert Will (Western General Hospital, Edimbourg), les auteurs de ces publications fournissent, pour la première fois, une lecture médicale détaillée et approfondie de l'inquiétant phénomène observé en Grande-Bretagne : l'émergence d'une nouvelle maladie humaine.

Il apparaît ainsi, après plusieurs années de controverses et d'alternances dans les milieux spécialisés, que l'affection décrite et recensée sur le sol britannique correspond bel et bien à une nouvelle entité pathologique neuro-dégénérative et toujours mortelle. Les auteurs fournissent notamment la totalité des éléments cliniques et biologiques qu'ils ont pu recueillir sur les victimes de cette affection dont on a recensé vingt-quatre cas outre-Manche.

L'analyse fine des caractéristiques de cette variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob impose de conclure qu'elle est due à un agent infectieux spécifique, distinct de ceux qui sont à l'origine des formes jusqu'ici connues de

l'affection. Ces communications, importantes d'un point de vue médical et scientifique, consacrent la place centrale occupée par l'hebdomadaire de Bedford Square dans le champ des publications sur cette nouvelle maladie.

Depuis la description de la nouvelle affection bovine et les interrogations quant à sa possible transmission à l'homme, *The Lancet* a toujours été la revue de référence, systématiquement retenue par les spécialistes britanniques. Peu soucieux de partager leur savoir et leurs pré-



lèvements avec leurs collègues européens ou américains, ces derniers y ont, au fil des semaines, publié sous forme de lettres ou d'articles originaux sur le même sujet.

Pour sa part *The Lancet* dans ses

prises de position éditoriales a, en dépit des passions et des angos géométriques par l'affaire de la « vache folle », toujours conservé un recul et un flegme étonnant, se gardant de toute extrapolation, de toute hypothèse pessimiste.

INSTITUTION LONDONNIENNE

Pour les responsables de cette institution londonienne il est clair que le nombre prévisible des cas de la nouvelle maladie humaine est toujours entre quelques dizaines et... quelques millions. D'autres publications médicales ont, au travers de cette affaire,

cherché à peser différemment sur le pouvoir politique et les autorités sanitaires. Dans sa dernière édition, le *Journal of the American Medical Association* donne la parole au professeur Paul Brown, de l'Institut national américain sur les désordres neurologiques à l'Institut national de la santé, qui souhaite le maintien de l'embargo sur les bovins et leurs produits dérivés en provenance de Grande-Bretagne ou d'autres pays européens - dont la France - touchés par l'ESB.

Jean-Yves Nau

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Promettre que le temps de travail hebdomadaire passera de 39 à 35 heures, sans réduction de salaire, et proclamer l'avènement des 35 heures payées 39, voilà qui ne serait pas... mais pas du tout la même chose ! C'est de moins ce que s'efforce d'expliquer de façon précise le ministre de l'Économie comme l'a fait avant lui le chef du gouvernement. L'ennui est que les électeurs de Lionel Jospin et les militants de gauche, qui ont des oreilles pour entendre, n'ont pas oublié les engagements de la campagne électorale. Ils ont cru légitimement que c'était tout pareil. Ils attendent donc que promesse soit tenue pour le mieux-être des salariés et pour le moins de chômage. De cet embarras, le gouvernement

cherche à se sortir par de bien périlleuses contorsions. A trop vouloir concilier ses imprudentes promesses politiques et sa légitime prudence économique, il ne peut que mécontenter tout le monde à la fois. Et le courage serait pour Lionel Jospin de reconnaître qu'il ne doit ni ne va faire en l'occurrence ce qu'il avait dit qu'il ferait !

EUROPE 1

Alain Duhamel

Les Français aiment l'Europe : c'est le résultat d'une enquête organisée par Ipsos pour le ministère des affaires européennes. Une forte majorité (64 % contre 23 %) considère que l'Europe est une bonne chose pour les gens comme eux. Un pourcentage encore plus élevé juge qu'elle est une bonne chose pour la France. Les habitants de ce pays considèrent que la construction européenne sera fructueuse. Même

l'euro fait beaucoup moins peur qu'on ne l'imagine : plus de 9 sur 10 des Français pensent qu'il se fera et une forte majorité (67 % contre 29 %) y est favorable. En chiffres ronds, deux Français sur trois sont favorables à l'idée et aux perspectives européennes. C'est beaucoup. C'est même un chiffre très encourageant dans une période où pour tant les motifs d'appréhension sont nombreux. Là aussi, peut-être la fin de la mélancolie française et le retour de l'espérance et de la confiance se font-ils sentir.

LE FIGARO

Charles Lambroschini

En Russie comme ailleurs, la France a une meilleure réputation que les Français. Chaleureusement accueilli par Boris Eltsine, Jacques Chirac a fait, à Moscou, un constat récurrent depuis qu'il court le monde. Parce que nos hommes

d'affaires restent timides, le commerce entre les deux pays n'est pas à la hauteur de leurs relations politiques. L'Élysée et le Kremlin sont d'accord sur presque tous les dossiers diplomatiques. Exemple : le Proche-Orient. Boris Eltsine a pris le relais des critiques d'Hubert Védrine à l'encontre de Benjamin Netanyahu : il a demandé que les États-Unis pressent Israël de se mouvoir plus constructif. Sur l'OTAN, la France n'a cessé d'insister auprès de Washington pour que l'élargissement vers les pays de l'Est ne se fasse pas contre Moscou. Dans le domaine économique, le bilan est nettement moins flatteur. La France n'est que le huitième fournisseur de la Russie. Elle ne peut évidemment pas se mesurer aux États-Unis, qui occupent la première place. Mais le fait de traîner derrière les autres Européens est inexcusable.

SUR LA TOILE

DÉLATION À TAIWAN

Le ministère de la justice de Taïwan a annoncé la création d'un centre de prévention du crime sur Internet qui travaillera en liaison avec la police et les ministères de l'économie et de la communication. Il s'agit notamment de lutter contre la récente prolifération de sites web commerciaux proposant aux internautes taïwanais des marchandises illicites, allant des armes à feu de contrebande aux logiciels pirates. Une boîte aux lettres électronique a été créée pour recevoir les dénonciations. (A2)

ÉCHEC AU SPAM

La mobilisation des internautes américains contre le spam, une pratique consistant à envoyer une offre commerciale, souvent douteuse, vers un très grand nombre de boîtes aux lettres électroniques, commence peut-être à porter ses fruits. Sous la pression d'associations d'utilisateurs, le prestataire d'accès de Cyberpromo, NancyNet et Quantum, les trois plus grosses entreprises de spam, a décidé de ne plus leur fournir de connexion Internet. Sanford Wallace, le célèbre patron de Cyberpromo, semble avoir du mal à trouver un prestataire de rechange, mais il ne s'avoue pas vaincu.

TOUT SUR TUPAC AMARU

Le site lui-même offre des possibilités modestes de navigation : l'un de ses points forts consiste en un historique tout à fait impressionnant (avec pas moins de 28 entrées) du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Présenté comme l'incarnation du terrorisme, cette sorte de bête

noire donne aux militaires, placés en « première ligne de la lutte contre le terrorisme », une vraie raison d'exister.

Curieusement, le Sentier lumineux - qui, au début des années 90, a fait régner une véritable terreur dans le pays et qui, aujourd'hui encore, continue ses ac-

tions - n'est pas digne de figurer dans les entrées proposées !

La gloire du site, c'est, en fait, la mise en ligne de la publication *Luxueuse* - imprimée en quadrichrome - du commandement interarmées, *Comando en action*. Le dernier numéro est tout à la gloire de l'opération militaire au

<www.rcp.net.pe/CCFFAA>

Les forces armées péruviennes oublient-elles la guérilla menée par le Sentier lumineux ?



cours de laquelle 140 soldats d'élite de l'armée ont libéré, en avril dernier, 72 otages séquestrés pendant 126 jours, dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, par un commando du MRTA.

« Jour J, heure H », aucun détail de l'histoire officielle n'est passé sous silence pour expliquer au profane les détails de la stratégie militaire de l'opération, dont « le succès », précisent les auteurs, ne commence pas en décembre 1996 (date de la prise d'otages), mais en novembre 1991 (soit quelques mois après l'élection de M. Fujimori à la présidence de la République), quand les concepts de la défense nationale ont été restructurés.

Pour convaincre les jeunes « internautes » péruviens qui hésitent encore à rejoindre les forces armées, le site propose, enfin, un vibrant hommage aux deux officiers qui ont trouvé la mort pendant l'opération. Son titre : « Deux exemples pour vivre et mourir pour la patrie » !

Alain Abellard

Christian Colombani

Darwin, Pinocchio et moi par Alain Rollat

JE ME SUIS VU affiché dans le métro. J'étais représenté, sur un panneau publicitaire, lisant le journal. Mon journal. Je marchais en lisant *Le Monde*. Il s'agissait d'un message sans texte, purement visuel. Je communiquais en silence avec mes contemporains. Mais pourquoi étais-je exhibé tout nu ? Enfin, presque : j'étais exposé en caleçon. Plus troublant encore, cette affiche me montrait suivi par quatre stèles et deux hommes des cavernes. Ils cheminaient derrière moi en file indienne. Aucun d'eux ne lisait le moindre journal. J'étais le seul à accomplir l'acte de lecture. Il m'a fallu un instant pour comprendre la géniale portée symbolique de cette affiche promotionnelle sortie de l'imagination pétillante de l'agence BDD. Cet *Homo sapiens*, auquel je m'étais instantanément identifié parce qu'il lisait *Le Monde*, incarnait l'intelligence dans sa forme archétypale. Je

pense, donc je lis. Il lisait, donc il était à la pointe de l'humanité pensante. Voilà pourquoi cet *Homo sapiens* était représenté dans une version graphique subtilement détournée du schéma sur l'évolution des espèces conçu par Darwin pour montrer que l'homme descend du singe. J'étais fiévreux.

Mais le lecteur du *Monde* est ainsi fait que son esprit critique n'est jamais en repos. Confronté à cette représentation générique de moi-même, je fus soudain assailli par le doute. Qu'en pensera Babacar ? N'y verra-t-il pas une image colonialiste, une annexion du lectorat du *Monde* par la race blanche ? Et Marcel, mon pote ouvrier ? Ne va-t-il pas y déceler un regain idéologique d'extrême ? Et mon curé, qui ne sait pas encore que Jean Paul II a donné son assentement à la théorie évolutionniste de Darwin ? Ne va-t-il pas m'accuser d'outrager ses ouailles

qui contestent la part du singe dans la création de l'homme ? J'en étais là quand j'ai découvert, dans un abri-bus, une seconde affiche de moi-même imaginée par BDD. J'y étais représenté non plus en tant que prototype de lecteur mais en tant que figure emblématique du *Monde*. J'apparaissais sous les traits étonnants d'un copain d'enfance : ce cher Pinocchio, enfant naturel du romancier Carlo Collodi et fils adoptif du menuisier Gepetto, passé à la postérité grâce à Walt Disney. Je ne l'avais plus revu depuis l'époque où son nez s'allongeait chaque fois qu'il mentait. Sur cette image, son nez était brisé. Pinocchio souriait : pour incarner l'éthique du *Monde*, son souci de vérité, donc mon propre combat contre le mensonge. Il l'avait brisé lui-même ce nez. Je me suis machinalement touché le mien pour m'assurer que je n'étais plus une marionnette.

Abonnez-vous au Monde

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1038 F ☐ 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

* Prix de vente au numéro - (taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement sous :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		USA - CANADA	
1 AN	6 MOIS	1 AN	6 MOIS
2080 F	1120 F	2800 F	1500 F
1120 F	560 F	1500 F	750 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-00 de 9 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

VENDREDI 26 SEPTEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 **Agence matrimoniale** ■
De Jean-Paul Le Chanois (France, 1991, N., 105 min.) Ciné Cinéma

20.45 **Crashing Hollywood** ■
De Law Landers (Etats-Unis, 1996, N., 65 min.) Ciné Cinéma

21.00 **Sommersby** ■
De Jon Amiel (Etats-Unis, 1993, 115 min.) Ciné Cinéma

22.45 **Who Killed Tchekovskii ?** ■
D'Anthony Holden (Etats-Unis, 55 min.) Muzik

23.00 **Une journée en enfer** ■

De John McTiernan (Etats-Unis, 1995, 123 min.) Canal+

23.20 **L'Arnaqueur** ■
De Robert Rossen (Etats-Unis, 1961, N., v.a., 130 min.) Ciné Cinéma

23.50 **Réves** ■
D'Akira Kurosawa (Etats-Unis, Japon, 1989, v.a., 115 min.) Arte

0.25 **Souvenirs d'en France** ■
D'André Téchiné (France, 1974, 90 min.) France 2

0.25 **L'Amie des guerriers** ■
De Lee Tamahori (NZ, 1994, 100 min.) Ciné Cinéma

1.05 **Le Corsaire rouge** ■
De Robert Rossen (Etats-Unis, 1952, v.a., 100 min.) Canal+

1.30 **Mirages de Paris** ■
De Jean Cocteau (France, 1952, N., 30 min.) Ciné Cinéma

2.00 **Antoine et Colette** ■
De François Truffaut (France, 1965, N., 30 min.) Arte

2.30 **Les Mitions** ■
De François Truffaut (France, 1957, N., 20 min.) Arte

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**. Avec Sinclair, Shôa Ana. Canal+

20.05 **Courts particuliers**. Casting 2. Invité: Alexandra Kazan. Paris Première

20.50 **Thalassa**. Bateau-patrouille d'Along. France 3

21.00 **De l'actualité à l'histoire**. Animé par Marc Ferro et Bertrand Le Gendre, rédacteur en chef au Monde. Les mines antipersonnelles. De Spozzoli, à M. Histoire

21.35 **Faut pas rêver, Afrique**. Sur les traces de l'histoire africaine. Invité: Jean-Luc Cochet. France 3

22.50 **Sans aucun doute**. Les métiers des "impossibles" et ceux avouables. Invité: Philippe Leriche. TF1

22.50 **Bouillon de culture**. L'insurrection. Invité: Henry Bauchau (Antenne 2); Michel Onizy (Politique du spectacle); Jean-Luc Cochet (France 3); Shôa Ana (France 2)

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

23.20 **Les Carnets du présent**. Robert Huez, l'homme qui rêvait pas. France 3

SPORTS EN DIRECT

18.30 **Cyclisme**. Tour d'Espagne. Eurosport

18.30 **Tennis**. Coupe du Grand Chelem. Eurosport

19.35 **Basket-ball**. Championnat de Pro A. Orléans - Le Mans. Eurosport

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

21.55 **Un tableau pour y vivre**. Regards sur Paul Delvaux. RTBF 1

23.40 **Pour mémoire**. Sadate, Rabin. Planète

SÉRIES

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

23.45 **Table**. De Dick Lowry. Téma

20.25 **Star Trek**. Le cerveau de Spock. Canal Jimmy

20.45 **Two**. Preuve par l'image. Série Club

20.45 **Turbulences**. O'D'Elisabeth Rappeneau. M 6

22.10 **Le Vieux Homme et la Mer**. De John Ford. Festival

23.25 **Flèvre à Los Angeles**. A De Dean Hamilton. M 6

NOTRE CHOIX

● 21.00 et 21.55 Muzik

Les Grandes Voix noires américaines

Fourmillant d'archives rares, un vibrant parcours du chant noir américain, de ses origines religieuses jusqu'au funk urbain et électrique, qui révèle en contrepoint le quotidien et les préoccupations de cette communauté noire marquée dans son histoire par l'esclavage et la ségrégation, les emplacements sociaux et politiques de leur musique. Sur un commentaire de Lucien Malson, ce beau documentaire en deux volets réalisé par Claude Fléouter évite l'approche didactique et la linéarité chronologique et met plutôt en évidence les liens, les influences et la continuité d'un style à l'autre. Une longue histoire qu'illustrent, parmi tant d'autres, Paul Robeson, Bessie Smith, Mahalia Jackson, Cab Calloway, Billie Holiday, Ella Fitzgerald, Otis Redding et James Brown.

● 23.20 France 3

Les Carnets du présent. Réalisé par André Campiana et Jean-Charles Elie, Robert Huez, l'homme qui n'était pas prévu est un portrait très bienveillant du secrétaire national du Parti communiste français, saisi dans les deux mois qui ont précédé la campagne pour les élections législatives anticipées: meetings, voyages, réunions, déjeuners, interviews... le métier politique vu de l'intérieur, à travers quelques épisodes publics et privés d'une vie de travailleur acharné, qui s'étonne encore aujourd'hui de son élection à la tête du parti, en janvier 1994, lors du XXVII^e congrès. Quelques apartés réjouissants, notamment avec Michel Rocard et Dominique Voynet.

NOTRE CHOIX

● 0.45 France 2

La 25^e heure

Solidarité de couleur

de couleur

de couleur

de couleur

de couleur

de couleur

Sans nuages

par Pierre Georges

LE GÉNÉRAL Automne, proche parent du funeste général Hiver, est bien aimable avec le pauvre monde. Quel temps, mais quel temps ! Azur sur toute la ligne. Anticyclonique. Beau le matin. Beau le midi. Beau le soir. Un pur bonheur. Pour dire, c'est pas humain de travailler par un temps pareil quand on aurait tant d'autres choses à faire ailleurs et tant de plaisir à ne rien faire ici.

Mais enfin puisqu'il le faut ! Prenons ce supplément d'été pour ce qu'il est, une prime de rentrée, les trente-neuf heures, on plutôt les soixante, payées en monnaie de soleil. Car n'en doutons pas : elle se paiera un jour cette humeur guillerette qui fait voir la vie en bien et l'actualité en rose. Par exemple, cette photo dans le Figaro du matin. Jean Tiberi, de droite, et Daniel Vallant, de gauche, en pleine trêve de comices viticoles. Les jours ordinaires les séparent politiquement. Ils ne se font pas de cadeaux et encore moins de politesses.

Et voici que par une sorte de miracle du temps et des humeurs, le document les montre comme deux compères dans les vignes du Seigneur. Ou du Sacré-Cœur, succursale parisienne. Comme ils ont l'air aimable, et prévenants et affables. « Tiens, Jean le sécateur ! ». « Pour toi Daniel, ces quelques grappes ! ». Ah ! que tout cela est beau, et édifiant, et français. La trêve des vignes, un petit arpent du Bon Dieu à vendanger. Monte là-haut et tu verras Montmartre ! On imagine en quel étonnement, que dit-on, en quel émerveillement, cette scène de la vie parisienne a dû laisser les touristes qui arrivent à pleins tonneaux pour se faire arnaquer par les barbouilleurs-malades de la place du Tertre.

Tellement français ! Certes le vin produit à Montmartre pourrait se discuter. On dit même que lorsqu'il est tiré, mieux vaut ne pas le boire. Mais ne tombons pas dans le travers vinaigré du chroniqueur œnologique. L'important n'est pas le vin, mais le fait qu'on en fasse dans la plus délicate convivialité. « La vigne, dira notre bon maire, est comme le symbole maintenu d'un véritable art de vivre au cœur d'une grande métropole moderne ». Que dire d'autre, de mieux, de plus finement ciselé et observé ? Rien. Poulbots de la métropole, levez vos verres pour le zéziesque refrain : « Il a très bien parlé, on va le faire empaler ».

Beau temps aussi à Strasbourg où nous nous prélassons ce matin. On n'y vendange pas encore dans les rues. Mais la ville sous le soleil est un vrai enchantement. C'est carrément super-Montmartre. Avec, en prime, les belles filles sur leur grand vélo.

Là-aussi, les touristes débarnent par cars entiers. La cathédrale, les berges de l'Il, les maisons alsaciennes à colombages, la Petite France, bon, on ne va pas énoncer tout le défilant. Rien ne manque et les Alsaciens sont toujours frappés de géranitomania.

Mais si l'on en parle, c'est pour une autre raison : la qualité même de ces touristes, ceux que les agences de voyages appellent les seniors. Les retraités, les clubs du troisième âge, les gens qui ont désormais tout leur temps pour s'offrir du bon temps, s'en payent une bonne tranche. Un vrai phénomène de société comme l'on dit. N'empêche que cette année, avec leur radieux consorc, le général Automne, ils ne seront point volés !

Selon le ministre de l'intérieur, « des irrégularités » ont entouré la réélection de M. Tiberi à Paris

Jean-Pierre Chevènement a transmis au Conseil constitutionnel les « observations » de ses services

L'AVIS TRANSMIS par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, au Conseil constitutionnel sur les recours engagés contre l'élection de Jean Tiberi dans la deuxième circonscription de Paris, le 2 juin, est sévère pour le maire de Paris. « L'écart des voix entre les deux candidats présents au second tour est important, mais les opérations électorales semblent s'être déroulées dans une contextuelle accumulant des irrégularités de toute nature. Leur concomitance, plus que la valeur intrinsèque de chacune d'elles, est impressionnante. Le doute sur l'impartialité des travaux des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales est sérieux », indique ce document, signé au nom du ministre par Jean-Pierre Dupont, directeur de son cabinet.

L'avis rassemble les observations des fonctionnaires du bureau des élections et des études politiques du ministère de l'intérieur sur les recours en annulation déposés par deux des adversaires de M. Tiberi aux élections législatives. « Toutefois, faute d'élément de preuve décisif, je ne peux que m'en remettre à la sa-

gesse du Conseil constitutionnel, qui seul est en mesure de mener les investigations nécessaires pour que la lumière soit faite sur cette affaire », poursuit l'avis du ministre, qui rappelle que « seule l'instruction et la possibilité d'entendre des témoins pourront permettre d'établir les faits ».

DEUX RECOURS

Les deux recours, déposés par Yves Frémion-Danet (Verts) et Lyne Cohen-Solai (PS), invoquent, d'une part, des inscriptions frauduleuses sur les listes électorales, d'autre part, des irrégularités relevées pendant le déroulement du scrutin. Le premier aspect, révélé par une enquête du Canard Enchaîné du 23 avril, « a fait l'objet de nombreuses plaintes devant les tribunaux judiciaires », rappelle l'avis ministériel. Celles de M^{me} Cohen-Solai et de M. Frémion-Danet, qui se sont constituées parties civiles, ont donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire à la mi-juin. Le ministre de l'intérieur, sur ce point, admet que le Conseil constitutionnel, selon une jurisprudence invoquée par M. Ti-

beri dans son mémoire en défense, ne se prononce sur la régularité des inscriptions sur les listes électorales « que lorsque des manœuvres sont susceptibles d'avoir porté atteinte à la sincérité du scrutin ».

L'instruction menée par le Conseil en décidera, mais le ministre « relève cependant certains éléments qui l'inclinent à penser que des manœuvres ne sont pas absentes des circonstances de l'espèce ». Et de citer « le nombre d'immeubles d'habitation municipaux correspondant aux adresses des électeurs incriminés », « la domiciliation à des adresses inexistantes ou insusceptibles d'accueillir le nombre d'électeurs recensés », « la référence à des adresses qui correspondent à des bâtiments officiels ». Sur le déroulement du scrutin, le ministre de l'intérieur passe en revue « divers griefs, plus anecdotiques, mais qui marqueraient une volonté, s'ils étaient avérés, d'entretenir un contexte peu propice à une expression libre du suffrage », sans constituer systématiquement des irrégularités.

Ainsi, l'attribution de logements sociaux entre les deux tours, les re-

lances téléphoniques par des personnes prétendant représenter M. Tiberi, ou le transport d'électeurs par des véhicules municipaux, ne porteraient pas atteinte à la liberté d'expression du suffrage, en l'absence de pressions qui « alléguées par les requérants, ne sont pas prouvées ».

Le ministre distingue enfin des irrégularités, lors du dépouillement et du comptage des votes, dont l'incidence est habituellement jugée minime sur le résultat du scrutin « dans un contexte électoral normal ». Compte tenu de l'avance (2725 voix) de M. Tiberi sur son adversaire socialiste au second tour, les quelques rectifications admises par le député réélu, ne modifieraient guère le décompte final. L'argumentation des recours repose précisément sur l'idée que l'accumulation d'anomalies dans les listes électorales du 5^e arrondissement, dont M. Tiberi fut le maire jusqu'en 1995, crée un contexte anormal dans la circonscription du maire de Paris.

Pascal Sauvage

DÉPÊCHES

■ ITALIE : vingt-quatre mafieux ont été condamnés à la prison à vie par les juges de la cour d'assise de Catanzaro, en Sicile, vendredi 26 septembre. Les accusés étaient jugés pour leur participation à l'assassinat, en 1992, du plus célèbre juge anti-mafia, Giovanni Falcone.

■ CATASTROPHE : un Airbus s'est écrasé dans le nord-est de Sumatra avec 221 passagers à bord. L'avion de la compagnie indonésienne Garuda venait de Jakarta et s'est écrasé à 14 h 30 locales (07 h 30 GMT). - (AFP)

■ ÉCONOMIE : le commerce extérieur français a établi un nouveau record historique, en juillet, avec un excédent de 22,4 milliards de francs. Il s'explique par une très forte demande étrangère : les exportations ont atteint un niveau sans précédent de 144,9 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), en hausse d'une vingtaine de milliards de francs par rapport à la tendance de l'an passé, les importations restant à un niveau normal, soit 122,5 milliards de francs. L'excédent, notamment pour l'industrie militaire, atteint un pic à 3,2 milliards de francs.

■ ESPACE : la navette américaine Atlantis a décollé, vendredi 26 septembre à 4 h 34 (heure de Paris), de Cap Canaveral (Floride), avec sept astronautes, dont le Français Jean-Loup Chrétien. Elle doit s'arrêter à la station orbitale russe Mir dans la nuit de samedi à dimanche, afin de relever l'astronaute américain Michael Smith, qui sera remplacé par son collègue David Wolf (Le Monde du 26 septembre).

■ SLOVAQUIE : la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye a tranché, jeudi 25 septembre, en faveur de la Slovaquie le différend qui oppose ce pays à la Hongrie, à propos de la construction du barrage hydroélectrique de Gabčíkovo, sur le Danube. La Hongrie s'était retirée en 1989 de ce projet décidé en 1977 entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie communistes. La Slovaquie, issue de la Tchécoslovaquie, poursuivait seule, depuis 1993, les travaux. Dans son arrêt, la Cour a conclu que « la Hongrie n'était pas en droit de suspendre puis d'abandonner en 1989 la partie des travaux qui lui incombait ». - (AFP)

■ POLOGNE : l'Action Électorale de Solidarité (AWS, droite) a recueilli 33,83 % des voix et disposera de 201 sièges sur 460 à la Diète (Chambre basse), selon les résultats officiels des élections législatives du 21 septembre, publiés jeudi 25 septembre. L'Alliance de la gauche démocratique (SLD, ex-communiste) a obtenu 27,13 % des voix (164 sièges). L'Union pour la liberté (UW, libéral) : 13,37 % et 60 sièges. Le Parti paysan (PSL, conservateur) : 7,31 % et 27 sièges. Le Mouvement pour la Reconstruction de la Pologne (ROP, droite populiste) : 5,56 % et 6 sièges. La minorité allemande aura deux députés. La participation a atteint 48 %. - (AFP)

■ SNCF : six passagers ont été légèrement blessés dans la collision intervenue, jeudi 25 septembre vers 18 heures, entre un TGV Paris-Dunkerque et une goulotteuse dont le moteur a calé au moment où elle franchissait la voie à la sortie de Bergues (Nord). Arrivant à 130 km/h, la motrice du TGV a déraillé et s'est couchée sous l'effet du choc.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE
Cours relevés le vendredi 26 septembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 17994,71 -1,89 -7,06
Hong Kong Hang Seng 14710,87 +0,51 +9,36

Tokyo, Nikkei sur 3 mois
122,27

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Cours au 26/09 Var. en % Var. en %
Paris CAC 40 2974,89 -1,22 +28,46
Amsterdam CSE 15770 -0,50 +49,18
Bruxelles 15770 -0,50 +49,18
Francfort Dax 30 3705,42 +0,19 +35,87
Ireland ISEQ 5137,40 +1,42 +24,74
Londres FT 100 5137,40 +1,42 +24,74
Madrid Ibes 35 5137,40 +1,42 +24,74
Milan MIS 30 25801 -0,37 +51,63
Zurich SMI 5836,30 -0,54 +42,97

Tirage du Monde daté du vendredi 26 septembre 1997 : 546 838 exemplaires. 3

Un problème avec votre téléphone ?
Pas de problème, téléphonez !



Parce que vous serez bientôt un million d'utilisateurs de téléphones mobiles Ericsson en France, nous avons mis à votre service un N° de téléphone où du lundi au samedi, de 7h00 à 22h00, il y a toujours une évolution pour que vous puissiez téléphoner.

SERVICE CLIENTS 0803 383 383

*1,49F/mn

ERICSSON



Nous relions les gens entre eux

Que faut-il pour relier les peuples d'Asie, d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs? Tout d'abord une compréhension parfaite de l'esprit, des lieux et par-dessus tout des gens de chaque partie du globe. Bien sûr, la volonté constante de proposer un service de très haut niveau. Ensuite, une tradition de recherche et d'innovation de renommée mondiale, dans les services numériques et RNIS ainsi que dans bien d'autres systèmes de communications.

Systèmes d'intégration globale. Nous fournissons des réseaux d'infocommunications de pointe à plusieurs multinationales du monde entier. Et pour les gérer, NTT a ouvert 13 bureaux à travers le monde, dont trois en Europe (Paris, Londres, Düsseldorf).

Réalisations à l'étranger. NTT construit également les réseaux de télécommunications qui font défaut dans certains pays asiatiques comme la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et le Sri Lanka. Notre participation au *Malaysian Multimedia Super Corridor* (MSC), projet gouvernemental qui vise à favoriser le développement des technologies multimédia dans cette région, et au Forum du Multimédia des 19 membres des pays asiatiques (AMF) sont deux exemples supplémentaires de nos récentes réalisations.

Services de communications globales. NTT a, enfin, l'ambition de fournir des services de communication mondiaux, d'un bout à l'autre d'une autoroute de l'infocommunication ultrarapide qui reliera l'Europe, les Etats-Unis et l'Asie, Japon compris. Dès le 1er septembre de cette année, ces services vont commencer à se mettre en place. Alors, partout dans le monde, les forces locales de NTT sont déjà prêtes à transformer cette vision en réalité.



Le multimédia pour relier les hommes

TOKYO/BANGKOK/PEKIN/HANOI/HONGKONG/JAKARTA/KUALA LUMPUR/MANILLE/SHANGHAÏ/SINGAPOUR/GENEVE/LONDRES/PARIS/DUSSELDORF/NEW YORK/MOUNTAIN VIEW/LOS ANGELES/RIO DE JANEIRO

www.nttinfo.ntt.co.jp

je n'arrive pas à la passer
je n'arrive pas à la passer

d'un
no
ph

cat
jou
2 se
gér
gro
bla
mer
Cas
A
pub
de l
sion
telle
les
tien
caiq
à el
fran
tion
côit
« re
ficat
chés
tiqu
imm
pres
Ce
perm

Je suis là